

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mercredi, 28 février 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

L'honorable M. MERCIER propose la seconde lecture du bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay.

M. BEAUCHAMP propose le renvoi du bill à six mois. Plusieurs raisons qu'il n'entreprendra pas d'exposer, dit-il, militent contre l'augmentation du nombre des comtés. C'est un changement inutile et coûteux. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer comme amendement à la motion, secondé par M. LAPOINTE que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

L'honorable M. GAGNON défend la mesure, appuyant sur l'esprit de justice qui a présidé à sa rédaction, surtout en ce qui regarde la minorité. Lorsqu'il s'agit d'une mesure de ce genre, destinée à rendre justice à une portion considérable de l'électorat, la Chambre ne saurait hésiter devant une dépense additionnelle de quelques milliers piastres. Cette mesure est en outre une mesure libérale; voter pour l'amendement du député des Deux Montagnes ce serait en rejeter le principe et faire fi de l'opinion publique. Tous ceux qui désirent que cette Chambre soit l'écho de l'opinion publique, l'interprète fidèle de la volonté populaire, doivent voter pour le principe de ce projet de loi, quand bien même certains détails ne leur conviendraient pas.

L'honorable M. BLANCHET.—M. L'Orateur, lorsque cette mesure, présentée par le Premier Ministre, fut discutée par nous, les objections et

difficultés qu'elle offrait à première vue, étaient en si grand nombre que nous avions lieu de croire que le gouvernement reculerait devant ces exigences; mais il en fut autrement, et nous sommes obligés de discuter aujourd'hui les mérites et les démérites de ce projet de loi. Les démérites, ils sont en grand nombre. Dix années se sont écoulées depuis le dernier recensement, qui va se renouveler bientôt. Je vous le demande, M. l'Orateur, n'a-t-il pas dû s'opérer de grands changements dans la population des divers comtés? Oui, des changements considérables, des changements tels que ce recensement ne saurait être pris comme une base équitable d'une nouvelle division des comtés.

Le gouvernement fédéral, d'après la loi, est tenu, dans un temps très rapproché, à renouveler le recensement. Alors, apparaîtront, d'une manière certaine, les changements qui ont pu survenir. Pourquoi ne pas attendre cette époque? Pourquoi ne pas attendre que nous soyions en position de faire une loi juste, donnant à peu près le même nombre de députés aux territoires d'égale population? Et alors même, quel besoin y a-t-il d'augmenter le nombre des députés, lorsque nous en avons assez de soixante-cinq?

Le nombre des députés des autres provinces est basé sur la représentation de la province de Québec. Jusqu'ici il semblait chose admise que l'on ne toucherait en rien au nombre de députés de Québec. Ontario ayant une population beaucoup plus considérable que la nôtre, toute augmentation nous serait fatale, car la proportion augmentant, la différence augmentera de même. Ainsi, en 1867 Québec comptait 1,160,000 habitants; si on avait adopté pour base de la représentation un député par 1,200 âmes, Ontario aurait eu 108 députés, et nous aurions donné l'avantage à Ontario.

C'est la première fois qu'une semblable idée est exprimée: il n'est pas nécessaire d'être prophète pour annoncer les conséquences qu'un pareil projet aura dans l'avenir, et cela à notre désavantage.

Permettez-moi de rappeler, M. l'Orateur, les paroles d'un homme qui connaissait à fond non-seulement notre constitution, mais celle de la Grande Bretagne. L'honorable M. Cauchon, disait que la représentation de la province de Québec devait à jamais servir de base à celle des autres provinces.

Le recensement de 1881 montrait dans Québec une augmentation de 25,000 âmes et une augmentation double dans Ontario

Si alors la base de la représentation eût été 12,000 au lieu de 13,000, Ontario aurait eu 108 députés au lieu de 82 qu'elle a actuellement, Québec restant dans le même état ; ce qui montre la sagesse des vues de l'honorable M. Cauchon qui avait compris que Ontario était placée dans des conditions de développement supérieures à celles de Québec.

Ainsi, M. l'Orateur, tout homme qui s'intéresse au bien public de notre Province, sera de l'avis de cet éminent ministre, et ne voudra pas changer le nombre de nos députés.

En 1867 l'on était satisfait du nombre de députés, et pourtant nous n'avions pas les moyens de communication qui existent aujourd'hui, par exemple l'Intercolonial, qui nous permettent de communiquer avec nos électeurs, du soir au lendemain.

Les députés actuels sont-ils moins capables qu'autrefois de représenter tous les intérêts de ceux qui les ont envoyés en cette Chambre, lors même que la population aurait augmenté ?

De plus une division électorale contenant peu d'électeurs, sera plus facile à corrompre que si elle en contenait un grand nombre ; car alors on verra l'argent remplacer les arguments sérieux.

Pour le moment nous rendrons peut-être justice à sept ou huit comtés. Mais viendra le recensement de 1891, qui nous obligera à répartir autrement, pour rendre justice à tout le monde ; il y a raison d'attendre, ne serait-ce qu'au point de vue de l'économie.

Je ne suis pas jaloux de la ville de Montréal, qui n'a que trois députés pour près de 200,000 âmes. Mais il en est ainsi depuis vingt ans, et jamais personne ne s'est plaint qu'un pareil état de choses ait été pour elle une source d'injustices ; ses démarches ont toujours été accueillies favorablement par la Législature. Quels sont les intérêts de la ville de Montréal qui ont été méprisés parce qu'elle n'avait que trois députés ? Quels intérêts ont été négligés ?

D'ailleurs une douzaine de députés de cette Chambre sont citoyens de Montréal, et savent bien défendre ses intérêts quand l'occasion s'en présente. De même pour la ville de Québec : ne lui a-t-on pas rendu justice, et n'est-elle pas suffisamment représentée par dix députés qui y demeurent ?

Je puis dire, M. l'Orateur, que je représente l'un des plus beaux comtés de la Province, l'un des plus populeux, des plus riches, des plus

favorables à la colonisation, qui voit s'ajouter une paroisse presque chaque année. Je dois dire que mon comté plus que tout autre aurait besoin de bénéficier de la division actuelle des comtés. Attendons donc le recensement, afin de ne pas nous baser sur des renseignements très incomplets, sur des besoins fictifs, qui donneraient tout au plus justice à huit ou neuf comtés, et adoptons pour ces raisons l'amendement du député des Deux-Montagnes.

M. TESSIER (Rimouski) dit que le gouvernement actuel a toujours favorisé le progrès, et fidèle à son programme énoncé dans le discours du Trône, il soumet maintenant à la considération de cette Chambre une mesure pour augmenter la représentation. Cette mesure est d'une grande importance pour la Province et elle intéresse particulièrement le comté de Rimouski. C'est une question d'intérêt général qui s'imposait depuis longtemps à l'examen et à l'étude de nos hommes publics, et il félicite le gouvernement d'y avoir donné non seulement son attention mais d'avoir élaboré le projet qui est maintenant soumis à cette Chambre.

Les divisions actuelles de la Province paraissent avoir été faites d'une manière assez arbitraire, et l'on voit des comtés contenant à peine huit à dix paroisses et douze à quinze cents électeurs, lorsque d'autres comtés contiennent vingt-cinq à trente paroisses et au-delà de cinq mille électeurs disséminés sur un territoire pouvant embrasser cinq ou six comtés ordinaires. Le projet de loi sous considération, sans faire disparaître tous les incon vénients et même les injustices, y remédie partiellement en augmentant la représentation des comtés unis et en divisant les deux plus grands comtés, ceux de Rimouski et d'Ottawa. Le gouvernement aurait pu, s'il l'eût voulu, faire du *gerrymandering*, mais il n'a pas cru devoir changer les limites des comtés par excès de scrupule peut-être et par esprit de justice envers ses adversaires ; le gouvernement se sent assez fort pour être généreux. Sous les circonstances, il espère que la mesure recevra l'appui de la majorité des membres de cette Chambre. Les honorables membres de la gauche s'intéressent particulièrement au comté de Rimouski ; ils y sont allés combattre pour la plupart sous la conduite d'un excellent chef, durant la dernière lutte électorale, ils ont fait une lutte courtoise mais acharnée, et leur éloquence impuissante est venue se briser contre l'électorat. Maintenant ils devront donner une preuve de leur sollicitude pour Rimouski, en approuvant le principe de la division du comté.

Mr. OWENS said that when the resolutions were introduced, he had expressed himself as opposed on principle to increased representation. If

the number of representatives was increased to 74 or 75 the cost of legislation would be increased not only \$7,000, as the Provincial Secretary had stated, but \$15,000 or \$20,000. This might give nine or ten votes to the Prime Minister to return him to power for the next five years and, while the Government might find this a sufficient reason, it would require stronger reasons to convince the majority of the electors. He said he did not think the cities should be placed on a par with rural municipalities as to representation by population. The cities were already well represented, for, besides three members, there were a number of members for the rural districts residing and having vested interests in the cities, thirteen members of the House residing in Montreal and an equal number in Quebec. If the Government increased the representation of cities they would give them influence they should not have and were not entitled to. In 1891, there would be a general census of the Province and they would then be in a position to discuss the matter more intelligently than now. He was opposed on principle to increased representation, but while giving additional members to other parts of the country he would not deny the same to the english counties.

L'honorable M. MERCIER.—Par le rapport du comité spécial, le député d'Argenteuil et ses amis recommandent deux députés pour Wolfe et Richmond, et trois pour Ottawa ; les deux premiers comtés ont une population de 26,000 âmes et l'autre une population de 49,000. Comment donc, cela étant, peut-il désapprouver l'augmentation de la représentation de Montréal ?

Mr. OWENS said that the proposal for increased representation for Richmond and Wolfe and Ottawa counties did not come from him or the Opposition. As the Government introduced the measure to increase the representation for cities and the rest of the Province as a Government measure, he and the other representatives of the twelve reserved counties, realizing that it would be carried, considered it their duty upon the principle of equal rights to extend the same privilege to the english counties, providing there was a fair division of those counties to protect the interests of the english minority. The Prime Minister's comparison between Montreal and the county of Richmond and Wolfe was unfair, as Montreal had practically thirteen representatives to-day. However, in regard to Ottawa, the discussion would more properly come before the House when that Bill was brought down.

L'honorable M. MERCIER.—Alors le député d'Argenteuil rejette entièrement la représentation par la population. Il dit que c'est en vertu du principe des droits égaux qu'il votera pour donner un député additionnel à Wolfe et Richmond, et refuse les mêmes avantages aux autres comtés parcequ'ils sont français ; c'en est assez nous avons son aveu !

L'honorable M. TAILLON.—Je ne ferai que quelques remarques, ajoutées au discours du député de Beauce.

Le député de Richmond et Wolfe a semblé en faveur du projet du gouvernement par rapport à une division du comté qu'il représente ; mais ce n'est qu'au cas où les autres comtés seraient également divisés, et rien de plus : autrement il serait inconséquent.

Je suppose que le projet de division des comtés soit rejeté dans son entier ; il ne demande plus la division de son propre comté.

Quand le projet a été examiné en comité général, nous avons dit que nous n'avions pas les renseignements nécessaires, ainsi que les pièces sur lesquelles le gouvernement s'appuyait pour proposer pareille mesure. Et que s'est-il passé depuis ? Dans Rimouski et Ottawa, quand on m'a parlé de ce projet, j'ai dit qu'il y avait du bon. Depuis, qu'est-il arrivé ? Ceux à qui j'ai ainsi parlé me disent maintenant qu'ils ne veulent pas de cette division ; si j'avais pu m'engager par de pareilles paroles, je suis maintenant libre.

Quand je représentais Montréal, je n'ai jamais entendu parler de pareille division. On dit que des pétitions ont été présentées dans ce sens, que les journaux en ont parlé, mais ces pétitions ont excité si peu d'intérêt que je puis me considérer comme complètement à l'aise.

Hochelaga n'entre point dans le projet du gouvernement, et pourtant il mérite une augmentation de députation plus que tout autre, et sous tous les rapports.

Je ne demande pas la division d'autres comtés ; je dis seulement que pour rendre justice à tous il faudrait diviser bien d'autres comtés.

Je considère que ce projet de loi devrait être remis à plus tard. Mais s'il est adopté nous dirons que le gouvernement a commis des injustices criantes.

Dans les circonstances, que faire ? — Attendre le recensement afin de faire une division plus équitable, au point de vue de l'agriculture, de la colonisation et de la population.

Honorable Mr. McSHANE strongly defended the measure and insisted upon increased representation for Montreal, which, he said, was entitled not to six, but to twenty-one members, on the basis of population. He denied that Montreal's interests, as had been alleged, were usually protected by representatives of other constituencies residing in that city. He expressed his hope that the member for Montreal West should favor the measure, which gives an english representative to Richmond, to Ottawa and two more representatives to Montreal. Every english member in this House should favor the measure.

M. PICARD se déclare opposé en principe à l'augmentation de la représentation.

M. DESJARDINS.—M. l'Orateur, actuellement, le nombre des députés de cette Chambre est de 65, représentant une population de 1,500,000 âmes.

Je soutiens que ces 65 députés sont suffisants pour rendre justice à tout le monde et pour répondre aux besoins et sauvegarder les intérêts de cette population.

Faire aujourd'hui la division des comtés, et passer la mesure proposée par le ministère me paraît, en pratique, une chose impossible, puisque l'on entend baser cette nouvelle division uniquement sur la population.

Faire aujourd'hui la division proposée par le ministère, dans les circonstances actuelles, me semble à moi non seulement injuste, mais même inutile, ou plutôt en disant inutile je reste en deça de la vérité, car c'est nuisible qu'il faudrait dire.

En effet, M. l'Orateur, pourquoi ajouter ce surcroît de dépenses ? Nous sommes à la veille d'un nouveau recensement ; pourquoi ne pas l'attendre puisqu'il nous fournira une foule de renseignements sur les différents intérêts qui régissent les différents comtés.

Qu'arrivera-t-il, si nous adoptons cette boiteuse mesure actuellement devant la Chambre.

Nous allons, M. l'Orateur, législater dans le vide. Ces comtés, que l'on veut ouvrir, connaissons-nous leurs besoins, connaissons-nous suffisamment leurs intérêts pour pouvoir nous prononcer sur cette question ? Evidemment non. Attendons plutôt au prochain recensement, parce que cette division que nous voulons actuellement faire, il faudra peut-être la changer dans un an, dans deux ans, et nous nous trouverons dans la position de défaire l'année suivante ce que nous aurons fait l'année précédente, parce que les comtés ne progressent pas tous également.

Je dois dire en passant que je partage entièrement les opinions exprimées par l'honorable député de Beauce.

Je préfère donc qu'on attende le recensement, qui nous fournira une foule de renseignements à tous les points de vue, et surtout parce que je considère que la mesure actuelle ne protège pas suffisamment les intérêts des comtés et des districts électoraux.

Mr. HALL said he would vote against the amendment, sharing, as he did, the views expressed by the member for Montreal Centre, in favor of increased representation.

L'honorable M. FLYNN.—M. l'Orateur, il est bien évident que cette question a amené une divergence d'opinion parmi les députés de cette Chambre.

Je suis d'opinion que puisqu'il s'agit de diviser un certain nombre de comtés, il faut considérer l'équilibre politique qui existe.

Quant à croire que le gouvernement a l'intention de diviser une partie seulement des comtés de la province de Québec et leur donner un plus grand nombre de députés, il suffit de lire cette proposition pour en voir la fausseté.

Pour moi, je considère que la proposition actuelle n'est pas d'urgence dans le moment et que nous ne devons pas passer immédiatement la mesure qui nous est soumise.

Maintenant, je demande à l'honorable député de Rimouski, comment il se fait que les électeurs qu'il représente actuellement ne se soient pas plaint auparavant de cet état de choses, eux qui le subissent depuis la Confédération.

Il ne faut pas passer une règle universelle ; cela ne me paraît pas rationnel parce que les intérêts des comtés changent, tant au point de vue du commerce et des industries, que pour une foule d'autres choses.

Les électeurs des Iles de la Madeleine ont manifesté le désir d'avoir pour eux une nouvelle division. J'ai soutenu leur demande auprès du Premier Ministre, qui l'a refusée. Eh bien, je dirai à l'honorable Premier Ministre et en particulier au député de Rimouski, que s'il y a des raisons pour donner une représentation additionnelle au comté de Rimouski, combien n'y en aurait-il pas davantage pour le comté de Gaspé.

Je considère donc, M. l'Orateur, sans vouloir soumettre la représentation à un principe immuable, je considère que la mesure ministérielle n'est pas d'urgence, et je crois remplir parfaitement mes devoirs envers mes concitoyens et envers mon pays, en votant pour l'amendement de l'honorable député des Deux-Montagnes.

Le peuple doit être consulté sur une mesure de cette importance. La ligne de conduite du gouvernement en cette circonstance est contraire au principe du gouvernement responsable, que les libéraux ont, en diverses circonstances, défendu avec un soin jaloux.

Le Premier Ministre devrait mettre en tête de son programme, aux prochaines élections, l'augmentation de la représentation, et consulter le peuple sur ce projet.

A propos d'élection, j'espère que le gouvernement fera connaître à la Chambre, avant la fin de cette session, si les élections auront lieu l'été prochain, en juin, comme il en est rumeur.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, j'ai peu de chose à dire. Ma première observation sera sur la nature même de la proposition qui est faite dans le moment. Il s'agit de la seconde lecture du projet de loi pour augmenter la représentation dans les comtés y mentionnés. Mais cette augmentation, d'après les termes mêmes du projet de loi, n'aura lieu que si une élection est nécessaire, c'est-à-dire que dans chacun des comtés mentionnés, l'élection se fera d'après cette nouvelle loi, du moment qu'une nouvelle élection devra se faire. Je suppose, par exemple, que dans Drummond et Arthabaska, le député actuel décède—je prends un cas pour me faire comprendre,—une nouvelle élection deviendra nécessaire. Cette élection aura lieu d'après la nouvelle loi, c'est-à-dire que Drummond et Arthabaska enverra deux députés, mais à part de cela, le député actuel reste le représentant des comtés tels qu'ils sont maintenant. Il n'y a pas de changement.

J'espère que ce point-là est bien compris. Nous ne donnons pas effet à la loi le jour même où nous la passons. Elle n'a d'effet que lorsqu'une élection deviendra nécessaire dans les divisions mentionnées.

A présent ma seconde observation.

L'honorable M. TAILLON.—Je suppose que l'honorable député de Montréal-Est enverrait sa résignation. Il y aurait trois députés pour le remplacer ?

L'honorable M. MERCIER.—Parfaitement. Si l'honorable député de Montréal-Ouest venait à disparaître, par exemple il serait remplacé par deux députés. Je ne veux pas dire par exemple que deux députés remplaceraient bien mon ami de Montréal-Ouest. Je suppose qu'ils feraient leur possible et que le gouvernement actuel n'y perdrait pas, malgré que mon ami ait déclaré qu'il voterait pour ce projet de loi. C'est peut-être la meilleure preuve qu'en ce qui regarde Montréal le projet est bon, puisque mon ami, malgré son caractère indépendant, la position professionnelle distinguée qu'il occupe, s'engage à voter pour ce projet de loi. Et je dois dire que, comme promoteur du bill, je suis heureux de savoir que j'ai l'adhésion de mon ami de Montréal-Ouest.

L'autre déclaration que je désire faire, c'est que malgré que mon ami le député des Deux-Montagnes ait proposé le renvoi à six mois, ce qui veut dire la négation du principe du bill, ni lui ni aucun des honorables Messieurs qui ont parlé n'ont réellement combattu le principe du bill. Il est bien vrai que mon ami des Deux-Montagnes a déclaré qu'il ne croyait pas nécessaire d'augmenter la représentation. Il a pris sur cette question une position logique avec la proposition qu'il faisait. Il croit, lui, qu'il y a assez de membres dans cette Chambre, qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter la représentation et qu'il ne serait pas sage d'augmenter les dépenses qui seraient la conséquence de cette augmentation. Il a donc été logique.

Mais les Messieurs de l'autre côté, qui ont appuyé sa proposition, me permettraient de leur dire qu'ils n'ont pas été aussi logiques. Ainsi, le député d'Argenteuil est d'opinion que la représentation doit être augmentée quant à ce qui regarde Richmond et Wolfe et le comté d'Ottawa.

Il est si bien de cette opinion qu'il a entraîné—je dis entraîné parce que je sais qu'il était le *spokeman* des collègues au comité spécial—qu'il a entraîné l'unanimité des représentants des douze comtés en faveur de l'idée de diviser Wolfe et Richmond, et vous avez devant vous, M. l'Orateur, les procès-

verbaux du rapport des onze représentants des comtés réservés—le représentant d'Ottawa étant absent—les onze représentants ont déclaré que Wolfe et Richmond devait être divisé.

Donc, les onze députés représentant les comtés réservés ont été unanimement d'opinion que la représentation devait être augmentée quant à Wolfe et Richmond. Ils ont été plus loin. La majorité des représentants des comtés réservés a déclaré que non seulement Wolfe et Richmond devait être divisé, mais que le comté d'Ottawa devait être divisé en trois et on nous demandait d'ajouter deux députés pour le comté d'Ottawa.

Voilà donc onze députés de cette Chambre, parmi lesquels il y en a huit qui appartiennent au parti de l'opposition, qui ont déclaré que le principe du bill était bon quant à ce qui regarde Wolfe et Richmond et le comté d'Ottawa, c'est-à-dire qu'ils ont consenti à l'augmentation de la représentation et conséquemment à l'augmentation des dépenses. Ces onze députés là ne peuvent pas voter, s'ils sont logiques, en faveur de la proposition de mon ami des Deux-Montagnes, qui leur déclare que le principe du bill est mauvais et que la représentation ne doit pas être augmentée parceque cela entraînerait des dépenses additionnelles.

Je ne suppose pas que mon ami le député des Deux-Montagnes est un homme qui mesure les dépenses à la cueillère ou à la pincée. Que cela coûte \$1,500 ou \$2,000 ou \$20,000, le principe est toujours le même. Ce dont il s'agit c'est le principe. Or, il y a de ce côté huit députés qui sont en faveur du principe du bill et contre le principe qu'il veut affirmer.

J'irai plus loin avec cette proposition, et je prie mes honorables amis de me donner quelques instants. Je désire qu'il saisissent bien ma pensée et qu'ils me fassent l'honneur de la peser quelque peu. J'irai plus loin. Quand il s'est agi du projet de la loi relatif aux comtés de Wolfe, Richmond et Ottawa, la Chambre a été unanime à le renvoyer au comité spécial composé des représentants des 12 comtés réservés, afin qu'ils décident si on allait admettre le principe de l'augmentation de la représentation. Or, cette motion, que j'ai eu l'honneur de faire, a été adoptée unanimement.

Le député des Deux Montagnes, pas plus que le député d'Argenteuil, pas plus que le chef de l'opposition, ne s'est levé pour s'objecter à cette proposition qui a été adoptée à l'unanimité. On n'a pas même dit : sur division. Donc j'ai le droit de conclure que la Chambre unanimement, était d'opinion que le principe d'augmenter la représentation était bon.

La chambre a décidé que le principe est bon. J'espère qu'on me comprend et je ne veux pas tirer de ce point d'autre avantage que ce qui est nécessaire pour ma thèse, à savoir que, la Chambre ayant été unanime, le député des Deux-Montagnes comme les autres, en faveur du principe de l'augmentation de la représentation, elle ne peut pas se déjuger. Il n'y a pas deux jours que la Chambre a été unanime. Comment peut-elle aujourd'hui être appelée à se déjuger. Unanime il y a deux jours, elle déclarait que le bill concernant l'augmentation de la représentation pour les comtés de Wolfe et Richmond, et Ottawa soit renvoyé à un comité spécial. Cette motion a été adoptée à l'unanimité.

Comment le député des Deux-Montagnes peut-il, après avoir admis ce principe, venir demander à la Chambre de déclarer qu'elle est contre ce principe. Si mon ami avait déclaré qu'il était contre, ou si le chef de l'opposition avait dit : sur division, on aurait dit : dans le principe la Chambre est divisée, elle refuse d'adopter le principe. Mais la Chambre a déclaré qu'elle était favorable à la division des comtés, à l'augmentation de la représentation et, partant, de la dépense. Et c'est après cela que le député des Deux-Montagnes vient demander à la Chambre de déclarer qu'elle est contre le principe de l'augmentation de la représentation et surtout qu'elle est contre l'augmentation des dépenses. J'espère qu'il va comprendre qu'il ne demande rien de raisonnable à la Chambre. Elle ne peut se déjuger dans l'espace de trois jours. Je crois que ce point est péremptoire.

Mon autre proposition est la suivante : Quand il s'est agi des résolutions servant de base au projet actuel, j'ai proposé qu'on aille en comité général. Cette motion a été adoptée sur division. Quand j'ai proposé la seconde lecture, elle a été adoptée sur division. Quelle est la conséquence que j'ai droit de tirer ? On n'a pas pris le vote. La conséquence est que la Chambre voulait réserver ses objections, mais qu'on ne voulait pas faire, ce que mon ami le député de Gaspé a dit tout à l'heure, une question de parti.

Mon ami le député de Gaspé a voulu entraîner son côté de la Chambre à se prononcer contre le principe du bill, non seulement au point de vue de l'intérêt général, mais encore au point de vue de l'équilibre politique. Il me permettra d'expliquer ce que c'est que l'équilibre politique. Ce sont des mots qui paraissent bien, qui se lisent bien, mais ça veut dire l'esprit de parti, l'intérêt de parti.

L'équilibre politique, c'est l'équilibre d'un parti ou de l'autre, c'est-à-dire que mon ami a placé la question sur le terrain politique ordinaire.

Je le demande—je n'ai pas le droit de le demander à mes adversaires, mais j'ai bien le droit de le demander à mes amis,—quand l'opposition a laissé adopter en disant simplement : sur division, les résolutions qui servent de base à ce projet de loi, n'a-t-elle pas renoncé, en ne demandant pas l'enregistrement du vote, à l'avantage particulier qu'elle pouvait espérer.

M. PICARD.—Il a été entendu que nous n'admettions pas le principe du bill qui serait discuté à la seconde lecture.

L'honorable M. MERCIER.—Cela a été si bien entendu que l'honorable député n'a pas voulu que j'arrive à la seconde lecture des résolutions et à l'introduction du bill en son absence.

L'honorable M. TAILLON.—L'honorable député avait consenti à ce que le bill se rendît à la seconde lecture et si cela n'a pas été fait, c'est parce que d'autres députés s'y sont opposés.

L'honorable M. MERCIER.—Qu'est-ce que cela a à faire avec la question de principe. L'honorable député m'a demandé de ne pas aller au-delà de la seconde lecture des résolutions avant qu'il fût de retour, et la preuve c'est que j'ai présenté le bill après qu'il a été de retour. Je me croyais engagé sur parole d'honneur à ne pas aller au-delà. Cette question n'est pas importante comme question de principe. Du moment que la Chambre a laissé adopter les résolutions sans prendre le vote, il en est résulté, naturellement, que je n'ai pas été informé quels étaient ceux qui allaient voter contre la proposition. Ce n'est que quand il s'agit de la seconde lecture que mes adversaires veulent enregistrer le vote. Mais quand il s'agit d'un changement comme celui-ci, qui a été qualifié avec raison par le député de Gaspé de changement important, n'ai-je pas raison de dire que l'on aurait dû me laisser savoir quels étaient les adversaires du projet de loi, en temps et lieu ? N'a-t-on pas là renoncé virtuellement à l'objection politique sous le titre d'équilibre politique qu'a soulevée le député de Gaspé.

Quatrième considération : J'ai dit qu'excepté le député des Deux-Montagnes, tous ceux de nos adversaires qui ont parlé, n'ont pas été logiques. Le député des Deux-Montagnes est opposé au principe pour les

raisons qu'il a données. Mais le député d'Argenteuil n'est pas opposé au principe ; il a voté en faveur de la division de Wolfe et Ottawa.

Il a été même plus loin, disant qu'il consentirait à la division à la condition qu'on donnerait trois députés ; c'est loin d'être contre le principe du bill. Je ne ferai pas à mon ami l'injure de croire qu'il est contre ce bill-ci, après s'être prononcé pour l'autre, parce que ce bill-ci est favorable aux Canadiens français et que l'autre était favorable aux Anglais protestants. Il s'est prononcé carrément pour la division de Wolfe et Richmond. Il déclarait qu'il pourrait y avoir un député dans Richmond.

Je suis obligé de juger les actes de mes adversaires tels qu'ils apparaissent. Or le rapport spécial est devant nous, et le procès-verbal ne dit pas qu'il consente à donner à Richmond un député additionnel, si les autres en ont. Mes adversaires disent carrément qu'ils sont en faveur d'un député additionnel pour Richmond et qu'ils sont en faveur de deux députés pour Ottawa, non à la condition qu'on en accorde aux autres, mais à la condition que le comté d'Ottawa soit divisé comme ces Messieurs le veulent. Donc j'ai raison de conclure que le député d'Argenteuil, comme les autres représentant les comtés réservés, a non seulement admis le principe du bill actuel, mais il faudrait pour que j'arrive à la conclusion contraire leur faire une injure sanglante.

Jamais je ne croirai que des hommes intelligents comme les députés d'Argenteuil, de Sherbrooke, de Wolfe et Richmond auraient du fanatisme contre une race et une religion différentes, et auraient été d'opinion d'accorder l'augmentation de la représentation quand il s'agissait d'accorder un député anglais et protestant et qu'ils le refuseraient à un député catholique et canadien-français. Je ne leur ferai pas cette injure, et personne de ce côté-ci ne la leur fera. Mais je leur dirai de faire bien attention à la position qu'ils occupent, s'ils se sont prononcés pour la division de Wolfe et Richmond, comme l'a dit le député d'Argenteuil, parce que c'était pour les *equal rights*.

Or, ce rapport-ci il l'a signé, c'est en faveur de trois députés additionnels pour la division de Wolfe et Richmond et d'Ottawa, et en vertu du principe des *equal rights* ; est-ce que mon ami va refuser les *equal rights* aux autres divisions et voter maintenant pour la motion du député des Deux-Montagnes ? Va-t-il nous laisser croire qu'il y a chez lui quelque fanatisme qui va l'engager à repousser la demande de Montréal et à l'accorder à Wolfe et Richmond et à Ottawa en vertu des *equal rights* ? Alors que voudront dire les *equal rights* ? Va-t-il nous laisser croire qu'il est prêt à refuser justice lorsqu'il s'agit des Canadiens-français et catholiques, et à

l'accorder aux comtés anglais et protestants. Je refuse de le croire jusqu'à ce que j'aie vu son vote.

Quelle différence y a-t-il au point de vue des principes entre accorder un député additionnel à Wolfe et Richmond, et en accorder un à Québec ? Au point de vue des principes il n'y a pas de différence.

Le député de Gaspé n'est pas contre le principe du bill. Il nous l'a déclaré carrément il y a un instant. Il est contre le bill pour deux raisons : parce qu'il n'est pas opportun, et parce qu'il va rompre l'équilibre politique. Mais il nous a laissé croire,—je ne sais si je l'ai mal compris—que si l'on avait accordé un député additionnel aux Iles de la Madeleine, il n'aurait pas été contre le principe du bill.

L'honorable M. FLYNN.—Je me suis engagé à voter pour et je serais pour la mesure si on accordait un député aux Iles de la Madeleine.

L'honorable M. MERCIER.—C'est-à-dire que si nous consentions, en comité général, à ajouter le comté des Iles de la Madeleine, mon ami n'aurait plus objection au principe du bill. Donc, ce n'est pas une question de principe. Donc il admet le principe du bill. Mais il trouve que nous ne l'étendons pas assez.

Qu'a dit le député de la Beauce sur cette question ? La même chose. Il a dit que, si on avait jugé à propos de diviser la Beauce il n'aurait pas fait d'objection. Et ces deux Messieurs nous laissent croire avec les huit représentants des comtés réservés qui siègent de l'autre côté, lesquels vont voter pour la motion du député des Deux-Montagnes, qu'ils repoussent le principe du bill à cause de la dépense.

Mon ami a qualifié parfaitement son opposition et conséquemment je trouve que ces Messieurs ne peuvent pas voter pour la motion du député des Deux-Montagnes, et prouver qu'ils ne sont pas contre le principe du bill. Je trouve qu'ils devraient voter pour la seconde lecture du projet de loi, et travailler à le faire amender en comité général dans le sens indiqué par eux. Mais je ne peux pas croire, malgré les déclarations du député de Gaspé, que lui qui est un homme logique, un esprit bien pondéré, un légiste distingué, va voter contre le principe du bill, c'est-à-dire contre le principe de l'augmentation de la représentation quand il déclare que si on avait fait une division des Iles de la Madeleine, il aurait voté en

faveur. Alors, que mon ami propose donc cela en comité général. Mais il ne peut pas être contre le principe du bill.

Je crois que j'ai établi mes prétentions d'une manière satisfaisante, avec calme et sans blesser personne. J'espère que tout le monde a compris, et que surtout ceux qui vont voter contre la seconde lecture du bill ont parfaitement compris que je suis logique et qu'ils ne devraient pas voter contre le principe du bill.

Voici une objection sérieuse. On me dit : Si le bill qui divise Wolfe et Richmond et Ottawa est rejeté à cause de la position étrange prise par la majorité des 12 comtés réservés, les campagnes vont se trouver dans une position inférieure. Par les deux projets actuels, les représentants des villes seront augmentés au nombre de quatre et les représentants des campagnes au nombre de cinq.

Des amis de l'autre côté m'ont dit, et leurs observations étaient dans le même sens que celles des amis de ce côté : Nous étions assez bien disposés à accepter cinq députés pour les campagnes et quatre pour les villes, car alors les campagnes n'y perdaient pas elles y gagnaient même. Mais si le bill pour Wolfe et Richmond et Ottawa est rejeté, les campagnes vont se trouver avec trois députés au lieu de cinq.

Je ne pense pas que ce danger soit réel ; je crois que ce que nous avons devant nous est suffisant pour faire accorder les deux députés additionnels de Wolfe et Richmond et Ottawa ; et sans avoir pris une décision définitive, sans que le cabinet ait délibéré sur le sujet, c'est mon opinion personnelle que le rapport que nous avons devant nous venant des députés des comtés réservés nous justifierait, nous la majorité, de déclarer que ceux qui avaient à se prononcer sur le principe de la division des comtés réservés, se sont prononcés. Ils ont accepté le principe de la division et il n'y a plus qu'à faire rejeter la condition qu'ils ont mise à ce sujet, parce qu'ils n'ont pas droit de poser de condition.

Les douze comtés ont, par leurs représentants, le droit de dire que les limites ne seront pas changées ou qu'elles le seront. Ils n'ont pas droit d'aller plus loin, et du moment qu'ils ont consenti au principe de changer les limites des comtés de Wolfe, Richmond et Ottawa, ils n'ont pas le droit non plus d'imposer de condition. Je puis me tromper ; je ne veux pas imposer mon opinion à la Chambre. Mais la section 80 déclare que les limites des 12 comtés ne peuvent être changées sans le consentement de la majorité des représentants des 12 comtés.

C'est donc sur le principe du changement des limites que ces Messieurs ont juridiction. Ils n'ont pas juridiction sur la question du nombre des députés. Du moment qu'ils disent qu'ils consentent à la division, ils admettent le principe.

Le but de la section 80 est rempli et c'est à la Chambre à décider combien il y aura de députés. Voilà ma proposition pour le moment. C'est une proposition purement personnelle. Mais je suis tellement convaincu que j'ai raison que je n'hésiterais pas à la soumettre au cabinet et j'ai raison de croire qu'on l'adoptera comme la politique qui devra être soumise à la Chambre; que si cette politique est soumise, c'est donc à la majorité de la Chambre, non pas à la majorité des 12 comtés de décider du changement des limites. Ce serait sérieux d'admettre la proposition contraire c'est-à-dire que le jour où les 12 comtés deviendraient canadiens-français, et cela peut arriver avant longtemps, les représentants de ces 12 comtés diraient : Nous ne consentirons au changement de limites qu'à la condition que dans plusieurs de ces comtés vous nous fassiez une division anglaise et protestante. Sommes-nous prêts, nous les 53 membres représentant des comtés français et catholiques, à déclarer que les représentants des 12 comtés réservés ne viendront admettre le principe de la division des limites qu'à la condition qu'on leur donne de petits comtés à leur guise. Je ne suis pas prêt à l'admettre non plus.

Ces Messieurs ont droit de refuser le changement de limites; ils n'ont pas droit d'imposer de conditions. C'est à nous, la majorité de la Chambre, de décider comment ces 12 comtés seront représentés, du moment que les députés des 12 comtés ont consenti au changement de limites. Voilà ma proposition. Si cette proposition est acceptée par la majorité de la Chambre, j'ai raison de conclure qu'il y aura cinq députés pour les campagnes et quatre pour les villes d'après les deux projets soumis. Donc cette objection n'existe pas.

On a parlé de la population. J'avoue que cette question n'a pas beaucoup d'intérêt pour moi. C'est plutôt l'importance des divisions électorales, au point de vue du territoire ou des affaires qui doit être prise en considération, ou les difficultés géographiques, comme par exemple, celle qui a été citée par le député de Gaspé pour les Iles de la Madeleine. C'est un cas exceptionnel : je crois qu'il n'y a pas plus de 6,000 habitants dans ces Iles. Au point de vue de l'importance de la ville, comme dans le cas de Montréal, quant à la question géographique, je crois que tout le monde admet qu'il y a là des questions assez sérieuses. Les Iles de la Madeleine, par exemple, n'ont rien à faire avec le comté de Gaspé au point de vue du territoire.

Au point de vue de la distance, je ne vais citer qu'un cas frappant ; on doit comprendre d'ailleurs la difficulté d'un député représentant un comté comme Rimouski. Impossible que ce député ait des rapports constants avec ses électeurs. Impossible de communiquer avantageusement avec eux. Le cas est le même pour Ottawa, pour ceux qui connaissent la géographie de notre pays. Voilà pour les difficultés quant au territoire. Mais il y a en outre les difficultés locales. Ainsi, quand vous avez 45 lieues de front sur le fleuve, vous avez des intérêts opposés entre le haut et le bas du comté ; et la preuve est que vous êtes obligé de diviser ces comtés en deux pour fins d'enregistrement. Il n'est pas possible aux contribuables d'un grand comté comme celui-là de correspondre facilement pour les fins d'enregistrement, municipales ou autres.

Prenons maintenant la question au point de vue de l'intérêt des divisions électorales. Voici un cas particulier. Je ne prendrai pas Québec. Je ne prendrai pas d'autres divisions qui ont beaucoup d'importance, mais je prendrai Montréal. Là, ce n'est pas une question de territoire mais c'est une question d'importance au point de vue des affaires. Regardez les deux honorables députés qui sont assis en ce moment l'un à côté de l'autre. L'un représente Montréal-Centre et l'autre Montréal-Ouest. Y a-t-il dans le pays deux hommes qui représentent plus de fortune au point de vue industriel et commercial ?

Prenons le faubourg Saint-Antoine. Je ne veux pas déprécier le quartier où je vis. Mais le quartier Saint-Antoine, représenté par mon ami de Montréal-Ouest, est le quartier le plus riche au point de vue des résidences privées, des fortunes particulières. Vous avez là ce qu'il y a de plus riche, de plus intelligent et de plus puissant parmi les Anglais de la province de Québec.

Prenez Montréal-Centre. Vous avez là tout ce qu'il y a de plus important au point de vue industriel et commercial. Là il y a des milliers de dollars d'engagés. Le commerce est représenté par ce qu'il y a de plus intelligent, de plus actif, de plus progressif dans la Province. Dans des cas comme ceux-là, n'a-t-on pas raison de dire que voilà des divisions importantes où il n'y a pas de question de géographie ou de territoire, mais des questions de fortune, d'influence ; influence intellectuelle, morale, industrielle, commerciale ?

Maintenant, je l'ai dit, je ne veux pas m'occuper de la question de population. Mais cette question ne peut pas être ignorée. Quand le député d'Argenteuil et ses compagnons croient qu'il est juste de diviser Wolfe et Richmond, qui a 26,000 âmes, Ottawa, qui en a 45,000, que ne

devons-nous pas faire avec la division de Montréal-Est qui a 67,000 âmes, Montréal-Ouest 48,000, Montréal-Centre 25,000 ? Pouvons-nous ignorer ces faits importants, ces chiffres éloquentes ? Quand vous venez nous dire : Nous voulons diviser Wolfe et Richmond qui n'a que 26,000 âmes, Ottawa qui n'a que 45,000, vous voulez les diviser à cause de leur population ; il n'est pas question de diviser Wolfe et Richmond à cause de la grandeur de son territoire. Vous consentez à les diviser. Vous avez consenti unanimement et le comité spécial a été unanime à diviser Wolfe et Richmond qui n'a que 16,000 âmes ; et vous refuseriez de diviser Montréal-Ouest qui a 48,000 âmes et Montréal-Est qui a 67,000 âmes ?

Donc, au point de vue des intérêts industriels, commerciaux ou autres, au point de vue de la population, le principe de la division est accepté. Ai-je besoin d'ajouter autre chose ? Je ne le crois pas. Je crois que j'ai exposé la cause aussi clairement et d'une manière aussi précise que possible. J'espère qu'on me rendra témoignage que je n'ai rien dit pour blesser mes adversaires en quoi que ce soit.

Je ne m'occupe pas de la question des dépenses, parce que quand il s'agit de rendre justice à des divisions électorales aussi importantes, je crois que la question des dépenses disparaît, du moins diminue d'importance.

Mais je désire répondre à une observation, faite par quelques-uns de ces Messieurs, tendant à laisser croire que ce projet de loi était injuste, avait une tendance politique. J'ai dit l'autre jour que j'avais refusé positivement de donner un caractère politique au point de vue des partis à cette mesure. Le député de Bagot me rendra le témoignage, ainsi que les autres qui m'ont entendu dans différentes occasions, que j'ai positivement refusé d'accorder un seul député additionnel aux campagnes si on ne rendait pas justice à Montréal et à Québec. Les députés de Québec et de Montréal me rendront le témoignage que j'ai refusé d'augmenter la représentation de Montréal et de Québec, si on ne l'augmentait pas dans une juste proportion pour les campagnes.

On me rendra encore justice, je l'espère, non peut-être en cette Chambre, parce que les passions politiques nous entraînent quelquefois au point de refuser justice à un adversaire, mais j'espère qu'avant longtemps on me rendra cette justice, que quand on m'a demandé de faire les divisions de manière à faire du *gerrymandering* et de nuire aux intérêts politiques de mes adversaires, j'ai refusé. Je n'ai pas voulu ; ayant un grand acte de justice à accomplir envers les divisions électorales, j'ai cru que je mettrais une tache à cet acte de justice et dans le statut, si j'avais

eu la faiblesse de consentir à cet acte que quelques amis me demandaient. Mon ami, le chef de l'opposition, l'autre jour, avec cette générosité, cette grandeur d'âme qui le caractérise, a déclaré que j'avais raison de prétendre que le projet de loi que je soumettais n'était pas fait au point de vue du parti.

Je suis convaincu que l'histoire me rendra ce témoignage. Les hommes passent, mais la justice reste. Les hommes disparaissent, mais leurs actes restent. Et quand je serai disparu de l'arène politique, pour une raison ou pour une autre, la seule consolation que je demanderai, ce sera de me rendre le témoignage que je n'ai pas cherché à être injuste à l'égard de mes adversaires, que j'ai travaillé au contraire à leur rendre justice, quand l'intérêt du pays n'était pas opposé à leurs demandes ; et je suis convaincu que mes adversaires comme mes amis sont prêts à me rendre ce témoignage. J'ai lutté vigoureusement, avec énergie. Quelque fois, j'y ai mis de la passion, mais quand mes adversaires ont besoin d'un acte de justice, ils partent satisfaits.

Je désire que ma carrière politique soit toujours guidée par ce principe et quand je disparaîtrai, qu'on me rende le témoignage que j'ai demandé il y a un instant.

La mesure que je propose est juste à tous les points de vue. Elle est équitable, et malgré les observations qui ont été faites, j'ai encore l'espérance que la Chambre ne se divisera pas et qu'on n'enregistrera pas le vote, que nous allons consigner dans nos archives le grand acte de justice que je demande pour les campagnes et pour les deux grandes villes de la province de Québec.

L'honorable M. TAILLON refute l'assertion que la Chambre ait accepté le principe de la mesure et que le rapport des représentants des douze comtés réservés soit une approbation pure et simple du projet.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du lundi, 3 mars 1890.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.40 hrs.

Troisième lecture du bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec.

M. MURPHY propose comme amendement, secondé par M. ROBIDOUX :—Que tous les mots après “ maintenant.” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de substituer la clause suivante, à la clause 30 du dit bill, savoir :

“ Le Conseil de la cité de Québec est autorisé à mettre à exécution le contrat passé, à Londres, le 13 août 1889, entre les délégués de la cité et MM. Hanson frères, Coates fils & Cie., (lequel contrat est mentionné dans la cédule A, de cet acte), si, dans les 60 jours après la sanction de la présente loi, le dit Conseil, par une résolution dûment passée, décide de ce faire ; pourvu toujours que les parties au dit contrat n'aient ni plus ni moins de droits qu'elles n'en ont eu jusqu'à ce jour.”

Mr. MURPHY said he was guided, in the matter, by what he believes to be the best interests of the city of Quebec.

His amendment was simply to the effect that the Corporation of Quebec might be allowed to carry on the agreements made by its delegates to London.

He related the circumstances connected with the mission of the municipal delegates to England, and argued in favor of the legislation demanded by the Council, so as to enable the city to keep faith with its English creditors. He also quoted from the *Justice* to contradict its story that he had met Mr. Hanson on this subject, in Montreal.

M. TESSIER (Portneuf) dit qu'il n'est pas défavorable à la conversion de la dette de la cité de Québec, mais qu'il croit que cette Législature aurait tort de passer une loi spéciale pour forcer la cité de Québec à accepter le contrat Hanson & Coates. L'amendement du député de Québec-Ouest aurait ce résultat.

Le nouveau conseil de ville n'aurait pas l'occasion de discuter le mérite de ce contrat, mais serait tenu et pourrait être forcé de l'exécuter par des procédures judiciaires. Nous ne devrions pas passer un acte liant ainsi la cité de Québec dans une question aussi importante.

Il est d'opinion que nous devrions laisser toute la latitude possible au nouveau conseil de ville. C'est pourquoi il a proposé devant le comité des bills privés que le conseil de ville, non seulement soit autorisé à accepter, mais ait aussi l'option de rejeter le dit contrat et que les contracteurs ne puissent menacer la ville de procédures judiciaires. Il a voulu accorder le plus de protection possible à cette ville à laquelle il prend tant d'intérêt.

Il ajoute qu'il craint beaucoup que l'adoption de ce contrat ne soit dommageable aux intérêts de la ville. C'est une affaire considérable puisqu'il s'agit de convertir notre dette anglaise au montant de £632,000 (louis sterling). On veut que nous engagions l'avenir de notre ville pour un temps considérable, 40 ans ou 65 ans, ce qui est beaucoup plus considérable que le temps ordinairement accordé aux transactions de ce genre. Cette opération aura aussi pour effet d'augmenter, dans une proportion alarmante, le capital de la dette de la cité de Québec.

Il a été démontré, devant le comité des bills privés, que le rapport des délégués n'avait pas été accepté ni discuté devant le Conseil de ville. Je crois qu'au lieu de passer un acte qui aura pour effet de donner force de loi à ce contrat, nous devrions laisser au Conseil de ville l'occasion de se prononcer sur la valeur de ce contrat et de prendre sa part de responsabilité.

Au lieu d'une législation spéciale, ne s'appliquant qu'au contrat Hanson & Coates, il préfère laisser la ville agir en vertu d'une loi générale permettant la conversion de cette dette.

M. MURPHY.—Avez-vous jamais, comme membre du conseil, critiqué ce contrat ?

M. TESSIER.—Non, pour la bonne raison que ce contrat n'a jamais été soumis au Conseil de ville. Au reste, un financier distingué, l'honorable député de Montmorency, et plusieurs autorités financières, m'ont dit que ce contrat est défavorable à Québec.

L'honorable M. PELLETIER dit que le Conseil de ville de Québec ne veut pas de ce contrat. On y avait inséré une clause qui exposait la ville à payer sa dette deux fois, en s'engageant à livrer les nouvelles débentures avant la rentrée des anciennes.

Il demande que la Chambre ne change pas le vote qu'elle a donné l'autre jour en rejetant l'amendement du député de Québec-Ouest.

Tous les financiers s'ont d'opinion que le contrat est défavorable à Québec.

Les délégués de Québec ont outre passé leurs pouvoirs à Londres. Le nouveau conseil de ville n'a pas adopté de résolution en faveur de la législation demandée par le député de Québec-Ouest. La Chambre n'a qu'à ratifier le vote de 40 contre 8 qu'elle a déjà donné sur ce sujet.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, considérant les intérêts généraux de la Province, dont le crédit peut être affecté si des promesses faites, si des engagements pris n'étaient pas exécutés loyalement, j'avais déclaré à l'ancien maire de Québec, l'honorable M. Langelier, que je croyais de mon devoir de voter pour le bill tel que présenté d'abord ; mais j'avoue que je ne puis admettre le projet de loi tel qu'il est maintenant, car il contient des clauses que je ne puis pas approuver.

L'amendement de mon ami de Québec-Ouest n'est pas tout à fait d'accord avec le projet de loi ; mais s'il tendait à remettre le bill tel qu'il a été présenté d'abord, je voterais au soutien de l'amendement. J'ai promis de voter pour le bill tel que présenté ; mais l'on sait que le bill a été amendé sérieusement au comité, et ce n'est plus le bill de la Corporation que nous avons devant nous à l'heure qu'il est.

Mon ami fait une proposition pour amender le projet et non pour le remettre tel qu'il était. Il veut mettre une clause qu'il prétend avoir été convenue entre les membres du comité ; c'est possible, mais ce n'est pas le bill pour lequel j'ai promis de voter. S'il veut présenter une motion pour remettre le bill tel que présenté à l'origine, je voterai pour cette

motion pour la raison que j'ai donnée : c'est qu'il faut faire respecter les engagements pris à l'étranger.

L'honorable M. ROBERTSON trouve juste de laisser au Conseil de ville de Québec la liberté et la responsabilité d'accepter ou de répudier le contrat Hanson.

Troisième lecture du bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec.

M. MURPHY propose comme amendement, secondé par M. ROBIDOUX :—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

" Clause 11, après le mot "Compagnie," première ligne, ajoutez : " après avoir obtenu le consentement des deux tiers du Conseil de la cité."

Et dans la clause 16, après les mots "sera réglée," dix-neuvième ligne, ajoutez : "par les arbitres nommés conformément aux dispositions du "Code civil," au lieu de "par l'ingénieur de la cité."

M. DECHÈNE (l'Islet).—L'amendement dit que les dommages seront réglés conformément au mode indiqué par le Code civil. Eh bien je cherche en vain dans le Code civil une loi pour régler cette question des dommages ; mais elle se trouve plutôt réglée par le Code de procédure, et si vous passez un amendement comme celui-là, il n'y a rien dans le Code civil pour régler la difficulté.

Du reste, il est presque toujours possible à des opposants à une compagnie ou à une entreprise quelconque de réunir plus d'un tiers d'un conseil de ville, pour une raison ou pour une autre. Maintenant pourquoi ne pas traiter cette compagnie comme sont traitées toutes les autres compagnies qui ont des rapports avec la corporation ?

La Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal ;

M. FOREST dit que le but de cette loi est de faire disparaître la rivalité entre les deux écoles de médecine de Montréal ; rivalité qui nuit beaucoup aux intérêts de la science médicale, et il exprime l'espoir que la Chambre l'étudiera avec impartialité.

M. LAFONTAINE dit que ce bill est clair, mais on a fait à l'encontre tant d'affirmations plus ou moins exactes, on a mis tant d'influences en action et si bien mêlé les cartes en soufflant le chaud et le froid, en agitant tour à tour le spectre radical et le spectre jésuitique, qu'il croit devoir essayer de rétablir la vérité. Il n'y a pas en cette affaire de question politique ou de nationalité : il s'agit du progrès de la science médicale en ce pays.

Il rappelle les anciennes luttes universitaires et explique la nature du décret *Jamdudum*, qui, tout en conservant le nom de Laval à Montréal, donne aux facultés médicales et légales une autonomie distincte. L'école de médecine et de chirurgie de Montréal demande de s'unir à Laval, tout en gardant sa charte et son indépendance. Les hommes modérés se sont donné la main pour mettre fin aux divisions du passé.

La loi proposée est avantageuse à l'Ecole de médecine. Cette institution est affiliée à l'Université Victoria de Cobourg, qui doit prochainement se fusionner avec l'Université de Toronto ; elle ne pourra plus alors conférer de diplômes universitaires.

Elle est à l'avantage des deux facultés de médecine qui se font une concurrence ruineuse pour la science médicale. On va en faire une seule grande et puissante faculté.

D'où vient l'opposition à ce bill ? Pas des citoyens de Montréal, pas des députés de Montréal, mais des intérêts privés. C'est une opposition mesquine, futile et d'intérêt personnel.

Ceux qui demandent le bill sont des membres de la profession médicale. Le clergé de Montréal est unanime à le demander. Ceux qu'on a toujours vus si ardents à défendre les immunités ecclésiastiques, ceux qui prétendent composer la vraie église, les Nationaux, s'il faut tout dire, le combattent. Et au nom de quels principes ? Au nom de l'instruction laïque, au nom de l'instruction indépendante du contrôle ecclésiastique.

Par le vote que les membres de ce qu'on est convenu d'appeler la " petite église " vont donner, ils vont se faire connaître devant le pays et donner la mesure de la sincérité de leurs principes. Il est étonnant de voir

un membre de l'école libérale tant décriée prêcher la soumission au clergé à ceux qui ont toujours posé en défenseurs du clergé.

Il n'y a pas d'objections sérieuses apportées contre ce bill. On a voulu y voir l'intervention des Jésuites. Il sied à un radical comme moi, d'avoir peur des Jésuites, mais ce sont les nationaux qui expriment cette crainte et qui ont été jusqu'à dire aux membres protestants de se défier.

M. DE GROSBOIS.—M. l'Orateur, je m'aperçois que l'honorable député ne parle pas en faveur de son bill, mais de la grande cité de Montréal, et personne, suivant lui, ne doit s'opposer et ne s'oppose réellement à ce bill.

L'honorable député de Napierville, pour rendre sa cause bonne, accuse tout le monde, et ce qui le surprend le plus, c'est de voir la " petite église " s'opposer à ce bill.

Eh bien, M. l'Orateur, il y a des personnes qui s'opposent à ce bill, il y a l'Université-Laval, la vraie université, qui s'oppose à ce bill et le jour où l'Université-Laval disparaîtra, la succursale de Montréal finira par disparaître.

Le député de Napierville, qui parlait tantôt d'intérêt personnel, lui l'homme désintéressé par excellence, il donne des cours à cette université, il a intérêt à avoir des élèves et je suppose qu'il n'est pas insensible à la rémunération qu'il retire de cette université.

Il est venu nous parler de justice, est-ce lui qui peut venir ici parler au nom de la justice, lorsqu'il voit que tout est contre lui, justice, vérité et clergé ?

Tout le monde, garantit-il, est en faveur du bill, mais l'aimable député ignore-t-il qu'à une assemblée régulière des médecins et chirurgiens de cette faculté, les membres de cette faculté, tant de l'Université Victoria, de la succursale de Montréal, que de l'Université Laval, se sont prononcés, soutenus par la majorité, contre la proposition actuelle ?

Oui, M. l'Orateur, l'Université Laval, celle que je considère comme l'université provinciale, comme notre *Alma Mater*, se prononce contre le bill, et est-ce qu'après cela, on dira encore qu'il n'y a pas d'opposition à ce bill ?

Vous venez me dire ici que vous êtes appuyés par Rome, et vous avez été obligés de faire tous les changements et amendements possibles à ce

bill. Rome vous a dit qu'aucun professeur ne serait nommé sans l'autorisation de l'évêque de Montréal, mais vous, vous mettez cela de côté, vous dites que c'est une blague.

Vous nous dites que ce bill permettra de pouvoir donner des diplômes, mais est-ce que la charte de l'Université Laval ne lui permet pas de donner des diplômes, est-ce que la charte de l'Université de Cobourg ne lui a pas donné ce droit ?

On a même essayé d'invoquer les préjugés, on les a soulevés auprès des protestants, on leur a dit de se défier. Eh bien, M. l'Orateur, il faut être pauvre d'arguments pour en être réduit à s'accrocher à de si futiles prétextes.

Je dis donc que nous devons bien étudier ce bill avant de l'admettre et surtout l'examiner dans toutes ses parties minutieusement, afin de n'être point pris par surprise.

M. LEBLANC appuie le bill au nom de l'intérêt de la science médicale et de la paix.

L'honorable M. TAILLON dit que le projet contient certaines clauses contre lesquelles il ne peut y avoir d'objection et qui devraient engager la Chambre à le considérer en comité général. Telle est la clause qui autorise l'Ecole à porter de 10 à 23 le nombre de ses professeurs. Telle est encore la clause décrétant que les membres de l'Ecole ne seront plus à l'avenir personnellement responsables.

Toute la difficulté vient de la clause qui permet à l'Ecole de médecine de faire des arrangements pour s'unir à Laval. Il n'est pas question de forcer la main à Laval ni à l'Ecole. Est-ce que la Législature n'a pas donné une autorisation de même nature à des compagnies de chemins de fer ? On sait qu'il existe entre ces deux corps enseignants des difficultés qui nuisent à la science médicale. Cela suffit.

Le bill dit : si les deux écoles peuvent en venir à une entente, nous les autorisons à la faire. Cette question n'intéresse pas seulement Montréal, elle touche aux intérêts généraux de la Province. La succursale de Laval n'a pas été un succès à Montréal. Il faut un terme aux difficultés et c'est un mal de les perpétuer.

J'espère que le bill sera étudié en comité et si, tel qu'il en sort, il ne plait pas aux promoteurs, ils le retireront. S'il leur plait, ce sera un grand

pas de fait vers l'établissement, à Montréal, d'une institution grande et prospère.

L'honorable M. PELLETIER.—On nous dit, M. l'Orateur, que nous n'avons pas le droit de discuter ce projet, qu'il ne nous intéresse pas, c'est sans doute parce que nous ne sommes pas citoyens de la grande cité de Montréal !

A propos de ce projet d'union que l'on veut faire, je considère qu'en acceptant le projet, non-seulement nous n'arrivons pas, mais au lieu de l'union que l'on nous demande nous aurons la désunion et le désaccord. Moi-même, j'ai passé des après-midi, nous avons fait des comités, nous nous sommes rencontrés pour tâcher d'en arriver à une entente ; plus que cela, nous avons même passé des amendements, quel en a été le résultat ? Absolument ce que j'ai mentionné plus haut, nous avons vu que de tout cela, il ne pouvait naître que du désaccord.

Moi-même, M. l'Orateur, je suis en faveur de l'union, mais comment peut-on y arriver ? L'une de ces universités fait telles propositions, l'autre n'en veut pas, cette dernière en fait d'autres, la première ne les accepte pas ; comment peut-on en arriver à une union lorsqu'on voit ces deux universités vouloir se manger l'une et l'autre ? Que les autorités religieuses et les intéressés s'entendent, qu'ils viennent ici avec un projet qu'ils auront accepté, avec un contrat, je suis prêt à accepter cette union, mais pouvons-nous agir ainsi, lorsqu'on vient ici sans contrat et sans parties contractantes ?

Je défie ici n'importe quel membre de cette Chambre de prouver que les autorités ecclésiastiques soient unies en faveur de ce projet de loi, et je soutiens même que ceux qui ont mis leur signature au bas de ce projet de loi, s'ils savaient à l'heure qu'il est tous les changements auxquels il a été soumis, seraient les premiers à s'opposer à ce projet de loi.

D'ailleurs, les professeurs de Laval et de Victoria savent qu'ils ne peuvent faire cette union sans déchirer leur charte.

Nous avons essayé de faire l'union dans les comités, dans les conversations, dans les rencontres que nous avons eues, qu'en est-il résulté ? La discussion et le désaccord.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, pour expliquer le vote que je vais donner, je désire dire quelques mots.

En 1881, quand la Législature a été appelée à se prononcer pour savoir si l'Université Laval aurait la permission d'établir une succursale à Montréal, j'ai voté pour l'établissement de cette succursale. J'avoue que j'ai voté avec hésitation, parce que j'avais tant de sympathie pour l'Université Laval que je croyais qu'elle commettait une faute sérieuse en venant à Montréal. Mon ami, le chef de l'opposition d'aujourd'hui, était contre moi, et je ne suis pas prêt à dire qu'il avait tort ; les événements lui ont donné raison et ont justifié les inquiétudes que j'avais.

Laval n'a pas acquis de force en venant à Montréal, elle n'a pas réussi à ramener la paix que tout le monde désirait. Au contraire, pendant plusieurs années les divisions ont été de plus en plus fortes ; et, sans les derniers événements, je suis parfaitement convaincu que la succursale aurait dû se retirer de Montréal.

Je n'entrerai point dans les détails des discussions de ces dernières années ; discussions que je regrette énormément, pour l'Ecole infiniment respectable dont il s'agit, l'Ecole de médecine et de chirurgie, une des plus belles institutions qu'il y ait dans le pays, que tout le monde respecte ; discussions qui aussi ne sont pas de nature, je regrette de le dire, à rehausser l'Université Laval dans l'estime publique. Je n'entrerai pas dans ces détails, mais ce qu'il y a de certain, M. l'Orateur, c'est que si certains hommes haut placés dans cette grande institution avaient été plus conciliants, l'union se serait peut-être faite, la paix se serait peut-être rétablie. L'union ne s'est pas faite et la paix ne s'est pas rétablie.

Mais les événements ont marché ; les circonstances ont bien changé : il ne s'agit pas maintenant de maintenir la succursale à Montréal ; c'est bien une université dépendante en théorie de l'*Alma Mater* de Montréal, mais c'est réellement en pratique et de fait une université avec son autonomie et son indépendance. Depuis que Rome a parlé sur cette question tout dernièrement, la succursale a obtenu cette autonomie et cette indépendance dont je viens de parler.

Cette indépendance est-elle suffisante pour justifier nos espérances ? J'ai des doutes.

Quand je suis allé à Rome, en 1888, j'ai eu l'honneur d'être reçu par le saint Père ; celui-ci m'a fait l'honneur insigne de me consulter sur cette question. Je lui ai déclaré carrément que je croyais que la paix ne se rétablirait d'une manière parfaite et complète que le jour où Montréal aurait son université indépendante. Et je n'ai pas changé d'opinion.

Malheureusement les événements ne m'auraient pas justifié de changer d'opinion.

Cependant il s'est passé, depuis, quelques faits qui m'empêchent d'être aussi obstiné dans mon opinion que je l'étais, et ces faits sont les suivants :

Le clergé du diocèse de Montréal, je pourrais dire plutôt le clergé de la division politique de Montréal qui était si opposé autrefois à l'établissement de la succursale de Laval, vu les derniers événements, était disposé à céder, à céder non pas devant les préjugés, mais devant des opinions fort respectables ; et nous en avons eu la preuve tout à l'heure par la lecture du document signé par un très grand nombre de prêtres distingués.

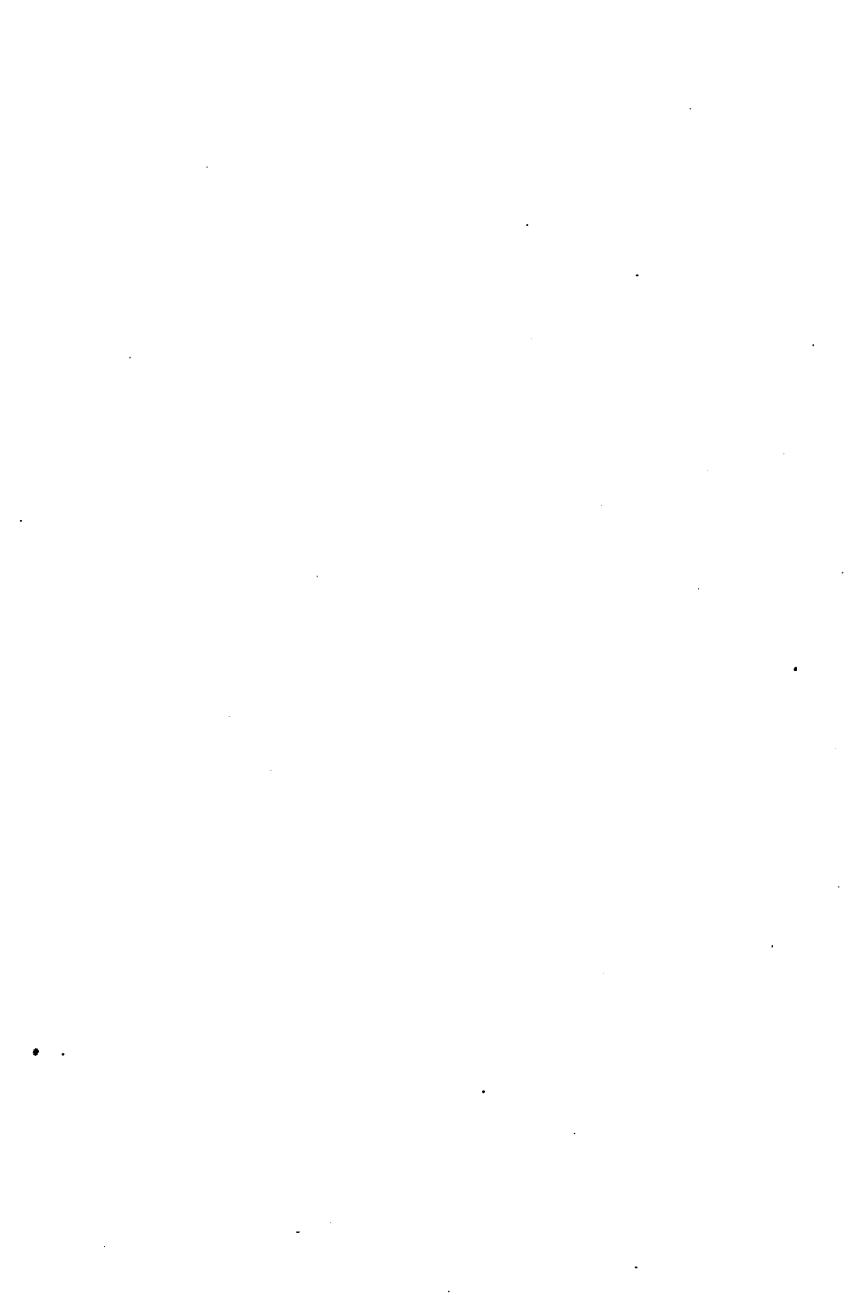
L'archevêque de Montréal qui, comme on le sait, avait hésité pendant quelque temps non pas sur l'établissement de la succursale, mais sur la question des arrangements à faire, s'est rallié en faveur de ces arrangements.

Troisièmement, les professeurs qui, en 1881 ou 1882, je ne me rappelle pas tout à fait, les professeurs de l'Ecole de médecine et de chirurgie qui s'étaient opposés unanimement à aucun de ces projets, se rallient maintenant en grande majorité. Pour moi, je respecte dans ce cas-ci la minorité comme je sais la respecter dans tous les autres cas. Tout le monde sait que je respecte l'opinion de ceux qui me sont opposés comme l'opinion de ceux qui me sont favorables. Dans ce cas-ci, voici une minorité respectable qui dit *non* et une majorité qui dit *oui*. De quel côté devons-nous nous ranger ? Naturellement je ne suis pas disposé à dire que la majorité a toujours raison. Mais voilà neuf professeurs distingués, également respectables, également instruits, également fondateurs de cette grande institution, également intéressés à son maintien, et sur ces neuf professeurs, il y en a trois qui disent que le changement projeté est mauvais et nuisible à l'institution que nous voulons maintenir ; il y en a six qui disent le contraire. Il y a trois qui disent que c'est inutile, six qui disent que la chose est bonne. Vais-je me porter juge entre ces neuf personnes également respectables et également intelligentes ? Vais-je dire que la majorité a tort contre la minorité ? Est-ce que la minorité nous a montré que la majorité avait tort ? Est-ce que nous, les soixante-cinq députés du peuple, nous allons dire que le principe que nous acceptons tous les jours et que nous revendiquons de la part du peuple va être mis de côté et que la minorité a raison ici contre la majorité, quand, dans toutes les circonstances, la majorité a raison ?

Quatrième considération : Pendant bien des années on plaidait à Rome, et Rome a été mise, par les différents intérêts qui y agissaient, dans une position regrettable. On a mis les autorités romaines dans une situation dans laquelle je ne voudrais pas toujours les voir. Rome aujourd'hui a décidé, approuvé le projet. Je ne dis pas que c'est une conclusion pour nous, M. l'Orateur ; non. Nous sommes ici maîtres souverains de nos questions, et pas plus le Pape à Rome que la Reine en Angleterre n'ont le droit de nous imposer leurs volontés. Mais quand on voit tout ce concours de circonstances réunies pour favoriser le projet, il me semble qu'on est en droit de conclure que le projet est bon. Non pas que j'aie du ressentiment pour ceux qui s'y opposent ; les sentiments de ceux-là sont infiniment respectables et très convenables. La minorité dit : " Vous allez tuer notre *Alma Mater*, et nous nous faisons un devoir de défendre notre *Alma Mater* ; nous désirons la sauver malgré la majorité," C'est là un beau sentiment ; mais ce n'est pas mon opinion. Je suis convaincu que l'union projetée va avoir pour effet de donner la paix et l'union à Montréal. Je puis me tromper ; je n'impose ma volonté à personne ; mais j'ai bien réfléchi et j'ai bien considéré le tout.

Je suis bien convaincu de plus que l'union, je ne dis pas va sauver, mais peut sauver l'Ecole, si on veut y mettre certaines conditions. Je ne voudrais pas voir disparaître l'Ecole de Montréal. C'est une de nos vieilles institutions que nous respectons, qui a fourni des hommes distingués répandus dans toute la Province et dans toute l'Amérique du Nord. Allez aux Etats-Unis, dans les parties les plus reculées, vous rencontrerez un médecin qui est fier de s'appeler élève de l'Ecole de Montréal.

Nous devons prendre garde pour empêcher cette école d'être détruite et sous prétexte de défendre Laval, de détruire l'Ecole de médecine. Je voterai donc en faveur de la proposition d'aller en comité général. J'espère que là, peut-être ce soir, on trouvera moyen d'y introduire des clauses concernant l'enseignement de cette Ecole, qui favorisera l'union que nous approuvons. Nous voulons aussi que cette union consacre davantage l'enseignement de cette Ecole et que tous les médecins qui se réclament comme élèves de cette *Alma Mater*, sachent que nous avons pris les moyens en notre pouvoir pour empêcher cette école de disparaître.



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mardi, 4 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

L'honorable M. DUHAMEL propose la seconde lecture du bill expliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand dans certains cas.

M. BEAUCHAMP dit qu'il a conclu des débats antérieurs sur ce bill que le Commissaire des terres de la Couronne, comme le Secrétaire-provincial, n'en connaît pas la portée. Cette question y gagne à être discutée à un point de vue pratique par ceux qui connaissent bien la vie du colon et ses besoins.

Le député des Deux-Montagnes établit, s'appuyant sur des observations pratiques, que la loi passée par le gouvernement actuel met le colon dans une position désavantageuse, en lui enlevant, par la réserve des trente mois, un indispensable moyen de subsistance : l'exploitation du bois sur son lot. On sait que cette exploitation permettait au colon de rester, l'hiver, sur son lot ; faute de pouvoir s'y livrer, le colon prend avec sa famille le chemin des Etats-Unis.

Il discute les diverses dispositions de la loi actuelle comparée à l'ancienne loi et propose comme amendement, secondé par l'honorable M. TAILLON :—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Il soit résolu que cette Chambre désire constater que l'acte 46 Vict., chap. 9, s. 1^{ère}, exceptait d'une réserve forestière “les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement,” exception qui a été reconnue par les jugements des Cours ; et que cette Chambre est d'opinion que le projet de loi sous considération, n'offre pas cet avantage, ni

les autres avantages que l'intérêt public et en particulier celui de la colonisation réclament impérieusement."

L'honorable M. GAGNON observe qu'il ne s'agit pas de la réserve forestière ni de la réserve de pin abolies depuis deux ans, mais simplement d'une loi déclaratoire à l'effet que la réserve des 30 mois nè s'applique que sur les terres comprises dans l'ancienne réserve forestière.

M. BEAUCHAMP.—Je voudrais la voir abolie partout.

L'honorable M. DUHAMEL.—Le député de Pontiac consentirait-il à cela ?

M. BEAUCHAMP.—Je ne crois pas.

L'honorable M. DUHAMEL.—Oui, sur ce point comme sur tous les autres, l'opposition ne peut s'entendre.

M. BEAUCHAMP voudrait qu'on permît au colon de couper tous le bois sur son lot sans réserve quelconque.

L'honorable M. GAGNON.—Le gouvernement protège le colon contre sa propre imprévoyance, il veille aussi sur les conditions climatiques de la Province et sur la conservation des forêts. Mais ces limitations sont à l'avantage du colon, la réserve du quart de lot sera pour lui une source de richesse pour l'avenir et lui appartient, tandis que sous l'ancienne loi on ne protégeait pas efficacement la forêt et tous les profits allaient à l'étranger. Du reste, l'amendement du député des Deux-Montagnes n'étant qu'une nomenclature de titres de statuts, je n'ai aucune objection à l'accepter, en y ajoutant le seul correctif suivant :

J'ai l'honneur de proposer comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. DUHAMEL:—Que tous les mots après "Que," dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Il soit résolu qu'en adoptant, en seconde lecture, ce bill, cette Chambre désire constater que l'Acte 46 Vict., chap. 9, section 1^{ère}, exceptait d'une réserve forestière les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement ; et elle est heureuse de constater que le projet de loi en discussion, tout en laissant abolie la réserve forestière décrétée en vertu de la loi de 1883, et la réserve de pin décrétée par la loi de 1882, restreint la réserve dite des 30 mois aux lots compris dans la dite réserve forestière de 1883.

En réponse aux députés qui prétendent que les sociétés de colonisation ne sont pas satisfaites de la loi actuelle, je donnerai lecture d'une lettre de Mgr Labelle, déclarant qu' non-seulement la loi est bonne, mais que le gouvernement même été plus loin que ne le demandaient les sociétés de colonisation.

Voici le texte de la lettre de l'apôtre de la colonisation :

“ A bord de la *Normandie*,

13 janvier 1890.

Cher ami,

Vous devez être au milieu de la bataille et chacun prépare sa pièce de résistance. J'ai hâte d'avoir des nouvelles du combat et ça ne sera que dans 12 à 15 jours.

La traversée a été bonne et lundi prochain nous serons en France, au beau milieu de Paris. A mes yeux, la ligne transatlantique l'emporte de beaucoup sur ses rivales. Magnifiques vaisseaux, service parfait, table succulente, vins excellents. Tout cela aide à souffrir patiemment la monotonie du voyage.

Je m'attends à une grave discussion sur la loi des terres.

Je ne puis comprendre qu'elle ne soit pas meilleure un million de fois que l'ancienne.

La ceinture de fer est brisée. La réserve perpétuelle de pin est abolie ; servitude qui pesait éternellement contre le colon.

Toutes les essences étaient bois marchand ; aujourd'hui il n'y en a que quelques espèces et le reste est entièrement au profit du colon.

On ne peut plus imposer un diable de droit de coupe comme cela est arrivée dans certaines régions.

Il ne reste que les 30 mois qui gâtent la loi, dit-on. Cependant, d'après M Taché, les amendements du Conseil sont préférables à la loi qui serait demeurée existante, car cette loi permettait aux marchands de bois de couper tout le bois de valeur du colon en attendant le renouvellement de la licence au 1er mai, et c'est ce qui arrivait, d'après M. Taché, dans les lieux où la colonisation progressait rapidement.

D'après la loi actuelle, le colon est protégé sur le bois de son défrichement et sur, en outre, dix acres à son choix.

On demandait une loi pour rendre justice au gouvernement, au colon, au marchand de bois, et je crois que la loi, sans être parfaite, sauvegarde les intérêts de tous.

Sans doute que vous pourriez donner plus au colon, et même il accepterait, en pur don, toutes les seigneuries du Saint-Laurent ; mais il faut faire des revenus au gouvernement qui, par les chemins de colonisation les chemins de fer, centuple la valeur des lots du colon.

Dans cette guerre à outrance contre cette loi, je ne puis comprendre la bonne foi que l'on réclame, d'autant plus que dans ce cas *c'est souvent le diable qui prêche la vertu.*

Si on peut l'amender de manière à plaire à tous, j'en serai heureux, mais je ne crains pas de déclarer que cette loi, en somme, est excellente. Faire croire que le marchand de bois peut tout couper le bois marchand pendant les 30 mois, c'est vouloir profiter trop de la bonhomie des gens. Voyez les amas de bois de Québec, à Pembroke, et vous ne voyez que le pin et l'épinette qui sont offerts pour le marché. Quant à l'autre bois il n'est pas flottable et on ne peut toucher aux trois quarts des essences que le gouvernement retire des mains des marchands pour le mettre au profit du colon.

Le gouvernement a été plus loin dans sa loi que ne le demandait la Société de colonisation.

Encore une longue conversation sur la loi des terres.

Bien des respects à madame Duhamel, à toute la famille en gros et en détail et à tous mes bons amis de Québec.

Tout à vous,

(Signé)

A. LABELLE, Ptre."

Le R. P. Paradis approuve aussi cette loi.

Pour ce qui est de l'administration des terres de la Couronne sous l'ancien gouvernement, par suite d'une politique négligente, un certain nombre de marchands de bois fraudaient systématiquement le Trésor pour un montant de \$100,000 par année, au moyen d'une foule de trucs fort peu honorables.

Le projet de loi a pour adversaires ceux qui voudraient que la réserve existât partout et ceux qui voudraient qu'elle fût abolie partout, ce qui est la meilleure preuve qu'elle tient un juste milieu accordant justice aux uns et aux autres.

On prétend qu'il est injuste de maintenir la réserve de 30 mois sur les anciens terrains réservés, et non pas sur les autres, mais cela est pour la protection des droits acquis. Le gouvernement sait protéger le colon et rendre justice aux marchands de bois. Le premier a besoin de protection, il l'aura du gouvernement, mais le marchand de bois a besoin de justice plutôt que de protection et, de l'administration actuelle, il obtient justice, car le gouvernement est convaincu qu'un marchand de bois compétent et honorable, est un citoyen précieux, un homme digne du plus grand respect et dont le commerce est d'un avantage très sérieux pour les colons qui font affaires avec lui. On a prétendu que l'ordre en conseil était nul: ce n'est pas cela qui a été décidé. L'honorable juge Wurtele a seulement déclaré que l'ordre en conseil n'avait pas été régulier, c'est-à-dire que l'ordre en conseil n'avait pas été promulgué avec les formalités sacramentelles. Mais il n'a jamais nié à l'Exécutif le droit d'émaner cet ordre en conseil. Voilà la vérité.

Nous avons ouvert à la colonisation la partie la plus fertile de la Province; nous avons ouvert au colon la plus belle partie de notre territoire. Nous ne voulons pas que le colon soit à la merci du marchand de bois; nous voulons et nous devons protéger le colon; tout en respectant les intérêts légitimes des commerçants de bois, nous devons protection au colon. Mais j'ajoute que nous donnons justice aux marchands de bois. Nous n'avons pas à les protéger, ils peuvent se protéger seuls; ils auront justice et le colon aura protection.

M. NANTÉL.—Le Secrétaire Provincial propose un moindre mal avec son projet de loi. Cela ne nous suffit pas. Il nous faut un bien absolu; le bien absolu que je demandais en 1887. Autrefois le colon pouvait vendre son bois; aujourd'hui, il est soumis à une servitude odieuse,

une servitude de spoliation. Voilà un fait que ni l'éloquence ni les finasseries parlementaires ne sauraient empêcher d'être vrai.

On affirme que nous avons fermé à la colonisation toutes les terres renfermées dans les réserves forestières. C'est faux. Jamais, en vertu d'aucune loi, d'aucun ordre en conseil, nous n'avons fermé à la colonisation les terres propres à la culture. Nous les avons toujours réservées. Voilà un autre fait qui ne se peut nier.

Ces lots autrefois réservés, aujourd'hui on ne les réserve pas ; on les livre à l'exploitation du marchand de bois pendant trente mois, et pour mieux dire à la spoliation du marchand de bois.

De notre temps, quand un homme allait prendre un lot, que ce lot fût dans la réserve forestière ou non, son billet de location lui donnait une puissance absolue sur la terre ; ce lot appartenait exclusivement au colon. Il est vrai que le colon ne pouvait pas y couper le pin ayant moins de douze pouces sur la souche, et qu'il ne pouvait pas vendre son bois tant qu'il n'avait pas obtenu ses lettres patentes. Mais aussitôt après l'obtention de ses lettres patentes, il était mis sur le même pied que le marchand de bois.

On dit que nous avons fermé à la colonisation les parties les plus importantes du domaine public. Cette prétention est insoutenable. Le gouvernement prétend qu'aujourd'hui, dès qu'un lot est accordé, le colon a tous les bois. Eh bien ! non. Il n'en a aucun, et, durant trente mois, il est soumis à la spoliation du marchand de bois. Il a bien sa petite réserve de terre, mais y a-t-il un homme sérieux qui croira que le colon soit prêt à repousser toute tentative d'empiètement de la part du marchand. En pratique, on sait que c'est impossible. car il n'est pas de force à lutter avec lui. Voilà pourquoi je qualifie d'odieuse la loi actuelle.

Qui a porté le gouvernement à ressusciter ces réserves forestières, abolies par nous et déclarées nulles par les plus hauts tribunaux. C'est qu'on a fait un marché honteux, scandaleux avec les marchands de bois et on est lié par ce marché. On ne l'avouera pas, mais nous le dirons à cette Chambre et au pays.

J'ai entendu avec surprise, au cours du débat, le Commissaire des terres de la Couronne déclarer que les lots de M. Lacoste avaient été pillés par M. J. K. Ward.

L'honorable M. DUHAMEL.—C'est inexact.

M. NANTEL.—Je suis obligé, pour rester parlementaire, d'accepter cette déclaration. Dans tous les cas l'honorable ministre a dit que M. Ward avait pris le bois marchand sur le lot de M. Lacoste, et la Chambre a pu rester sous l'impression que c'était un acte illégal et criminel. Je n'ai pas charge de défendre M. Ward, mais, en 1881, la réserve de pin n'existait pas, et un marchand de bois avait droit de prendre le bois sur tout lot non patenté. C'est ce que M. Ward a fait, et c'était son droit. Ce n'est qu'en 1882 que nous avons mis le colon à l'abri de ces tentatives qui étaient légales et permettaient au marchand de prendre le bois sur les lots non patentés. Cet incident fait voir avec quelle légèreté on a traité ces questions-là et injurié les marchands de bois, qui ont fait énormément pour l'ouverture de nos terres, comme les Wright, les Gilmour, les Hamilton, les Ward.

Une autre déclaration a été faite qui démontre la légèreté des ministres et la mauvaise foi avec laquelle on traite cette question. Chaque fois, dit-on, que les marchands de bois chercheront à écraser un colon, le gouvernement interviendra. Cette déclaration n'est pas exacte et contredit la conduite du gouvernement. Des faits qui se passent actuellement le démentent. Une foule de colons souffrent de l'empiètement des marchands et le gouvernement n'intervient pas, comme il l'a fait dans la cause du Père Paradis. Dans cette affaire Paradis, le gouvernement a créé un précédent dangereux en intervenant dans un procès privé. S'il veut intervenir dans d'autres causes, je lui en indiquerai plusieurs où il trouvera l'occasion de dégager la parole du Secrétaire-provincial. Mais il ne le fera pas, car il n'y trouvera pas, comme dans l'affaire Paradis, des intérêts de parti à servir.

On est venu dire que les marchands de bois, sous l'ancien régime, volaient la Province de \$100,000 par année. Je dois protester contre cette affirmation fausse et injuste. Les marchands de bois, tout en cherchant à protéger leurs intérêts, n'ont pas volé le gouvernement. et, s'ils l'ont volé, je crois que ça dû être depuis deux ou trois ans. C'est une accusation tellement grave, tombant de la bouche d'un ministre, qu'il faudrait au moins citer un fait à son appui. On lance les plus graves insinuations à la légère, sans avoir obtenu un renseignement plausible, et, voilà comment se fait l'histoire de notre parlement. Si les marchands de bois avaient volé dans cette proportion et si les ministres s'en étaient aperçu, ils auraient dû faire une enquête. Mais ce gouvernement est un gouvernement de farceurs.

On a aussi dit : Nous allons voter \$150,000 pour la colonisation cette année. Et, avec cela, on s'imagine rendre au colon le bois que le marchand

enlèvera pendant trente mois sur son lot. Ce n'est certes pas une compensation suffisante, surtout si l'on tient compte du peu de discrétion que le gouvernement met dans la distribution de l'argent de la colonisation. On nous parle aussi de droits acquis. Les marchands de bois n'ont pas d'autres droits acquis avec le gouvernement que leurs contrats. Dans ces contrats, il est stipulé que tous les lots concédés pour fins de colonisation sont tirés de ces concessions forestières. Voilà tous les droits acquis.

La loi de 1888, telle que passée ici, abolissait les réserves; mais le gouvernement eût pu, en vertu de ses pouvoirs, réserver pour l'exploitation du bois marchand toutes les terres qu'il aurait voulu, et réserver de même les terres pour la colonisation.

Un fait historique qu'on ne peut nier, c'est que les progrès de la colonisation, constants jusqu'en 1886, ont cessé depuis cette époque. Il est permis d'en conclure que les anciennes lois étaient plus favorables à la colonisation que la loi actuelle.

La loi actuelle est plus dangereuse que celle de 1883, parce que les terrains réservés sont des parties colonisables du pays; le véritable cercle de fer vient d'être mis sur ces territoires, et il est d'autant plus lourd qu'il s'applique à tous les lots de ces réserves. Nous avons fait une loi d'exception en faveur de la colonisation; le gouvernement actuel ne fait pas d'exception en faveur du colon; on l'exclut absolument de tous ces lots. Voilà l'objet de cette loi.

L'honorable M. PELLETIER.—M. l'Orateur, j'ai assisté à la discussion avec beaucoup d'intérêt. J'ai déjà eu occasion d'exprimer mon opinion sur la réserve des 30 mois et depuis, je n'ai pas changé. Dans la loi actuelle je vais un peu plus loin que le gouvernement. S'il n'y a pas moyen d'abolir la réserve dans toute la Province, je voudrais au moins qu'elle fût abolie dans certaines parties de la réserve forestière. Mais il était impossible de voter en Chambre sur une telle modification. Par la loi actuelle, le gouvernement vient nous déclarer que la réserve des 30 mois est abolie dans la plupart des comtés de la Province. Est-il possible pour quelqu'un qui est en faveur de l'abolition de la réserve de voter contre cette loi? Et cependant le député de Terrebonne et ses amis refusent d'accepter cette loi. En 1888, il a voté en faveur de la loi abolissant la réserve forestière. Aujourd'hui il vient se déjuger, malgré l'opinion des hommes qui l'ont toujours guidé sur cette question, malgré que la réforme soit dans le sens de la loi qu'il a approuvée par son vote. Si la loi de 1833 décrétait la réserve des 30 mois, celle-ci l'abolit dans la plus grande partie de la

Province. Par conséquent, il est inexcusable de voter pour l'une sans approuver l'autre.

Le député de Terrebonne a basé toute son argumentation sur le prétendu fait que les terres colonisables sous la loi de 1883 n'étaient pas comprises dans la réserve forestière ou pouvaient en sortir. C'est une fausseté patente qui saute aux yeux, et que personne ne saurait soutenir en face de l'évidence qui crève les yeux. On prétend que les tribunaux ont déclaré nulle la réserve forestière, qu'elle n'existait pas et que par conséquent la loi actuelle l'établit en réalité. Le juge Würtele a déclaré que la réserve n'existait pas parce que la proclamation avait été publiée d'une façon irrégulière. Le Conseil Privé n'a jamais déclaré que la réserve forestière n'existait pas, mais a basé son jugement en faveur du père Paradis sur la possession annale. La réserve forestière existait et tous les députés de l'opposition ont voté pour le maintien de cette ceinture de fer. Aujourd'hui ils cherchent par toute espèce de faux-fuyants, à échapper à la responsabilité de cette iniquité, mais on n'y réussira pas. Et lorsqu'on prétend que la réserve des 30 mois est fatale au colon, quel crime devait être la réserve de dix ans, dont l'effet était de priver tout un peuple de son patrimoine ?

Il est vrai que parfois le marchand de bois abuse de sa position, mais le gouvernement actuel sait protéger le colon ; et lorsque le marchand se rend coupable de ces abus, il est forcé de payer au colon une indemnité libérale qui lui ôte effectivement l'envie de recommencer. Le pays peut se fier en toute sûreté au Commissaire actuel, dont la vigilance et la bonne administration est au-dessus de tout éloge.

Le Père Paradis est allé s'établir sur des terres comprises dans la ceinture de fer. On sait qu'il a été persécuté pour ce fait ; on sait la conspiration politique dont il a été victime, et à laquelle se sont prêtés des hommes que leur caractère aurait dû protéger. Mais aujourd'hui les accusateurs sont confondus, et l'homme de Dieu est triomphant. La *Presse*, le journal du député de Terrebonne a été obligée de se rétracter comme la *Minerve* et autres, et le prêtre qui a oublié sa dignité, qui a violé la vérité pour n'écouter que les dictées de son intérêt, est probablement sur le point de quitter honteusement le pays. Sa Grandeur Mgr de Montréal a obligé ces gens-là à courber le front devant la figure vénérable du courageux missionnaire. Ce sont ces mêmes hommes qui prétendent que la loi actuelle ne vaut rien. La Chambre aura à choisir entre ces gens-là et la vérité, la justice et la raison, et surtout la parole autorisée de Mgr Labelle, l'apôtre de la colonisation.

Ce débat a été établi à la satisfaction de tous que grâce au gouvernement actuel la colonisation a déjà fait des progrès immenses. Le gouvernement mérite d'en être félicité.

M. LEGRIS.—M. l'Orateur, vous comprendrez, sans doute, qu'après l'éloquent discours que vient de prononcer l'honorable député de Dorchester, je me lève avec hésitation pour offrir à cette Chambre quelques nouvelles considérations sur l'important sujet qui nous occupe en ce moment.

Les honorables députés qui ont pris la parole avant moi, ayant traité d'une manière générale les questions de colonisation et d'administration des terres de la Couronne, cette Chambre me pardonnera, j'espère, si je ne m'en tiens pas strictement à la motion devant elle dans les quelques remarques que je désire lui soumettre.

L'honorable député de Dorchester a démontré à cette Chambre que les honorables Messieurs de l'opposition ne sont pas conséquents avec leurs actes et se contredisent entre eux sur cette importante question. Nous avons entendu de ces Messieurs dire que la loi actuelle va trop loin, d'autres nous ont dit qu'elle ne va pas assez loin.

On se rappelle qu'en 1888, lors de l'adoption par cette Chambre de la présente loi, la réserve de trente mois en faveur du marchand de bois n'existait pas (cette disposition ayant été ajoutée par le Conseil Législatif). Ces Messieurs, cependant, ont fait une guerre acharnée au projet d'alors, qui est maintenant loi.

Les contradictions et les tergiversations des honorables Messieurs de l'opposition ne sont pas seulement dans leurs actes et leurs paroles, nous trouvons les mêmes contradictions et plus flagrantes encore dans les écrits de quelques-uns de ces Messieurs.

Comme l'honorable député de Terrebonne est peut-être celui qui a fait le plus de tapage en cette Chambre, je vais lui rappeler ce qu'il a écrit dans son journal, *La Presse*, il n'y a pas bien longtemps.

Tous les députés de cette Chambre se rappellent sans doute que le député de Terrebonne a voté en 1888 pour cette loi, qu'il trouve aujourd'hui mauvaise et qu'il vient de qualifier de loi la plus odieuse que nous ayons jamais eue dans nos statuts. Non seulement il a voté mais il a écrit, et je vais le démontrer. Avec la permission de cette Chambre, je citerai quelques extraits de son journal pour comparer l'attitude présente du député de

Terrebonne avec celle qu'il avait autrefois sur cette importante question de l'administration des terres de la Couronne en cette Province.

Voici comment s'exprimait le correspondant parlementaire de la *Presse*, le 24 mai 1888, quelques jours avant la passation de cette loi :

“ Le projet de loi concernant les terres de la Couronne introduira des changements *considérables, tous à l'avantage du colon.* ”

“ Nous *félicitons le gouvernement* de cette détermination, et l'honorable Commissaire, M. Duhamel, qui déploie beaucoup de vigueur à changer l'esprit dominant du *département.* ”

“ On *sait* que l'idée qui y a jusqu'à présent prévalu accordait une *protection exagérée* aux marchands de bois et *dangereuse, souvent fatale, aux héros de la forêt.* ”

“ Sous ce rapport donc, l'honorable Premier Ministre a toute notre adhésion, et a droit aux félicitations du public. Nous savons de très bonne source que ce dernier a décidé de *donner une nouvelle tournure* à l'administration des terres de la Couronne et de ne rien négliger pour assurer l'expansion libre, non seulement du colon ayant titre, mais même du colon de bonne foi qui s'enfonce avec un courage vraiment héroïque dans la forêt inarpentée.”

M. l'Orateur, je crois que l'honorable député de Terrebonne n'est pas étranger à ce correspondant parlementaire, je crois qu'il le connaît très bien et que cette Chambre aussi le reconnaît par le style, car le style, c'est l'homme, a dit Buffon.

Le *Nord*, autre organe de l'opposition, dans le mois d'août 1888, disait : “ Les lois concernant la vente des terres de la Couronne *ont été amendées dans un sens favorable à la colonisation.* La réserve de forêt et la réserve de pin ont été abolies. *C'est une excellente nouvelle pour les colon;* qui ne manqueront pas de s'en réjouir. L'honorable Commissaire des terres de la Couronne et le curé Labelle *n'en sauraient être trop félicités.* Si les réserves forestières ont été abolies, ce ne fut pas sans opposition. Les honorables M. Flynn et Lynch les défendirent avec chaleur. Il faut se rappeler que le premier est l'auteur de la réserve de pin établie en 1882, et l'autre réclame la paternité de la réserve forestière de 1883. Ces deux lois *malfaisantes* avaient été votées par les deux côtés de la Chambre.”

La *Presse* a reproduit cet article.

L'honorable député objectera peut-être qu'il a voté la loi mais que s'il eût été en Chambre il aurait voté contre l'amendement fait par le Conseil législatif. A cela, je répondrai d'abord que cette explication ne vaut pas grand chose, parce qu'un député doit être à son siège. C'est trop facile d'en être absent. Mais d'un autre côté je vais lui prouver qu'il avait lui-même accepté d'avance l'amendement des trente mois.

Cet honorable Monsieur n'est pas seulement un politicien il est aussi un journaliste. En cette qualité je suppose qu'il lit les journaux. Il doit lire l'*Electeur* qui est reconnu pour l'organe du gouvernement. Or, voici comment ce journal s'exprimait dans son No. du 18 juin 1888 en exposant le projet de loi.

" On comprend qu'il y a ici un droit à sauvegarder : celui du marchand de bois ; aussi ne sera-t-il permis d'octroyer au colon une licence pour son lot entier qu'au bout de deux ans d'occupation, ce qui donnera tout le temps nécessaire pour faire abattre les arbres qu'il veut exploiter."

Et la *Presse*, organe de l'honorable député, avait été plus loin, elle disait le 29 mai précédent. "*Les marchands de bois ne seront pas sacrifiés non plus, ils auront tout le temps voulu pour exploiter leurs riches domaines, mais ils ne pourront, en aucune manière, gêner l'accaparement patriotique du sol par le défricheur.*"

Je n'en dirai pas plus à ce sujet. C'est suffisant, je crois, pour démontrer à cette Chambre que les hauts cris sortis de la bouche de l'honorable député de Terrebonne ne sont pas sincères. Le pays comprendra avec nous qu'il n'est pas permis à un homme sérieux de se contredire et de se déjuger ainsi dans un temps aussi court et dans les mêmes circonstances, suivant que les intérêts de parti l'exigent.

M. l'Orateur, je toucherai maintenant un autre point.

L'honorable député de Pontiac, dans un discours qu'il a prononcé dans cette Chambre, a défié les honorables députés de citer un seul district où les marchands de bois et les colons n'aient pas vécu en parfaite harmonie et n'aient pas travaillé "la main dans la main" pour les fins de la colonisation.

J'aime à croire, M. l'Orateur, que le plus grand nombre des marchands de bois de ce pays sont des hommes très respectables et fort honorables. Ce serait bien à tort que l'on accuserait ces Messieurs d'être, en général, les ennemis des colons.

Cependant le défi de l'honorable député de Pontiac n'en est pas moins imprudent.

L'honorable député n'a donc pas lu les plaintes et les griefs dont a retenti la presse conservatrice du pays depuis au delà de 10 ans ?

Est-il donc le seul à n'avoir pas eu connaissance de cette lutte mémorable soutenue par des colons d'Egan contre de puissants *landlords* de nos forêts ?

N'a-t-il pas vu dans un journal ultra-conservateur, la *Minerve*, du 17 novembre 1888, n'a-t-il pas vu, dis-je, le requisitoire foudroyant formulé contre un puissant marchand de bois par une sommité du parti conservateur, M. Benott, ex-M. P. pour Chambly ; requisitoire où il accuse à la face du pays ce marchand de l'avoir violemment, injustement et illégalement dépouillé de son bois.

L'honorable député prétendra-t-il que ce sont-là des cas isolés ? Je lui répondrai que ce qui s'est passé au canton d'Egan et sur la Lièvre s'est répété sur des centaines d'autres points des réserves forestières.

L'honorable député prétend que les colons vivaient en parfaite harmonie avec les marchands de bois et que par conséquent ils n'avaient aucun grief sérieux contre ces derniers. Cet honorable député, dis-je, ignore donc l'existence d'un document maintenant célèbre présenté à cette Chambre par la société de colonisation de Montréal, (organe du clergé de cette Province) portant à la connaissance de cette Chambre et du pays, sous forme de requête au gouvernement national, la liste assez longue des griefs des colons contre l'accaparement illégitime du sol national par les marchands de bois, et demandant à cette Chambre le redressement de ces griefs, la réforme des nombreux abus existants qui entravaient la marche de la colonisation et demandant aussi sans retard, une loi conforme aux besoins des colons et aux meilleurs intérêts du pays.

Cette requête prouve-t-elle que l'harmonie parfaite existait entre ces deux classes de citoyens ?

M. l'Orateur, que ces honorables députés ouvrent les journaux conservateurs de l'époque, qu'ils ouvrent entre autres la *Minerve* et la *Presse*, qui retentissaient des plaintes et des griefs des colons. Y eut-il jamais requisitoire plus formidable contre l'état de choses existant que l'article publié par la *Presse* de Montréal le 13 décembre 1884. Qu'y lit-on, M. l'Orateur, entre autres choses ? “ Que les terres avaient bien conservé leur utilité, mais qu'elles n'étaient plus accessibles aux colons ; que, une

“ bonne partie des argents de la colonisation était employée à des travaux
“ inutiles dans le but d'étayer la *popularité chancelante de quelques amis du*
“ *ministère* ; qu'il peut se faire qu'il existe quelque part, au fond de la
“ forêt, à des distances énormes quelques lots disponibles sur lesquels le
“ colon puisse aller s'établir, mais à quelles conditions, M. l'Orateur, à
“ condition de ne *pas toucher au bois de service*, à condition de ne pas faire
“ brûler ses abattis à l'époque de l'année où il est le plus facile de les
“ brûler à condition de respecter poisson et gibier pour la plus grande
“ satisfaction des clubs de chasse et de pêche, et de ne pas toucher aux
“ minéraux qui pourraient se trouver sur sa terre ; que, s'il a le malheur de
“ découvrir une mine sur sa propriété, son intérêt lui commandera de la
“ cacher, vu que, si le fait était connu, son billet de location serait annulé.”

Terminons, M. l'Orateur, l'énumération des griefs exposés dans cet article remarquable de *La Presse* par une statistique tirée du *Guide du Colon* :

“ Le comté de Bonaventure, dit la *Presse*, a une superficie de 2,106,681 acres, dont 89,200 sont occupés ; reste donc 2,017,481 acres de terres inoccupées dans cette petite région.

“ Eh bien ! s'il faut en croire l'acte des Terres, il n'y a pas dans tout le comté de Bonaventure un seul lot du gouvernement qui soit disponible pour la colonisation. Pourquoi les 6,557 acres arpentés et non en vente ? Ah ! nous y sommes. En 1880, cela était réservé sans doute pour les fameuses limites ou canton de bois.”

Cet extrait, M. l'Orateur, d'un journal conservateur ne résume-t-il pas le principal grief des colons de ce pays, à savoir l'accaparement par les marchands de bois du sol national qui semblait (dit *La Presse*) exclusivement réservé par eux.

J'en viens maintenant, M. l'Orateur, à un document d'une certaine importance, exposant un des griefs qui ont le plus passionné l'opinion publique dans le temps, et que je trouve exposé dans la *Minerve* du 17 Nov. 1888. M. Benoit, M. P., pour Chambly va nous raconter une épisode intéressante de cette histoire qui pourrait s'intituler : Les luttes des pionniers de la forêt canadienne contre les *landlords*.

La scène se passe dans l'Ottawa sur les bords de la rivière La Lièvre en 1884-85.

Bien que ce document ne soit jamais venu devant cette Chambre d'une manière officielle, il est venu cependant à la connaissance du public,

il y a à peine deux ans, et a fait des révélations qui ont étonné le pays accoutumé pourtant à ne plus s'étonner d'aucune énormité en fait de colonisation.

M. Stuart dont il est question ici était le successeur de M. James McLaren, qui, dit-on, a fait une fortune de \$6,000,000 dans le commerce de bois.

Je regrette de ne devoir citer qu'un court extrait de cette lettre qui édifierait certainement cette Chambre sur les rapports de ce marchand de bois avec les colons.

Voici les principales parties de cette lettre :

" Quand M. Stuart a appris que le gouvernement avait mis les terres du canton Kiamika en vente, il est accouru avec ses hommes pour faire bucher *tout le bois marchand*. A cela rien à dire, c'est la loi.

" Mais là où il y avait erreur de la part de M. Stuart c'était de faire couper le bois *des terres achetées avant le 1er mai précédent*, qui, par le fait même ne faisait plus partie de ses limites. C'est ce qui m'est arrivé à moi-même. J'avais quelques beaux chênes que j'avais mis à grand frais à l'épreuve du feu au milieu de mon défrichement et que je conservais précieusement pour les besoins futurs de mes enfants : malgré ma défense, (car je résidais là avec mes fils), mon chêne a été coupé et enlevé."

" Je me suis plaint au gouvernement de Québec qui m'a répondu comme suit à la date du 2 mai 1885."

La réponse se résume ainsi : " Le bois a été coupé en contravention à la loi. Il avait à s'adresser aux tribunaux pour obtenir justice."

M. Benoit continue :

" Pour ceux qui veulent savoir comment cela a fini, je leur avouerai en toute humilité que j'ai fait comme les pauvres habitants de la Lièvre ; je me suis tenu coi pour ne pas m'attirer de pires désagréments, comme le *boycottage*, par exemple, au fond d'un bois à près de 100 milles de Buckingham."

Ainsi, voilà le témoignage non suspect d'un ex-député fédéral, ami des Messieurs de l'opposition, qui s'était fait colon et avait travaillé à améliorer le sort des pauvres habitants de la Lièvre.

Le cas de spoliation violente et illégale dont se plaint M. Benoit n'est pas un cas isolé.

Quelle conclusion ce brave colon tirait-il de ces événements ? Il se réjouissait dans la pensée patriotique que, grâce un peu à ses efforts, les colons commençaient à voir luir le jour de l'*émancipation*. L'émancipation, M. l'Orateur, qui n'est que l'affranchissement du colon, de l'esclavage et du joug, parfois insupportable, du marchand de bois.

A ce sujet, M. l'Orateur, l'honorable député de Terrebonne s'est montré fort scandalisé, l'autre jour, des paroles patriotiques prononcées par l'honorable Premier de cette Province, qui avait aussi parlé d'émancipation et d'esclavage aboli.

En tête de son programme, le gouvernement national a inscrit l'abolition des réserves forestières et la souveraineté du marchand de bois, et a proclamé la souveraineté du colon sur son lot. Car, M. l'Orateur, on l'a dit et répété bien des fois, le gouvernement provincial, après avoir aboli les servitudes seigneuriales, les avait fait revivre sous une autre forme non moins désastreuse pour la nationalité et non moins insupportable pour la classe d'hommes qu'elles frappaient. Le gouvernement national a voulu délivrer le sol, émanciper le colon, briser l'injuste souveraineté du marchand de bois, détruire le cercle de fer dans lequel on avait emprisonné la colonisation, non pas pour 30 mois mais pour 10 ans et plus.

Cette doctrine de l'émancipation du colon, que le député de Terrebonne qualifie aujourd'hui de *démagogique* dans la bouche du Premier ministre, est pourtant la doctrine qu'il a prêchée lui-même dans les colonnes de son journal.

Si nous consultons les écrits sur la colonisation, parus dans la *Presse* et le *Nord*, du mois de mai au mois de juillet 1888, nous y trouverons une liste complète des privilèges du marchand de bois et des servitudes du colon, le tout prouvé par des faits indiscutables tirés des lois, des règlements et de la pratique suivie par le département des terres.

Pour terminer, M. l'Orateur, laissez-moi vous dire que dans mon humble opinion, la loi actuelle améliore sensiblement la position du colon. Sans être tout ce que je désirerais en faveur du brave citoyen qui n'a pas peur de s'enfoncer dans la forêt, armé de sa hache et de son courage, elle est cependant un acheminement vers ce but désiré. J'espère que le gouvernement national avec la sollicitude toute particulière qu'il porte à l'œuvre patriotique de la colonisation, continuera à améliorer, autant que faire se peut, sa position. Sans doute, il ne faut pas méconnaître les droits des marchands de bois, mais d'un autre côté n'oublions donc pas non plus, M. l'Orateur, que le colon a besoin de toute la protection possible

de la part du gouvernement du pays. Le colon passe sa vie dans une position pénible. Son travail est dur, souvent ingrat.

Il élève sa famille au milieu de privations et de sacrifices que l'habitant des villes ne connaît pas. J'ai l'honneur de représenter ici un comté où il se fait de la colonisation, je crois donc de mon devoir de faire entendre une voix qui n'est pas la mienne mais qui est une voix partie de bien loin dans la forêt et sortie des bouches patriotiques qui demandent qu'on leur aide à rester sur le sol de leur pays.

Donc, puisque je crois que la loi actuelle est meilleure que l'ancienne, et qu'il nous est permis d'espérer qu'elle s'améliorera encore dans l'avenir, je continuerai à donner mon appui au gouvernement.

L'honorable M. FLYNN combat les prétentions du gouvernement et de ses amis sur cette question.

Il qualifie d'inconvenante la démarche du Secrétaire-provincial, qui a tenté d'étayer sa cause en citant une lettre de Monseigneur Labelle, dont il a tiré des conclusions favorables à sa loi. Cette lettre ne doit pas être officielle ; si elle l'était, il faut dire qu'il n'appartient pas au député ministre de l'agriculture et de la colonisation de se faire l'instrument politique du gouvernement ; si elle ne l'est pas, comme c'est probable, le grand coupable est le ministre, qui s'en est indiscretement servi.

Il relève avec indignation les remarques du député de Dorchester au sujet du Père Paradis, montrant toute l'inconvenance qu'il y a de chercher à faire croire en cette Chambre que le révérend Père Supérieur des Oblats a persécuté injustement un pauvre missionnaire.

Il cite, pour prouver que l'on se plaint de la loi actuelle, le rapport officiel de M. Lavoie, Commissaire des terres de la couronne à Rimouski, déclarant que la réserve des trente mois sera toujours un grand obstacle à la colonisation.

L'honorable M. MERCIER. — M. l'Orateur, il est trop tard pour faire un discours, et ce n'est pas nécessaire. Toutes les objections ont été réfutées, et le député de Gaspé, malgré son habilité, n'a rien ajouté à la discussion. Il est évident qu'il sera impossible de s'entendre. Où est la vérité ? Il est facile de la trouver. Il y avait une réserve, nous l'avons abolie ; cela n'est pas nié, c'est un fait brutal. On nous dit : " Mais vous en avez établi une autre de

30 mois," nous répondons : "C'est vrai, mais nous voulons l'abolir. Et ces Messieurs ne sont pas encore contents, il est évident qu'ils ne le seront jamais. Nous demandons le vote.

Motion pour troisième lecture du bill amendant la charte de l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal.

M. TRUDEL.—propose que le bill soit de nouveau renvoyé au comité général avec instruction d'y ajouter la clause, retranchée hier, qui se lit comme suit : " Pour être valable, la nomination des professeurs devra être approuvée par Sa Grandeur Mgr l'archevêque de Montréal."

M. LAFONTAINE observe que la " petite église " veut refaire sa popularité.

L'honorable M. MERCIER.—croit qu'il est inutile de parler, car tous les députés sont assez bien renseignés sur la question.

L'honorable M. TAILLON.—Je veux que le bill passe et je sais que plusieurs députés ont objection à cette clause que l'on propose d'ajouter. Le député de Champlain est opposé au projet de loi, et nous connaissons sa pensée secrète s'il réussit à la faire accepter. Je n'aurais pas eu, quant à moi d'objection à cette clause, mais je voterai contre l'amendement parce que je veux que le bill passe.

Je sais ce qu'on dira. Mon vote sera exploité par ceux qui font de la politique au dépens de l'autorité religieuse en cette Province.

J'ai confiance que les professeurs distingués de la grande faculté de médecine que nous travaillons à créer, s'entendront toujours avec les autorités religieuses de Montréal et de toute la Province, quand même ça ne serait pas écrit dans la loi. Le respect de l'autorité religieuse est écrit dans le cœur de notre population et n'a pas besoin de la sanction des lois. J'espère que ceux qui désirent l'adoption du bill sauront interpréter dans son vrai sens mon vote sur cet amendement perfide.

L'honorable M. GAGNON.—Comme je désire l'adoption du bill, je me joins au chef de l'opposition pour empêcher qu'on introduise de nouveaux sujets de discorde.

L'ORATEUR demande si quelqu'un seconde l'amendement.

M. GOYETTE requi's de le faire, s'y refuse.

L'honorable M. PELLETIER déclare qu'il seconde l'amendement.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mercredi, 5 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.30 heures.

Sur motion de M. DAVID, secondé par M. BOYER,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie du rapport de M. Cloran, sur le système des procès par jury en matières criminelles.

M. DAVID dit qu'on a souvent parlé de M. Cloran et de son rapport. Il appelle l'attention de la Chambre sur ce rapport. On sera convaincu en le lisant que M. Cloran a travaillé bien consciencieusement et intelligemment. L'ouvrage intellectuel étant d'un mérite réel ne saurait être trop payé, et M. Cloran est dans ce cas.

Il s'agit d'une question scientifique et M. Cloran donne une foule de renseignements utiles et traite à fond un grand nombre de questions fondamentales en matière d'administration de la justice.

Aux Etats-Unis, la plupart des hommes éminents sont d'avis que le procès par jury devrait être maintenu. Le fonctionnement peut parfois être défectueux, mais le principe est bon. Ils n'ont qu'une seule opinion sur ce point. Dans les périodes agitées, le procès par jury est la sauvegarde des libertés populaires, la sauvegarde des institutions politiques et de la liberté. Nous en avons eu de nombreux exemples dans notre pays. La conclusion nécessaire est que le système doit être maintenu, mais que le fonctionnement est fort défectueux et doit subir une réforme complète.

Le gouvernement a déjà commencé à tenir compte des suggestions de M. Cloran par la loi passée à la présente session.

L'honorable M. MERCIER.—Il ne doit pas y avoir d'objection à mettre ce document devant la Chambre ; je crois même que la Chambre devrait donner l'ordre de l'imprimer, car il est très important. Nous aurons la balance du rapport ces jours-ci et l'ordre vaudra pour le reste du rapport. Maintenant, quand à la rémunération qui doit être accordée à M. Cloran, il y a une convention spéciale entre lui et le Procureur-général. Je ne sais pas si M. Cloran sera satisfait du montant ; à tout événement si l'item n'est pas assez élevé, il y aura lieu de le compléter.

M. HALL demande si tout le rapport est produit.

L'honorable M. MERCIER.—Il en reste encore une partie.

L'honorable M. McSHANE rend hommage au talent de M. Cloran et dit qu'il a travaillé beaucoup et consciencieusement.

L'honorable M. FLYNN a raison de croire que le rapport est excellent et propose qu'il soit renvoyé au comité des impressions.

Sur motion de M. HALL, secondé par M. ENGLAND,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de toute correspondance avec le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et toute autre personne, concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada.

Mr. HALL showed the necessity for such a codification by stating that during the past four sessions, thirty-nine bills had been introduced amending two hundred and thirty-six articles of the Code until now nobody knew where they were. The machinery of the Code was far too complicated and cumbersome.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, nous n'avons pas d'objection du tout à accepter la suggestion de notre ami le député de Montréal-Ouest, surtout si nous trouvons des deux côtés de la Chambre des membres qui

consentiraient à nous aider dans ce travail. La difficulté serait de former une commission composée de membres qui ne forment pas partie de la Chambre : l'on comprend en effet que dans ce cas les dépenses seraient assez considérables. Car si l'on choisit la commission en dehors de la Chambre, il nous faudra prendre des avocats occupant une haute position dans leur profession. Nous ne pouvons pas choisir des jeunes avocats qui n'ont pas l'expérience nécessaire ou qui n'ont pas eu l'occasion de s'occuper de questions de procédure d'une manière bien approfondie. Donc il sera nécessaire de choisir des hommes haut placés au barreau, et naturellement ces avocats ne donneront pas leur temps sans recevoir un salaire raisonnable, car après tout, si ces messieurs négligent leur pratique, il est juste que nous leur accordions une légitime compensation.

Donc le projet est presque impraticable si nous ne trouvons pas dans cette Chambre des hommes de profession qui consentent à nous aider dans ce travail important ; tout le monde comprend que les dépenses seraient ainsi beaucoup diminuées.

A tout événement, je le répète, nous sommes prêts à mettre cette suggestion en pratique car nous admettons qu'il y a beaucoup de changements et de perfectionnement à opérer ; il y a beaucoup à perfectionner sous ce rapport. Nul doute que les principes fondamentaux du Code de procédure sont excellents et qu'ils suffisent pour protéger le public, mais nous savons qu'il y a beaucoup à faire. Cela va entraîner de grandes dépenses ; cependant nous sommes prêts.

M. DAVID.—Il n'y a pas deux opinions sur la nécessité de remanier le Code.

Quant au moyen d'y arriver, peut-être pourrait-on y parvenir sans trop de dépense en procédant ainsi : On nommerait un juge de Montréal, le gouvernement fédéral nommerait un remplaçant pendant le temps de son travail. \$3,000 ou \$4,000 suffiraient. L'ouvrage sera mieux fait par un seul homme probablement que par plusieurs. Il soumettrait de temps en temps son travail aux sections du barreau, demanderait leur opinion et discuterait avec eux. Si le gouvernement y consent, il serait possible de s'assurer dans quelques jours si la chose est réalisable.

L'honorable M. TAILLON exprime l'opinion que ce travail pourrait être fait efficacement par un seul commissaire compétent avec un secrétaire et sans frais exorbitants pour la Province.

Sur motion de l'honorable M. FLYNN, secondé par M. DESJARDINS,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de toute correspondance entre toute personne, ou compagnie, et le département des terres de la Couronne, depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition.

2. Copie de tous rapports des gardes-chasse à ce sujet.

3. Copie des instructions données, depuis le 1er février 1887, par le Commissaire des terres, ou le surintendant de la chasse, aux gardes-chasse, touchant les pénalités, saisies et confiscations résultant des lois de la chasse.

4. Un tableau indiquant les permis accordés, depuis la même date, par le Commissaire des terres, pour :

a. Des objets scientifiques ;

b. A des personnes domiciliées en dehors de la province de Québec ou d'Ontario.

5. Copie de tous permis accordés par le même, ou le surintendant de la chasse, au sujet de l'importation, de l'exportation ou du transport d'objets sujets à la saisie, ou confiscation, en vertu des lois sus-mentionnées.

L'honorable M. FLYNN.—M. l'Orateur, je fais cette motion afin de savoir à quoi m'en tenir sur certains renseignements que l'on m'a donnés, touchant la manière d'appliquer la loi de la chasse par le Commissaire des terres de la Couronne. Je suis sous l'impression qu'il se méprend sur les droits que la loi de la chasse lui accorde ; il aurait dans certains cas accordé des permis que la loi ne l'autorise pas à donner, et ce dans des circonstances politiques suspectes. Je sais personnellement que, dans un cas, un permis ainsi conçu a été donné : " Instruction est donnée de laisser passer toutes les fourrures appartenant aux personnes suivantes..." Les personnes en question sont des amis du gouvernement.

La loi de la chasse n'autorise pas le Commissaire des terres de la Couronne à agir de la sorte, et ce système est vicieux.

Il y a un autre document comportant être instruction à un autre garde de chasse de laisser passer toutes les fourrures que tel député, ami du gouvernement, ordonnera.

La conséquence est que toutes ces personnes ont pu faire passer, contrairement à la loi, des fourrures hors de saison. Avec ce système appliqué au bénéfice d'amis politiques, une injustice est commise envers les autres personnes. La loi doit s'appliquer à tous. Il y a ici du favoritisme. Il y a une injustice à l'égard des adversaires politiques et du Trésor provincial.

On peut être porté à croire que les affaires relatives à la loi de chasse sont assez indifférentes. Il y aurait beaucoup à dire sur la nécessité de préserver les animaux à fourrures, sur l'augmentation du prix des fourrures, etc. Ce sont d'importantes questions.

Je suis de plus informé que dans un cas particulier, le gouvernement a fait avec une puissante compagnie des conventions d'après lesquelles cette compagnie, qui importe ici pour \$200,000 de fourrures annuellement, aurait le droit de faire passer ses fourrures sans payer. Je me demande sur quelle disposition législative on peut s'appuyer pour faire une telle convention. Il semble que cette question a une grande importance au point de vue des principes.

M. BERNATCHEZ.—M. l'Orateur, la loi est peut-être un peu sévère ; les commerçants sont exposés à acheter des fourrures qui ne sont pas toujours prises de saison ; et ensuite l'inspecteur les confisque. Ceci est une injustice, car s'ils ne les achetaient pas, ces fourrures se perdraient entre les mains des Sauvages. C'est une injustice puisque ces commerçants ont payé pour ces fourrures ; il faut qu'ils soient protégés. C'est pour cela que j'ai demandé qu'ils fussent protégés.

Du reste, il y a beaucoup de gibiers qui paraissent n'avoir pas été tués dans la saison de la chasse, et qui cependant l'ont été ; et j'ai demandé qu'on accorde aux commerçants certains privilèges.

L'honorable M. FLYNN.—Ces renseignements confirment mes renseignements. Je suis d'avis que le gouvernement a violé la loi.

L'honorable M. MERCIER.—Alors votre gouvernement a aussi violé la loi, car l'honorable M. Lynch a fait la même chose.

M. BOYER dit que, si le gouvernement se met à donner des permis, le commerce de fourrures sera bientôt ruiné. Il espère qu'on ne donnera ces permis que dans les cas de grande nécessité. Il attire, à l'occasion, l'attention de la Chambre sur une résolution adoptée à Montréal, recommandant l'imposition d'une taxe de deux piastres par mille peaux de castor. (Rires et applaudissements.)

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, l'honorable député de Gaspé accuse le gouvernement d'avoir laissé passer, sans inspection, les fourrures appartenant à toute personne indiquée par un député. Voilà une faute très grave. S'il existe quelque document à ce sujet au département, je le trouverai, et je ne désire me servir de celui qui m'est fourni par l'honorable député qu'à titre de renseignements, et j'attendrai d'en avoir un double pour faire la discussion.

Cependant, je désire répondre de suite de la manière la plus satisfaisante possible pour mon ami le député de Gaspé.

Le commencement de la difficulté remonte assez haut : il s'agissait d'abord de la compagnie de la Baie d'Hudson. Je désire vous donner la substance des documents que j'ai en mains, pour être plus précis et plus clair.

Il faut remonter à une certaine demande qui a été faite par sir Donald Smith ; je me suis fait faire un rapport au sujet de cette question et voici la substance du rapport :

“ Ce fut en 1882, sous l'administration de l'honorable M. Lynch alors Commissaire, que la Compagnie de la Baie d'Hudson a demandé le privilège de faire inspecter ses fourrures à Montréal, dans le but de s'éviter des frais de saisie et de s'éviter des délais considérables ; ce fut à la suite de cette demande que fut donné aux gardes-chasse l'ordre de laisser passer les fourrures de la Compagnie de la Baie d'Hudson.”

C'est donc en 1883 que ce système a été inauguré ; il l'a été par l'honorable M. Lynch, et c'est lui qui a donné aux gardes-chasse l'ordre de laisser passer ces fourrures.

Ce fut alors qu'il fut nommé un inspecteur spécial à Montréal ; inspecteur qui était payé par la Compagnie elle-même. Cet inspecteur avait été chargé de faire un rapport chaque année, ce dont il s'est acquitté d'une manière superficielle.

L'honorable M. Garneau a continué le même système, mais à la condition expresse que l'état fourni par la compagnie fût plus détaillé et fait en forme de déclaration solennelle.

Et c'est à la suite de ce dernier ordre que l'honorable M. Turcotte, Commissaire temporaire, a décidé que ces fourrures devaient être distribuées à des institutions de charité protestantes de Montréal, au cas où la Compagnie négligerait de faire le rapport tel qu'exigé.

Ce rapport est daté du 8 juin 1888.

Ce rapport a été fait à ma demande, parce que sir Donald Smith m'avait envoyé une lettre dans laquelle il demandait l'exécution pure et simple de la loi et par conséquent la révocation du permis qui avait été accordé par M. Lynch en 1883. Il me disait : " Vous allez vous mettre dans une position difficile, continuez donc le permis."

Après avoir pris connaissance des faits, M. le Commissaire et moi en sommes venus à la conclusion de continuer le permis de 1883, mais toujours avec les deux conditions imposées par l'honorable M. Garneau, c'est-à-dire :

1. Faire un rapport assermenté ;
2. Distribuer, au cas de violation de la loi, le prix des fourrures au bénéfice des institutions de charité protestantes de Montréal.

C'est alors que le Commissaire a informé sir Donald Smith que le privilège de la Compagnie lui était continué.

L'honorable député de Gaspé produit un document qui porte la date du neuf juillet 1889. J'avoue que j'ignorais l'existence de ce document ; mais mon ami du comté de Montmagny semble avoir expliqué les faits d'une manière bien satisfaisante.

Le document contient une lettre adressée au député de Montmagny, en date du 17 juillet 1888, accordant aux commerçants de fourrures du comté de Montmagny, le même privilège que celui qui avait été accordé à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Il y a de plus une lettre du 26 juillet 1888, adressée à M. de Puyjalon, dans laquelle on dit que, " à la demande du député de Montmagny, le gouvernement a trouvé convenable de mettre sur le même pied que la Compagnie de la Baie d'Hudson, certaines personnes du comté de Montmagny, sur recommandation du député du comté."

Ce privilège a été accordé entr'autres à MM. Turgeon, Corriveau, etc.

Mon honorable ami le député de Gaspé soulève la question de droit et je veux répondre sur ce point. Les pelleteries et les fourrures sont la propriété de la Province et les amendes imposées ou qui peuvent être imposées pour violation de la loi et des règlements sont à la disposition de la Couronne comme les autres. Donc quand le gouvernement juge à propos de faire des remises d'amendes ou quand il accorde tels permis, on peut prétendre qu'il abuse de l'exercice de son droit, mais comme question de fait il possède ce droit. Les fourrures étant la propriété de la Province et la remise des demandes étant aussi un droit du gouvernement, je ne vois rien dans ce qui s'est fait qui puisse justifier une condamnation à ce sujet.

J'ai répondu à cette question qui a été soulevée ici pour ne pas laisser le public sous l'impression qu'il y avait eu quelque chose d'extraordinaire dans ce qui a été fait.

M. TESSIER (Rimouski) propose, secondé par M. MORIN,

Qu'il soit mis devant cette Chambre : — copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section.

M. TESSIER.—M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de cette Chambre et du gouvernement sur certains faits en rapport avec la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, sur la section K mentionnée en la motion que je viens de soumettre. Un subside est accordé pour aider à la construction de ce chemin de fer. Des requêtes et des lettres signées par des membres éminents du clergé et des citoyens importants ont attiré l'attention du gouvernement sur les plaintes des ouvriers et des travailleurs dont les réclamations pour gages et salaires ne sont pas payées.

Les plaintes de ces ouvriers sont parvenues à ma connaissance parce qu'un bon nombre de gens de Rimouski sont allés travailler à la construction de ce chemin de fer. Je crois qu'il est important d'avoir une expression d'opinion de cette Chambre qui induirait le gouvernement à considérer favorablement les réclamations de ces travailleurs et à les payer sur le subside accordé à ce chemin de fer. Le gouvernement a cru devoir s'enquérir des faits mentionnés dans les requêtes constatant les

plaintes des ouvriers et a nommé un commissaire qui s'est rendu sur les lieux, a tenu une enquête et fait un rapport. Il appert de ce rapport que les entrepreneurs de cette section du chemin ont fait des travaux considérables et ont employé une grande quantité de matériaux, le tout s'élevant à une somme de plus de cinquante mille piastres, suivant le témoignage de l'ingénieur, M. Leduc ; les réclamations non payées des ouvriers s'élèvent à environ dix-huit mille piastres. Le gouvernement en payant ces réclamations des ouvriers a droit de se faire subroger dans leurs droits contre les entrepreneurs.

Le pays profite de l'ouvrage de ces travailleurs qui, péniblement et à la sueur de leur front ont travaillé à une entreprise publique dont la Gaspésie et toute la Province bénéficieront. Je n'hésite pas à dire que le gouvernement est le protecteur du peuple, des débiteurs et des créanciers, et surtout des journaliers et des travailleurs. L'équité doit guider les particuliers dans leurs transactions mais encore bien plus guider le gouvernement qui, soutenu par cette Chambre, est un tribunal tout puissant se prononçant en dernier ressort. Je crois que le moment est favorable pour traiter équitablement les ouvriers au moment où en Europe l'on voit de grandes conférences et d'importants congrès se réunir pour améliorer le sort des ouvriers et leur donner plus ample protection.

Ce gouvernement s'est toujours montré bien disposé envers la classe ouvrière et celle des colons ; il a été approuvé par le pays et par cette Chambre lorsqu'il mettait dans le budget cinquante mille piastres pour l'achat de grais de semence, lorsqu'il venait en aide aux pêcheurs du Labrador, aux incendiés de Hull, de Saint-Jean et de Saint-Sauveur. Maintenant je crois que le gouvernement aurait encore l'approbation de cette Chambre s'il consentait à payer par anticipation, sur le subside, les montants dus aux travailleurs et journaliers. Dans cette partie du pays la population a d'autant plus besoin de la protection du gouvernement qu'elle est disséminée sur un immense territoire, éloignée des grands centres, où il lui est difficile sinon impossible de résister aux injustices des entrepreneurs de chemins de fer.

Faute de paiement de leurs gages, ces ouvriers sont dans l'embarras et la misère ; car ils comptaient sur leurs salaires pour acheter et payer leurs provisions d'hiver tel que l'écrit le maire de New-Richmond, dans le comté de Bonaventure. Tout cela établit une situation exceptionnelle qui demande une solution urgente ; c'est non seulement une question de justice, c'est encore une question d'humanité, et le gouvernement devrait s'occuper sans retard de ces réclamations et les payer sur le subside qui

deviendra dû sur cette partie du chemin de fer. Comme les circonstances sont favorables, on pourrait laisser les formalités de côté pour venir en aide à ces pauvres malheureux qui sont les victimes d'un système de malhonnêteté qui est une véritable honte pour un pays civilisé.

J'admets que la compagnie chargée de la construction de cette section du chemin de fer, n'a pas droit d'exiger le paiement du subside, les conditions n'étant pas remplies, mais le gouvernement qui a de suffisantes garanties sur les cinquante mille piastres d'ouvrage fait et de matériaux fournis, pourrait payer, sur le subside, les réclamations dues aux ouvriers. J'espère, M. l'Orateur, que cette Chambre manifestera son opinion sur cette question et que le gouvernement agira suivant l'expression de cette opinion.

L'honorable M. McSHANE propose que le gouvernement prenne quelque moyen pratique pour venir en aide à ces malheureux ouvriers.

Il propose d'ajouter à la motion du député de Rimouski, que dans les circonstances, le gouvernement devrait prendre des moyens pratiques de payer les gages des travailleurs et les cultivateurs qui ont fourni leurs produits de bonne foi.

M. MARTIN est d'avis que le gouvernement devrait payer les réclamations des ouvriers sur la section K. Dans cette question, dit-il, je mets de côté tout esprit de parti. Cet argent sera peut-être employé un peu à mon détriment, dans la prochaine élection, mais que ces pauvres gens soient payés, c'est tout ce que je demande. Les gens de Bonaventure ont été maltraités par les entrepreneurs et les sous-entrepreneurs du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Il ne faut pas blâmer la compagnie, car nous n'avons pas la preuve qu'elle n'ait pas rempli ses obligations à l'égard des entrepreneurs. J'espère que la Chambre permettra au gouvernement de venir en aide à ces pauvres travailleurs et que le gouvernement distribuera cet aide d'une manière impartiale.

M. CARDIN parle en faveur de la proposition du député de Montréal-Centre.

L'honorable M. FLYNN.—Le député de Rimouski pousse sa sollicitude paternelle jusque sur le comté de Bonaventure; il semblerait que son comté ne soit pas assez vaste pour lui. Le député de Montréal-Centre

qui se montre généreux dans certaines circonstances, veut étendre aussi ses soins paternels sur les pauvres ouvriers qui ont travaillé sur ce chemin. Il est consolant de savoir que les députés de Bonaventure et de Gaspé ont des auxiliaires ainsi disposés. Mais il ne faut pas croire que mon collègue de Bonaventure et moi-même avons oublié nos devoirs et ne savons pas les remplir. Nous en avons déjà donné des preuves.

La question est de savoir si la loi autorise le gouvernement à prendre à même le subside de la compagnie le montant des réclamations des journaliers, etc., sur la section K.

L'acte 49-50 Vict., ch. 76 section 4, cité par le commissaire Charles Langelier, n'autorise pas le paiement.

L'honorable M. MERCIER.—Je suis aussi de cette opinion et j'ai dit à M Langelier que je ne partageais pas son opinion et que le gouvernement ne pouvait payer.

L'honorable M. FLYNN.—L'amendement du député de Montréal Centre ne justifierait pas le gouvernement de payer.

Il faudrait suivre, pour bien faire, les règles indiquées dans la constitution—savoir : recommandation au Lieutenant-Gouverneur, résolutions et lois.

Si l'honorable Premier Ministre veut adopter cette procédure, je ne m'y opposerai pas, car, sur le mérite même de la question, je sympathise avec ceux qui ont travaillé ou fourni, de bonne foi, des matériaux, etc., et qui ne sont pas payés.

Je désire savoir si le subside a été transporté par la compagnie pour cette section et s'il y a des droits acquis qui empêcheraient le paiement directement aux réclamants.

L'honorable M. MERCIER.—Non, il n'y en a pas.

L'honorable M. FLYNN.—Naturellement, le gouvernement est en possession des faits, et il doit prendre la responsabilité des paiements et éviter de commettre aucune injustice.

L'honorable M. TAILLON trouve étrange qu'en face d'une motion demandant les documents relatifs à une affaire, on demande à la Chambre de déclarer que, vu les circonstances de cette affaire, telle chose devrait se faire. Mais on veut précisément les connaître, ces circonstances. Que l'on nous donne le temps d'examiner les papiers qui justifient cette demande.

Au reste, l'amendement ne relève pas de la motion principale.

L'honorable M. MERCIER dit que cette motion ne vaudra que comme expression d'opinion. Fort de cette expression d'opinion, le gouvernement prendra sur lui la responsabilité de payer immédiatement. C'est un cas d'urgence.

L'honorable M. TAILLON dit qu'il consentira plutôt à une motion distincte dans le même sens.

L'honorable M. McSHANE retire son amendement et propose, appuyé par M. MARTIN, la motion suivante :

“ Que, vu l'urgence du cas et sans en faire un précédent, cette Chambre désire que le gouvernement prenne les moyens pratiques de payer les gages des personnes qui ont travaillé sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs; de payer les cultivateurs qui ont vendu leurs produits de bonne foi et qui ne sont pas payés, ainsi que la pension encore due par les personnes qui ont travaillé sur cette section du chemin de fer, et toute autre réclamation privilégiée, et ce à même la valeur des travaux faits et des matériaux rendus sur place, tel qu'il sera constaté par l'ingénieur du gouvernement en déduction des subsides qui deviennent dus à la compagnie.

L'honorable M. TAILLON désire qu'il soit bien compris que cette motion a pour effet de mettre le gouvernement à l'abri du reproche d'avoir violé la loi. Elle n'engage pas l'opposition à approuver la manière dont pourra se faire la distribution de l'argent.

Sur motion de M. DAVID, secondé par M. BOYER.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de la correspondance relative aux écoles du soir et des états fournis par M. Templé, au sujet du fonctionnement de ces écoles.

M. DAVID parle des heureux résultats déjà produits par ces écoles et de ce qu'on peut en attendre pour l'avenir.

L'honorable M. MERCIER dit que le gouvernement va rendre moins coûteux et moins compliqué le système actuel des écoles du soir, et les \$40,000 votées par la Chambre vont amplement suffire.

L'honorable M. McSHANE fait quelques remarques sur les écoles du soir de Montréal.

Sur motion de M. DAVID, secondé par M. BOYER.

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de la correspondance relative au Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay.

M. DAVID dit que le gouvernement devrait assurer le parachèvement de cet ouvrage.

L'honorable M. MERCIER dit que le gouvernement ne peut guère faire plus qu'il n'a fait pour cet ouvrage, en ayant distribué à tous les membres de la Législature et aux départements.

M. FAUCHER DE SAINT-AURICE dit que le gouvernement ne doit reculer devant aucun sacrifice pour assurer le succès d'une œuvre éminemment nationale comme le Dictionnaire généalogique des familles canadiennes. C'est le livre d'or de la province de Québec et il n'y a au monde que la république de Venise qui ait l'avantage d'avoir aussi son livre d'or. La Province devrait reconnaître dignement l'œuvre toute patriotique de l'abbé Tanguay.

M. NANTEL observe que le gouvernement pourrait aider plus efficacement cet ouvrage s'il exerçait plus de discrétion dans le choix des livres qu'il encourage



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du jeudi, 6 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

M. DAVID propose, secondé par l'honorable M. MERCIER,

Que, considérant que les déclarations et les actes d'hommes politiques importants de l'Angleterre et du Canada, sont de nature à donner un certain caractère officiel au mouvement qui se fait, depuis quelque temps, en faveur de la fédération impériale ;

Considérant que les changements constitutionnels projetés, mettraient en danger la position matérielle et politique du Canada, et de la province de Québec en particulier, et qu'il est devenu nécessaire, en conséquence, de faire connaître le sentiment de cette Province à ce sujet, il soit, en conséquence,

Résolu, Que cette Chambre est hostile à la fédération impériale, qui empêcherait le Canada d'avoir, avec les peuples du continent américain, les relations les plus favorables à sa prospérité commerciale et industrielle, et à son développement social et politique.

M. DAVID.—M. l'Orateur, je regrette de n'avoir pas fait les études nécessaires pour discuter une question d'une aussi grande importance, mais j'espère qu'on me tiendra compte d'être obligé de procéder sur des données plus ou moins vagues et qu'on me pardonnera si je reste dans les grandes lignes de la question. Je ne discuterai que deux ou trois points qui me paraissent saillants.

Il y a un fait incontestable, c'est que le Canada traverse en ce moment une des époques les plus agitées de son histoire. Les complications nationales et politiques prédites par ceux qui ont combattu la Confédération se réalisent. Un souffle de discorde passe sur nos têtes. D'un bout du Canada à l'autre on entend des rumeurs qui font présager un

cataclysme, et ceux qui, comme moi en 1867, se sont séparés du parti conservateur sur cette grande question, peuvent dire que leurs prévisions sont réalisées aujourd'hui. Ils ont droit d'être contents d'avoir eu assez d'indépendance à cette époque pour dénoncer le changement politique qui a produit ce qui, d'après leurs prévisions, devait arriver.

La constitution de 1867 contenait des germes de discorde qui devaient nécessairement se manifester dans notre monde politique malgré tous les soins qu'avaient pris les pères de la Confédération pour éviter ces difficultés. Il est naturel qu'au milieu de cette crise nationale que nous traversons, les hommes politique se demandent quels seront les effets de ces complications sur l'avenir et les destinées du Canada. Qui aurait osé dire, en 1867, qu'au bout de vingt ans, l'existence de la Confédération serait menacée de ruine ; et que l'on oserait soulever dans le pays la question de l'annexion ? Cependant nous en sommes arrivés là. Nous sommes arrivés à nous demander s'il ne serait pas mieux pour nous d'avoir la fédération américaine au lieu de la fédération européenne. Je tiens à déclarer que les institutions politiques anglaises valent mieux que les institutions américaines, parce que je crois que tout ce qui s'est fait de sage dans la politique a été fait par les Anglais, qui, après avoir combattu pendant des siècles pour obtenir les libertés constitutionnelles, après les avoir obtenues, se sont arrêtés là comme sur un roc, se disant : Nous avons trouvé ce que nous cherchons. Ils ne sont pas allés plus loin. Enfin, je déclare qu'au point de vue des institutions politiques, je préfère le système anglais au système américain, et si je parle d'annexion, ce ne sera que comme une nécessité politique, sociale et industrielle, qui nous serait imposée par ceux qui veulent nous donner un changement dans notre système politique.

Il est bien naturel que l'opinion publique soit agitée par cette discussion. Un peuple de cœur et d'énergie ne peut s'exposer à tomber dans l'imprévu, dans l'inconnu, sans avoir au préalable discuté les effets qui pourraient en résulter.

Donc, il est naturel que nous discussions ces graves questions, puisqu'elles peuvent être, d'un moment à l'autre, à l'ordre du jour.

Il est incontestable qu'il se fait un mouvement en faveur de la Fédération impériale. Organisée il y a deux ans, la ligue de la Fédération impériale acquiert tous les jours de l'importance ; elle compte dans ses rangs les hommes les plus marquants de l'Angleterre et de ses colonies. On s'assemble et on discute les moyens pour assurer son progrès dans l'avenir. Impossible de prétendre que ce mouvement n'est pas sérieux. C'est pourquoi j'ai cru nécessaire d'élever la voix et de dire à la popula-

tion de ce pays et au gouvernement : *Caveant consules* ! J'ai cru que c'était le temps de préparer notre population et de la mettre sur ses gardes. Les partisans de la fédération vont nous dire : Mais il n'y a rien de sérieux. A toutes les époques de l'histoire des peuples, il s'est élevé des voix comme celle-là. On disait : Dormez, il n'y a pas de danger. Nous ne songeons pas à troubler votre quiétude.

Je ne suis pas de cet avis. Je crois qu'il faut réveiller l'esprit public et le mettre sur ses gardes, afin qu'il ne tombe pas dans une torpeur funeste. Ces voix se sont élevées aussi à une certaine époque de notre histoire en 1866 et 1867 : on nous disait de ne pas repousser la Confédération, lorsque nous demandions de consulter le peuple sur cette question. Qu'est-il arrivé ? La Confédération a été faite et ensuite, dans les élections qui eurent lieu, lorsque nous élevâmes la voix pour blâmer ceux qui nous avaient dit que nous aurions l'occasion de protester contre la Confédération, on nous répondit : Il est trop tard !

La Fédération impériale n'est pas faite. Mais on peut la suivre pas-à-pas ; bien que sa marche soit lente, elle avance. Et si on ne veut pas que plus tard on nous dise qu'il est trop tard, c'est le temps d'en parler et de dire, surtout dans la province de Québec, que tout le monde n'est pas prêt à accepter la Fédération impériale. S'il est vrai que dans la Province et dans tout le Canada le sentiment n'est pas unanime en faveur de la Fédération impériale, il est temps de se prononcer. C'est pourquoi j'ai cru devoir faire cette motion.

Maintenant, est-il sérieux ce mouvement ? Je dis que oui. Nous avons les discours de sir Charles Tupper, qui représente le gouvernement canadien en Angleterre, prononcés devant la ligue de la Fédération impériale en Angleterre. Voilà la première preuve.

Deuxièmement : le discours de sir John A. Macdonald, prononcé, en 1887, à la conférence de Londres, en faveur de la Fédération impériale.

Troisièmement : les résolutions adoptées, en 1887, à la conférence de Londres.

Quatrièmement : le fait bien connu que la vice-présidence de la ligue de la Fédération a été acceptée par les Lieutenants-Gouverneurs du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie et de l'Île du Prince-Edouard. Ce sont des hommes éminents dont l'opinion a de l'autorité. Auraient-ils accepté la vice-présidence de la ligue si ce mouvement n'était pas sérieux ? On ne peut le supposer, sans leur faire injure.

Vinquièmement : le fait qu'il y a 50 ou 60 membres de la Chambre des Communes ou du Sénat dont les noms sont inscrits sur la liste de la ligue de la Fédération impériale. Par ce fait, ces membres se sont prononcés sur ce projet politique. Ils le traitent comme un projet sérieux.

Maintenant, je désire ajouter la presse ; non seulement la presse anglaise, mais même la presse canadienne-française. Le *Canadien*, rédigé par M. Tarte, qui est un des plus vigoureux journalistes et dont l'opinion fait autorité parmi les siens, s'est prononcé en faveur du projet. On doit donc croire que ce projet est sérieux et on doit supposer que quand le *Canadien* parle, c'est au nom d'un certain nombre de membres de son parti, dont il est un des organes les plus accrédités. M. Tarte s'est prononcé en faveur du mouvement et il est membre actif de la ligue de la Fédération. Je considère que le parti conservateur est engagé jusqu'à un certain point par les paroles et la conduite de M. Tarte.

Maintenant qu'est-ce que cette Fédération impériale ? Quelle est son organisation ? Son but ? C'est l'union de l'Angleterre avec ses colonies. Son but est de créer entre l'Angleterre et ses colonies une alliance dans un but de protection pour l'Angleterre, dans le but de la secourir, en temps de guerre, et d'établir des relations commerciales à l'avantage de l'Angleterre, et de faire des colonies un marché pour la métropole. C'est ce que nous devons comprendre d'après les données que nous avons devant nous. C'est ce que je vais essayer de prouver aussi clairement que possible. Je vais citer une autorité que l'on ne mettra pas en doute de l'autre côté de cette Chambre.

Voici ce que disait sir John A. Macdonald, à la grande conférence de Londres, le 4 janvier 1886 : " Quant à la question d'une fédération impériale, je suis parfaitement d'accord qu'il faut une fédération impériale. Je crois qu'à mesure que les nations auxiliaires d'Australie, du Canada et de l'Afrique Méridionale augmentent, leurs rapports présents, quelque confortables et agréables qu'ils puissent être, ne peuvent demeurer fixes. Comme ces nations auxiliaires augmenteront en richesse et en population, de même croîtront leurs responsabilités ; et parlant moi-même pour la Puissance du Canada, je peux assurer qu'elle est prête à augmenter ses responsabilités, qu'elle est prête à se joindre à la mère-patrie dans une ligue offensive et défensive, et à sacrifier le dernier de ses hommes et jusqu'au dernier de ses chelins pour défendre l'empire et le drapeau de l'Angleterre."

Il n'y a pas de doute que ce sont de beaux et grands sentiments. (Applaudissements du côté de l'opposition). Comme les honorables

députés de l'autre côté applaudissent, j'ai le droit de conclure que se sont leurs sentiments et qu'ils approuvent sir John A. Macdonald dans son expression en faveur de la Fédération impériale pour les raisons qu'il a données. Sir John A. Macdonald est d'opinion que les colonies devraient assumer toutes les responsabilités de l'Angleterre relativement aux guerres que l'Angleterre jugerait à propos de faire aux autres nations. Ce point me paraît suffisamment établi.

J'ai ici une petite brochure intitulée " Imperial Federation League in Canada ", dans laquelle je trouve une résolution qui a été proposée à la conférence de Londres, le 5 mars 1887, et qui se lit comme suit :

" That the self governing countries of the Empire should contribute upon an equitable basis and in proportion to their national importance, to the expense of organization for Imperial defence, and should, in some constitutional manner, have a recognized voice in directing the foreign policy of the Empire."

A cette conférence assistaient sir A. T. Galt, l'honorable M. Ross, M. Parkin, de Fredericton, et le marquis de Salisbury. Par cette résolution, la Ligue impériale s'engageait à contribuer sur une base équitable et en proportion de l'importance nationale aux dépenses nécessaires pour l'organisation de la défense de l'Empire.

" 3e résolution : Que cette assemblée, considérant que la réciprocité entre l'Angleterre et les colonies devrait être établie, réitère l'opinion qu'elle a déjà exprimée que le commerce entre les différentes parties de de l'Empire devrait être fait sur des bases plus favorables que le commerce avec les nations étrangères."

Maintenant, j'ai ici le journal la *Fédération impériale*, qui contient plusieurs articles dans le même sens, écrits par des hommes compétents et qui paraissent avoir des intérêts dans les colonies et en Angleterre. Je citerai le numéro du 1er janvier 1890, les pages 2, 9 et 14. L'on verra que le but de la Fédération impériale est de pourvoir à la défense de l'Empire et de trouver un marché pour l'Angleterre. A la page 14, il y a un discours de lord Carnarvon dans le même sens.

Maintenant, je vois dans le même journal qu'il a été question d'imposer un impôt de 2 p. c. sur les importations des colonies.

Je dis que nous devons nous opposer à la Fédération impériale parce que son seul but clair, évident, c'est l'intérêt de l'Angleterre ; et le seul résultat certain est une augmentation de charges pour nous et des diffi-

cultés nationales et politiques dont on ne peut calculer la portée et l'étendue.

Le seul fait qu'il est constaté que le but de la ligue est de nous obliger à concourir dans les dépenses d'une guerre que l'Angleterre pourrait entreprendre est suffisant pour nous faire combattre ce projet. On peut s'imaginer quelle serait notre position. Les colonies seraient représentées dans un grand congrès où l'Angleterre et ses colonies seraient représentées en proportion de leur nombre et de leur influence.

Les hommes d'Etat anglais sont trop intelligents pour se mettre à la merci des colonies et ils s'arrangeront de manière à donner la prépondérance aux représentants anglais. On peut s'imaginer notre position. Supposons que l'Angleterre décide d'avoir une guerre avec une nation nègre de l'Afrique méridionale. Des troupes vont être envoyées à 3 ou 4 mille lieues. Le Canada devra aussi envoyer son contingent. Nos concitoyens seront obligés d'aller combattre à l'autre extrémité du monde contre des nègres qui se sont révoltés contre l'Angleterre.

Mais on peut supposer quelque chose de pire. Nous pouvons être obligés de faire la guerre contre nos propres intérêts. Nous ne sommes pas européens. Nous avons des intérêts séparés de ceux de l'Angleterre et des autres colonies. Il peut arriver une guerre avec les Etats-Unis sur une question qui intéresserait toute l'Amérique du Nord, une question politique, commerciale, industrielle ou sociale. Nous serions obligés de dépenser notre argent et notre sang pour faire triompher l'intérêt européen contre l'intérêt américain qui est le nôtre. C'est la perspective que le Canada aurait en vue. Notre pays servirait de champ de bataille aux parties belligérantes.

Mais comme mon opinion ne pourrait pas être suffisante, je pourrais citer l'opinion d'un homme dont la parole a eu du poids durant un demi-siècle en Angleterre et dans le monde entier. Voici ce qu'il dit :

“ Il y a d'autres questions à considérer que celle des pêcheries. Il y a celle du commerce, par exemple. Les Etats-Unis et le Canada ont élevé tous deux de hauts remparts contre le commerce et ont appelé ces remparts des tarifs. Ces remparts empêchent la liberté de commerce. Quelques Canadiens veulent les voir abattus. C'est un désir bien sensé et je suis convaincu qu'il s'accomplira. Mon opinion est que du moment où les faits économiques sont si puissants, il se créera une tendance irrésistible à renverser tout sentiment de préférence pour une union politique avec la Grande-Bretagne plutôt qu'avec les Etats-Unis.

Je considère la Fédération impériale comme impossible. Ce projet n'est qu'un rêve. Je demanderai aux avocats de la Fédération s'ils se figurent que les colonies vont jamais se lier à la stupide politique extérieure de l'Angleterre, et se mêler à des querelles et à des guerres avec des nations éloignées de 10,000 milles.

J'ai la plus grande confiance dans le bel avenir des colonies anglaises; avenir qui sera encore affermi par des relations d'amitié avec la mère-patrie.

Ne formeraient-elles donc pas une fédération plus noble et plus digne sous des régimes différents?

Il me semble que cela devrait être suffisant pour réveiller les partisans de la Fédération et leur montrer qu'ils s'engagent dans une mauvaise voie et qu'ils devraient retourner sur leurs pas le plus tôt possible.

Voici une autre raison : L'union de provinces séparées comme le serait celle-ci, n'ayant aucun intérêt commun, est défectueuse et produira des complications graves. Elle ne repose sur aucun principe sain. On a toujours posé en principe que l'union des peuples séparés par la distance, les mœurs et le langage est impracticable. Je voudrais bien savoir ce qui peut justifier l'union dont on parle. Y a-t-il quelque chose de commun entre les nègres de l'Afrique méridionale et les autres colonies de l'Angleterre? Il n'y a pas d'affinité suffisante pour justifier l'union que l'on veut faire. De quel droit les nègres de l'Afrique méridionale pourraient-ils nous imposer leur volonté?

Il y aurait l'intérêt de l'Angleterre et l'intérêt de ses colonies qui viendraient en conflit. Les hommes d'Etat anglais sont assez intelligents pour s'arranger de manière à ce que la prépondérance soit du côté de l'Angleterre, et chaque fois que l'intérêt de l'Angleterre viendrait en conflit avec celui des colonies, celles-ci seraient sacrifiées.

Quel serait le rôle de la province de Québec dans cette tour de Babel? Lutte au Parlement fédéral, lutte au Congrès des colonies et de l'Angleterre, lutte partout; nous serions infailliblement écrasés.

Pour me servir du langage d'un certain journal, je dirai que la Confédération craque de toutes parts, lorsqu'il n'y a que 5 ou 6 provinces réunies. Que sera-ce quand il y aura 10 ou 12 pays réunis qui auront des intérêts opposés?

J'ai prouvé que le but de la Fédération impériale était de créer un marché pour l'Angleterre. Pour nous, Canadiens, notre intérêt, au point

de vue commercial et industriel, est que nous soyons libres de faire avec les peuples d'Amérique les traités de commerce les plus favorables à nos développements. Il est prouvé que le marché américain est le plus beau du monde et que les peuples d'Europe sont prêts à payer n'importe quel prix pour s'en emparer.

Ce qu'il nous faut ici, c'est le marché américain, comme je vais le prouver en citant l'opinion des chefs de l'autre côté de cette Chambre. Lisons donc l'opinion de sir John A. Macdonald :

“ Que cette Chambre est d'avis que le bien-être du Canada exige l'adoption d'une politique nationale qui, par un judicieux arrangement du tarif, fasse bénéficier les intérêts agricoles, miniers, manufacturiers et autres du Canada ; que cette politique retiendra au Canada les milliers de nos compatriotes qui s'exilent chaque année, etc., etc., *et dirigée comme elle doit l'être dans le sens d'une réciprocité de tarif avec nos voisins, suivant les besoins des divers intérêts du Canada, tendra grandement à procurer à ce pays la réciprocité de commerce.*

Quelle était l'opinion des manufacturiers sur la protection ? Ils disaient : Nous voulons la protection pour nous mettre sur le même pied que les Américains et alors nous serons prêts à lutter, à ouvrir notre marché aux Américains pourvu qu'ils nous ouvrent le leur.

Ce n'est pas par hostilité pour l'Angleterre que je parle ainsi. La preuve en est que s'il s'agissait d'une fédération avec la France dans les mêmes conditions, je la combattrais pour les mêmes raisons et avec les mêmes arguments. Je dirais que c'est un projet contraire à toutes les lois sociales et industrielles ; et quant à faire une fédération comme celle-là, j'aimerais mieux la faire avec l'Angleterre qu'avec la France.

Toute la question roule sur nos intérêts. Nous sommes de l'Amérique et l'on n'a pas droit de nous imposer de projets politiques en dehors du mouvement américain. On aurait bien tort de nous attacher à l'arbre plus ou moins vieilli de la vieille Europe, lorsque nous avons chez nous un arbre plein de sève et plein de vigueur dans la Nouvelle Amérique.

Un dernier mot, au point de vue national. Voilà un point de vue dangereux et j'en parlerai avec précaution ; mais je tiens à expliquer ma pensée devant les députés anglais. S'il y a un homme qui a vécu au contact des Anglais, c'est moi. J'aime le contact de ces hommes pratiques, Je dis : Nous avons le droit non seulement au point de vue des sentiments, mais même au point de vue de la froide raison, de conserver notre carac-

tère national distinct, de chercher à conserver les traditions nationales de nos pères. C'est même un devoir sacré.

Dans ce pays comme ailleurs, il est utile et sage que les deux grandes races qui ont illustré l'Europe vivent ici en harmonie, et l'on aurait bien tort de faire disparaître l'une ou l'autre.

Je n'ai pas d'objection à ce que les Anglais cherchent ici à faire triompher un projet politique en faveur de l'Angleterre. Je leur dis : Restez Anglais, mais donnez-nous le même droit ; il y a assez de territoire sous les plis des deux drapeaux pour que nous ne soyons pas jaloux les uns des autres

Au point de vue national, donc, la Fédération impériale serait une grande erreur et il y a un fait qui me le prouve, c'est que le chef de la ligue est le fanatique Dalton McCarthy ; le chef de la croisade entreprise pour détruire tout ce que nous aimons, tout ce que nous vénérons. A côté de lui nous voyons des hommes qui se sont laissé entraîner, mais j'espère qu'ils reviendront à de meilleurs sentiments.

On va me dire : Pourquoi ces craintes puériles ? où est le danger ? On vous garantit toutes les libertés. On les connaît ces garanties ! C'était la même chose lors de la Confédération. On nous promettait que le français serait parlé au Nord-Ouest et au Manitoba, au Parlement fédéral comme sur les deux rives du Saint-Laurent, et que nous aurions nos écoles séparées. Aurait-on signé si on avait pu prévoir ce qui arrive aujourd'hui. Toutes ces conventions ne valent rien, parce que les McCarthy de l'avenir pourront les détruire comme ils ont détruit les conventions de 1867.

On dit qu'il ne s'agit pas de changements constitutionnels ; mais est-ce que le projet politique par lequel il s'agit de contribuer aux frais des guerres de l'Empire n'est pas un changement constitutionnel ? Est-ce que l'empêchement de faire des traités avec les Etats-Unis n'est pas un changement constitutionnel ? La Fédération impériale n'aurait-elle pas un autre effet puisqu'elle amènerait l'union législative ?

On dit que les rouages de la Confédération sont trop compliqués, le système trop coûteux. Que dira-t-on quand à part cela on aura le grand Congrès où il nous sera donné de siéger avec les nègres de l'Afrique méridionale ?

Ma conclusion est celle-ci :

J'ai dit que je n'étais pas en faveur de l'annexion et que je préfère les institutions politiques anglaises aux institutions américaines. Je ne

crains pas d'affirmer que si on était obligé de choisir entre la Fédération américaine et la Fédération impériale, pour toutes les raisons que je viens de donner, j'arborerais le drapeau de la Fédération américaine.

Notre loyauté est connue; nous avons défendu l'Angleterre de notre sang et de notre argent. Pour être loyaux, nous avons consenti à rester pauvres. Nous avons refusé la fortune que nous aurions trouvé sous le drapeau américain, et si, aujourd'hui, un million de nos compatriotes trouvent la ce que nous ne trouvons pas ici, nous avons le droit de supposer que le province de Québec aurait trouvé là-bas la même prospérité. Si la Province avait été annexée depuis un demi-siècle aux Etats-Unis, elle serait une des parties les plus prospères de l'Union Américaine.

Ainsi donc, c'est ma dernière réflexion et je conclus. J'ai donc raison de dire : Vous tous qui tenez à maintenir ici des institutions anglaises que j'aime et que je respecte; vous tous qui croyez que l'annexion ferait le malheur du Canada, si vous êtes sincères, ne mettez pas sans cesse nos intérêts en conflit avec notre loyauté; cessez de nous parler de Fédération impériale et d'Union législative; cessez donc de nous parler d'écrasement. Vous savez bien que la province de Québec ne se laisse jamais écraser. Donnez-nous donc le bonheur, la tranquillité et la prospérité que nous trouverions ailleurs, si nous voulions aller l'y chercher. Souvenez-vous donc d'une chose, que pour un peuple de cœur, un peuple qui a des traditions comme les nôtres et un héritage aussi noble à conserver, la première loyauté est celle qu'il doit à son drapeau, aux institutions nationales et à l'héritage sacré de ses pères.

L'honorable M. DUHAMEL, et MM. PILON et DESJARDINS se lèvent ensemble.

L'ORATEUR déclare qu'il a vu d'abord se lever ensemble MM. Pilon et Duhamel, puis le député de Montmorency.

L'honorable M. DUHAMEL propose, secondé par l'honorable M. GAGNON,

Que la question préalable soit mise aux voix,—Et la proposition est résolue affirmativement, *à enime contradictente*,

L'honorable M. TAILLON proteste avec indignation contre la conduite du gouvernement qui vient de poser la question préalable. C'est, dit-il, une ruse que je ne qualifierai pas. Si la question est aussi importante qu'on le dit, si elle mérite d'être soumise à la considération de la Chambre, qui nous dit que les amendements que nous avons à soumettre ne méritent pas au même titre cette considération.

Il suffit qu'il y ait dans la motion du député de Montréal-Est un seul mot inacceptable pour que nous soyons forcés de voter contre. Et, de fait, il y a certaines parties sur lesquelles nous ne pouvons pas nous entendre.

On nous refuse d'exprimer nos opinions devant la Chambre. Car nous n'aurons pas d'autre occasion d'exprimer notre opinion. Notre dessein est de protester.

L'honorable M. MERCIR.—M. l'Orateur, Je ne comprends pas ce qui se passe dans ce moment. Voilà que l'opposition, dans un moment de mauvaise inspiration et de colère, déserte son poste. Pourquoi ? Parce que nous avons jugé à propos d'user d'un moyen que les règles de la Chambre et les précédents parlementaires mettent à notre disposition pour forcer la députation de se prononcer sur le mérite des questions soumises. Nous ne voulons pas d'échappatoire. Nous ne voulons pas qu'il soit dit que, par un amendement, on va éviter la question et empêcher la députation de se prononcer carrément sur la question de la Fédération impériale. Nous comprenons bien la tactique de nos adversaires : C'était, au moyen d'amendements qui ne signifient rien, d'écarter toute la question et éviter toute la responsabilité. Nous voulions savoir si dans cette Chambre, on ne devait pas voter carrément pour ou contre le principe du bill.

C'est ce que l'on a fait en 1885 et 1886 sur la question Riel. On a amené des sous-amendements pour empêcher la majorité de la Chambre de se prononcer sur le mérite de la question nationale, qui était alors devant le peuple. (Appl.)

On a réussi, M. l'Orateur, à égarer, jusqu'à un certain point, je regrette de le constater, l'opinion publique. On a laissé croire au peuple que par les amendements et les sous-amendements proposés à la motion Garneau, le parti conservateur restait favorable à nos frères du Nord-Ouest ; cependant on refusait de se prononcer sur le mérite de la question. Et si nous avions permis à ces Messieurs de proposer un amendement et probablement un sous-amendement, ils auraient été devant le peuple et ils auraient

déclaré : " Nous ne sommes pas pour la Fédération impériale, nous sommes pour les sentiments nationaux du Canada. Nous ne voulons pas de ce drapeau-là." Mais ils n'auraient pas voté pour la motion de mon honorable ami et ils auraient échappé à la responsabilité d'un vote regrettable.

Mon honorable ami le Commissaire des terres pose la question préalable. Est-ce une procédure si extraordinaire? C'est écrit en toute lettre dans les règlements de cette Chambre, dans May, dans Todd et dans tous les auteurs qui ont écrit sur la constitution du pays. C'est écrit dans tous les précédents que nous pouvons trouver dans les livres écrits sur la constitution. Nous l'avons copiée; c'est la section 35 qui dit : " La question préalable, tant qu'elle n'est pas décidée, exclut tout amendement à la question principale et doit être conçue dans les termes suivants : " Que cette question soit maintenant mise aux voix." Si elle est résolue dans l'affirmative, la question doit être aussitôt mise aux voix, sans discussion ni amendement."

C'est en toutes lettres dans nos règlements et on prétend que c'est une procédure extraordinaire, que nous voulons fermer la bouche à nos amis de l'autre côté. Eh bien ! M. l'Orateur, j'en appelle à vous. Est-ce que le fait que cette question est proposée empêche ces Messieurs de parler ? Ils ont le droit de nous tenir ici 15 jours à discuter cette question, malgré que la question préalable soit posée. Mais ce qu'ils voulaient faire, c'était de proposer un amendement qui leur eût permis d'échapper à la responsabilité du vote qu'ils auraient donné.

Eh bien, M. l'Orateur, je regrette leur absence. Elle est mal inspirée. Le pays, demain, apprendra avec regret que ces Messieurs ont jugé à propos de désertier le poste d'honneur que le pays leur avait donné. Ils sont partis ; pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas capables de voter contre la proposition de l'honorable député de Montréal-Est. Ils savent que pas un député qui voterait contre cette proposition carrément ne reviendrait aux prochaines élections.

Alors ils préfèrent se retirer et ne pas voter. Nous allons voter et nous allons déclarer que la motion sur la question préalable est adoptée *nemine contradicente*.

Sur la question principale, nous allons déclarer qu'elle est adoptée.

M. l'Orateur, je vous prie de poser la question sur la question préalable.

La Chambre en comité général sur le bill constituant en corporation la Société dite *The Royal Quebec Art Union Company*.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE.—M l'Orateur, je me sens à l'aise pour traiter cette question. N'est-elle pas appuyée sur le même principe qui a fait naître la loterie nationale de Mgr. Labelle ? J'étais le promoteur de ce bill et pour celui-ci je me servirai des mêmes arguments et des mêmes autorités.

C'est étonnant comme certains hommes deviennent scrupuleux sur certaines questions. A les entendre, les loteries sont de vraies écoles d'immoralité. Qu'on leur dise qu'il y a autant de hasard et de chances de ruine à la Bourse, aux jeux de baisse et de hausse, et qu'en somme toutes ces institutions ne sont que des loteries déguisées ils n'en veulent rien croire et continuent à crier anathème.

Tout naturellement, nos confrères anglais emboîtent le pas et commencent à aiguiser leurs armes contre ces institutions sataniques. Chacun est libre d'avoir son opinion, mais nous nous demandons s'il est logique de permettre la bourse et de défendre la loterie, quand en vérité ces deux choses n'en font qu'une et n'ont de différence que le nom.

On nous dit que les loteries ne sont pas dans les mœurs de l'Angleterre, nous nions que ce puritanisme soit anglais. Nous n'avons qu'à ouvrir l'histoire d'Angleterre pour soutenir notre avancé.

N'est-il pas vrai, par exemple, que le gouvernement anglais, pendant la guerre de sept ans, voulut lever un million au moyen d'une loterie pour combattre la coalition de la France et de l'Autriche ?

Et, dans notre Canada, quels furent les premiers organisateurs de la loterie ?

On sera peut-être surpris de l'apprendre, mais on ne pourra nier un fait qui est consigné dans nos annales. Que l'on ouvre les procès-verbaux du Conseil exécutif composé exclusivement d'Anglais et l'on verra que, dans les premiers temps, après la cession, il fut question de créer une grande loterie de dix mille billets, au total de vingt mille livres sterling, pour rebâtir la cathédrale, incendiée pendant le siège.

On envoya ce projet aux lords de la Trésorerie, à l'archevêque de Canterbury, à l'évêque de Londres et à la société biblique, afin de les intéresser dans cette entreprise

“ Comment pouvez-vous trouver mauvais, messieurs, que nous suivions l'exemple que nous ont donné vos ancêtres ? ”

Ainsi parle le *Quotidien*.

Et la *Gazette* de Joliette continue dans un article fort bien fait :

“ Le but de cette loterie nationale, comme on l'a rappelé avec raison, était de venir en aide au gouvernement ou plutôt de suppléer à l'insuffisance de ses moyens financiers qui l'empêchent d'accorder des sommes suffisantes aux besoins de la colonisation. C'était travailler à retenir ici une foule de nos compatriotes qui, ne trouvant pas les moyens de percer la forêt pour arriver aux bonnes terres, s'en vont faute de chemins, ou d'autres bonnes voies de communication, grossir, à notre détriment, la population des Etats-Unis. Nous emparer du sol, ouvrir nos terres publiques à l'agriculture, augmenter notre population, nous rendre plus forts et capables de résister avec avantage à la pression qui se fait contre nous de tous côtés : tel était le but de cette excellente organisation. Il était bon, grand et patriotique.

“ On dira peut-être que la loterie pouvait être remplacée par une souscription. Mais non, est-ce que l'on ne sait pas la difficulté qu'il y a de recueillir les dix centins par tête demandés dans le pays pour la colonisation et le nombre restreint de personnes qui les fournissent ? Une simple souscription ne réussira pas. Il est bien vrai, que dans le fond, une loterie n'est qu'une souscription ; mais ici les souscripteurs ont l'espérance de gagner quelque chose. Voilà une différence qui assure le succès.

“ Nous sommes ainsi faits : souvent il faut nous prendre par la cupidité pour nous amener à quelque chose de bon et d'utile. Il en est parmi nous qui, tout en reconnaissant les bienfaits qui peuvent résulter d'une bonne colonisation, ne souscriront pas dix centins pour cet objet, et qui souscriront dix piastres s'ils ont l'espoir de gagner un bon lot. Nul doute que, d'un autre côté, de nombreux billets eussent été pris et achetés par des étrangers, et à l'étranger même, ce qui aurait apporté dans le pays certains capitaux dont nous aurions profité.

“ Les principes sur lesquels était fondée la demande de cette loterie sont aussi bons et légitimes que son but. Il semble que toute discussion soit impossible à ce sujet, c'est le principe des bons contrats, des contrats honnêtes.

“ Un casuiste moderne, le théologien Gury, dit “ que la loterie est un “ contrat par lequel plusieurs personnes déposent en commun quelque

“ chose pour avoir droit de tirer au sort un objet accessible à tous. Un certain nombre obtiennent ou la totalité de cet objet ou une de ses parties, ou rien.” C’est l’achat d’une chose incertaine, un dépôt d’argent pour acquérir une chose que le sort peut nous donner. Or, il est bien permis de risquer une somme quelconque dans l’espoir d’un profit ; c’est la base de toute transaction commerciale. Si, d’ailleurs, les moyens sont honnêtes, il n’y a rien de plus licite qu’une loterie. Sur ce point-là, nous l’avons vu, les plus honorables garanties nous étaient données.

“ Ce que l’on demande au parlement de Québec est une chose reconnue et légalisée partout, tant en Europe qu’en Amérique. Nous pourrions mentionner en particulier l’état de Kentucky, celui de la Louisiane où les loteries sont légalisées et réglées depuis longtemps. Ainsi en est-il de plusieurs pays de l’Europe, tel qu’en Autriche, en Bavière, en Prusse, au Hanovre, en Hollande, en Espagne, dans la ville libre de Hambourg, dans toutes les parties de l’Italie, y compris Naples, Rome, etc.

“ En France il suffit de la simple autorisation d’un ministre du cabinet pour les rendre légales ; autorisation qui est obtenue facilement pourvu que le but en soit bon.

“ Ici, dans notre Province, le principe des loteries est reconnu et sanctionné dans le chapitre 36 de la 32^e Victoria (1869 page 153). Voir aussi le chapitre 95 des Statuts refondus du Canada. Du reste, il a toujours été reconnu aussi par les autorités religieuses du pays. Les nombreux bazars qui se font souvent et dans toutes les directions, quelque fois même à la suggestion, sinon à la demande des autorités religieuses, le montrent assez clairement, car, enfin, ces bazars ne sont autre chose que des loteries particulières sous mille formes diverses.

“ Et que sont autre chose que cela encore, toutes ces sociétés de constructions constituées tant par la Législature de Québec que par le gouvernement fédéral ? A-t-on jamais soulevé contre elles l’objection d’immoralité que l’on a prétendu soulever contre la loterie nationale en question ?

“ Il est vrai que l’on n’a pas soutenu longtemps la discussion sur ce point, car à la première demande de montrer en quoi cette organisation pouvait être immorale, on est resté de suite bouche close.

“ Est-ce plus immoral d’organiser une loterie que d’organiser des courses de chevaux, des luttes de rameurs, des batailles de coqs, etc, sur

le résultat desquelles il se risque, en paris, des sommes considérables ? En Angleterre, où l'on semble repousser le principe des loteries sous prétexte d'immoralité, ces choses sont admises et organisées systématiquement. Repoussé d'une main, ce principe est admis de l'autre ; c'est ainsi qu'on joue le pour et le contre suivant les intérêts du moment."

Et le *Monde* :

" La question de l'alcool est autrement sérieuse que celles des loteries, et pourtant le gouvernement fédéral insiste pour en retirer tous les profits, lorsque les provinces, au contraire, ne demanderaient qu'à diminuer les ruines produites par l'abus des liqueurs fortes.

" Et la bourse, n'est-ce pas la pire de toutes les loteries ? Ce qui n'empêche pas que tous les gouvernements comptent sur elle pour réorganiser leurs finances si souvent délabrées par des guerres absurdes.

" On dit que la loterie est immorale parce qu'elle incite les pauvres gens à faire des placements qui ne leur rapportent rien ; mais alors qu'on ferme toutes les buvettes, où des pauvres gens aussi vont faire des placements qui ne rapportent que ruine et désolation dans leurs familles.

" Lorsqu'on a annoncé à New-York la garantie de trois pour cent sur la valeur du Pacifique, il s'est produit un écart de six. Ceux qui avaient prévu ou connu cette faveur officielle ont fait une petite fortune, tandis que ceux qui n'étaient pas dans le secret ont été ruinés.

" N'était-ce pas de la loterie ?

" Dans une demi-douzaine d'établissements à Montréal, on possède l'institution connue sous l'appellation euphonique de " Picker." Elle donne constamment le cours de la bourse de New-York et de Chicago, et, entre deux verres, en regardant la petite bande de papier qui porte la décision du hansard, on perd ou on gagne des commencements de millions.

" Combien de fortunes ont été englouties dans le *boom* de Winnipeg, cette ambitieuse rivale de Montréal ? Vingt-quatre heures par jour les transactions les plus fabuleuses monopolisaient l'attention du public, encouragées qu'elles étaient par l'affolement général et par le champagne ; les gouvernements ne sont pas intervenus cependant.

" Et le *Black Friday* " et les spéculations de Strousher, et de Philipurt ont-elles si vivement attiré l'attention des autorités politiques ou judiciaires ?

“ On veut défendre les opérations financières où le hasard est supposé jouer le moindre rôle, c'est très bien ; mais il faudra décréter l'abolition des assurances qui ne basent leurs chances de dividendes que sur le hasard.”

Un mot maintenant sur l'histoire de la loterie.

Elle a été admirablement résumée par l'honorable M. Mercier, dans une brochure, que voici ; mais ce brillant jurisconsulte étant membre de cette Chambre, voir même chef du gouvernement, je ne voudrais pas forcer son vote en le citant à lui-même. Son talent suffit pour le convaincre. Je prendrai donc mes autorités dans une brochure qui vient de paraître à Paris. Elle est intitulée : “ Histoire de la loterie.”

“ En France, dit-elle, pendant tout le moyen âge, il n'y eut guère que des loteries avec lots en nature. Les loteries d'argents y furent introduits à la renaissance par les Italiens de la suite de Catherine de Médicis. Un édit royal les sanctionna.

“ On donna aussi aux loteries le nom tontines, en souvenir du florentin Lorenzo Tonti, qui en organisa plusieurs au dix-septième siècle, une notamment de 50,000 billets de deux louis chacun, et qui était destinée à reconstruire en pierre le pont de bois qui réunissait les galeries du Louvre à la rive gauche de la Seine.

“ Les loteries étaient des sources régulières des revenus d'Etat en Angleterre et à Venise. Elles le sont encore en Italie où elles rapportent 100 millions par an. Le 11 mai 1700, Louis XIV organisa, dans le même but, une loterie au capital de 10 millions, qui se composait de 440,000 billets de 2 louis. Le gros lot était une rente viagère de 20,000 louis.

“ Le 21 août 1717, le régent créa une loterie pour l'extinction des billets d'Etat. Enfin, le 22 janvier 1741, Louis XV arrêta la création d'une loterie générale d'Etat qui devait subsister en France pendant quatre-vingts ans et qui fut définitivement constituée par un nouvel arrêté du 31 août 1762. Le plan accepté avait été conçu et présenté par Casanova, qui venait de s'échapper des Plombs de Venise. Il y avait des combinaisons multiples dont les termes *amb, terne, quine*, ne sont pas encore sortis des souvenirs populaires. Le minimum de la mise était d'abord de trois livres, mais des sociétés en participation le firent descendre à un denier

“ Supprimée en 1793, la loterie fut rétablie en 1799. Sous l'Empire et la Restauration, les recettes annuelles des loteries étaient d'environ 53 millions.”

J'attire d'une manière toute spéciale l'attention de la Chambre sur le fait historique suivant.

“ La plus grosse loterie fut celle organisée en 1692 par Guillaume d'Angleterre, au capital de 30 millions, près de 200 millions de notre époque.”

Il est vrai que, peu après, une loterie allemande offrit comme lots une ville toute entière, vingt-neuf villages, un palais, 3,400 arpents de bois et de terres labourables, et deux manufactures.

Enfin, pour passer tout de suite aux événements contemporains, tout le monde se souvient de la loterie du lingot d'or et de la grande loterie qui permit de liquider une partie des produits de l'Exposition de 1878.

L'honorable député de Lotbinière a parlé de l'immoralité des loteries. Je respecte ses convictions, mais certains spécialistes diffèrent à ce propos.

C'est ainsi que l'auteur de la brochure que je viens de citer s'exprime sur la moralité de la loterie :

“ Avant d'aborder la discussion de ce point délicat, citons tout de suite les œuvres dues aux loteries et dont personne ne contestera sans doute l'utilité.

“ En 1701, les vingt quartiers de Paris furent dotés de pompes à incendie par des loteries. En 1658, ce fut grâce à une loterie qu'était construit et doté l'Hôpital Général de Paris, de même pour l'Hôpital d'Amiens. St-Sulpice et beaucoup d'autres monuments religieux et civils furent élevés à l'aide de loteries. Quels sont les grands arguments soulevés contre les loteries ? Il y en a deux. D'abord la loterie est un jeu, et qu'il ne faut pas développer la mauvaise passion du jeu. Mais alors fermez tous les cercles. Mais surtout fermez la bourse ; la bourse qui a son temple et qui mène bruyamment ses triomphes. Est-ce un jeu que d'acheter une dizaine de billets, de se bercer de doux rêves, de bâtir avec eux quelques châteaux en Espagne ? Quelle comparaison établir entre cette simple distraction et la fièvre qui, pendant des nuits entières, tient le joueur penché sur ces cartes.

“ Le second argument est que les loteries peuvent causer des ruines. Mais cela n'est plus vrai. C'est vieux et faux. Autrefois, peut-être, quand les loteries étaient permanentes, quand surtout on grossissait sa mise dans les funestes combinaisons des ternes et des quines, des joueurs pouvaient

se laisser entraîner. Mais aujourd'hui, qui donc se ruinera en prenant, suivant ses moyens, mille, cent, dix, voire un petit billet d'un franc. C'est un marché, au contraire, que l'on contracte, et le plus avantageux de tous, puisque le *risque* est toujours minime et que le gain peut être énorme. C'est l'idéal gain du commerce.

“ Qui donc a jamais accusé d'immoralité les valeurs à lots, celles de la villes de Paris, du Crédit Foncier. Elles ne font cependant que suivre le principe des loteries en diminuant l'intérêt pour donner en compensation des chances de lots.

“ Il y a au contraire un raisonnement bien simple qui devrait souvent être fait. A quoi sert un franc dans la poche de cent mille personnes ? A presque rien ? Qu'est-ce que ces cent mille franc disséminés pourront produire de bon et d'utile ? Rien. Réunissez-les, au contraire pour une loterie ; voilà une fortune faite, un capital formé, et ce capital sera utile. Son possesseur (heureux sans doute, mais les 99,999 autres propriétaires inutiles du franc auraient pu l'être comme lui et n'en seront pas plus malheureux pour avoir un franc de moins) fera travailler, marcher les affaires. Il sera un des agents de prospérité publique.”

La plupart de nos institutions religieuses et de charité ne vivent que par les bazars qui ne sont que des loteries. Après ces preuves, pourquoi la Chambre refuserait-elle la charte incorporant la société dite “ *The Royal Quebec Art Union Company*.”

Sur motion de M. ROBIDOUX, secondé par M. MURPHY,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—copie de toute correspondance au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.

M ROBIDOUX.—M. l'Orateur, la question n'est pas nouvelle, mais a un regain d'actualité. On l'a agitée vivement vers 1872. Elle a été l'objet d'une correspondance importante entre les parlements impérial et fédéral ; en 1879 elle est venue devant les tribunaux et plus tard un rapport a été fait d'une grande importance. Mais cette question a pris une actualité encore plus grande cette année par la nomination de Conseils de la Reine par le gouvernement d'Ontario.

Le gouvernement de Québec n'a pas encore défini sa politique à ce sujet. J'ai donc cru devoir y attirer l'attention.

Les attributions dans notre province de Québec des Conseils de la Reine nommés par le gouvernement fédéral ne sont pas les mêmes qu'en Angleterre. Là-bas ils étaient autrefois des officiers accompagnant le Roi, de plus ils étaient des officiers salariés et n'occupaient pas dans les causes criminelles.

Dans notre pays il n'en est pas ainsi, ils n'ont jamais reçu d'émoluments spéciaux et peuvent occuper dans toutes les causes : c'est un titre honorifique, surtout dans cette Province. A Ontario, ils peuvent en certains cas présider aux assises criminelles ; il n'en est pas ainsi chez nous. L'on voit qu'en Angleterre le caractère était particulier : il y avait aussi d'autres distinctions et préséance. Dans notre pays, il n'existe qu'une catégorie de Conseils de la Reine : celle dont le titre est honorifique et qui ont droit à une place d'honneur et à la préséance.

Dans les provinces le droit de nommer des Conseils de la Reine existe, voilà la thèse que je désire soutenir, et le Lieutenant-Gouverneur a le droit de leur donner préséance sur les Conseils de la Reine fédéraux.

La question s'est présentée la première fois dans la Nouvelle-Ecosse. Sir John lui-même croyait que les provinces avaient ce droit à la condition de passer une loi à cet effet. Il s'adressa à lord Kimberley, Secrétaire des Colonies, qui lui répondit que les Conseils de la Reine peuvent être nommés par le Lieutenant-Gouverneur et qu'il peut leur donner préséance. La thèse est donc soutenue par sir John A. Macdonald et par le Secrétaire des Colonies en Angleterre. Je pourrais peut-être m'arrêter là, mais il est facile de trouver d'autres autorités. En 1879, la Cour Suprême a décidé cette question incidente.

La décision a été, il est vrai, adverse à la thèse, mais ce jugement ne fait pas autorité pour diverses raisons.

Une des objections soulevées à l'encontre, est que ces nominations sont une prérogative du souverain, que le Lieutenant-Gouverneur ne peut posséder. C'est une erreur, le souverain peut déléguer ses prérogatives.

Ces prérogatives n'existent pas pour le bien de la Reine, mais pour celui du peuple anglais ; elle ne les exerce que sur l'avis de ses ministres. La Reine en ce cas s'est départie de certaines de ses prérogatives en faveur du parlement fédéral et des législatures, et pas plus en faveur de l'un que de l'autre. Nous avons une foule de ses prérogatives, entre autres celle de nommer des shérifs : il n'est donc pas juste de réclamer pour l'un toutes les prérogatives et de les refuser aux autres.

Mais a-t-on dit, le Lieutenant-Gouverneur ne représente pas la Reine. Cette opinion ne doit plus exister maintenant, car les tribunaux l'ont décidée. Et s'il représente la Reine, pourquoi ne nommerait-il pas des conseils de la Reine. Il peut nommer le Procureur-général et les autres ministres de la Couronne.

Qu'est-ce que des Conseils de la Reine dans ce pays, quels sont leurs droits et privilèges ? Ils n'ont d'autre droit que celui de préséance dans les cours de justice. Qui règle l'organisation judiciaire si non les gouvernements provinciaux ?

De quel droit le parlement fédéral viendrait-il nous enlever ce privilège ? Non. Nous sommes les maîtres de l'administration de la justice, et en maintenant les Conseils de la Reine, nous ne faisons que déclarer quels avocats auront préséance sur les autres.

Nous avons un statut nous octroyant le droit de nommer des Conseils de la Reine et de déclarer lesquels auront préséance. Ce statut existe depuis 1872 et n'a jamais été désavoué. C'est-à-dire que les autorités fédérales y ont acquiescé. Même sans législation particulière, nous aurions ce droit ; les pouvoirs se divisent mais l'autorité est une et chaque fois qu'un parlement a le droit de faire une loi, elle peut imposer une sanction, et puisque nous avons le droit de régler l'administration de la justice, nous possédons la plénitude de ce droit.

Il est bon que toutes les questions qui se rapportent au maintien de nos droits soient agitées. Si nous voulons maintenir la Confédération, et l'harmonie qui lui est essentielle, il faut empêcher les empiètements des deux côtés, et faire respecter les immunités de part et d'autres. Les forces équilibrées seules se maintiennent.

L'honorable M. PELLETIER félicite le député de Chateauguay sur son discours. La question est importante surtout au point de vue de l'autonomie des provinces. L'importance intrinsèque de la question n'est pas grande. Au point de vue de la conduite des causes de la Couronne, la distinction est importante. Ainsi dans une poursuite au criminel, en certains cas, l'avocat de la Couronne n'a pas le droit de répondre s'il n'est pas Conseil de la Reine.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, cette question est bien intéressante. Elle a été très bien traitée, d'ailleurs, par les honorables

députés qui ont parlé sur la question ; surtout par l'honorable député de Chateauguay qui paraît avoir étudié la question à fond.

En 1879, lorsque j'étais Procureur-général, j'ai nommé des Conseils de la Reine. Je crois qu'il y a dans cette Chambre quelques avocats que j'ai eu le plaisir de nommer. Depuis que je suis Premier Ministre, je n'ai pas voulu consentir à aucune nouvelle nomination, non pas que j'avais quelque doute sur nos droits,—je les crois indiscutables—mais c'était une question d'opportunité. Nous avions, pour me servir de l'expression populaire, tant de fer au feu que je n'étais pas disposé à en mettre davantage.

Le gouvernement fédéral ne semblait pas disposé à céder, et je me disais : nous avons assez de difficultés sans en créer de nouvelles ; tâchons de régler celles que nous avons sur les bras. Mais il faut bien comprendre que je n'ai pas et que je n'ai jamais eu de doute sur le pouvoir de l'Exécutif de la province de Québec de nommer des Conseils de la Reine et de leur assigner la préséance.

Comme l'a si bien dit l'honorable député de Chateauguay, c'est une simple question d'administration de la justice. C'est un détail ; détail important si vous voulez, mais un détail dans la tenue de nos cours. Nous avons le droit de dire à quelle heure la Cour s'ouvrira, où la Cour sera tenue et comment elle sera tenue. Nous avons le droit de dire si les avocats parleront en dedans de ce que nous appelons la barre ou en dehors. Nous avons le droit de déclarer comment, de quelle manière et suivant quelle préseance les avocats adresseront la parole. Il n'y a pas d'autre chose dans la question actuelle que ce que je viens de dire.

Nous n'avons plus, comme l'a si bien exprimé l'honorable député de Chateauguay, de ces Conseils de la Reine qui étaient des officiers représentant directement la Reine avec salaire, et qui ne pouvaient pas prendre la parole dans les procès criminels pour la défense. Cette question ne se soulève pas dans notre pays, et les Conseils de la Reine sont tous *honoris causâ* ; de sorte que je n'ai pas de doute sur le principe. Comme je l'ai dit, c'est une question d'opportunité.

En face de la section du statut, sur laquelle on a attiré mon attention, je croirai de mon devoir de prier l'honorable Procureur-général, de tâcher de faire une étude toute spéciale de cette question afin que les *Crown prosecutors*, les avocats de la Couronne, ne soient pas placés dans une position inférieure.

Je ne suis pas prêt à dire ce que je ferai ; mais je crois que nous devrions prendre une position qui sera autant que possible en harmonie avec celle de la province d'Ontario, qui a la date du 4 janvier 1890, a non seulement nommé des Conseils de la Reine, mais leur a assigné la préséance même à l'encontre des Conseils de la Reine qui seraient nommés par le gouvernement fédéral.

Naturellement, il faut procéder avec prudence. Mon ami M. Mowat est peut-être plus osé que moi dans le moment ; je le serai peut-être plus que lui demain.

Je donnerai à cette question tout le soin possible. Si mon ami le Procureur général eût été en parfaite santé ce soir, il aurait adressé la parole. Dans tous les cas, nous arriverons à une conclusion qui sera satisfaisante pour les fins exprimées ce soir et qui assurera le droit des provinces. (Appl.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du vendredi, 7 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

La Chambre en comité sur le bill concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales du mérite agricole.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, voici tout simplement ce dont il s'agit : Il est impossible de mettre à exécution le projet de loi de l'an dernier. Par les présentes résolutions nous demandons à être autorisés, si c'est nécessaire, à diviser la Province en districts au lieu de procéder par toute la Province.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution pour prêt additionnel à l'Hôpital protestant pour les aliénés ;

Attendu que les administrateurs de l'Hôpital protestant pour les aliénés ont reçu, en décembre 1888, du gouvernement de cette Province, en vertu d'une résolution de la Chambre d'Assemblée, en date du 1er mai, 1885, un prêt de quinze mille piastres, pour les aider à la construction de leur hôpital ;

Attendu que, par pétition, ils ont demandé un emprunt additionnel de trente-cinq mille piastres, alléguant qu'ils ont dépensé jusqu'ici une somme de cent dix-neuf mille cent quatre-vingt douze piastres, tant pour l'achat de terrains que pour l'érection des édifices nécessaires à leur entreprise, et qu'il leur faut encore dépenser une somme de soixante et dix-sept mille piastres pour compléter les dits édifices, et pourvoir à leur ameublement de manière à pouvoir y recevoir des patients ;

Attendu qu'il convient de venir encore en aide à cette institution, il est

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à prêter, à l'Hôpital protestant pour les aliénés, une somme additionnelle de trente-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

1. Cette somme, avec celle de quinze mille piastres, déjà prêtée, formera un montant de cinquante mille piastres, qui portera intérêt aux taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement ;

2. L'Hôpital fournira au gouvernement, pour le remboursement de la dite somme de cinquante mille piastres, telle garantie hypothécaire, ou autre, qui paraîtra suffisante au Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

3. La dite somme de cinquante mille piastres sera remboursée en dix paiements annuels égaux, de cinq mille piastres chaque, dont le premier deviendra dû dans un an à compter de la date du contrat de prêt ;

4. Si, en aucun temps, le gouvernement devient endetté envers l'Hôpital pour l'entretien des aliénés, le Trésorier de la Province pourra retenir toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt ou capital, soit pour les deux, suivant le cas.

L'honorable M. SHEHYN.—Ces résolutions ont pour but de permettre au gouvernement de faire un prêt additionnel à l'Asile protestant de Montréal.

L'Asile protestant de Montréal a déjà dépensé, pour fins de construction ou autres, une somme d'environ cent mille piastres. Ils ont besoin d'un certain montant additionnel. Nous allons leur prêter une somme de trente-cinq mille piastres au taux de cinq pour cent d'intérêt.

L'honorable M. TAILLON.—Est-ce que nous devons comprendre que les mots Hôpital protestant signifient l'asile protestant ? Nous devrions changer la phraséologie des présentes résolutions de manière à ce qu'il n'y ait pas d'équivoque.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant le droit sur le prix de ventes faites à l'encan.

Résolu, Que toutes les ventes par encan, d'immeubles et de meubles de ménage et effets en usage, y compris les tableaux, peintures et livres, seront

assujétis à un endroit de un pour cent sur le prix de la vente, lequel devra être payé par l'encanteur au percepteur du revenu, aux dépens du vendeur, et retenu sur le produit de la vente, à moins de stipulation expresse, dans les conditions de la vente, que le droit sera payable par l'acheteur, et dans ce cas, ce droit sera ajouté à son prix d'achat.

L'honorable M. SHEHYN.—Dans le but de rencontrer les vues du commerce, nous croyons devoir enlever les droits imposés sur ce qu'on appelle les ventes du commerce. Quant aux ventes par encan des meubles du ménage, il n'y a rien de changé. La taxe doit rester sur ces ventes. Les exemptions restent aussi. C'est-à-dire que les cultivateurs qui vendront par encan leurs meubles et leurs instruments aratoires, seront aussi exempts de cette taxe.

Le fait est que toutes les exemptions qui existent dans la loi continueront à exister comme par le passé.

L'honorable M. SHEHYN propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

Honorable Mr. ROBERTSON.—Mr. Speaker, I take the first opportunity, since the Honorable Treasurer brought down his budget, of making a few remarks on the financial position of the province.

I find a difficulty in doing so owing to the want of information from the Government in response to the numerous addresses presented and sanctioned by this House. Possibly the illness of some of the principal officers of the Treasury department may partly account for this, and so far the Government should not be blamed ; at the same time it prevents that criticism of our financial position, which otherwise might have been made if fuller information had been obtained.

There are certain facts, however, which may be gleaned from the Public Accounts, and from the remarks of the Honorable Treasurer the other day, to which it may be well to call the attention of the House and the country, and thus enable us to form some opinion of how we stand financially—to assist in forming an opinion as to whether we are drifting ; whether gaining or losing—spending more than the Province can afford, or living within our means, or expending only what can't be helped, and judiciously so, and only what the public interest requires.

In criticizing the action of the Government with reference to their conduct respecting the collection and disbursements of public moneys, I desire to do so fairly, as clearly as I can and without any other object than arriving at proper conclusions as to the facts of the case and giving my appreciation of our situation.

The principal aim of the Honorable Treasurer, in his speech on the budget, seemed to me not so much to give this House a clear exposition of the financial condition of the Province, and the action of the Government with respect thereto, as to find fault and censure any criticism whatever on what he and his colleagues had done.

He seemed to speak as though, if he could only show any flaws in the remarks from this side of the House, he thereby triumphantly vindicated the Government in all they had said and done, and satisfied this House and the country of the correctness of his statements financially.

I am sorry to say he failed to satisfy me of the correctness of his assumptions and of the arrangements of his figures, or with the mode he adopted to make out a good case for himself, and I am sure that no good business man, no man trained and accustomed to accounts and the way they should be kept, would agree with his method of attempting to show that he had a true and real surplus on the ordinary usual business of last year.

From the Public Accounts as furnished this House by the Treasurer and for which he is responsible for the fiscal year ending 30th June, 1889, according to his own showing, and by the division he makes of ordinary usual receipts from extraordinary receipts, and of ordinary expenditure, from extraordinary expenditure, and which, I am free to say, he seems to have arranged to suit his own purpose, it would appear that he places the usual ordinary receipts for the year at \$3,627,932, and the ordinary usual expenditure out of revenue at \$3,543,618, leaving, as he claims, a surplus for the year, as above, at \$84,314.

It must be borne in mind, however, that to obtain such a result, he has included amongst his ordinary revenue several amounts which any fair criticism could not fail to classify as extraordinary receipts and furthermore has to a large extent placed as extraordinary or special expenditure, large sums which unquestionably should have been entered as ordinary expenditure. Say, for instance, he includes amongst his ordinary receipts the proceeds of the land limits sales made, during last year, of \$118,000. Now, no man of ordinary intelligence could so place the sale of a Government asset, the proceeds of which come into the Treasury once for all, as

ordinary revenue, unless with some specific object in view. Such a sale is in fact a disposal of part of one of the most valuable assets of the Province, a part of our capital gone. To call this ordinary revenue is not only incorrect in fact, but unjustifiable in the extreme.

The timber dues and ground rents which are received from year to year may, with some propriety, be styled ordinary revenue, though they are gradually reducing the value of the capital year by year; but to apply the same rule to the money received for the actual sale of limits when the Government has dispossessed itself of them, is a perversion of all sound rules of book-keeping and calculated to deceive.

The only possible excuse to be made for so doing is that a surplus must be found by any and all means, and this was done to show such surplus.

Now when we come to the classification of the expenditure of the past year, we find still further evidence of the Treasurer's desire to put the best face possible on the affairs of the Province. We find put down as special expenditure, that is extraordinary expenditure, sums which should have been included amongst ordinary expenditure payable out of ordinary revenue, but to have done this would, without doubt, have produced a deficit on the ordinary business of the Province, and this could not for a moment be thought of. By no means. We must have a surplus, even if not large, at any rate a surplus, and the general public which don't understand accounts very well, will accept it as such if I say so.

I know my Honorable friend opposite is thinking and wants to say: why you did the same thing yourself. You made the most of everything you could. Well, if I did so (which I deny doing) it was not right and the Honorable gentleman should be above following a bad example and he must not feel offended if he is treated in some small degree to the medicines he tried to have me swallow for many years in succession

Not to weary the House with more figures than absolutely necessary, I may say that I find upon a fair candid arrangement of the Public Accounts, of which I profess to know something, that instead of a surplus upon the usual ordinary revenue and expenditure of \$84,314, there is an actual deficiency of nearly \$250,000, ; that is deducting extraordinary receipts, and adding extraordinary payments to where they belong to ordinary disbursements.

Another point to which I would call attention. There was deposited, by certain railway companies, with the Government, to guarantee the interest on certain railway bonds from time to time, as the interest falls due as follows :

Temiscouata Railway Company.....	\$ 644,573
Montreal & Maskinongé Railway Company.....	32,703
Quebec & Lake St. John Railway Company.....	1,552,394
	<hr/>
Making in all.....	\$2,229,760

And paid thereon by the Government to 30th June last as per statement :

On Temiscouata Railway bonds.....	\$53,587
Montreal & Maskinongé Railway bonds.....	4,327
	<hr/>
	\$57,915

Leaving in the Treasury on those deposits, \$2,171,755.

Now, the whole balance in Treasury, on the 30th June, was \$2,210,019.79; so that in fact the whole amount in the Treasury was \$38,264.57 of cash, \$2,171,755.22 being in fact money loaned by the Government upon which interest must be paid, and also other trust funds in the hands of the Government; so that no Government money was in Treasury.

The balance in the Treasury, June 30th, 1888, was \$1,723,850, and the balance of railway loans during last year was \$2,171,755, making together \$3,895,605. From this sum deduct in Treasury, on the 30th June last, \$2,210,019, which leaves \$1,685,586, so that this latter sum has been spent for various purposes, and floating debts of their own making, over and above the receipts.

By the statement of receipts and expenditure from 1st July last to 31st December last, we find, in addition to all other expenditure of receipts for the last six months, the balance in the Treasury, on the 30th June last, reduced to \$719,180, showing an expenditure of \$1,490,839, out of what was on hand at the beginning of the year. Over all receipts during the same time, we find also that the Honorable Treasurer acknowledges that his expenditure for the past six months, for what he calls the ordinary purposes of government out of ordinary revenue, exceeds his receipts by \$466,249, but he says sometimes money comes in faster than at other times, and expenditure more at one time of the year than at others, and, therefore, this state of things is not to be considered as a criterium of the whole year's operations.

Had he not charged on special account what should have been charged ordinary expenditure, the shortage for the past six months would have brought up the deficit to over \$500,000. It is quite true that we cannot, with certainty, say what the whole year's business may produce by taking only a part of a year and when some years ago, I urged this argument, I was met from the then opposition side (now ministerial) of the House, with a perfect howl of derision and the statement I had brought down of four months' operations, showing a few thousand dollars shortage was multiplied by three (for the whole year) and paraded as the deficit for the whole year, not yet expired. I don't do this with my Honorable friend opposite, which I hope he will appreciate and acknowledge.

My honorable friend, in his speech on the budget, has compiled for a series of years the receipts and expenditure under the former administration, showing, as he put it, the enormous deficits which took place for a succession of years.

As was shown by my honorable friend the member for Montmorency, beyond question, he adopted two rules for his guidance, first, to charge to ordinary expenditure under the Conservative rule everything possible, then to reduce the receipts in the same manner, that is what he charged to ordinary expenditure to produce a deficit under the former rule he now charges to special or ordinary expenditure in his own case to bring out a surplus. He wonders I find fault with the application of the rule as laid down by himself, to his own case, and like a celebrated personage we read of in a standard, I may say infallible old book, he lifts up his eyes to heaven and thanks God he is not as other men or even as these Oppositionists.

A glance at the special expenditure and the Public Accounts as made by the Honorable Treasurer, as compared with the schedule B annexed, and for which he is responsible, will consistently show that most of the items placed in the Public Accounts as special expenditure, not payable out of ordinary revenue according to his method of keeping accounts, are charged as ordinary expenditure payable out of revenue during the Conservative reign, to make our deficits, and charged by him now to special account to bring out a surplus.

Take Spencer Wood expenditure : During a series of years there has been expended on that property about \$200,000, all by my Honorable friend opposite, charged to ordinary expenditure against the Conservatives.

There has been spent on public buildings in Quebec, according to the statement of the Honorable Treasurer, during a series of years, in all \$460,000, again charged against the Conservative regime, paid out of ordinary revenue.

There has been spent on public buildings in Montreal during a series of years, according to my Honorable friend, again charged as payable out of ordinary revenue, about \$360,000, and there has been paid for Court Houses and Gaols in new districts, during several years, in all about \$120,000 out of ordinary revenue, and upon the old Parliament buildings, Government House, Quebec, during the period referred to, about \$410,000, again paid out of and charged against ordinary revenue by my Honorable friend.

There has been paid out for the female gaol in Montreal, during a series of years, for construction etc., about \$165,000, again charged as against ordinary revenue.

The purchase of what was known as "the Workman house" in Montreal at \$16,000, again charged against ordinary revenue and paid out of it, although a purchase of real estate.

Paid out for bridge grants some \$30,000 at various times, still charged as against ordinary revenue in the old time.

When my Honorable friend came to classify his expenditure—no I will not charge him with this, he knows too well his classification in Public Accounts is wrong—but the employer who classified the disbursements, found it would not do at all to carry out the old rule and charge to ordinary expenditure as formerly. The surplus looked for would be nowhere, and, consequently, the sums formerly charged to ordinary revenue must be charged to special account, which would relieve the ordinary revenue of so much, give a surplus on ordinary business, and the special account must be wiped out by loan or some other way.

It is in that way we find in the Special Expenditure: Repairs to Spencer Wood, court houses, jails, in new districts, repairs to Montreal court house, purchases of books, etc., explorations, portraits of Speakers, and other items figuring where they should not, and if properly placed as heretofore against the late administration, would place a very different face on our financial position. (Colonization grant \$100,000 extra charges ordinary revenue.)

Should the Honorable Treasurer say that Schedule B was not compiled by him and that he took it as he found it, and supposed it was correct and made his deduction from it, all I can say is I did not compile it ; he presented it, however, and is responsible for it ; but in any case, common fairness should have led him not to invoke a system or plan of classification against his opponents, which he failed to apply himself and not only ignored, but set at defiance in making his own classification of disbursements and receipts.

As I said before, I do not charge my Honorable friend with himself making the classification and figures he gave us the other night, but he certainly should have examined them enough to know that they were unfortunately made, badly arranged, and actually proved his pretensions wrong and those of the Opposition right—or adopted the same rule in both cases and taken the consequences.

Mr. Speaker, you are aware that men of great minds, large interests ; men of genius and experience in any particular sphere of public life, their minds engrossed in the vast region of thought in their profession, theories or occupation, are sometimes careless of details, absent minded at times and cannot bring their thoughts down to subjects which common mortals occupy themselves with. I therefore throw out this hint in excuse of my Honorable friend's exposition of the financial affairs of the Province and can only hope that when he comes to put into print a corrected copy of his speech as he did last year, we will find some modification of his views and more justice done to those who differ from him in the appreciation of our situation.

Mr. Speaker, there is no question but the expenditure of the Government is increasing from year to year, and notably faster for the past two or three years. If we take the gross expenditure of last year and compare it with some former years, we cannot help feeling alarmed at the rapid increase in our expenditure.

In 1886, the then Opposition leaders, now the members of the Government, condemned in the strongest terms the expenditure of the former year by the then Government of \$3,199,724, and deplored, almost with tears in their eyes, the state of affairs in the most decided manner. Now the same parties think nothing of their spending during last year some \$600,000 to \$700,000 over the former mentioned expenditure. They not only approve of this large increase of expenditure which they have ceased lately to deny, but pretend it was necessary in the public interest, as the

Province is increasing in population and wealth, and increasing demands being made upon the Treasury.

I do not pretend that some increase in our annual expenditure may not be necessary, but I do say that nothing like the increased expenditure is justified ; on the contrary it is criminal subversion of the interests of the Province and if continued in must prove disastrous to the country.

It is true the revenue has increased but at the expense of the people, and the increased revenue instead of being employed in wiping off floating liabilities and the use of borrowed money, has been frittered away in providing for payment of useless commissions of various kinds, whereby even members of this House, and political friends of the Government have been compensated for pretended services rendered the Province. In endeavoring to procure political support by a pretended interest in agriculture and colonization matters, by contributions to various objects, scientific and literary and charitable, which should have been left to private enterprise or charity, and it is even publicly said that political supporters of the Government through thick and thin, have been by some means or other rewarded, directly or indirectly, for their services at the expense of the public purse.

The general trade of the country has suffered by the collection of the commercial corporations tax of about \$125,000 to \$130,000 a year. The lumber interest, one of the most important in our Province, has been bled to about \$125,000 a year. About \$100,000 per annum has been obtained additional from licenses to sell intoxicating liquors, actually making money out of the misery and wretchedness of the poor victims of vitiated appetites, without any effort to stop this terrible and widespread evil, in so far as good wise legislation could do it. Other increased sources of revenue might be mentioned, but I forbear lest I weary the Honorable members of this House.

Notwithstanding the increased revenue and the large amounts deposited by railway companies and the proceeds of the three and a half millions loan, the Province is virtually indebted to a larger amount than ever before, consequent upon the maladministration of the public funds by the Government.

The expenditure for last year exceeded that of the average expenditure of former years by at least \$600,000, and the worst feature of it is that there is little or nothing to show in the way of permanent benefit to the Province for the expenditure made.

The Honorable Treasurer acknowledges that the liabilities of the Province have increased since the present administration by about \$5,000,000, and had increased even during last year. When the last loan of three and a-half millions was sanctioned by the House, the honorable Treasurer produced a list of liabilities which must be met, incurred by his predecessors in office, as he alleged, some of which were due, some not due, and which could only become due by the action of the Government, were all included, in order that the new administration might commence with a clean sheet.

Well, the three and a half million loan is exhausted, the liabilities, or pretended liabilities of the old Government not all paid, and yet the provincial debt is increasing and at a pretty fast rate, too, although the Government when they entered office were to have no more deficits, no increased taxation, no increased debt, but everything was to move in direct contrast to former administrations—we were to have the millennium without doubt in financial matters.

Well Mr. Speaker, how has this beautiful programme been carried out? The Honorable Treasurer says: "We could not resist the demands made upon us, as population increased, etc., and we have been obliged to increase the debt a little." I call it, in face of his previous declarations of his increased revenue and the large amounts virtually temporary loans, by far too large, and more than we had any reason to expect if we had confidence in what he said formerly, I was going to say the cheek of the Honorable Treasurer, but that might not be quite parliamentary, and so I withdraw the word and put it in a milder form and say the modesty of the honorable Treasurer was refreshing when, after entertaining the House with the numerous deficits of the former Government, caused, as made out by him, largely by his charging public works of various kinds to ordinary expenditure and by the large expenditure on railways and the department and Parliamentary buildings, I say he had the modesty to hint that these buildings should be considered as an asset of the Province and reduce our liabilities by their cost, say, \$1,500,000, just as if he had built them under his regime and still had surplus upon surplus year by year. I hope my Honorable friend had no visions of our provincial credit being so low that he might have to offer them for sale for a deaf and dumb asylum or a lunatic asylum or art union lottery and other purposes, or some such purpose to raise money with. He forgot to give his predecessors credit for the sale of the North Shore railway and for the railway grant and other monies received from the Dominion Government by his predecessors; the former netting \$7,600,000 and the interest on the latter bringing into the Treasury \$119,700 annually.

It is quite true the sale of the railway figures amongst our assets (I suppose) not having seen the list of assets and liabilities for the past year, but the other monies received as alluded to, amounting to \$2,394,000, will probably not appear, as the honorable Treasurer was shocked some years ago when I claimed that amount in deduction of our liabilities. I allude to this as showing what I mentioned before as characteristic of great men, an absent-mindedness at times of what they don't want to remember.

In bringing down his estimated expenditure before the House, we sometimes hear the honorable Treasurer say : Look at the Conservative expenditure and see how much less our estimate of expenditure is than what they formerly spent. We don't even bring down supplementary estimates as they did ; as our expenditure will be covered for the whole year by what is before the House and see how much less we propose spending than what was previously spent, and no supplementary estimates was submitted last year.

Mr. Speaker, what do we see this year. In every branch of the Government, additional votes required to provide for the expenditure of the current year, the whole amounts voted for 1889 and 1890 being expended during the first six months of the year, although declared sufficient for the whole 12 months when voted by the House.

For example, to meet the expenditure for the current six months there is required :

On Legislation.....	\$ 20,000
On Elections.....	2,500
On Civil Government contingencies.....	11,632
On Administration of Justice and Police.....	37,000
Colonization purposes	2,000
Public Works and Buildings, Repairs, Rents and Insurance, &c.....	40,807
Miscellaneous generally	75,155
Special expenditure.....	101,188
Railways, &c., &c.....	6,000

In all making in round numbers \$296,000, needed to meet the requirements of the present six months of this fiscal year.

There is something I cannot understand about the large expenditure from 1st July last to 31st December last. Last session there was voted for the Crown Lands Department for the whole year some \$160,000, which was all spent during the first six months, and upwards of \$50,000

voted a few days since to meet the expenditure for the current six months. On public works and buildings there was spent the first half of the year some \$92,000, out of the whole year of some \$96,000 or \$97,000, and some \$40,000 more wanted to complete the present year; and so on in other departments of the public service.

The only way I can account for these large sums being wanted is that debts which were incurred the previous year, and should have then been paid, were laid over lest the expenditure should have been found too much for the country to swallow, and paid after 1st July last out of the appropriation made for the current year. If this supposition be correct the difficulty of wanting funds is easily explained, at any rate we are not at all sure that the proposed expenditure for next year will be met out of the present appropriations. I should have mentioned that beside the large supplementary estimates asked for, some \$46,000 was expended under special warrants issued during the year.

The worst feature of the case is that there is no prospect of any diminution of the expenditure in future. The increased representation of several counties proposed will add materially to the cost of legislation in the shape of members' indemnity, increased number of employees, printing expenses and election expenses, with, I fear, in common with many others, no corresponding efficiency in the legislation of the Province. We may look for from \$20,000 to \$30,000 increase in legislative expenses at least.

I have not time, nor do I wish to weary the House with reference to many of the Honorable Treasurer's statements. I may have occasion to refer to these when in committee.

Either increased burdens on the people or further loans to an indefinite amount if the present expenditure is followed up—one or both of these must inevitably follow—I can see no other prospect ahead. I frankly state that such an expenditure is not required to carry on the business of the Province efficiently, and the extra expenditure made by the present administration, I consider unwise, unnecessary and injurious to the best interests of the Province.

I do not expect to accomplish anything in the way of inducing the Government to stop this useless waste of public funds, and in one sense there seems to be little use in expressing an opinion on our financial position, but I have a duty to perform in the public interest, and that is to warn our citizens of the serious position of the Province,

to protest against the extravagance of the administration, and at least clear my skirts of any complicity in what I consider an expenditure of public moneys not required and detrimental to the general welfare.

Silence is sometimes said to be golden, but is not when any wrong needs to be righted; not when a course prejudicial to the interest of the country is systematically followed by the Government; not when this country is suffering, and is likely to suffer, from wasteful administration of public funds of which they are only trustees. Under such circumstances, it becomes every man's duty to endeavor to right such wrongs as exist in our midst, to warn against every course followed which tends to the disadvantage of his fellow-citizens by the action of the Government of the day, and to endeavor to enlighten his fellow-citizens to the true and real position of the country in which we live. I leave this for the present.

There are, Mr. Speaker, two main objections I have to the course of the present administration. First, what I consider a wasteful expenditure of the public funds, too large an expenditure for the interests of the Province and beyond our means. Too much spent for merely political purposes; our credit injured abroad, increasing unnecessarily the liabilities of the Province, and not extending a proper supervision and an economical distribution of the funds at their disposal.

These evils may, however, not necessarily be permanent, the resources of the Province are so large, some of them only partially developed, others wanting development, and others available that a few years' careful honest and economical administration a few years' faithful collection of revenue, and no money spent uselessly and for improper purposes, would gradually bring our finances into a healthy condition again and enable us to improve our country legitimately and constantly, and meet our engagements year by year, and all this I believe without our public service suffering.

But there is a worse state of things amongst us, apparent to every one, the results of which it is impossible to foresee and which are beginning to be felt in the Province even now and will be felt in the Province years hence; the effects of which will prove more disastrous to our people than any mere loss of money—or even increase of the burdens on the people—because it tends, is calculated to and designed to disturb the good feelings and confidence which have hitherto been obtained amongst our people.

This agitation began about the time the present administration came into power, and by means of which they came into office and are kept there to a large extent ; this agitation tends to divide our people into two great divisions of race against race, creed against creed.

In saying this I do not refer to the great proportion of the people whether French Canadian or English speaking. I believe the great bulk of our people wish to live in peace and harmony with their neighbors of different origin and religious belief; are willing to give and take and to allow other nationalities and creeds to enjoy their respective opinions, while holding their own without interference. But there are some who are indefatigable in their endeavors to produce and propagate division between the different creeds and nationalities to be found amongst us and no opportunity is lost to excite and influence the worst feelings and passions of one race against the other.

This is a late feature in our discussion of public questions and began only to any appreciable extent some three years ago, and has been fostered and encouraged by some members of the administration and some of their supporters since.

I cannot in too strong language denounce such proceedings as the most injurious and deplorable course of conduct, whether done by one nationality or the other, which could be adopted. To attempt to rouse this sectional and religious feeling in a community such as ours composed of different races, different religious beliefs, I consider the worst possible thing that could be done in the best interests of the Province; the worst possible thing that could take place in the true interests of the Province. Not only in our Province, but the evil has spread to other provinces, and I dread much the results which such conduct as I have alluded to, will in the future bring to our Dominion.

While this Province was divided politically into two great parties, the Liberal-Conservatives and the Liberals, each striving for what it considered the interest of the Province from their respective standpoints, there were no appeals made to separate creeds and nationalities, or appeals designed to rouse feelings of antagonism of one class against another, and such conduct in the true interests of our Province should not only be discouraged but stamped out by all political parties, otherwise the prospect for our advancement and prosperity are gloomy indeed.

I have lived in a mixed community for nearly fifty years, and the very best feelings and harmony have existed between all classes in the

community, and the question of race and creed was, as it should be, kept out of sight and united efforts were made for the prosperity of the locality and Province. But lately, within a few years, the elements of discord and division have been sown and watered continuously by an industrious few and an attempt made to divide the people into national and creed camps, alike disturbing the previous concord and harmony which existed and which cannot fail, if continued, to set in hostile array those who otherwise might have lived and worked harmoniously together as heretofore.

In making these remarks I am not speaking with any other object than the interest of our Province. If they produce no effect I will at least have done my duty in calling attention to the apprehended dangers ahead and done what I could to avert the many and deplorable evils which must endanger the political system and produce distrust and hard feeling amongst our people and disastrous alike to every citizen, whether French-Canadian or English-speaking.

Mr. Speaker, I have no wish to injure the feelings or wound the sensibilities of any one; far from that; and my object in dwelling upon the race and creed question is to endeavour to prevent a crisis which a portion of our community and a portion of our newspaper press have for the past few years been doing their utmost to bring about for the purpose of obtaining and retaining political power in the state, trying to range nationality against nationality, creed against creed, to the utter overthrow of every sentiment of unity, forbearance and good fellowship which have hitherto existed amongst and between our people of all creeds and nationalities.

Such parties and such newspapers I denounce as traitors to the best interests of our Dominion and especially of our Province. If a conflict is forced on between different nationalities and creeds in the way I have indicated, woe be to our prosperity in the future.

Of this I am sure, if it is expected to drive the English element out of this Province as some hint at and threaten them with all kinds of annoyance and injury, those speaking the English language will be found standing up for their rights shoulder to shoulder, and it will be found that we are here to stay, and means will be adopted to protect ourselves effectually against all aggressors; more than this, Mr. Speaker, it will be found that we will not stand alone, the great majority of our French-Canadian fellow-citizens will make our cause their own and battle for our rights as for their own rights and privileges.

On the other hand those who cry down with the French language, and would interfere with those privileges and rights the French have obtained in other provinces, will find arrayed in favor of our French-Canadian fellow-citizens a large proportion of those speaking the English language, who will never allow or permit an infringement of those rights and privileges to which they, the French-Canadians, are entitled to as British subjects, being under the English flag, which they, in common with the English, equally love and will defend against all comers.

Mr. Speaker, the way to prevent any conflict between our people of different races and creeds, is by pursuing an entirely opposite course to that I have referred to.

We ought to avoid anything like exciting the feelings or prejudices of one class against another; to look at the good points, and make allowances for different education, different temperament and different religious instruction of those we come in contact with; to lay aside all differences as respects race or creed in thinking, talking or acting on all public questions, and to be willing to surrender our views to those who may differ from us and to grant what they want, so long as no damage is done to the rights of others or injury to the state.

This would only be carrying into effect the example of those great men who have acted in public for many years, only carrying out the practice formerly followed by all our people previous to the time when a certain class of persons, to obtain a certain preeminence before the public, introduced division, by working upon the baser part of poor human nature, adopted for personal aggrandisement and political purposes.

I have to thank you, Mr. Speaker, and the honourable members of this House, for the kind attention received at your hands. I shall only add my sincere prayer that all our efforts in the future may be guided and directed to promote the best interests and prosperity of our Province, and that party cries, party strife, may become less and less and soon disappear from amongst us, and peace and harmony prevail as heretofore throughout our entire country.



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du samedi, 8 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

La Chambre se forme en comité des subsides.

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille paistres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

L'honorable M. TAILLON fait certaines remarques au sujet du crédit de \$1,000 pour conférences agricoles. Il propose au gouvernement de distribuer cet argent à discrétion, suivant les circonstances, plutôt que d'accorder une somme fixée pour chaque conférence.

Le mode actuel a des inconvénients qu'il indique. Il mentionne avec éloge les noms de conférenciers, comme MM. Casavant, Foucher, Marsan et autres, dont les connaissances pratiques en agriculture sont très importantes à populariser.

A propos des conférences donnés par M. Méderic Foucher, de St. Jacques de l'Achiquan, il parle des développements que la culture du tabac a pris et les beaux profits qu'elle rapporte déjà dans certaines parties de la Province, notamment dans le comté de Montcalm.

L'honorable M. RHODES en convient. \$1,000 seulement sont votées pour ces conférences ; une somme plus considérable pourrait être dépensée. Cela est entre les mains de la Chambre, ce n'est pas une question politique.

M. BEAUCHAMP et l'honorable M. BLANCHET parlent aussi agriculture.

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de rapatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE relève une inexactitude qu'un journal des Etats-Unis met dans la bouche de M. Choquette, agent de rapatriement. Ce monsieur aurait dit qu'une des causes de l'émigration est le fait que les lois des Etats-Unis protègent mieux l'ouvrier en ce qu'elles exemptent de saisie ses meubles et son salaire. Le fait est que la saisie existe là-bas comme ici.

M. LUSSIER proteste contre ce crédit du rapatriement. C'est, dit-il, de l'argent mal dépensé, puisqu'il est établi que le projet de rapatriement n'est pas réalisable. Les agents sont les seuls à en profiter.

L'honorable M. MERCIER dit que l'idée du rapatriement n'est pas morte et qu'il vaut mieux laisser l'item pour une année encore. C'est une question remplie de difficultés et d'incertitudes. Le travail des trois agents nommés par le gouvernement n'a pas été un succès. Ils ont fait chacun un rapport. Celui de M. Choquette est bien fait. Il laisse à la Chambre le soin de juger le mérite des deux autres.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du lundi, 10 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.40 heures.

L'honorable M. BLANCHET propose, secondé par M. TESSIER (Portneuf.)

Qu'attendu que la construction d'un chemin de fer partant de Québec pour se continuer sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la baie Saint-Charles, sur la côte du Labrador, offrirait au commerce de l'ouest, de la Colombie, de la Chine, du Japon et de l'Australie, une voie beaucoup plus courte et plus économique, pour le transport des malles, des passagers et des marchandises, en Angleterre et en Europe, que toute autre voie ferrée sur ce continent, ainsi que le démontre le tableau suivant :

TABEAU DES DISTANCES

Accusant l'économie de temps effectuée pour les voyageurs, les malles et le trafic rapide entre l'Amérique du Nord et l'Angleterre, *via* la nouvelle route projetée : *The North Canadian Atlantic Railway and Steamship Company.*

				Jours.	Heures.
De Chicago à New-York <i>via</i> Pennsylvania Railroad....	936 milles, à 40 milles à l'heure			0	23½
De New-York à Liverpool par la ligne de steamers la plus rapide.....	3052 “ à 20 “ à “			6	8½
Ensemble.....	3988			7	8
De Chicago à la baie St Charles <i>via</i> North Canadian Atlantic.....	1880 “ à 40 “ à “			1	23½
De la Baie St Charles à Milford Haven, Angleterre.....	1700 “ à 20 “ à “			3	13
Ensemble.....	3580			5	12
De New-York à St-Charles.....	1394 “ à 40 “ à “			1	10½
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 “ à 20 “ à “			3	13
	3094 (économie de temps, 1 jour, 8½ h.)			4	23½
De Toronto à la baie St-Charles.....	1360 milles, à 40 milles à l'heure			1	10
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 “ à 20 “ à “			3	13
Ensemble.....	3060			4	23

TABLEAU DES DISTANCES—*Suite*

		Jours.	Lettres.
De Montréal à la baie St-Charles.....	1016 milles, à 40 milles à l'heure	1	01½
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "	3	13
Ensemble... ..	2716	4	14½
De Québec à la Baie St-Charles.....	844 milles, à 40 milles à l'heure	0	21
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "	3	13
Ensemble.....	2544	4	10
Economie de voyage sur mer, gagnée sur le trajet par New-York	1352 milles	soit	2 19½

Attendu que l'établissement de cette ligne développerait à un haut degré le commerce des principales villes de la Puissance et favoriserait, dans notre Province, le développement de nos industries et de nos ressources agricoles ;

Attendu que cette Province retirerait des bénéfices importants de cette entreprise par l'ouverture et l'exploitation de nombreuses mines, des dépôts de guano, des carrières de marbre et de pierre d'ornementation qui existent sur cette partie de notre territoire, et offrirait à la population disséminée sur le littoral du St-Laurent, de nouveaux moyens d'existence et un moyen facile de disposer des produits de leur pêche ;

Il soit, en conséquence, résolu :

Que, sans se lier à accorder aucune subvention pour la construction de ce chemin de fer, cette Chambre est d'avis que sa construction serait grandement avantageuse à cette Province et à la Puissance en général.

L'honorable M. BLANCHET dit que l'importance de construire ce chemin ne peut être discutée par ceux qui connaissent la géographie du pays et les besoins du commerce.

Le chemin de fer canadien du Pacifique a été construit pour amener le commerce de l'Ouest dans nos grandes villes. Le chemin projeté compléterait l'œuvre du Pacifique et nous assurerait à jamais le commerce de l'ouest en abrégant la route qu'il faut suivre pour aller en Europe. Ce chemin diminuerait de 1,132 milles le voyage par eau et raccourcirait de près de trois jours le trajet entre les grandes villes du Canada, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Ce ne serait pas une route hostile au Grand-Tronc ni au Pacifique, car le commerce continuerait de passer sur ces voies. Mais au lieu de

prendre la route des Etats-Unis, le commerce se rendrait directement à Québec.

Il a déjà été question d'une ligne courte, dont la Chambre a approuvé le projet. Cette ligne ne pourra que bénéficier de la ligne mentionnée dans les présentes résolutions.

La province de Québec retirerait de grands avantages de la construction de ce chemin de la côte nord, qui ouvrirait à l'industrie la région du Labrador si riche en ressources.

Au point de vue du Canada, ce chemin serait aussi très avantageux en offrant au commerce une voie sûre, courte, économique, sans rivale comme route commerciale.

C'est une entreprise immense, dira-t-on. Mais quand on a commencé le Pacifique, la même objection se faisait. Des difficultés prétendues insurmontables ont été surmontées dans la construction de ce chemin. Au reste le projet est réalisable au dire d'ingénieurs éminents.

M. TESSIER (Rimouski) seconde la motion avec beaucoup de plaisir, c'est une question nationale. Il n'y a pas de doute que cette route est la plus courte et il a raison de croire qu'elle est praticable.

L'honorable M. TAILLON propose que l'on donne à cette résolution la même forme qu'à celles relatives au chemin de fer de Témiscouata. C'est-à-dire que la Chambre tout en exprimant son opinion en faveur du projet ve veut pas faire croire qu'elle serait prête à contribuer à la construction du chemin

L'honorable M. MERCIER.—Je renonce à la faveur que l'honorable chef de l'opposition veut me faire. Il a insisté l'autre jour pour que l'on mit dans les résolutions, à propos du chemin de fer de Témiscouata, que la Chambre ne voulait pas s'engager à accorder des subsides. J'ai accepté cet amendement pour avoir l'unanimité de la Chambre.

Je suis convaincu que ce projet est grand et qu'il favoriserait énormément les intérêts de la Province; qu'il attirerait ici tout le commerce de l'ouest.

Le jour où nous aurions ce chemin de fer, nous aurions tout le commerce de l'ouest et le Canada deviendrait le pays par où passerait tout le trafic.

Je ne puis pas, en conséquence, mettre d'obstacle à ces résolutions que je favorise de tout mon cœur, et j'espère qu'elles seront adoptées à l'unanimité telles qu'elles sont.

Je comprends le sentiment de délicatesse du chef de l'opposition. L'autre jour, il a cru qu'il fallait faire un amendement aux résolutions que je proposais. J'ai accepté cet amendement; la Chambre a déclaré qu'elle ne s'engageait à payer aucun subside. Par les présentes résolutions la Chambre ne s'engage pas à donner des subsides, non plus. Je ne suis pas prêt à dire que, dans ce cas-ci, le chemin peut se construire sans que la Province donne aucun subside, et je ne voudrais pas une expression d'opinion contre ce que je considère être l'intérêt actuel de la Province.

Si l'honorable chef de l'opposition veut m'en croire, il n'insistera pas sur sa demande et nous accepterons ces résolutions à l'unanimité. Cependant l'honorable député de la Beauce est maître de ses résolutions. S'il veut y consentir, c'est son affaire. Quant à moi, je préférerais que l'honorable chef de l'opposition n'insistât pas sur son amendement.

M. BOYER croit qu'il est impossible de rien faire de bon avec un tel projet. La province de Québec n'en retirera rien, car la région est absolument désolée. La côte est sillonnée de rivières très larges; pendant sept mois de l'année, la neige et la glace l'empêchera de fonctionner. Il ne sera ouvert que pendant quelques mois d'été, c'est-à-dire précisément lorsqu'on n'en aura pas besoin. Il croit qu'il faut insérer dans cette résolution une clause semblable à celle insérée dans la résolution concernant le chemin de fer de Témiscouata.

M. BERNATCHEZ est d'opinion qu'il est inutile d'insérer une clause de ce genre.

L'honorable M. FLYNN dit que les résolutions du député de Beauce sont acceptables comme proposition abstraite. La Chambre n'a pas de renseignements officiels suffisants pour l'accepter autrement. L'état actuel de nos finances est tel que le gouvernement ne peut subventionner d'une manière générale toutes les entreprises de voie ferrée. D'un autre côté, on ne peut pas enrayer le progrès dans ce sens. Il ne faut pas perdre de vue les entreprises de chemins de fer commencées de bonne

foi, mais l'action du gouvernement, quant aux subventions, doit se borner à ces entreprises pour lesquelles il y a des engagements exprès ou tacites.

L'honorable M. MERCIER.—Croyez-vous que nous devenions jamais assez riches pour entreprendre un tel travail ?

L'honorable M. FLYNN convient que le gouvernement ne peut avoir telle intention, mais prétend que, sans une clause prudente, les promoteurs pourraient croire que la Législature est disposée à aider. Il est d'ailleurs plus favorable aux chemins de fer de la rive sud.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE dit que le pays du Labrador n'est pas précisément un Eldorado, mais renferme certainement des richesses qui méritent d'être exploitées, surtout en fait de pierres ornementales, granites, porphyres, etc., près de la mer et à portée des navires qui pourraient les transporter. Il a, lui-même, visité cinq fois le Labrador. Dans l'intérieur, il y a tout ce qu'il faut pour faire passer une voie ferrée qui raccourcirait de beaucoup le voyage transatlantique. Il cite un résumé qu'il a fait lui-même du rapport de M. de Puyjalon. Le climat du Labrador ne diffère pas sensiblement de celui de Québec, il y a moins de neige ; en quelques endroits les arbres atteignent une grande hauteur.

* * *

Sur motion de M. CASGRAIN, secondé par M. DUPLESSIS,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de tous rapports ou comptes rendus, concernant l'emploi, par Mgr Guay, P. A., des sommes suivantes, savoir : \$2,000 pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche, (Comptes publics 1888, page 107), \$800 pour aider aux sauvages de Ristigouche, (Comptes publics 1888, page 107.)

M. CASGRAIN dit que le gouvernement a accordé un montant pour la construction d'un hôpital et l'on dit que cet argent a été dépensé pour la construction d'un presbytère.

Le but de la motion qui demande ces documents est de rassurer le public sur ce sujet.

L'honorable M. MERCIER.—\$2,000 ont été accordées à Mgr Guay pour un hôpital. Vu les circonstances particulières où il se trouve, Mgr Guay a fait construire un édifice qui sert de presbytère et d'hôpital.

Sur motion de l'honorable M. BLANCHET, secondé par l'honorable M. TAILLON,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre:—copie de la correspondance, mémoire adressée à l'honorable Procureur-général, par le Barreau de Québec, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires.

L'honorable M. BLANCHET dit qu'autrefois le gouvernement accordait une certaine aide en argent au rapport des décisions judiciaires, mais ce crédit a cessé de figurer au budget depuis quelques années. On devrait révenir à l'ancienne coutume. Le public en général y est intéressé. Le Barreau a fait ces représentations au gouvernement trop tard, à cette session, mais il est à espérer que, l'année prochaine, la légère somme que nous demandons sera accordée.

Il a soumis dernièrement au conseil général du Barreau, un projet en vertu duquel au lieu de six gros volumes, ces rapports seraient condensés en trois petits. Ce serait d'un grand secours surtout pour les conseils municipaux et autres corps publics. La rédaction des nouveaux rapports serait aussi mieux soignée. Son but enfin est de trouver un moyen de fournir des décisions judiciaires plus correctes, plus lucides, plus condensées et plus utiles. Le Barreau est prêt à subvenir à une partie de la dépense.

L'honorable M. TURCOTTE.—Je félicite mon honorable ami d'avoir fait la suggestion qu'il vient de faire. C'est un excellent moyen de conserver nos décisions judiciaires et d'établir une jurisprudence uniforme. Il n'y a pas de doute que la plupart des honorables députés de cette Chambre savent que pendant un grand nombre d'années, nous avons payé une somme de trois à quatre mille piastres par année pour la publication de divers rapports judiciaires et l'on sait comment étaient faits ces rapports. Il n'y avait pas d'uniformité. On trouvait souvent les mêmes discours dans les différents rapports. Il n'y avait absolument aucun système de suivi.

L'honorable député demande une aide modeste.

Nous avons répondu à la députation qui est venue auprès du gouvernement que leur demande venait trop tard pour cette année. Mais que le gouvernement était prêt à faire quelque chose l'année prochaine. Ces rapports judiciaires sont non-seulement dans l'intérêt du Barreau mais sont dans l'intérêt même de la Province.

La Chambre a pendant un grand nombre d'années souscrit \$3,000 ou \$4,000. C'est parce qu'elle considérait que c'était utile, non seulement pour le Barreau, mais encore pour la Province.

Le Barreau a demandé, par sa députation, si le gouvernement était décidé à venir en aide au Barreau par un vote de \$2,000. Le gouvernement a fait la réponse que je viens de dire. Le gouvernement est en faveur de cette entreprise. Le Barreau en retirera de grands avantages. Nous aurons un système de rapports qui seront faits par un comité composé d'avocats distingués. Ce comité fera deux sortes de rapports. Il y aura le rapport de la Cour d'Appel : et il y aura deux rapports de la Cour Supérieure, l'un à Québec et l'autre à Montréal. Ces rapports, avant d'être publiés, seront soumis à l'examen des juges qui auront rendu ces jugements. Nous viendrons ainsi à avoir quelque chose de précieux, non seulement pour le Barreau mais encore pour la province de Québec.

Sur motion de M. PILON, secondé par M. CARDIN,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes, des terres de la Couronne, obtenues par Jacques Picard, député de Wolfe et Richmond :

CONCESSIONS A JACQUES PICARD.

		Acres.
1884		
Décembre	24.—Lot 3, rang 6, dans le canton de Ham.....	43
1882		
Mai	9.— $\frac{1}{2}$ et E. du lot 3, rang 10.....	100
1887		
Août	11.— $\frac{1}{2}$ et E. du lot 2, rang 8.....	82 $\frac{1}{2}$
1889		
Juin	16.— $\frac{3}{4}$ et E du lot 9, rang 6, Wotton.....	12 $\frac{3}{4}$
1884		
Janvier	29.—Lot 16 dans A, lots 15, 16, 17, 18, dans B.....	6

CONCESSIONS A JACQUES PICARD.—*Suite.*

		Acres.
1885		
Mai	7.—Lots 33, 34, rang 6.....	100
1885		
Mai	7.—Lot 32, rang 6.....	50
1888		
Juin	14.—Lot 64, rang 7..	50
1889		
Juillet	29.—Lot 45, rang 2.....	50
1889		
Août	9.—Lot 48, rang 7, dans St. Camille.....	50
1880		
Décembre	3.—Lot B, rang 9, dans le village de St. Hippolyte...	48
1869		
Avril	8.—Lot 16, dans H. et 15 et 16 dans T.....	3
1885		
Mai	1.—Lots 13-14 dans 3 et 10, 11, 12, 13 et 14 dans 4....	6
1889		
Août	9.—Lot 1, dans 1.....	17½
"	—Lots 1-2 dans 2.....	
"	—Lots 1-2-3 et 6 dans 4	
"	—Lots 1-2-3-6-7 et 8 dans 5	
"	—Lots 1-2-3-4-5-6-7 et 8 dans 6	
		729½

M. PICARD dit qu'il est prêt à abandonner son siège à la Chambre si le député de Bagot peut prouver qu'il a fait une piastre de profit sur chaque lot ainsi obtenu en son nom. Les lots en question sont possédés aujourd'hui et l'étaient dans le temps que j'ai obtenu les patentes occupées par des colons qui étaient endettés et n'ayant pas d'argent ont voulu profiter de la réduction et se sont adressés à moi pour avoir de l'argent. A leur demande, j'ai pris les patentes en mon nom, comme garantie du prêt.

Sur motion de M. PILON, secondé par M. CARDIN,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes, des terres de la Couronne, obtenues par les MM. Poupore, dans le comté de Pontiac.

CONCESSIONS A JOHN POUPORE.

		Acres.
1877		
Novembre 20.	—Lot 51, du rang 3 de l'Ile aux Allumettes.....	100
1874		
Janvier 12.	—Lot 5 dans 7 ^{me} du village de Chapeau.....	142-30
1869		
Septembre 4.	—Lot 36, rang 4 de Chichester.....	86
1874		
Mars 27.	—Partie en Pointe des lots 23-24 et 25-26 du rang 2 de Chichester.....	220
1874		
Mai 29.	—Lots 13, 14, 17, 27, 28, du rang 2 de Chichester...	480
1875		
Juin 17.	—Lot 30, rang 6, Chichester.....	68
1878		
Janvier 24.	—Lots 19, 20, 21, du rang 9 de Chichester	258
1883		
Mai 14.	—Lot 18, rang 4 Chichester.....	86
1884		
Janvier 3.	—Lot 22, rang 1 Chichester	74
1871		
Mars 28.	—Partie du lot 15, rang 8 dans Sheen.....	30
1877		
Août 17.	—Lots 18, 19, rang 12, Sheen.....	216
		<hr/>
		1760-30

CONCESSIONS A JOHN A. POUPORE.

		Acres.
1871		
Octobre 19.	—Lot 46, rang 2, Ile des Allumettes.....	117
1871		
Novembre 30.	—Lot 47, rang 2, Ile des Allumettes.....	106
		<hr/>
		223

CONCESSIONS A WILLIAM POUPORE, PÈRE.

		Acres.
1872		
Décembre 17.	—Lot 60, rang 2, Ile aux Allumettes.....	100
		<hr/>
		100

CONCESSIONS A JOHN GEORGE B. POUPORE

		Acres.
1874		
Mai	28.—Lot 17, rang est de l'Ile aux Allumettes.....	92
1878		
Mars	7.—Lots 27, 28, rang 6, Chichester.....	195
		<hr/>
		287

CONCESSIONS A WILLIAM J. POUPORE.

		Acres.
1884		
Février	8.—Lot 3, rang 1, Ile aux Allumettes.....	84
1877		
Août	20.—Lot 30, rang 3, Chichester.....	86
1878		
Février	23.—Lot 18, rang 2, Chichester.....	63
1886		
Novembre	23.—Lot 22, rang 3, Chichester.....	65
1886		
Décembre	31.—Lot 4, rang 3, Chichester.....	86
		<hr/>
		384
1878		Acres.
Février	24.—Lot 21, rang 3, Chichester.....	86
		<hr/>
		86

M. PILON dit qu'il n'a jamais mis en doute la parfaite honnêteté du député de Wolfe et Richmond, mais qu'il a demandé ces documents de bonne foi pour l'information du public qui désire savoir si les lots en question sont réellement occupés par des colons.

Mr. POUPORE said he would be very glad when the papers asked for will be brought before the House. It would then be seen that all the patents in question were granted on a sound basis. The reason that so many lots appeared in the name of Poupore was due to the fact that in nine cases out of ten, settlers wishing to take advantage of a reduction of interest which several Governments offered from time to time, came to him and other members of his family before his time and asked them to pay the Government for their lots and, having no security to offer, they

simply gave transfers and thus had the patents issue in the name of Poupore. This was done, always, with the understanding that the lot or lots would be transferred back as soon as the money advanced was paid back. This will at once explain how it is that so many lots appear in the name of Poupore. If this statement was doubted by any Honorable gentleman in the House, he would be glad next summer to have the gentleman so doubting to visit his county and if there was one case discovered where any injustice was done, he would resign his seat in the House. He hoped this explanation would satisfy the member for Bagot.

Sur motion de M. PILON, secondé par M. CARDIN,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes des terres de la Couronne, obtenues par W. Owens, écuyer, dans le comté d'Argenteuil.

CONCESSIONS A W. OWENS.

		Acres.
1880		
Juin	23.— $\frac{1}{2}$ Nord du lot 10, rang 3 de l'augmentation de Sunville	100
1875		
Octobre	6.—Partie Est du lot 27, du rang 6 de Wentworth.....	100
1888		
Janvier	20.—Lots 34-35, du rang 2 d'Arundel.....	200
		<hr/>
		400

Mr. OWENS denied that he had taken advantage of his position to secure these lots. A lot in Sunville was registered in June, 1880, and that in Wentworth in October, 1878, while he had not been elected till 1881. The first lot was bought by the firm of Owens Bros., not for settlement at 30 cents per acre, but as a lumber lot and paid for accordingly. The second lot was taken out by a settler named Chisholm, who met with misfortunes and was unable to pay for the lands. He advanced money to pay off his debts and also for the land, and for security took out a patent in his own name, with the understanding that it was to be transferred to the settler whenever he was able to pay back the money advanced. Now that man was a *bona fide* settler and was doing well. The third lot, one in Arundel, had been taken by him in a similar way, and reverted to the settler, Elijah Cleary, when he was able to repay the money. In all this he had advanced money for the cause of coloniza-

tion and he advised the member for Bagot, instead of endeavoring to make a scandal about it, to do the same himself. But they were all acquainted with the member for Bagot's generosity. It was recorded in the Public Accounts on page 166. Once more he denied that he had ever taken advantage of his position to secure lots, and if the Premier were in the House he would defy him to say the same. The Premier had secured 3,000 acres for colonization, and was paying for them at 30 cents an acre, not buying them as bush land. Was 30 cents sufficient? It was considered, besides, that a person had also to build houses on the lots and make other improvements.

Now, what kind of settlers would the Premier take out with him? If he had to reply to an address moved by him on February 10th, he could tell him that it would be amusing to see the Prime minister under-brushing with some of his colonists. Of course he would not wear his white breeches there. To speak seriously, the Premier had obtained land under false pretences, for it was nothing else. He had secured 3,000 acres of the best land in the Province; land through which a projected railway was to run. Was it for that that the Government subsidized the railway. He hoped that when the papers will be brought down the Premier would realize that he had placed himself in a false position.

M. NANTÉL dit que peut-être le département des terres de la Couronne serait disposé à faire plus pour le Premier Ministre que pour un colon ordinaire. Quant à lui, il n'est pas surpris d'entendre parler de cette affaire, car il sait tout l'amour que le Premier Ministre porte à l'agriculture et au développement du pays.

Mais les transactions dont il s'agit maintenant étaient d'une nature privée et non publique comme celles du Premier Ministre. Pourquoi ce système d'insinuation. Où le député de Bagot a-t-il obtenu ses renseignements, si ce n'est au département des terres de la Couronne?

L'honorable M. DUHAMEL déclare qu'il n'a fourni aucune information.

M. NANTÉL accepte la déclaration, mais il observe que l'honorable Commissaire des terres de la Couronne est bien réticent, quelquefois, lorsque l'opposition demande des renseignements.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je regrette que mon nom ait été mentionné dans cette discussion, je n'attaque jamais personne et je suis toujours exposé à être attaqué. Quels sont les faits ?

Il y a quelque temps, mon ami le député d'Argenteuil jugeait à propos de demander la liste des terrains concédés dans les townships de Clyde et de Salaberry. J'ai dit de suite, dans quelles circonstances j'étais devenu propriétaire de ces lots. J'ai donné la quantité, fait la description du pays et dit dans quel but j'avais acheté. J'ai dit que j'avais si bien l'intention de me soumettre aux règlements, que j'avais payé le premier versement exigé par la loi, une somme assez considérable, ce que tout le monde n'a pas fait, et ce sera prouvé en temps et lieu, et que j'avais donné ordre de suite de bâtir les maisons qu'il fallait, pour me conformer aux règlements. Je croyais l'affaire finie.

J'ai fait préparer les documents, qui seront mis devant la Chambre. Quand M. le député de Bagot, demande la même chose pour mes amis de Wolfe et Richmond, de Pontiac et d'Argenteuil, c'est une tempête. Ai-je fait une tempête moi ? On m'a demandé quels lots j'avais achetés. Je l'ai dit, je n'ai pas voulu en faire un secret. J'ai dit que j'avais voulu acheter pour mes parents, en grande quantité, parce que j'avais l'intention de fonder en cet endroit une colonie spéciale. Les Mercier ont bien le droit de coloniser un canton. Je ne vois pas quel est la loi de la nature qui empêcherait les Mercier de coloniser. Je ne vois pas qu'aucune loi nous en empêche. Qu'on essaye, on ne réussira pas. Depuis que la colonie existe, nous avons colonisé, et peut-être plus que le député d'Argenteuil et nous sommes bien décidés et je le prie ne pas essayer de nous arrêter ; il ne réussira pas.

Parce que le député de Bagot juge à propos de demander quelques renseignements de la même nature, que ceux qui ont été demandés sur mon compte, voilà une tempête. Mon ami de Wolfe et Richmond se fâche, il vient nous parler de Lockwood, de Polette et de toutes espèces de choses. Qu'est-ce que cela a à faire avec la colonisation. Le député de Bagot n'a pas attaqué ces Messieurs. Il n'a que demandé des renseignements, pas plus que le député d'Argenteuil ne m'avait attaqué l'autre jour. Au contraire, il a complimenté ces Messieurs sur leur amour de la colonisation. Il a même dit que la colonisation entre les mains de mon ami de Pontiac ferait des progrès considérables. Et après la grosse colère de mon ami de Wolfe et Richmond, nous avons entendu le député de Pontiac, qui est toujours calme, déclarer ce qu'il avait fait.

Mais quelle colère quand c'est arrivé à mon ami d'Argenteuil ! Quelle colère ! Il a été jusqu'à parler de culottes blanches. Je puis lui dire que

j'aime autant les culottes blanches que certaines culottes jaunes que certaines personnes aiment à porter. Quand à mes culottes blanches, je prie le député d'Argenteuil de ne pas s'en formaliser. Je les porterai quand je voudrai et où je voudrai, sans lui demander permission, pas plus que le Pape n'avait besoin de sa permission pour me permettre d'en porter. Au reste j'aime bien mieux mes culottes blanches que les tabliers que certains hommes portent.

Mon ami d'Argenteuil a fait une prophétie et il a dit que je n'irais pas habiter ces lots. Il n'en sait rien. Je sais qu'il n'aimerait pas à me voir là, parce que c'est un peu proche de lui, et il sait bien que, si j'amenais là une colonie de Mercier, ça ne ferait pas son affaire. Il n'aimerait pas cela, mais on va y aller quand même, parce que je n'ai pas acheté ces terrains pour lui faire plaisir, mais pour coloniser, et ceux qui m'ont attaqué n'aiment pas cela, surtout quand les colons sont Canadiens-français. Il n'y a pas de doute, puisqu'il a voulu entrer sur ce terrain, il est aussi bien de lui donner une bonne leçon parce que le fanatisme est mal placé, surtout dans ce temps-ci, où nous nous montrons si bien disposés à l'égard de la minorité.

Si ç'avait été des Anglais qui auraient acheté ces lots, il est sûr qu'il n'en aurait pas parlé. Mais comme de raison, des Canadiens-français, des catholiques oser aller s'établir près de lui ! Ça jamais ! On n'a pas droit, nous, d'établir des colonies. Lui seul à ce droit. Il ne se gêne pas. Comme on peut le voir par les quantités de terrain qu'il a pris, 1700 acres, il y en a un peu trop pour l'honorable député. Il peut donc être sûr que j'ai acheté ces terrains de bonne foi, dans l'intérêt de la colonisation, et je veux coloniser et, dans quelques années, j'aurai assez colonisé pour débarasser le pays du député d'Argenteuil.

Maintenant, un dernier mot. On a dit, on a insinué que, connaissant que le chemin de fer allait passer là, je m'étais empressé d'acheter ces terrains-là. M. l'Orateur, du moment que je veux coloniser avec ma famille je n'irai pas prendre les plus mauvaises terres, ni me placer aux plus mauvais endroits. Et je dois avoir autant de droit que le député d'Argenteuil de me mettre auprès des chemins de fer. Y a-t-il une loi qui me défende à moi de me mettre près d'un chemin de fer. Est-ce que les chemins de fer ne sont que pour les Anglais, n'ai-je pas le droit de profiter de mes connaissances pour acheter des terrains dans un bon endroit ?

Je remercie bien le député de Terrebonne. Il a fait monter mon crédit. Il a dit que ces terrains que j'ai payés 35 cts allaient valoir \$4 l'acre. J'en suis enchanté, et je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas en avoir acheté plus.

Quand j'ai acheté ces terrains, je me suis mis d'accord avec les règlements du département. Peut-on me reprocher d'autre chose que cela va embarrasser certaines gens de nous voir là ? J'irai le moins possible, mais j'irai.

Maintenant, on a dit que j'avais acheté des maisons à Carleton et à New-Carlisle. Je regrette de dire que, malgré mon désir d'avoir beaucoup de maisons, je n'en ai qu'une à Montréal et si mon ami de Terrebonne veut la voir, s'il me fait l'honneur de me rendre visite, il pourra constater que j'ai non seulement une jolie maison à Montréal, mais que j'ai une bonne cave.

Je n'ai pas de maison, dans la Gaspésie, au moins seul en mon nom, mais nous en avons un certain nombre. Nous avons acheté la succession des Bouthillier pour \$83,000. J'ai mis \$1,000 et ceux qui étaient plus riches ont mis plus. On a continué les affaires. On a travaillé à donner du pain aux pêcheurs et nous avons envoyé 10 vaisseaux l'été dernier pour transporter le poisson, et on m'informe que nous allons avoir un joli dividende.

J'espère M. l'Orateur que cette discussion n'aura pas de suite.

L'honorable M. TAILLON relève les remarques du Premier Ministre. On nous a, dit-il, parlé de culottes et de tabliers, comme si cette Chambre était une chambre de toilette. Le député d'Argenteuil n'a pas contesté au Premier Ministre le droit de porter ses culottes blanches, mais en matière de toilette, on est toujours exposé à la critique et si, on s'habille autrement qu'un enfant de chœur pour se mettre dans le chœur de l'église, il n'y a pas lieu d'être surpris s'il y a des remarques. Mais ce n'est pas une question d'Etat.

Le Premier Ministre dit que le député d'Argenteuil n'aime pas la colonisation. Je crois qu'il se trompe, et la facilité avec laquelle il est élu dans Argenteuil, où il y a beaucoup de colons, dément cette assertion. Le député d'Argenteuil n'est pas, non plus, connu comme un fanatique. Chacun se plaît à lui rendre ce témoignage à part le Premier Ministre.

Non seulement le député d'Argenteuil, mais pas un député anglais dans cette enceinte n'a donné, en aucune circonstance, l'exemple du fanatisme. Ce n'est pas, certes, parce que nos amis anglais n'ont pas jugé à propos de suivre le gouvernement qu'ils doivent être traités injustement et taxés de fanatisme.

Le Premier Ministre a laissé échapper un mot malheureux, quand il a dit: Est-ce que les chemins de fer ne sont faits que pour les Anglais? C'est un de ces mots dont la réparation coûtera peut-être \$10,000. C'est pour réparer l'effet d'imprudentes paroles comme celles-là qu'on donnera \$10,000 à l'Université de Toronto, qui n'en a pas besoin.

On a exprimé l'espoir que cet incident n'aura pas de suite. Les suites n'auraient pas pu en être sérieuses, car l'incident n'a rien de sérieux.

Sur motion de M. BERNATCHEZ, secondé par M. LAFONTAINE,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Résolu, Qu'il est expédient et dans l'intérêt public de déclarer :

1. Que la cédule concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrière de la rive nord, à Québec, soit celle décrétée par la loi 9 Vict., ch. 69;

2. Que l'obligation de commuer les péages soit celle décrétée par la loi 8 Victoria, ch. 55, s. 3;

3. Qu'il soit décrété qu'aucune barrière de péages ne soit érigée à l'entrée des chemins municipaux;

4. Qu'il ne soit pas exigé de péages pour traverser le pont Montmorency.

M. TESSIER (Rimouski).—M. l'Orateur, la question maintenant soumise à cette Chambre n'est pas nouvelle; il s'agit de la Commission des chemins à barrières de la rive nord et des débentures émises par cette commission. L'on veut par les résolutions soumises diminuer les revenus de la commission d'environ trente pour cent; ces revenus sont employés à pourvoir à l'entretien des chemins et des ponts sous le contrôle de cette Commission et à payer partie des intérêts dus sur ces débentures.

Ces revenus sont depuis longtemps insuffisants pour rencontrer les charges et obligations annuelles de la Commission; il s'est accumulé une somme de près de \$200,000 d'arrérages d'intérêt dus depuis longtemps aux porteurs de débentures.

La Commission et les porteurs de débentures se sont à maintes reprises adressés à la Législature pour y exposer leurs griefs ; des comités ont été nommés par la Législature pour examiner les griefs de la Commission et des porteurs de débentures. Ces comités ont fait une étude spéciale de cette affaire, entendu des témoins et chaque fois ils ont fait des rapports favorables à la Commission et aux porteurs de débentures, et ont suggéré différents moyens de venir en aide à la Commission, soit en faisant assumer par le gouvernement une partie de la dette, soit en faisant garantir par le gouvernement l'intérêt dû sur ces débentures à quatre par cent au lieu de six par cent qu'elles portent maintenant, ce qui diminuerait d'une manière notable les obligations de la Commission.

Je pourrais référer cette Chambre au rapport du comité de 1862 dont sir Hector Langevin était le secrétaire, au rapport de 1875 de MM. Defoy, Deblois et Mackay, et au rapport de 1889 fait par l'honorable député de Bagot, président du comité spécial nommé à la dernière session.

L'établissement des chemins à barrières est une exception aux principes ordinaires du droit municipal, qui oblige toutes les municipalités dans la Province à entretenir leurs chemins. La Législature est ici intervenue pour former une Commission qui a pris sous son contrôle les chemins et ponts dans les environs de Québec et a émis en vertu d'actes du parlement des débentures pour un montant d'environ cinq cent mille piastres portant six pour cent d'intérêt.

Elle a mis sur le marché ces débentures et les a toutes négociées au pair à l'exception de quelques-unes au montant de £483. Ainsi la Commission a eu le plein montant des débentures, environ \$450,000, qu'elle a employé à construire, acheter et réparer des ponts et à macadamiser des chemins qui aujourd'hui atteignent soixante-quinze milles.

Les municipalités avoisinant Québec jouissent donc de ponts et de chemins macadamisés qui ne leur ont rien coûté, mais qui ont coûté à la Commission environ \$450,000 payées par les porteurs de débentures ou leurs auteurs,

La Commission n'a pas d'autres revenus que les barrières de péages pour rencontrer ses charges et obligations ; ces péages ne sont pas suffisants pour payer l'entretien des chemins, les intérêts dûs, et cependant l'on veut les réduire, au détriment des porteurs de débentures qui non seulement n'ont pas touché de gros dividendes, mais n'ont pas retiré les intérêts auxquels ils avaient droit.

L'on a augmenté continuellement la longueur des chemins à la charge de la Commission, on l'a obligée de les macadamiser, augmentant ainsi considérablement les charges de la Commission. Si l'on veut diminuer les taux de péages, revenus déjà insuffisants de la Commission, que l'on dégrève la Commission d'une partie de ses obligations.

Si l'on veut abolir complètement les péages, prétendra-t-on que les porteurs de débentures entretiendront ces chemins et ponts ? Qui les entretiendra ? Alors les commissaires des chemins à barrières remettraient aux municipalités des chemins macadamisés faits avec l'argent des porteurs de débentures ; il ne serait que juste que les municipalités payent l'intérêt du capital dépensé et employé dans leurs chemins pour les macadamiser. Si les municipalités avaient elles-mêmes macadamisé ces chemins, elles auraient été obligées d'y employer le capital payé par les porteurs de débentures. Elles auraient fait des emprunts pour cela et en auraient payé l'intérêt. Ces résolutions ne pourvoient à rien de semblables ; elles dépouillent sans façon la Commission et par conséquent les porteurs, sans s'occuper des droits acquis.

Le tarif actuel date de 1855 et depuis l'on n'y a fait aucun changement notable ; maintenant l'on voudrait revenir au tarif de 1846. La Commission a émis des débentures pour un montant de près de \$200,000 et les a mises sur le marché depuis ce tarif de 1855, et c'est sur la foi de ce tarif que des particuliers, des communautés religieuses ont acheté ces dernières débentures.

J'ajouterai ici que la corporation des pilotes a pour environ \$25,000 de débentures et les intérêts qu'elle en retire sont appliqués à faire vivre et à aider les veuves et orphelins des pilotes.

Avant de terminer, je trouve que l'on fait une étrange confusion entre les porteurs des débentures et les commissaires. Les commissaires de 1841 à 1884 étaient tous nommés par le gouvernement et devaient rendre compte chaque année de leur administration ; les porteurs des débentures n'avaient aucun contrôle sur l'administration et ne peuvent en conséquence en être tenus responsables ; tout ce à quoi ils ont droit de s'attendre, c'est de recevoir les intérêts qui leur sont dus et qui ne leur ont pas été payés parce que les revenus de la commission sont insuffisants.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer comme amendement, secondé par le député de Portneuf,—que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans trois mois à dater d'aujourd'hui ” soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. DECHENE (l'Islet).—M. l'Orateur, je regrette de prendre la position que je prends en ce moment, mais j'ai un devoir à remplir, je le remplirai.

L'honorable député nous a lu une pétition signée par un nombre considérable de porteurs de débentures; mais entre les intérêts de ces 30 signataires et ceux des 100,000 citoyens des environs de Québec, il n'y a pas à hésiter.

Nous devons voir aux intérêts de Québec.

L'honorable député dit que les intérêts ne sont pas payés sur les débentures même au taux actuel, mais ce n'est pas notre faute si on a fait une spéculation malheureuse. Je le regrette vivement. Mais le projet de loi actuel est fait non seulement dans l'intérêt des agriculteurs et des pauvres contre les capitalistes, mais il a pour but de mettre fin à un abus qui existe depuis 33 ans, contrairement aux lois les plus formelles.

Il suffit de jeter un regard sur la loi de la Commission des chemins à barrières pour voir que les intérêts du public sont maltraités. On se plaint que les porteurs de débentures ne recevront pas d'intérêts et que le gouvernement devrait les rembourser, mais est-ce que les gens qui ont mis des capitaux dans des entreprises qui ont mal tourné, dans la banque Nationale par exemple, viennent demander au gouvernement de leur rembourser leurs capitaux ?

On dit que c'est une protection des droits acquis. Non. Quand vous avez acheté vos débentures vous connaissiez la loi et vous ne pouviez pas vous attendre que plus tard on viendrait devant la Législature pour demander une augmentation de tarif. Vous avez réussi à faire une augmentation de tarif. Aujourd'hui, on veut vous remettre dans la position où vous étiez quand vous avez acheté vos premières débentures. Y a-t-il là injustice ?

Nous venons demander à la Législature d'oter cette augmentation que vous avez fait mettre dans votre intérêt, mais contrairement aux intérêts de la ville de Québec et des municipalités environnantes.

Le système des barrières est contraire aux intérêts de ces municipalités. Quand ce système a été inauguré on ne payait qu'une fois par jour aux barrières : depuis ce temps, on a changé la loi et, chaque fois qu'un cultivateur vient en ville, viendrait-il vingt fois par jour, il faut qu'il paie. De plus, il est obligé de payer sur le pont Dorchester et sur le pont de Montmorency.

Quand on a mis ces péages sur le pont de Montmorency, on avait l'intention de construire un pont suspendu. Ce pont a été construit, mais il s'est écroulé quelques années après. Malgré cela, on fait encore payer comme s'il existait.

Dans la loi qui a constitué la commission des chemins à barrières, on disait qu'on pourrait émettre des débentures jusqu'au montant de £25,000 louis. Vous pourrez ensuite émettre des débentures pour un plus haut montant, mais à la condition que vous paierez auparavant le capital et les intérêts des £25,000 louis. Cependant, malgré cette loi, les porteurs de débentures ont touché les intérêts sur les dernières débentures, avant que le capital de £25,000 louis eût été payé.

On nous dit aujourd'hui : Vous voulez nous enlever nos droits acquis. Lorsque ces messieurs ont agi en violation de la loi, ils n'ont pas le droit de se plaindre.

Quels que soient les services que la Commission ait rendus aux municipalités, je ne vois pas qu'elle ait le droit de violer la loi.

C'est pénible pour les porteurs de débentures de se voir privés de l'intérêt de leur argent, mais enfin, c'est une spéculation comme une autre, je ne vois pas qu'ils aient à se plaindre.

Y a-t-il de la spoliation à remettre les gens dans le même état qu'ils étaient. Nous leur disons : Vous vous attendiez à avoir 4 p. c. d'intérêt : nous vous remettons dans le même état. Il n'y a pas de spoliation.

J'appelle l'attention des députés de cette Chambre sur ce fait. C'est qu'au lieu de mettre plusieurs barrières sur le chemin on n'en met qu'une et on fait payer à un homme qui parcourt un mille de chemin le même prix qu'à un homme qui a parcouru le chemin sur toute sa longueur. On devrait établir les taux de péage d'une manière proportionnelle. C'est la compagnie qui fait la spoliation, quand elle nous oblige de payer pour un pont suspendu qui n'existe pas.

Pour toutes ces raisons, je voterai pour la proposition de l'honorable député de Montmagny.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mardi après-midi, 11 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.40 heures.

L'honorable M. MERCIER propose qu'à partir de jeudi prochain, il y ait chaque jour trois séances distinctes.

L'honorable M. TAILLON observe qu'il y a encore trop à faire devant le comité des Comptes publics pour permettre d'avoir trois séances par jour. Il est difficile de dire au juste quand l'opposition aura eu tous les renseignements qu'elle désire devant ce comité. Ce n'est le désir de personne de retarder inutilement la prorogation de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre vendredi, le 7 mars courant, concernant les droits de pêche.

Sur motion de l'honorable M. MERCIER, secondé par l'honorable M. SHEHYN,

Résolu, nemine contradicente, Que copie de ces résolutions soient transmises, de la manière ordinaire, aux autorités fédérales, aux Lieutenants-Gouverneurs et aux Conseils exécutifs de chaque province de la Confédération.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je crois que ceux qui ont lu les résolutions sont en état de les discuter. Elles donnent tous les détails désirables, mais enfin je n'ai pas d'objection à expliquer rapidement les raisons pour lesquelles le gouvernement amène ces résolutions.

Si l'on veut me donner dix minutes d'attention, je crois pouvoir satisfaire à Chambre.

Le 26 décembre dernier le gouvernement fédéral a passé un arrêté en conseil déclarant ce qui suit, demandant que la vente qui avait été annoncée pour les droits de pêche fût suspendue indéfiniment. De suite, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a répondu ce qui suit :

“ J'ai de suite transmis cette lettre, ainsi que la copie du dit ordre en conseil, au Premier Ministre, et j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est point possible, dans les circonstances, pour mon gouvernement, de se rendre au désir exprimé dans le dit ordre en conseil.”

Cet ordre en conseil a été passé le 26 décembre, mais il n'a été reçu que le 7 janvier par le Lieutenant-Gouverneur, c'est-à-dire l'avant-veille de la vente. On se demandera pourquoi ce délai, et tout le monde se demandera pourquoi cet arrêté en conseil du 26 décembre n'est arrivé que le 7 janvier. La vente a lieu, mais la réponse du Lieutenant-Gouverneur est envoyée le 8, et avant qu'elle parte de Québec, avant que le Gouverneur-Général en conseil soit informé, un protêt est signifié au Commissaire des terres de la Couronne lui défendant de procéder à la vente.

Que l'on me comprenne bien. Un arrêté en conseil est passé demandant de ne pas procéder à la vente et de la remettre indéfiniment. Cet ordre en conseil est du 26 décembre. On le reçoit le 7 janvier ; le 8, on répond qu'on ne peut pas la remettre dans les circonstances. Mais avant que notre lettre parte de Québec, un protêt est signifié au nom du Gouverneur-Général de ne pas procéder à la vente. On ne s'en tient pas là : on fait signifier après la vente à tous nos acheteurs une copie du protêt, accompagnée de la lettre que voici :

“ Avant de fermer cette lettre, je prendrai la liberté d'appeler votre attention sur le fait que, par ce protêt, le ministre de la marine et des pêcheries, pour les raisons y mentionnées et détaillées, prétend que toutes telles ventes de droits et de privilèges de pêche sont illégales et contraires à la loi, et ne conféreront aucun titre à l'acquéreur.”

C'est-à-dire qu'on vient nous troubler dans la possession de droits que nous exerçons depuis de longues années et qu'on défend en quelque sorte à nos acquéreurs de payer. Heureusement les acquéreurs sont venus nous trouver et sur les explications qu'on leur a données, ils ont consenti à payer.

Quelles sont les raisons données par l'autorité fédérale pour intervenir, pour nous causer ce trouble dans la jouissance de nos droits ?

Les voici : elles sont à la page 2 des résolutions :

“ Le ministre (à savoir, l'honorable ministre de la marine et des pêcheries) fait observer qu'il a été avisé par le ministre de la justice, qu'il a consulté à ce sujet, qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, c'est le Parlement de la Puissance qui a le droit de légiférer sur les pêcheries maritimes et intérieures, et que ce Parlement peut faire des lois relativement aux pêcheries sans égard au fait que la propriété du lit des lacs ou rivières appartienne au gouvernement fédéral, au gouvernement local, ou soit propriété privée : qu'il a aussi le droit de contrôle comprenant le droit d'émettre des licences de pêche dans toutes les eaux du Canada, en vue de régler la prise du poisson, les méthodes de pêche et toutes autres matières comprises dans le contrôle général à ce sujet.”

Ainsi, vous le voyez, M. l'Orateur, nos droits sont attaqués directement, non seulement dans les pêcheries maritimes, mais dans les pêcheries intérieures, sur les lacs comme sur les rivières. Et on va encore plus loin : On nie au propriétaire riverain le droit de prendre du poisson. Le poisson n'appartiendra plus, si on accepte les vues de cet arrêté en conseil, à la province de Québec, quand elle est propriétaire de lots avoisinant les lacs et les rivières, et n'appartiendra pas même au propriétaire riverain si c'est un particulier. Exemple : Vous êtes propriétaire, M. l'Orateur, d'un lot de terre qui donne sur une rivière à l'intérieur. Vous avez joui jusqu'à présent du droit de pêche, vis-à-vis votre propriété. Ce poisson est censé être votre propriété ; c'est votre propriété légalement ; et le gouvernement fédéral vient vous dire : vous n'avez pas le droit de pêcher là, de prendre ce poisson ; ce n'est point votre propriété, mais celle du gouvernement fédéral. C'est-à-dire que c'est le renversement de la doctrine acceptée jusqu'aujourd'hui, comme je vais le démontrer.

Voilà donc un trouble sérieux, nouveau et très grave de la jouissance des droits non seulement de la Province mais encore des droits des particuliers.

Le protêt ajoutait ceci :

“ 1. Que les rivières mentionnées dans le dit ordre en conseil, en autant qu'elles n'étaient pas concédées à l'époque de la passation de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, sont devenues, en vertu des termes exprès de cet acte, la propriété du Canada et que la province de Québec n'a pas de droits et d'intérêts dans ces rivières qu'elle puisse prétendre transférer.”

Il n'est pas possible de nier notre droit plus catégoriquement n'est-ce pas ?

“ 2. Que la vente ou autre transport de droits de pêche sur les bords de la mer ou dans les pêcheries intérieures appartiennent au gouvernement du Canada seul et que le gouvernement d'une province ne peut intervenir à l'encontre de ce droit.”

Donc, j'ai raison de prétendre qu'on nie notre droit. Il n'est pas nécessaire d'insister. L'arrêté en conseil et le protêt nient notre droit de la manière la plus formelle, non-seulement le droit de la Province, mais encore le droit des propriétaires riverains, des particuliers.

Eh bien, je rencontre cet acte par une défense en droit. Je dis : Dans ces résolutions au gouvernement fédéral, vous niez notre droit, vous venez nous troubler dans notre possession ; c'est à l'encontre des termes mêmes de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, à l'encontre des jugements rendus jusqu'aujourd'hui par les plus hauts tribunaux, à l'encontre des droits de la province de Québec. Vous n'avez pas raison.

Voici mes trois prétentions : d'abord, à l'encontre des dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord. Je n'argumenterai pas ce premier point, parcequ'il est trop bien argumenté dans les remarques du juge en chef de la Cour Suprême du Canada, le juge Ritchie, et je ne diminuerai pas la valeur de son argument en y ajoutant quelque chose. Je me contenterai de citer ses paroles :

“ Tel était l'état de choses lors de la Confédération, dit sir William Ritchie, dans la cause de Robertson vs Regina, jugée en 1882. Je suis d'opinion que la législation relative aux pêcheries de l'intérieur et des côtes de la mer que l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, avait en vue, n'avait pas trait à la propriété et aux droits civils ; c'est-à-dire n'avait pas trait à la propriété du lit des rivières ou des pêcheries ou des droits des particuliers dans ces pêcheries, mais aux matières affectant les pêcheries en général et tendant à les régler, les protéger et les conserver ; matières d'un intérêt national et importantes pour le public, telles que la défense de prendre du poisson à des saisons où il y a inconvénient à le faire, d'une manière dommageable ou avec des appareils destructeurs ; les lois relatives à l'amélioration et à l'accroissement des pêcheries ; en d'autres termes, les lois générales destinées à faire bénéficier les propriétaires de pêcheries et le public en général qui est intéressé dans les pêcheries comme source de richesse nationale ou provinciale ; enfin, les lois relatives aux pêcheries telles que celles que les législatures

provinciales, lors de la Confédération et avant, avaient l'habitude de passer pour la réglementation, la conservation et la protection de ces pêcheries, dans lesquelles il ne peut pas être question de la propriété du poisson ou du droit de sortir le poisson de l'eau et d'en faire la propriété de celui qui le sort ainsi de l'eau. La propriété des pêcheries ou du droit de prendre du poisson étant aussi bien la propriété de la Province ou de l'individu que l'est le terrain hors de l'eau ou le terrain recouvert par l'eau." (pp. 18 et 19.)

" Tout le monde doit se soumettre à toutes les lois générales passées par le Parlement du Canada, pour réglementer les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur ; mais ces lois ne doivent pas être en contradiction ni conflit avec le pouvoir législatif des législatures locales, en ce qui concerne la propriété et les droits civils, au delà de ce qui est nécessaire pour légiférer d'une manière générale et efficace pour la réglementation, la protection et la conservation des pêcheries dans l'intérêt du public en général. C'est pourquoi les législatures locales, tout en n'ayant pas le droit de passer des lois affectant la réglementation et la protection des pêcheries, ainsi qu'elles auraient pu le faire avant la Confédération, ont, dans mon opinion, clairement le droit de passer toute loi affectant la propriété de ces pêcheries, ou le transport ou la transmission de cette propriété, en vertu du pouvoir qui leur est conféré de légiférer sur la propriété et les lois civiles dans la Province, d'autant plus que ces lois n'ont aucun rapport avec le droit du parlement de s'occuper de la réglementation et de la protection des pêcheries, ce qui est entièrement séparé et distinct de la propriété des pêcheries." (p. 20.)

" Comme conséquence nécessaire de ce que je viens de dire, le ministre de la marine et des pêcheries n'a pas le droit de louer le lit d'une rivière telle que celle qui nous occupe, quand cette rivière traverse des terrains concédés ou non concédés, et je suis également convaincu que le Parlement du Canada n'a ni le pouvoir législatif ni le droit d'accorder à l'encontre du propriétaire, un permis de pêche, comme étant un privilège ou un droit distinct du droit de propriété du sol, que ce sol soit la propriété de la Province ou d'un particulier. Je ne puis pas concevoir comment il serait possible au ministre des pêcheries d'avoir ce pouvoir à l'égard des terrains qui sont la propriété de la Province et de ne pas avoir le même pouvoir à l'égard des terrains qui sont la propriété des particuliers ; ce privilège ou ce droit appartient aux particuliers en vertu de la propriété qu'ils ont du lit du cours d'eau, et cette propriété, ils l'obtiennent en vertu de la concession faite par le gouvernement général ; pourquoi, alors la Province n'aurait-elle pas le même privilège et le même

droit en vertu de la propriété qu'elle a du sol, des berges et du lit de la rivière ? ”

Ainsi, c'est bien clair, M. l'Orateur, le juge en chef dit : le Parlement du Canada a juridiction pour passer des lois pour régler en général la condition de pêche, à quelle époque la poisson pourra être pris, avec quels instruments il pourra être pris ; mais quant aux permis de pêcher, quant au droit de prendre le poisson, ce poisson étant la propriété de la Province ou des propriétaires riverains, le Parlement du Canada n'a rien à y voir. Voilà ce qui est clairement énoncé par le juge en chef.

Je ne continuerai pas d'avantage la citation du juge en chef. Mes amis ont le texte, ils peuvent le lire. J'en ai lu suffisamment pour démontrer la thèse, mais je terminerai cette partie en lisant les remarques de l'honorable juge Fournier, sur le même sujet. La Cour d'ailleurs était unanime :

“ Il me suffit de déclarer, pour les fins de cette cause, que je suis d'avis, avec l'honorable juge en chef, que le droit de pêche dans les eaux non navigables, est un attribut de la propriété riveraine, que ce soit une Province ou un particulier qui soit propriétaire...” (page 25 du même document).

Maintenant ce jugement a été rendu en 1882.

Dès 1883, la Législature de cette Province a passé l'acte 46 Vic., autorisant la vente des droits de pêche dans les rivières et les lacs intérieurs. Depuis cette époque la loi a été amendée ; elle a été consolidée en 1886, mais elle n'a jamais été désavouée et aucune remontrance n'a été faite contre cette loi, pour la bonne raison que cette loi a été passée à la suite de ce jugement qui réglait la question d'une manière définitive.

Plus que cela, en 1885 et 1886, deux ventes de droits de pêche ont eu lieu avec la même publicité avec les mêmes avis et cependant il n'y a pas eu de remontrances, il n'y a pas eu de protêt.

Depuis cette époque, ceux qui ont acheté des droits de pêche en jouissent librement. Ça été une source de revenu assez considérable pour la Province.

Plus que cela, M. l'Orateur, j'attire l'attention de la Chambre sur ce fait-là, car je le trouve d'une importance extraordinaire : quand le Gouverneur-Général Lansdowne est arrivé ici et qu'il a demandé le droit de pêche dans la grande Cascapédiac, c'est le gouvernement fédéral lui-

même qui s'est adressé au gouvernement de la province de Québec pour obtenir cette permission en faveur de son gouverneur. Et en 1887 et 1888, quand lord Stanley est arrivé, sir H. Langevin m'écrivit une lettre me priant comme acte de courtoisie, de continuer en faveur de lord Stanley, l'exercice du même droit de pêche qui avait été accordé à lord Lansdowne.

Voilà donc nos droits reconnus et par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, et par les juges de la Cour Suprême, et par nos lois passées ici, et par les deux lettres que je viens de mentionner comme venant du gouvernement fédéral.

Et c'est après la jouissance de ces droits incontestés depuis un grand nombre d'années qu'on vient à la dernière heure, au moment où on va procéder à la vente, protester contre cette vente et ensuite protester contre nos acquéreurs et les informer que s'ils payent ils auront à payer une seconde fois !

Je demande en face de tous ces faits que la Chambre prenne une position ferme et vigoureuse. Je ne demande pas qu'on insulte les autorités fédérales ; je demande que l'on affirme nos droits, et je le demande dans les termes que je vais mentionner, mais avant de mentionner ces termes, qu'on me permette de dire ceci : On a déjà attaqué nos droits aux lots de grève. Tout le monde connaît l'ordre en conseil qui nous a été signifié il y a deux ans, réclamant pour le gouvernement fédéral nos lots de grève. Tout le monde sait la réponse que j'ai cru devoir y faire qui se trouve dans les documents devant cette Chambre. On a donc attaqué nos droits aux lots de grève. Maintenant on attaque nos droits aux pêcheries intérieures, les deux sont la conséquence l'une de l'autre et devraient aller comme conséquence fatale.

Maintenant les journaux ont annoncé qu'il y avait certain bill d'introduit à Ottawa pour reconnaître nos droits aux lots de grève et régler la question des pêcheries ; c'est une erreur, j'ai fait venir les actes concernant les pêcheries, ce sont des actes qui règlent purement et simplement des lois sur les pêcheries qui appartiennent au gouvernement fédéral, c'est-à-dire les époques de la pêche, le mode de pêche, enfin tout ce que nous reconnaissons comme étant de la juridiction du gouvernement fédéral. Mais il n'y a pas un mot quant à la propriété du poisson et quant au droit de pêche.

Conséquemment les résolutions ont leur raison d'être.

Quant aux lots de grève, le bill n'a pas encore subi sa deuxième lecture, mais si j'en crois ce que la *Gazette de Montréal* dit du bill, ça ne

changerait pas la position actuelle parce que sir John Thompson a annoncé qu'il allait introduire un bill qui n'est pas encore distribué mais qui a subi sa première lecture non pour reconnaître nos droits mais pour transférer aux provinces certains droits sur les lots de grève ; c'est-à-dire que si nous acceptons ce bill, nous accepterions les prétentions du gouvernement fédéral que le Canada est propriétaire des lots de grève et tout ce que le gouvernement fédéral ne nous aura pas transféré par cet acte restera au gouvernement fédéral. Ce que je voudrais que l'on fit pour finir la difficulté ce serait un acte de reconnaissance dans lequel il serait dit : Le gouvernement du Canada n'a plus aucune prétention sur les lots de grève, et il reconnaît que ces lots de grève sont la propriété des provinces.

De sorte que, M. l'Orateur, dans les circonstances, j'ai l'honneur de proposer le concours sur ces trois résolutions.

Résolu, 1. Que cette Chambre croit de son devoir d'affirmer, de la manière la plus solennelle possible, les droits de pêche de la province de Québec dans les rivières et lacs susdits qu'elle a, possède et dont elle jouit en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de la décision de la Cour Suprême *in re Regina vs. Robertson*, et des actes provinciaux ci-dessus indiqués ;

2. Que cette Chambre espère que l'Exécutif de cette Province prendra tous les moyens constitutionnels et légaux pour résister à cet empiétement des autorités fédérales sur les droits des provinces, et pour faire disparaître le trouble que l'ordre en conseil du 26 décembre dernier, et les procédures subséquentes de la part des autorités fédérales, peuvent causer à la jouissance libre et complète de ces droits de pêche ;

3. Que copies de ces résolutions soient transmises, de la manière ordinaire, aux autorités fédérales et à l'Exécutif de chaque Province de la Confédération.

Comme on le voit, mes résolutions sont fermes et énergiques. Elles ne sont pas blessantes pour les autorités fédérales. Nous revendiquons nos droits, nous les affirmons et nous ne disons rien pour blesser ceux auxquels nous nous adressons. Si le concours a lieu sur ces résolutions j'aurai l'honneur de proposer une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour transmettre ces résolutions tant au gouvernement fédéral qu'aux autres provinces.

L'honorable M. FLYNN approuve les résolutions. Il croit que les prétentions du gouvernement fédéral sont erronées. Le droit de pêche

appartient à la Province ou au propriétaire riverain. L'autorité fédérale ne touche qu'à la police et à la réglementation sur les rivières. La position prise par le gouvernement d'Ottawa, à propos des droits de pêche, est contraire aux vues des gouvernements précédents comme du gouvernement actuel de cette Province.

House in Committee of the Whole on the Bill to amend the Quebec License Act respecting the duty on auction sales.

Mr. HALL expressed regret that it did not abolish all auction duties.

Honorable Mr. FLYNN enquired if the Government was about taking any steps towards meeting the objections to the issue of wholesale liquor licenses.

Honorable Mr. ROBERTSON held that these licenses did a great deal of harm in the country parts, and he thought they should be confined to cities and towns, whose object might be attained by putting the license at say \$200.

Mr. BALDWIN said he was born in the township where he now lived and had always lived. They had a prohibitory by-law and have had it for years, but within the last year they had two licensed dogs' nests to sell liquor at wholesale. They will sell one dozen bottles, deliver one bottle and take pay for one. He hoped something would be done to put a stop to such wholesale dogs' nests. To make it ten gallons instead of two would be better than the present arrangements if we have got to have license at all.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill, concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. MERCIER propose, secondé par l'honorable M. SHEHYN, Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

L'honorable M. TAILLON.—M. l'Orateur, je propose, secondé par l'honorable M. ROBERTSON, que le bill soit de nouveau renvoyé au comité de, toute la Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : “ renvoyé à un comité général de cette Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

1. En retranchant les mots “ depuis et après la fin de la présente session de cette Législature ” au commencement du premier article, et en les remplaçant par les mots : “ à l'avenir.”

2. En retranchant, dans le 3e article, les mots “ advenant la nécessité d'une élection, soit par décès, résignation ou dissolution, ou toute autre cause,” et en ajoutant, après cet article, les mots suivants : “ nonobstant ce qui précède, la représentation de ces districts électoraux ne sera pas changée avant la fin de la présente Législature, excepté dans les cas où il surviendrait une vacance.”

3. En divisant le comté de Rimouski avec les mêmes limites que pour les fins d'enregistrement.

4. En mettant le quartier Est de la division No. 3 de Montréal avec le quartier St-Louis.

J'ai objection au premier article, parce qu'il consacre l'idée d'une dissolution de la Législature après cette session. Je n'ose pas me prononcer sur l'opportunité de dissoudre ou non la Législature, et je crois qu'il ne serait convenable de le faire ni explicitement, ni implicitement. La rédaction de la clause première signifie assez clairement qu'après cette session il y aura dissolution de la Législature. Pourquoi ? Parce qu'il paraîtrait étrange qu'après avoir décidé qu'après cette session, chacun des comtés divisés devra être représenté tel qu'indiqué dans la loi, on laissât la loi privée de son exécution pendant une année. Il paraîtrait aussi étrange que l'on eût en vue de faire des élections uniquement pour ces comtés pour une seule session.

On dit : la clause 3 ne signifie pas qu'il devra y avoir dissolution ni qu'on devra faire des élections pour les comtés divisés.

Mais si l'on ne veut pas d'ambiguïté, il faut que ce qui est écrit puisse non seulement se comprendre, mais qu'il soit impossible de ne pas le comprendre. La rédaction que je propose serait plus claire et elle assurerait au gouvernement toute la liberté dont il a besoin. Si le gouvernement veut demander une dissolution il la demandera.

Quant aux divisions de Montréal, la raison de l'amendement que je propose, est que le quartier St-Jacques est plus grand et plus populeux que le quartier St-Louis et sa population augmentera dans l'avenir. En outre, la plus grande partie du quartier Est appartient plus naturellement au quartier St-Louis qu'au quartier St-Jacques.

—

L'honorable M. MERCIER, ce que j'ai dit reste vrai et je ne demande pas à la Chambre de se prononcer pour ou contre la dissolution.

L'honorable chef de l'opposition dit que c'est une prérogative de la Couronne. C'est une prérogative de la Couronne sous la responsabilité ministérielle. Le temps est passé où le Lieutenant-Gouverneur peut dissoudre la Chambre sans l'avis de ses ministres, et je ne peux pas laisser passer cette affirmation de principes sans protestation.

La dissolution de la Législature se fait sur l'avis et la responsabilité des ministres, et, si l'avis des ministres n'était pas reçu, soit pour, soit contre la dissolution, ils n'ont qu'une chose à faire : c'est de résigner, et alors c'est le devoir du Lieutenant-Gouverneur d'appeler de nouveaux ministres qui vont prendre la responsabilité du refus qu'il a fait de suivre l'avis de leurs prédécesseurs. Il ne s'agit pas de cela dans le moment. J'é l'ai dit tort à l'heure. On discutera vingt heures, cela ne me fera pas changer d'opinion à moi, et cela ne fera pas changer l'opinion du chef de l'opposition.

Je prétends que la clause, telle qu'elle est aujourd'hui, ne nous force pas à une dissolution. Au contraire, elle nous protège contre une dissolution, car si vous admettez que ces comtés divisés n'auraient la représentation additionnelle à laquelle ils ont droit qu'après la dissolution, ce serait une raison très forte pour demander la dissolution immédiate. Est-ce qu'on me comprend bien ? Du moment que vous augmentez la représentation de neuf à dix députés, vous ne devriez pas rencontrer la Législature de nouveau, sans que ces neuf ou dix députés fussent ici et conséquemment ce serait la meilleure raison possible à donner au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir la dissolution. Voilà ce que j'ai dit et je le

répète. S'il n'y a pas de dissolution, des élections partielles auront lieu advenant une vacance.

C'est bien clair. Je n'ai pas besoin de discuter plus longtemps. Si mon ami le chef de l'opposition veut proposer un amendement ce n'est pas ici qu'il le proposera. Je le prierai de le proposer à la troisième lecture de ce bill et de ne pas perdre inutilement le temps de la Chambre devant le comité.

L'amendement de mon honorable ami a pour but de déclarer que ces comtés ne seront divisés et qu'il n'y aura augmentation de la représentation dans ces comtés qu'après la dissolution de la Législature. Je ne peux pas admettre cet amendement. Par exemple si mon ami de Rimouski venait à mourir où s'il résignait, il y aurait une vacance et il faudrait faire l'élection pour deux députés au lieu d'un. Voilà le but de la loi.

M. LEBLANC fait la déclaration suivante :

“ Que dans le mois de septembre 1887, Francis Gourdeau, de la cité d'Ottawa, comptable au département de la marine, fit savoir à Owen Murphy, écuier, de la cité de Québec, député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Québec-Ouest, qu'une certaine propriété située près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa, dans la province de Québec, appartenant à la Couronne, pourrait être acquise à bas prix du gouvernement de la province de Québec et vendue à profit ;

Que dans le dit temps, le dit Gourdeau demanda au dit Murphy, s'il était disposé à s'en rendre acquéreur en société avec lui le dit Gourdeau, avec la stipulation expresse que chaque partie aurait la moitié des profits à être réalisés ;

Que dans le dit mois de septembre 1887, le dit Owen Murphy répondit par télégramme au dit Gourdeau, de commencer immédiatement les négociations ;

Qu'après avoir localisé la dite propriété le dit Owen Murphy s'adressa au département des terres de la Couronne pour s'en faire octroyer la patente ;

Que pour faire la dite demande au département des terres de la Couronne, le dit Owen Murphy se servit de l'intermédiaire d'un nommé George N. Rowe ;

Que dans le dit mois de septembre 1887, L. L. Rivard, surintendant des travaux de la Couronne, fut chargé par le département des terres de

la Couronne, de faire l'évaluation de la dite propriété connue sous le nom de " Table Rock " et de faire un rapport ;

Que le dit L. L. Rivard après avoir visité la propriété, fit un rapport dans lequel la propriété du " Table Rock," contenant environ 300 pieds sur 500, est évaluée à pas moins de *quatre centins* le pied, à cause des immenses avantages qu'offre cette propriété pour l'exploitation du pouvoir d'eau qu'elle renferme ;

Que la superficie réelle de la propriété est de 194,000 pieds, tel qu'il appert par une lettre du dit L. L. Rivard, en date du 25 novembre 1887, ce qui, à raison de 4 cents du pied, donne à la dite propriété une valeur de \$7,776.

Que dans le mois de septembre 1887, l'honorable P. Garneau était Commissaire des terres de la Couronne ;

Qu'en l'année 1887, le dit honorable P. Garneau partit pour l'Europe ; que pendant son absence l'honorable Arthur Turcotte, maintenant Procureur-général de cette Province, a agi comme Commissaire des terres de la Couronne ;

Que sur les instances du dit Owen Murphy, le dit honorable Arthur Turcotte fit faire, le ou vers le 5 novembre 1887, une nouvelle évaluation par un nommé Joseph Rosa, ingénieur civil ; lequel, sans visiter les lieux, fit un rapport disant que le terrain désigné valait de 2 à 2½ cents le pied en superficie, soit \$3,000 à \$3,750 en tout ;

Que le ou vers le 10 janvier 1888, le dit Owen Murphy obtint et fit émaner au nom du dit George N. Rowe, une patente pour la dite propriété connue sous le nom de " Table Rock."

Que le prix stipulé dans la dite patente était de \$3,000, payables par versements annuels de \$600, plus \$100 pour la patente ;

Que subséquemment, le dit Owen Murphy se rendit en la cité d'Ottawa pour visiter la dite propriété ;

Que lors de sa visite à Ottawa et subséquemment, à Québec, le dit Owen Murphy déclara qu'il avait été obligé de payer comme bonus pour obtenir la dite patente et en sus des \$3,000 stipulées comme prix de vente une autre somme de \$3,000, et fit comprendre au dit Gourdeau que le dit bonus avait été payé au dit honorable Arthur Turcotte ;

Que subséquemment un nommé Bate offrit au dit Owen Murphy de se rendre acquéreur de la dite propriété pour le prix de \$6,000 et que le dit Owen Murphy refusa ;

Que dans le mois de septembre 1888, le dit Francis Gourdeau trouva un acquéreur pour la dite propriété au prix de \$12,000 et en fit part au dit Owen Murphy et que vers le 12 septembre 1888, le dit Murphy, en la cité de Montréal, vendit la dite propriété à un nommé Hurdman pour la dite somme de \$12,000 payables comptant ;

Que sous prétexte que le dit Owen Murphy avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 pour l'obtention de la dite patente et malgré les conventions faites en septembre 1887, en vertu desquelles le dit Francis Gourdeau devait avoir la moitié des profits réalisés, le dit Owen Murphy ne voulut allouer et remettre au dit Francis Gourdeau qu'une somme de \$1,900 ;

Que subséquemment, en janvier 1889, le dit Francis Gourdeau ayant appris de diverses personnes que le dit Owen Murphy n'avait pas payé le dit bonus de \$3,000, menaça le dit Owen Murphy de poursuites judiciaires pour se faire remettre la balance de la part à lui revenant ;

Que sur les entrefaites, le ou vers le 7 mars 1889, le dit Owen Murphy fit remettre au dit Francis Gourdeau la somme de \$1000 à deux conditions : 1. Que lui, Gourdeau, remit au dit Murphy toute correspondance échangée entre eux, au sujet de l'achat de la dite propriété, et 2. Que le dit Gourdeau signât un écrit déclarant que le dit Murphy ne lui avait jamais dit qu'il avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 à l'honorable Arthur Turcotte ;

Que, quoique protestant que le dit Murphy lui avait déclaré, tant verbalement que par écrit, à maintes reprises, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, le dit Gourdeau signât le dit écrit, remit au dit Murphy toute la dite correspondance et reçut la dite somme de \$1000 ;

Que la dite propriété connue sous le nom de Table Rock était, lors des faits plus haut relatés, et est encore d'une valeur dépassant de beaucoup le prix mentionné dans la patente, savoir d'une valeur d'au moins \$30,000 ;

Que le dit P. Evariste Leblanc déclare de plus qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Turcotte, pour se faire concéder, sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000 une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ; que le dit Owen Murphy a

déclaré que pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, qu'il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province, un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vrai, elle rendrait deux députés, savoir : le dit honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre et que dans toute cette affaire, les intérêt de la Province ont été sacrifiés, *et qu'il est nécessaire dans l'intérêt de la Province d'instituer une enquête.*

En conséquence, vu la déclaration que je viens de faire, je propose, secondé par M. DUPLESSIS, qu'il soit résolu que dans l'intérêt public et et celui du bon gouvernement de cette Province, et de la dignité de cette Chambre, il soit nommé un comité spécial de cinq membres de cette Chambre pour s'enquérir et faire rapport sur les diverses matières contenues et alléguées dans la susdite déclaration, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers et prendre les témoignages sous serment et par écrit.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je suis d'opinion que le comité doit être refusé : voici pourquoi. Il n'y a rien dans la déclaration qui constitue une accusation réelle. Et quand même les faits mentionnés dans cette déclaration seraient ou ne seraient pas prouvés, le député de Laval n'a pas mis son siège en jeu.

Il y a dans ce document deux faits : Que le député de Québec Ouest s'est servi de son influence auprès du Procureur-général pour acheter une propriété à meilleur marché qu'elle valait. Ce n'est pas une accusation dont la Chambre peut s'occuper. Un député a droit d'acheter, s'il le veut, une propriété pourvu qu'il n'emploie pas de fraude, pourvu qu'il n'y ait pas de conspiration. Il n'y a donc rien dans cette accusation.

Le second fait constitue la partie la plus perfide du document. Si le député de Laval a été prudent, il a été aussi perfide. Il est informé que le député de Québec-Ouest aurait dit à M. Gourdeau qu'il payait \$3,000 au Procureur-général actuel pour avoir cette propriété. Le député de Laval ne dit pas que c'est vrai. Il ne dit pas que les \$3,000 ont été payées, mais il dit qu'un nommé Gourdeau a dit que le député de Québec-Ouest l'avait dit. C'est pas mal loin, cela ; c'est-à-dire que ça se réduit à la déclaration que le nommé Gourdeau aurait dit que le député de Québec-Ouest aurait dit..... Ce n'est rien cela ; ce n'est accepté devant aucune Cour, pas même devant la Cour des Commissaires, et j'espère que ce ne sera pas accepté dans une Chambre comme celle-ci.

Que le député de Laval porte une accusation. Qu'il dise que le Procureur-général ou aucun membre de cette Chambre a reçu une somme de....., quand même ce ne sera que 5 cents, et il aura une enquête. Et s'il a le courage de mettre une accusation au lieu d'une insinuation, l'enquête va lui être accordée. Mais dans ce cas-ci, je crois devoir lui refuser l'enquête. Nous ne sommes pas ici pour ces histoires-là. Nous sommes sérieux, et si on accuse un membre, qu'on l'accuse avec courage, mais qu'on ne procède pas par insinuation. M. Gourdeau a dit que M. le député de Québec-Ouest avait dit..... Ce n'est pas une accusation cela.

On comprend bien l'histoire maintenant. Le député de Laval a donné son secret à la fin de son document. L'accusation est portée non parce que M. Gourdeau a dit que le député de Québec-Ouest avait dit..... pas du tout, mais parce que M. Gourdeau n'a pas réussi à faire chanter le député de Québec-Ouest. Que ces messieurs aillent ailleurs pour faire régler leurs petites difficultés, leurs petites spéculations. Cela ne nous regarde pas.

Cette propriété ne rapportait pas un sou. Nous n'avions jamais eu d'offre pour cette propriété. Nous l'avons vendue ; l'argent est en caisse. Je remercie l'honorable Procureur-général de nous avoir fourni l'occasion d'encaisser de l'argent, au lieu d'avoir dans la rivière un rocher qui ne rapportait rien.

M. l'Orateur, nous attendrons une occasion plus sérieuse pour accorder un comité d'enquête, et j'espère que la majorité de cette Chambre ne tombera pas dans le panneau. Que l'on porte une accusation sérieuse, formelle, contre un député ou un ministre, et l'enquête aura lieu, et elle aura lieu quand même nous devrions siéger jusqu'au mois de juillet.

Si on n'a pas le courage de porter une accusation positive, formelle, notre devoir est de ne pas nous occuper à perdre notre temps et de traiter des histoires de cette nature comme elles le méritent.

L'honorable M. TURCOTTE.—Il y a déjà quelque temps que cette fameuse affaire de Table Rock a été mise devant le pays. Je ne sais pas si on l'a fait pour nuire au gouvernement. Depuis que la transaction a eu lieu, mon nom a été mêlé à cette affaire. Dans le même temps, nos journaux on refuté, comme je refute aujourd'hui, cette accusation injuste. Cette transaction a été parfaitement honnête.

En deux mots, cette transaction est bien simple. Quand on a fait la demande pour acheter ce Table Rock, mon premier devoir a été de consulter M. Taché. J'avais alors l'honneur de remplacer l'honorable M. Garneau qui était commissaire des terres de la Couronne.

Mon premier devoir a été, dis-je, de consulter M. Taché, un homme en qui j'ai la plus grande confiance, un des employés les plus distingués et les plus intelligents que nous ayons dans le département, et sur son conseil, nous avons employé les services de l'ingénieur civil, M. Rosa.

M. Rosa a fait un rapport, et, si le député de Laval veut en prendre connaissance, il peut le faire. Quand ce rapport a été présenté, je n'ai pas hésité à vendre la propriété en question pour \$3,000. La transaction a été faite le plus honnêtement du monde.

Si le député de Laval veut porter contre moi une accusation d'avoir profité de ma position de Commissaire des terres que j'avais l'honneur d'occuper alors, pour mon intérêt personnel, je serais le premier à demander l'enquête. Mais je sais qu'il ne le fera pas, et cela pour deux raisons. Il ne le fera pas, parce qu'il sait que je suis honnête homme d'abord. Il ne le fera pas, en deuxième lieu, parce qu'il sait que l'accusation est fausse.

Seulement, je regrette de voir que le député de Laval procède par insinuation. C'est le procédé le plus indigne dont on puisse se servir. Cette déclaration de l'honorable député va être insérée dans les journaux de cette Chambre.

Mon honorable ami ne porte pas une accusation directe, mais il fait une insinuation. Il dit que M. Gourdeau aurait dit que le député de Québec-Ouest lui aurait dit, que lui, le député de Québec-Ouest aurait été obligé de payer au Commissaire des terres la somme de \$3,000.

Si c'est le but de mon honorable ami d'essayer de compromettre ma réputation avec des insinuations, je ne l'en remercie pas ; j'ai toujours cru avoir affaire à un gentilhomme ; j'ai toujours cru avoir affaire à un homme pour qui on peut avoir de l'estime ; mais en le voyant aujourd'hui employer des insinuations pour jeter du louche sur ma réputation comme ministre de la Couronne, comme celles qu'il emploie aujourd'hui, il me force à croire que je me suis trompé dans l'estime que j'ai eue pour lui.

Mais enfin, mon honorable ami n'est pas capable de porter une accusation directe. S'il la portait, je serais le premier à demander l'enquête, mais je sais qu'il ne le fera pas. Je serais le premier à demander l'enquête afin

qu'il me soit permis de répéter durant cette enquête la déclaration que j'ai faite sous serment devant le comité des Comptes publics à propos de l'affaire Polette, avec laquelle on a essayé de faire tant de bruit.

J'ai eu occasion de déclarer sous serment que je n'avais pas reçu un seul sou et j'ai eu l'occasion de déclarer, depuis 1877, renfermant la date de 1878 à 1879, là où j'ai été accusé de m'être vendu, je n'ai pas reçu un seul sou. Eh bien, mon serment je l'ai fait honnêtement et je suis content d'avoir l'occasion de le dire ce soir à la face du public qui nous entend. Je déclare devant le pays que je n'ai jamais reçu un sou et si le député de Québec-Ouest avait osé m'offrir de l'argent je l'aurais pris par les épaules et je l'aurais mis hors de mon bureau.

Je n'en dirai pas d'avantage. Je regrette que l'on ait accolé mon nom à un prétendu scandale touchant une transaction qui s'est faite honnêtement, dans l'intérêt du public.

L'honorable M. GAGNON dit que la question soulevée par le député de Laval n'est pas une question de privilège et ne peut avoir préséance sur les ordres du jour. Quand la question d'ordre sera décidée, le député de Laval pourra faire une accusation précise et on pourra le rencontrer sur ce terrain. Cette question n'est pas une question de privilège parce que ce n'est pas une affaire nouvelle. Il en a été parlé à la dernière session.

M. CASGRAIN.—La question d'ordre est une manière facile de sortir de la difficulté. Pour la discuter, il faut étudier les faits de la déclaration.

Elle contient deux accusations. D'abord, le député de Québec-Ouest aurait profité de son influence auprès du gouvernement pour acheter au prix de \$3,000 une propriété valant \$30,000. En second lieu, le député de Québec-Ouest est accusé d'avoir dit que le Procureur-général avait exigé de lui un bonus de \$3,000 en rapport avec cette transaction.

Ces deux accusations touchent évidemment au privilège de cette Chambre. Un député qui se serait servi de son influence comme membre de cette Chambre pour obtenir du gouvernement à vil prix une propriété de grande valeur serait indigne de siéger dans cette enceinte. De même que la déclaration du député de Québec-Ouest qu'il aurait dû payer à un membre du gouvernement \$3,000 pour obtenir une vente, le rend indigne de siéger en cette Chambre, si elle est fausse. Si elle est vraie, le mal est pire, puisque l'indignité s'attache au Procureur-général comme au député de Québec-Ouest lui-même.

On dit que c'est une vieille affaire. Mais la transaction n'a été terminée qu'en mars 1889, lorsque le député de Québec-Ouest a dû payer \$1,000 pour retirer des mains de M. Gourdeau une correspondance compromettante. Cela s'est passé après la dernière session et c'est la première occasion que l'opposition a de soulever cette question de privilège.

L'honorable M. TAILLON dit que la déclaration du député de Laval contient des accusations qui, si elles sont vraies, rendraient indignes de siéger en cette Chambre un député et un ministre de la Couronne.

Un député et un ministre conspireraient ensemble pour voler la Province et il n'y aurait pas là de question de privilège. Si cela ne pique pas le palais de nos adversaires, ils ne peuvent pas se flatter de l'avoir délicat.

Il y a deux accusations précises portées par le député de Laval. Les subterfuges du Premier Ministre n'y peuvent rien changer. Il semble qu'un ministre et un député, soucieux de leur dignité, croieraient devoir demander une enquête pour se justifier de ces accusations.

Le chef de l'opposition rappelle que des accusations de même nature ont été faites dans la même forme en cette Chambre en maintes circonstances, notamment sous le gouvernement Joly. Toujours on les a considérées comme des questions de privilège et ceux qui en étaient l'objet se sont empressés de les considérer comme telles et de demander une enquête. Aujourd'hui on se retranche derrière une question d'ordre. On refuse un comité d'enquête sous prétexte qu'il n'y a pas urgence. Le public jugera cette conduite.

L'ORATEUR décide que la formule de la déclaration est strictement suffisante. Quant à l'accusation elle-même il est difficile de dire si elle est de la nature de celles qui doivent avoir préséance sur les ordres du jour. Est-ce une question qui se présente subitement à l'attention de la Chambre et qui nécessite une action immédiate ? Ce n'est pas un fait récent, et on ne peut pas, à mon avis, dire qu'il y ait urgence.

M. MURPHY dit qu'il se bornera exclusivement à nier carrément, positivement et en totalité toutes et chacune des accusations portées contre lui dans la déclaration du député de Laval.

Il déclare de son siège en Chambre que la transaction a été conduite d'une façon scrupuleusement honnête jusque dans ses moindres détails, que pas un centin n'a été reçu ou payé directement ou indirectement d'une façon corrompue dans la vente du Table Rock, ni par l'honorable Procureur-général ou aucun autre membre du gouvernement, à un membre de cette Chambre ou à qui que ce soit, comme il sera bientôt établi par une poursuite judiciaire qu'il a intentée contre le nommé Gourdeau d'Ottawa, qu'il poursuit à cause de ces déclarations libelleuses où, comme il est dit dans la déclaration, il affirme qu'on a eu recours à des manœuvres corruptrices pour forcer le département des terres de la Couronne à vendre à Geo. N. Rowe.

Non seulement cela sera établi à la satisfaction du tribunal, mais il sera aussi prouvé à l'évidence que cette vente était éminemment avantageuse au gouvernement, et que le résultat direct est que le Trésor provincial s'est accru d'une somme de \$3,000 pour une propriété inutile, sans compter que la transaction a induit les propriétaires de moulins sur la Chaudière à payer une somme supplémentaire de \$18,000 pour des droits de grève lorsqu'ils avaient auparavant refusé de reconnaître les droits du gouvernement local à ces lots de grève.

Le lot de grève acheté par M. Rowe a été vendu à profit, par suite d'une circonstance accidentelle qui sera pleinement expliquée en temps et lieux.

Il dit qu'il n'est pas surpris de la ligne de conduite qu'on juge à propos de suivre maintenant. Il a été menacé de persécution politique par un individu qui est venu le voir dans les intérêts de Gourdeau, à moins qu'il discontinue les procédures judiciaires commencées contre ce dernier. Il a alors, comme maintenant, refusé péremptoirement de se prêter à cette tentative de chantage.

Il dit que le député du comté de Québec est l'avocat de Gourdeau, et que n'ayant pas le courage de plaider à l'action maintenant pendante, il cherche à atteindre ses fins par un système de persécution politique. On a fait allusion à certaines lettres qui auraient été écrites à M. Gourdeau et renvoyées ; ceci n'a pas été fait à sa demande. Toutes ces lettres seront produites en cour et seront placées à la disposition du député du comté de Québec par l'avocat de M. Murphy.

Il déclare au député de Laval que dans sa poursuite contre Gourdeau, il sera appelé à rendre témoignage, et aura occasion de dire tout ce qu'il connaît de la transaction. Il espère que le député de Laval pourra

•

fournir certains renseignements quant à la personne, qui il y a environ un an, lorsque le député de Laval s'occupait de l'affaire, s'est introduite subrepticement dans la maison de pension de M. Rowe sous prétexte d'un rendez-vous, et là a volé un paquet de lettres confidentielles au secrétaire de M. Rowe, dans sa chambre.

Relevant certaines observations du chef de l'opposition au sujet du rôle joué par lui dans cette affaire, il le défie d'oser faire la moindre insinuation en dehors de la Chambre, sur sa vie privée ; que s'il le faisait il aurait à se défendre devant les Cours de justice.

ASSEMBÉE LÉGISATIVE

Séance du mercredi, 12 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.30 heures.

Sur motion de M. PICARD, secondé par M. POUPORE,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes plaintes, des déclarations solennelles, des rapports et de toute correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, et M. A. Girouard, garde-forestier, de Stanfold, et de toutes autres personnes, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska.

M. PICARD.—Expose les faits qui l'engagent à faire cette motion. Vers le commencement de juillet dernier, un nommé Houle, sur la demande de A. Girouard, garde-forestier, a pelé 60 cordes de pruche, sur le lot No. 14, 4e rang de Bulstrode, sur lequel M. Hall avait une licence, croyant faire cette écorce pour M. Hall.

Il accuse le gouvernement de ne pas avoir fait son devoir dans certaines circonstances où le garde-forestier avait outrepassé ses pouvoirs, et il espère que le gouvernement rendra justice au colon.

L'honorable M. DUHAMEL.—Je regrette que l'honorable député ait amené cette question devant la Chambre, car il sait parfaitement que la question est réglée et que j'ai donné l'ordre au garde-forestier d'avoir à libérer l'écorce de pruche.

Cet ordre a été donné à la connaissance de l'honorable député, qui n'aurait pas dû amener cette question devant la Chambre, quand il sait parfaitement que sa motion n'a plus lieu d'être. Il plaide bonne foi. C'est une bonne foi d'un nouveau genre. On dit que le garde-forestier est accusé d'avoir voulu spéculer aux dépens du gouvernement.

J'ai appelé le garde-forestier devant moi. Je lui ai demandé s'il avait une défense à offrir, et si la défense qu'il offrira n'est pas trouvée satisfaisante, il sera démis.

L'honorable député dit que M. Hall n'était pas propriétaire de l'écorce de pruche et que le garde-forestier en a averti le colon. Sur ce point le garde-forestier avait raison. Autrefois, d'après l'ancienne loi, les marchands de bois avaient droit de prendre tout dans leurs limites jusqu'à la dernière hart, l'écorce, les feuilles, tout le bois qu'il y avait dans la limite.

Aujourd'hui ce droit n'existe plus. Il est réservé pour le colon. Ils n'ont plus le droit de toucher qu'au bois marchand. L'écorce de pruche n'étant pas un bois marchand, le commerçant n'a pas le droit d'y toucher. Ceci est en faveur du colon, que veut protéger l'honorable député. Ce n'est pas lui qui le protège, c'est nous. Si les anciennes formules des licences étaient encore en force, c'est le marchand de bois qui aurait encore raison.

Quand le garde-forestier a averti le colon en question que M. Hall n'avait pas le droit de lui concéder ce qu'il lui avait concédé, il avait raison. Ce n'est pas le seul cas de ce genre qui soit venu devant nous, et j'ai toujours fait comprendre aux marchands de bois qu'ils n'ont droit qu'au bois marchand.

Les marchands de bois sont venus, l'autre jour, en députation. Ils m'ont dit : Nous avons toujours eu tout le bois sur les limites. Je n'ai pas voulu leur donner raison. Je leur ai dit : Nous ne voulons plus que vous ayez tout ce qu'il y a dans la limite, mais seulement le bois marchand. Encore une fois, ce n'est pas parce que l'honorable député a présenté cet avis de motion, que les colons vont être protégés. C'est parceque nous avons passé une loi favorisant le colon contre le marchand de bois.

On dit : Cette question est devant le Commissaire depuis le 18 janvier : C'est vrai. J'ai communiqué la chose au garde-forestier. Je lui ai dit de préparer sa défense. Si la chose n'est pas plus avancée, c'est parce que nous avons été en session tout le temps. Il faut être raisonnable. Nous travaillons presque 24 heures par jour. La chose n'a pas pu être décidée encore.

Cet avis de motion est excessivement malheureux, je le répète, car j'ai télégraphié au garde-forestier d'avoir à libérer l'écorce. L'honorable député le sait et le colon est protégé grâce à la loi que nous avons passée

Si le garde-forestier est coupable de l'accusation portée contre lui, il sera certainement démis.

L'honorable M. TAILLON propose, secondé par l'honorable M. FLYNN,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:— copie de l'arrêté en conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district. Montréal.

L'honorable M. TAILLON.—Lorsque le premier projet de loi concernant la nomination des magistrats Champagne et Barry a été passée, cette loi portait leur salaire à \$3,000 par année. Cette loi a été désavouée, et d'après l'ancienne loi les magistrats n'avaient droit qu'à \$1,200.

Nous avons demandé en vertu de quel pouvoir ces Messieurs recevaient \$3,000. On nous a répondu: En vertu de l'arrêté en conseil d'avril 1889

Je voudrais savoir sur quelle loi repose cet ordre en conseil. La loi des magistrats de districts ne permet pas de payer plus que \$1,200

L'honorable M. TURCOTTE.—La première loi qui a été passée accordait \$3,000 de salaire. Cette loi a été désavouée. La seconde loi leur donnait le même salaire. Après le désaveu de la première loi, il est clair que le gouvernement ne pouvait pas payer à ces magistrats \$3,000 d'après la loi qui venait d'être désavouée. Ils avaient droit, cependant, d'après l'ancienne loi à un salaire de \$1,200. Nous avons considéré, cependant, que ce salaire n'était pas suffisant, et nous avons passé un ordre en conseil pour leur accorder \$3,000 sous forme de services rendus.

L'honorable M. FLYNN.—Ces \$3,000 sont payées en contravention à la loi.

L'honorable M. McSHANE.—Ces magistrats font leur devoir et ils gagnent leur argent. Les plaideurs de Montréal sont satisfaits. Ils expédient l'ouvrage à la satisfaction de tout le monde. Il est regrettable que les messieurs de l'autre côté viennent critiquer l'action du gouverne-

ment parce qu'il a jugé à propos de payer ces magistrats comme ils le méritent.

L'honorable M. TURCOTTE.—On a continué la Cour malgré le désaveu. On s'est servi de l'ancienne loi. L'intention de la Chambre était de payer \$3,000 à chacun de ces messieurs. Elle reconnaissait que leurs services valaient ce montant.

La législature avait promis de donner \$3,000 à chacun de ces deux magistrats. Voilà l'engagement de la Législature de Québec. Voilà une obligation.

Voici deux hommes distingués qui, sur la foi de la Législature, acceptent une position importante, comptant sur la foi publique, sur un salaire qui est fixé par le statut. Ils ont abandonné leur clientèle. Voilà la position de ces deux hommes. L'acte est désavoué. Ils s'agissait de trouver un moyen de leur payer le salaire fixé par le statut.

Mais comme il n'y avait pas de loi, nous avons cru devoir passer cet ordre en conseil, pour rencontrer la volonté de la Chambre. En quoi y a-t-il violation de la loi. Quelle était l'intention de la Législature? Nous avons passé une loi décrétant que MM. Barry et Champagne auraient un salaire de \$3,000. Ce n'est pas le gouvernement qui a passé cette loi. C'est la Législature. Cette loi est désavouée. Mais est-ce que ces magistrats n'avaient pas le droit de compter sur la foi publique? Pouvaient-ils compter raisonnablement que la loi serait désavouée?

L'honorable M. TAILLON observe que les deux magistrats de Montréal n'ont pas été induits en erreur par le gouvernement ni par la Législature. Hommes de loi tous deux, ils pouvaient juger aussi bien que le gouvernement que la loi était inconstitutionnelle et exposée au désaveu. S'ils ont voulu courir le risque, ils n'ont droit de s'en prendre qu'à eux-mêmes.

L'honorable M. GAGNON.—La position que prennent nos amis n'est pas raisonnable. Les deux Chambres passent une loi dans laquelle ils décrètent que le salaire des magistrats sera de \$3,000. Le gouvernement fédéral désavoue la loi. Eh bien, M. l'Orateur, quand nous passons des résolutions dans cette Chambre pour autoriser le gouvernement à payer \$10,000 à telle personne, ce n'est pas une loi, ce n'est pas dans les statuts. C'est une expression d'opinion de la Chambre. Quand la Chambre

exprime une opinion sur une question, le gouvernement est justifiable de rencontrer cette opinion. Mais peut-il y avoir une expression d'opinion plus forte que celle formulée par la Chambre dans un statut après avoir passé dans les deux Chambres. Je dis que nous sommes parfaitement justifiables d'avoir fait ce que nous avons fait. Nous avons fait passer la même loi l'année dernière. Cette loi accorde le même salaire de \$3,000. Cette loi est dans nos statuts, et c'est la loi d'aujourd'hui.

M. CASGRAIN critique l'action du gouvernement sur cette question.

L'honorable M. MERCIER.—Quand l'arrêté en conseil a été passé, déclarant que le salaire des magistrats de district serait payé sur le pied de \$3,000 par année à compter du 1er septembre 1888, moins les \$100 par mois qu'ils avaient reçus avant que cet ordre en conseil ait été passé, la question est de savoir dans quel état était la loi à cette époque. La première loi a été passée en 1888. Elle a été désavouée le 1er juillet suivant. Le désaveu a été mis en force par proclamation le 8 août.

L'ordre en conseil dont il est question a été passé le 11 avril 1889.

On nous accuse d'avoir passé cet ordre en conseil quand il n'y avait pas de loi qui nous autorisait à fixer le salaire à \$3,000. La seconde loi a été sanctionnée le 21 mars 1889. L'ordre en conseil a été passé le 11 avril 1889. Conséquemment, quand cet ordre en conseil a été passé, le salaire des magistrats était légalement fixé à \$3,000. Nous avions donc devant nous, lorsque cet ordre en conseil a été passé, l'autorisation législative de payer le salaire de \$3,000.

Il est bien vrai que nous avons donné un effet rétroactif à cette loi. C'est-à-dire qu'ayant devant nous une loi sanctionnée le 21 mars, permettant de payer \$3,000 aux magistrats, nous avons dit : ce n'est pas juste que ces Messieurs ne reçoivent pas le salaire auquel ils ont droit, parce que la loi précédente a été désavouée, lorsque la Législature a, le 21 mars, autorisé le gouvernement de payer de nouveau ce même salaire de \$3,000.

D'après ce que je viens de dire, on voit que nous avons passé l'ordre en conseil lorsque la loi en force fixait le salaire à \$3,000. C'est pourquoi nous avons dit : Non seulement le salaire des magistrats sera à l'avenir de \$3,000, mais nous allons leur payer la différence de \$1,200 à \$3,000 depuis le 1er septembre 1888.

Sur motion de M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE, secondé par M. NANTEL,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de la correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. Lemay, conservateur de la bibliothèque de la Législature, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'Histoire du Canada.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE dit être informé que la bibliothèque de M. Hart, qui doit être vendue à Boston, au commencement d'avril, contient des lettres très précieuses relatives à l'histoire de la Nouvelle-France. Le gouvernement ferait bien d'envoyer un homme compétent à cette vente et ce serait peut-être un moyen d'enrichir considérablement la bibliothèque de la Législature.

* * *

Seconde lecture de certaine résolution rapportée du comité général, lundi dernier, concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE dit qu'il tient à protester contre l'injustice commise depuis de longues années contre les habitants de Beaumont. Il a déjà en maintes occasions attiré l'attention du gouvernement sur l'état de choses intolérable imposé aux gens de Beaumont par les syndicats des chemins à barrières. La loi est toujours restée lettre morte en ce qui concerne le chemin conduisant à Beaumont, et il ne se lassera pas de demander que justice soit rendue à ses constituants. Il rappelle les demandes et les démarches réitérées des intéressés, sans résultat jusqu'à ce jour.

M. LEMIEUX défend la Commission des chemins à barrières de la rive sud et soutient que la loi n'a pas été violée. Il dit que la proposition du député de Bellechasse n'est pas dans l'ordre, car c'est au gouvernement à prendre l'initiative en cette affaire

* * *

La Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi des élections contestées de Québec ;

M. DAVID.—Ce bill a pour but de faire juger la contestation d'élection par le juge qui a présidé l'enquête. Il y aura appel de ce jugement à la Cour Supérieure siégeant en révision.

L'honorable M. GAGNON dit que ce projet de loi n'a rien de bon, et il propose, comme amendement secondé par M. BERNATCHEZ,—Que tous les mots après “Que” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : “cette Chambre se formera en tel comité dans six mois à dater d'aujourd'hui.”

M. CASGRAIN est opposé au bill parce qu'il n'y a pas eu de plaintes sérieuses contre le fonctionnement de la loi qui existe depuis 1875. Il croit que le jugement de trois juges offre plus de garantie, en matière de contestation électorale, que le jugement d'un seul juge. Il critique aussi les autres dispositions du bill.

* * *

La Chambre se forme en comité général sur le bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment.

M. OWENS propose comme amendement, secondé par M. SPENCER,—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ Cette Chambre se formera en tel comité d'aujourd'hui en six mois.”

M. TAILLON.—M. l'Orateur, sous prétexte de mieux interpréter la loi, ce bill va défranchiser un plus grand nombre d'employés publics. Ceux qui sont concernés dans ce bill sont ceux qui peuvent se servir le plus facilement du scrutin ; des hommes instruits, qui peuvent faire leur marque sans l'aide de personne ; prenez garde, dit-on, nous saurons pour qui vous votez. On dit qu'ils ne sont pas libres. Ils le sont : le scrutin secret leur donne la plus entière liberté. Du reste, pourquoi un parti politique aurait-il le droit d'exiger qu'un citoyen cesse d'avoir le droit de voter parce qu'il devient employé public. Je cherche en vain la raison de cette exclusion d'une classe importante de notre société.

Ce bill amende la formule du serment sous prétexte de la rendre conforme à la loi de l'année dernière. Mais on change réellement cette loi en augmentant considérablement le nombre des incapacités. On veut faire jurer au citoyen qui se présente pour voter, qu'il n'est pas employé public dans le sens du statut, soit comme employé sur l'Intercolonial ou autrement. Pourquoi ne pas prendre les mots mêmes de la loi de l'année dernière ? Pourquoi obliger, par exemple, un ouvrier de peu d'instruction à donner sous serment une opinion sur l'interprétation de la loi, quand des hommes versés dans les études légales diffèrent d'opinion sur ce sujet. C'est tyranniser la conscience des électeurs. Un homme qui a du respect pour le serment et qui ne veut pas jurer à la légère se privera de voter plutôt que de se soumettre à cette formule du serment.

Si le gouvernement veut élever une muraille de Chine autour de lui, qu'il le dise. Pendant qu'il a la majorité en cette Chambre qu'on fasse tout de suite une loi pour empêcher de voter tous les conservateurs et même certains libéraux, par mesure de prudence. Ce serait un excellent moyen pour lui de rester cinq ans de plus au pouvoir.

L'honorable M. MERCIER.—Nous sommes sûrs d'y rester.

L'honorable M. TAILLON.—Si vous en étiez si sûrs vous ne prendriez pas la peine de défranchiser tout le monde.

M. CASGRAIN.—La loi de l'année dernière était mauvaise. Celle-ci est pire : elle augmente le nombre des incapacités déjà créées. On va jusqu'à préciser une certaine classe d'employés publics, par exemple ceux de l'Intercolonial, sans distinction. L'an dernier, on ne parlait que des employés permanents et salariés, aujourd'hui la loi atteint même de pauvres ouvriers employés à la journée et temporairement. Il est injuste de défranchiser ces gens ; c'est une mesure rétrograde. Si on veut mettre en force la loi telle que passée l'année dernière, qu'on le fasse, qu'on la rende plus claire, mais qu'on ne l'étende pas.

Ce projet de loi ne peut avoir l'approbation des vrais libéraux, car la tendance libérale est plutôt d'étendre le suffrage que de le limiter. Ce n'est qu'une mesure provisoire et d'opportunité et l'on peut être sûr que si le gouvernement d'Ottawa changeait, on abrogerait aussitôt cette loi. Si les députés de cette Chambre veulent mettre au-dessus des besoins du

moment l'esprit qui doit guider la législation, ils ne soutiendront pas ce bill.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE revendique avec éloquence le droit qu'ont les employés publics d'exercer le droit de suffrage.

L'honorable M. FLYNN dit que si la loi de l'année dernière doit rester en force, qu'on la rende plus claire, si l'on veut, mais sans l'étendre. Il attire l'attention des députés qui s'intéressent à la classe ouvrière sur l'effet de ce bill qui enlève injustement le suffrage à un grand nombre d'ouvriers.

Honorable Mr. McSHANE said if the law in question was to interfere with labourers temporarily employed on Government works, he would oppose it. Many poor men came to him in winter time, when out of work, to get occasional jobs. It would be ridiculous to rob them of their votes.

L'honorable M. PELLETIER dit qu'il est prêt à amender le bill afin qu'il n'ait pas cet effet.

L'honorable M. MERCIER demande qu'on prenne le vote, car il est inutile de discuter le bill, l'opinion de la Chambre est formée.

M. NANTEL parle longuement sur la question.

L'honorable M. McSHANE prétend que le député de Terrebonne ne parle pas sur la question.

M. DEGROBOS, qui remplace l'Orateur, pose à la Chambre la question si le député de Terrebonne doit être entendu plus longtemps.

La question est résolue dans la négative.

M. LEBLANC discute le bill.

M. DEGROSBOIS soulève une question d'ordre, prétendant que le député de Laval ne doit plus être entendu.

Mr. HALL made an indignant protest against this contemptible course, and cited authorities to show that the House did not possess the power to choke off any member. If it did, the majority would have the right to say whom it would hear and prevent the Opposition from expressing their views. It was true that cloture did exist in the Imperial Parliament, but it had only been adopted under exceptional circumstances, and could only be enforced upon the motion of a minister and on the plea of urgency, so that the Government shouldered the whole responsibility. Never had there been such a despotic abuse of power in any Legislature under the British flag.

M. DEGROSBOIS dit que le député de Terrebonne a insulté les membres de cette Chambre et que c'est la raison pour laquelle on lui a enlevé la parole.

Mr. HALL replied that it was the Speaker's duty to call him to order, censure him or expel him, if need be. He was very much surprised at a man of the nationality of the member for Montreal Centre moving cloture.

Honorable Mr. McSHANE said he had no idea, in the point he raised, of preventing the member for Terrebonne from speaking.

Mr. DEGROSBOIS made a violent attack on the members for Montreal-Ouest and Argenteuil, whom he termed fanatics.

Mr. OWENS.—Retorted that whenever the Nationalists had a very bad case they fell back on the cry of “fanatics.” He would tell back the member for Shefford, however, that neither he nor the Premier who put him up, would deter him from expressing his views by such a cry. They were welcome to all the capital they could make out of it.

After further discussion Mr. Murphy ruled that Mr. Leblanc was in order, the Government agreed to let the Bill be amended in Committee, and the opposition then allowed a vote to be taken.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du jeudi, 13 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 4 heures.

M. NANTEL soulève une question de privilège au sujet du procès-verbal de la dernière séance où il est dit :

“ M. l'Orateur en vertu de l'article 113 des Statuts refondus de la province de Québec, appelle M. de Grosbois, député pour la division électorale de Shefford, à le remplacer temporairement au fauteuil.

Objection étant faite que le député de Terrebonne, n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps.

M. l'Orateur suppléant renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député de Terrebonne ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, May, édition de 1883, page 350.”

C'est une assertion inexacte. La seule question d'ordre qui ait été maintenue est celle du député de Montréal-Centre. Le député de Shefford, après avoir rejeté l'objection soulevée, a dit : Je veux savoir si la Chambre désire entendre plus longtemps le député de Terrebonne.

L'honorable M. MERCIER fait remarquer que ce procès-verbal est signé par l'Orateur et que c'est par conséquent à lui que s'adressent ces

épithètes injurieuses. Il espère que l'Orateur protégera sa propre dignité en empêchant qu'on se serve de telles expressions.

M. NANTEL déclare qu'il n'entrait pas dans ses intentions d'appliquer ces expressions à l'Orateur. Il maintient que le procès-verbal est inexact.

M. DE GROUSBOIS.—J'ai écouté ce que vient de dire l'honorable député de Terrebonne. Dans le cours de ses remarques il a prétendu que, durant tout le débat, il n'a jamais été rappelé à l'ordre, excepté sur une question d'ordre de l'honorable député de Montréal-Centre.

Tous les députés qui ont assisté à la séance savent que l'honorable député a parlé de "la législation infecte" à propos du bill de l'honorable député de Dorchester, l'honorable Procureur-général s'est levé et a soulevé une question d'ordre qui a été maintenue. L'honorable député de Terrebonne a été obligé alors de retirer le mot "infecte." L'honorable chef de l'opposition a fait comprendre à l'honorable député de Terrebonne qu'il devait retirer ce mot "infecte." Dans son discours, l'honorable député a insulté tous les membres de cette Chambre.

M. LEBLANC se lève pour soulever une question d'ordre et parle quelques instants.

L'honorable M. MERCIER.—L'honorable député ne parle pas sur la question d'ordre. Il parle sur le mérite des explications. M. l'Orateur, vous avez demandé au député de Shefford de s'expliquer et de dire comment les choses se sont passées, et si elles ne se sont pas passées comme elles sont entrées dans le procès-verbal, de vouloir bien le dire. Il était à s'expliquer quand il a été rappelé à l'ordre par l'honorable député de Laval.

Maintenant l'honorable député nie les assertions du député de Shefford, alors je dis qu'il ne parle pas sur la question d'ordre.

M. LEBLANC.—Nie les dires de l'honorable député de Shefford.

L'honorable M. TAILLON.—Dit que la question n'est pas de savoir si le député de Terrebonne est coupable ; mais si le député de Shefford a réellement rendu la décision insérée dans les procès verbaux.

L'honorable M. MERCIER.—Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas compris. M. l'Orateur, vous avez invité le député de Shefford à s'exprimer sur ce qu'il y avait dans le procès verbal. L'honorable député était à donner ses explications quand il a été appelé à l'ordre par le député de Laval qui discute le mérite des explications au lieu de s'en tenir à la question d'ordre.

Je crois qu'il vaudrait mieux permettre à l'honorable député de Shefford de continuer à donner des explications. Mais il doit, autant que possible, s'en tenir dans les limites des explications. C'est-à-dire si le procès verbal est exact ou inexact. Pour moi, je ne vois pas d'autres moyens de constater la chose que de demander à l'honorable député de Shefford de répéter ce qu'il a dit.

M. L'ORATEUR.—Le débat d'hier est vidé. Les honorables députés voudront bien s'en tenir à la discussion du procès verbal.

M. DEGROSBOIS.—M. l'Orateur, j'ai très bien compris la question. Et si mon bon ami le député de Laval ne s'était pas levé il aurait vu que je l'aurais expliquée à sa satisfaction.

Je présidais lorsque l'honorable député de Montréal-Centre souleva une question. On prétendait que l'honorable député de Terrebonne avait avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportaient pas à la question et j'ai mentionné ce sujet-là lorsque j'ai rendu ma décision, et la preuve que je l'ai mentionné, c'est que j'ai cité une autorité à la Chambre. Cette autorité se trouve dans May, page 340, la voici : “ On the 14th April, 1604, it was agreed that if any man speak impertinently, or beside the question in hand, it stands with the order of the House for Mr. Speaker to interrupt him, and to have the pleasure of the House whether they will further hear him.”

Bien plus que cela, j'ai mentionné que l'honorable député de Terrebonne avait insulté les membres durant le temps que j'étais au fauteuil, et le premier membre qu'il a insulté a été moi-même, quand il a essayé

de me tourner en ridicule en parlant de mes grandes études sur la manière de conduire les débats, prétendant que j'étais un homme qui avait fait beaucoup d'études sur le sujet. J'ai pris les paroles de l'honorable député comme une injure et j'ai fait rapport de ces injures et le procès verbal est correct. L'honorable député de Terrebonne a insulté les députés et il a parlé de toutes sortes de choses. Il a parlé de la constitution de tous les Etats de l'Union. Il a passé le temps de la Chambre à insulter les députés. C'est justement pour ces raisons telles que mentionnées dans le procès verbal que je me suis levé et que j'ai demandé à la Chambre si c'était son plaisir d'écouter plus longtemps le député de Terrebonne.

L'honorable M. GAGNON.—Les votes et délibérations constatent certains faits. J'attire l'attention de la chambre sur la règle 91. Du moment que l'honorable député de Shefford dit que le procès verbal est vrai, il ne reste plus qu'une chose à faire pour l'opposition. C'est de donner un avis de motion.

L'honorable M. McSHANE.—Dit qu'il n'a pas voulu, en soulevant la question d'ordre, empêcher le député de Terrebonne de parler, mais seulement l'obliger de parler sur la question.

L'honorable M. TAILLON.—Dit qu'il va préparer un avis de motion, si on veut bien lui en donner le temps.

L'honorable M. MERCIER.—Il n'y a pas de doute que nous allons donner à l'honorable député le temps de rédiger sa motion, seulement qu'il me permette de lui dire qu'il ne peut présenter cette motion sans en donner avis. Et à ce propos, je citerai le cas qui est arrivé en 1878 lorsqu'il s'est agi de corriger le procès verbal : l'honorable M. Joly a été admonesté ; l'honorable M. Irvine fut obligé de donner avis pour faire sa motion.

La Chambre en comité sur les résolutions suivantes :

Attendu qu'à la suite des incendies destructeurs qui ont eu lieu, en 1870, dans la région du Saguenay, la Législature d'Ontario vota, le 10 janvier 1871, à l'unanimité de ses membres, la somme de cinq mille

piastres pour venir en aide aux victimes du désastre, laquelle somme fut versée immédiatement après ;

Attendu qu'avec l'intérêt simple accumulé depuis cette date, cette somme s'élèverait aujourd'hui au chiffre de dix mille sept cent piastres ;

Attendu que par l'incendie de l'Université de Toronto, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, dans la nuit du 14 février courant, les syndics de cette institution et la population de la province d'Ontario subissent une perte de plus de cinq cent mille piastres ;

Attendu qu'il n'est que juste que notre Législature, en reconnaissance du don généreux fait, en 1871, à la population de notre Province éprouvée par les incendies du Saguenay, contribue pour sa part aux secours portés aux victimes de la destruction de cette Université ;

Il soit résolu que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à payer la somme de dix mille piastres à titre d'aide pour la reconstruction de l'Université de Toronto ainsi détruite par le feu.

L'honorable M. MERCIER.—Il y a quelques explications à donner sur ces résolutions avant d'aller en comité. Il s'agit de demander un crédit de \$10,000 pour l'Université de Toronto, qui a été entièrement détruite par un incendie dernièrement.

On sait que la Législature d'Ontario a voté \$160,000 et la ville de Toronto \$200,000.

En demandant ce crédit, le gouvernement qui se fait l'expression des sentiments de reconnaissance de la population de la province de Québec, veut remettre sous une forme gracieuse la souscription qui a été faite, en 1871, par la Législature d'Ontario, en faveur des incendiés du Saguenay. On se rappelle, M. l'Orateur, qu'en 1871 un incendie désastreux a jeté la ruine, la misère et la désolation au milieu d'une population très intéressante qui commençait à prospérer dans le haut du Saguenay, et que la Législature d'Ontario, avec une générosité que tout le monde doit admirer, a voté une somme de \$5,000 en faveur des incendiés. Ces \$5,000 avec les intérêts constituent une somme de près de \$11,000 à l'heure qu'il est. Conséquemment, nous ne faisons que remettre à la province d'Ontario ce qu'elle nous a accordé dans ce temps-là.

Et relativement à ce vote de la Législature d'Ontario, il y a eu un incident assez remarquable qui doit être rappelé en ce moment. Ce vote

a été donné sous le gouvernement Sanfield Macdonald. L'honorable M. Blake était le chef de l'opposition. Je crois qu'il est intéressant de lire aujourd'hui la lettre qui a été écrite par M. Blake au chef du gouvernement d'alors.

Toronto, June 25th 1870.

" My dear Sir,

" I have received a letter from Mr. Tremblay, enclosing your reply to his letter asking for aid for the Quebec sufferers. He presses me so earnestly to address you, that I take this liberty.

" Having regard to the former votes for Nova Scotia and Red River, the sense of the Legislature in such matters as this, seems, as you yourself put it, well ascertained ; and the unexpected nature of this great calamity, involving the need of immediate succour, seems to me to render justifiable the use of the fund provided for unforeseen contingencies.

" I have no right and I do not pretend to advise you, but I feel bound to say that I should support the Government in taking that course, and I hope it will be adopted.

" Yours truly,

(Signed) EDWARD BLAKE.

" The Honorable

" Attorney-General

" Macdonald,

" Toronto.

Quand la question vint devant la Chambre, M. Blake s'exprima comme suit :

" He (Mr. Blake) did feel bound, when an appeal was made to him by his friend the member for Chicoutimi, to write the letter which he (Mr. Blake) was glad the Attorney-General had just brought forward. The letter he (Mr. Blake) had written gave the Attorney-General this assurance—that if the Government on its responsibility, had come to the conclusion that the urgent nature of the case would justify a grant, he (Mr. Blake) would himself support them, and would use all his influence amongst his friends to persuade them to support the Government..... He (Mr. Blake) had learned from the letter that had been addressed to him how terrific had been the fire in the Saguenay District..... In that Lower Canada District there

" was no beast of burden or blade of grass, or anything else to subsist the people—they had either to leave or remain in the country ; all was absolutely necessary. It was a case in which immediate succour was required, in order that timber might be obtained, for the mills were burned, in order that the necessities of life might be obtained, in order that seed wheat might be obtained..... "

Voilà les paroles généreuses que prononçait M. Blake. Il a été secondé par M. Sanfield McDonald, qui était alors Premier Ministre et chef du parti conservateur à Ontario ; de sorte que les deux chefs se sont unis pour faire à notre population qui était dans le malheur ce présent généreux.

Le vote a été unanime. Les principaux membres de la Législature, parmi lesquels il y avait M. Mowat, Premier Ministre actuel, ont parlé dans le même sens. Et je trouve un écho de ces sentiments—des sentiments de reconnaissance que je vais exprimer aujourd'hui—dans le *Courrier du Canada* du 16 janvier 1871 :

Le *Courrier du Canada*, 16 janvier 1871 :

" LES INCENDIÉS DU SAGUENAY

" La Législature d'Ontario a voté \$5,000 pour venir en aide aux infortunées victimes du désastreux incendie du Haut-Saguenay, et c'est le cabinet d'Ontario lui-même qui a pris l'initiative de cette somme.

Au nom des incendiés du Saguenay, nous remercions cordialement la Législature d'Ontario de sa générosité.

Pour donner à chacun sa part de mérite, constatons que le chef de l'opposition, M. Blake, n'est pas étranger à cette bonne action et que c'est en grande partie à lui que les colons du Saguenay doivent ce secours qui leur arrive si à propos."

Je ne citerai pas d'autres journaux. Il y a eu dans le temps, dans les journaux du pays, de la Province, un concert unanime de reconnaissance pour l'acte généreux accompli par la province d'Ontario.

Aujourd'hui, je demande de reconnaître ce service. La province d'Ontario vient de perdre sa grande Université, et elle comprend si bien la perte qu'elle vient de subir que vous voyez la Législature voter à l'unanimité une somme de \$160,000 pour la reconstruire, et le Conseil de ville de Toronto une somme de \$200,000 pour aider à relever les ruines de cette institution importante.

Qu'est-ce que cette institution ? C'est une des plus belles institutions du pays, même je dirai de l'Amérique, possédant une bibliothèque immense, riche, composée non-seulement des principaux ouvrages du monde entier, mais de manuscrits précieux. Tout cela a été détruit ; l'édifice est entièrement disparu et les élèves de cette Université sont aujourd'hui à chercher des maisons privées où ils pourront continuer leurs cours.

C'est une institution protestante par les noms de ses gouverneurs et par la majorité de ses professeurs, mais c'est une institution qui n'est pas fanatique. M. l'Orateur, c'est une institution où les jeunes gens vont apprendre qu'avant d'être Anglais, Français, Ecossais ou Irlandais, on est chrétien ; où ils vont puiser, dans l'enseignement donné par des hommes supérieurs, ces sentiments larges et généreux, ces grands sentiments de philanthropie qui empêchent un homme d'être fanatique. C'est si bien le cas qu'il y a quelques années feu Mgr Lynch, archevêque de Toronto, fondait un collège magnifique, le Collège St-Michel, collège naturellement catholique. A la tête de ce collège se trouvait le très révérend Père Vincent, de l'ordre des Basiliens, un homme très instruit, et le révérend Père Tiffey qui est supérieur du collège. Ce collège est agrégé à l'Université de Toronto.

Et j'attire l'attention de mes amis sur ce point. Un collège catholique fondé par Mgr Lynch est affilié à l'université de Toronto et deux de ses professeurs sont membres du Sénat universitaire ; le R. P. Tiffey, supérieur, et le R. P. McReady. Aussi, voilà donc une position toute exceptionnelle : une université protestante, avec toute sa puissance, toute son autorité, toute sa science, toute son influence dans la province d'Ontario, qui a consenti à s'affilier le collège St-Michel, en acceptant comme professeurs, comme membres de son sénat universitaire, le supérieur du Collège St Michel et un autre révérend Monsieur comme professeur.

Voilà qui prouve que cette université est dirigée par des hommes qui ne sont pas fanatiques, qui ont l'esprit large, et n'ont aucun préjugé de race et de religion.

D'un autre côté, il est consolant de voir que le clergé catholique de la province d'Ontario a des vues assez larges et des sentiments assez généreux, est assez dépourvu de préjugés de race et de religion pour consentir à ce que le supérieur du Collège de Saint-Michel et un autre professeur de ce collège soient membres du sénat universitaire de l'Université de Toronto et en même temps professeurs.

Donc, au point de vue religieux, au point de vue des races, il ne peut pas y avoir d'objection. Nous ne pouvons être meilleurs catholiques que

l'archevêque de Toronto, que le supérieur de ce collège et que le révérend M. McReady, qui consent à être du sénat universitaire

On comprendra des deux côtés de la Chambre que s'il y avait le moindre enseignement dans cette université qui pourrait blesser les idées catholiques et les sentiments de race, ces deux Messieurs ne resteraient pas membres du sénat universitaire et ne consentiraient pas à rester professeurs. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point ; j'espère que l'on me comprend.

Maintenant, ce n'est pas un argument que je veux donner ; ou plutôt cet argument ne sera peut-être pas accepté par tous les membres de cette Chambre, mais je suis convaincu qu'il le sera par l'immense majorité. J'irai plus loin : J'espère qu'il n'y a pas un membre de cette Chambre qui refusera d'en accepter la valeur et la force. L'honorable M. Blake prononçait l'autre jour un discours dans la Chambre des Communes sur l'abolition de la langue française au Nord-Ouest. Tout le monde l'a remarqué et tout le monde l'a admiré. Lui, protestant irlandais, représentant une province où on a réussi, je regrette de le constater, à créer d'une manière sensible un fanatisme dangereux sur la question des Jésuites, M. l'Orateur, sur la question de la langue française, cet homme s'est levé, jouant son avenir politique, et n'a pas craint de renoncer au bel avenir qu'il a devant lui, pour faire un éloge de la race et de la langue françaises. Il a parlé de nous comme un Français parlerait de nous. Il a parlé de nous dans des termes tels que je sens dans mon cœur des sentiments de reconnaissance que je suis impuissant à exprimer.

L'honorable Premier Ministre donne aussi lecture du télégramme et de la lettre suivante de l'honorable M. Blake, ainsi qu'une lettre de l'honorable M. Laurier et de plusieurs députés français des Communes :

Ottawa, Ont., 21st Feb

The Honorable HONORÉ MERCIER,

Premier of Quebec,

Quebec

Pray accept and present my most grateful thanks for the proposed vote. Such generous conduct should touch all generous hearts.

EDWARD BLAKE.

Ottawa, 12th March.

Honorable Mr. MERCIER,

Premier,

Quebec.

I concur in the joint letter of friends about University grant.

R. PREFONTAINE.

Ottawa, 11 mars 1890.

A l'honorable H. MERCIER,

Premier ministre,

Québec.

Cher Monsieur.

Témoins de la lutte ardente qui se fait au parlement d'Ottawa, pour abolir, par degrés, la langue française au Canada, des efforts qui sont tentés pour y abolir également les écoles séparées, droits consacrés par les chartes impériale et fédérale, nous avons vu, avec une vive satisfaction, la résolution que vous avez proposée pour que la province de Québec contribue à la reconstruction de l'Université de Toronto. C'est une mesure inspirée par de hauts sentiments, et de nature à dissiper des préventions, à nous créer de puissants amis pour la défense de nos droits dans d'autres parties du pays. Nous avons pu facilement constater qu'elle produit ici le plus heureux effet. Elle contribuera beaucoup à mettre en relief la liberté de notre Province, à restreindre le noyau de fanatiques qui ont entrepris de nous détruire comme race. Elle tend à l'harmonie et au bien-être de tous.

Nous faisons des vœux pour qu'elle reçoive l'approbation du parlement de Québec. Bien qu'elle ne soit pas de notre ressort comme députés fédéraux, nous croyons devoir vous exprimer ces vues, dans l'intérêt de notre chère Province comme dans celui de toute la Puissance du Canada.

(Signé)

Wilfrid Laurier, F. Langelier, G. Amyot, D. Lavergne, J. Godbout, Geo. Turcot, P. A. Choquette, H. J. J. B. Chouinard, Chs. Langelier, R. Fiset, Joseph de Saint-Georges, Alexis Dessaint, Dr C. Rinfret, P. B. Casgrain, P. Couture, etc.

OPINION DES JOURNAUX SUR L'OCTROI A L'UNIVERSITE DE TORONTO

Le *National*, Montréal :

Ce don de dix mille piastres

Plusieurs journaux, entr'autres le *Courrier du Canada*, trouvent que l'idée de faire voter par la Législature de Québec \$10,000, pour aider à la reconstruction de l'Université de Toronto, est une idée absurde. Pourtant, il y a un précepte de l'Evangile qui dit quelque part : Aidez-vous les uns les autres.

C'est ce que fait le gouvernement de Québec, avec l'approbation d'un grand nombre de personnes bien pensantes. Nous répondons aux injures par des bienfaits, nous voulons montrer à la population d'Ontario qui, dans quelques mois peut-être, va être appelée à se prononcer entre le programme de M. Mowat qui comporte une reconnaissance officielle des droits de nos co-religionnaires dans Ontario, et celui de M. Meredith dont l'application entraînerait des conséquences désastreuses pour nos compatriotes de là-bas, nous voulons montrer, disons-nous, aux protestants de la province sœur, que nous sommes au-dessus de ces querelles de religion et de race, et que nous savons être magnanimes même.

Le *Courrier* dit qu'il est beau d'être généreux, d'être charitable, de secourir l'infortuné, mais qu'il faut que ce soit fait avec discernement et à propos. Ce journal, avec un parti pris qui le discrédite aux yeux de bien des gens et qui atrophie chez lui les meilleurs sentiments, ne craint pas d'affirmer, dans un moment où une aussi odieuse interprétation peut nuire grandement à nos frères d'a côté, que cette offre de \$10,000 est "une démonstration fastueuse, faite avec ostentation pour jeter de la poudre aux yeux d'Ontario et capter les sympathies de l'électorat anglais dans notre province aux prochaines élections."

Quelle misérable besogne vous faites-là brave *Courrier*. Cet acte, d'une générosité digne d'éloge et sans arrière-pensée, qui, à raison même de sa sincérité, aura pour effet de réveiller dans la province d'Ontario les sympathies de la majorité envers nos compatriotes menacés, vous tentez d'en détruire l'effet salulaire en le détournant de sa véritable intention et dans le but méprisable de servir des fins de parti.

Voilà comment vous entendez le patriotisme, vous, voilà jusqu'où va votre sollicitude pour vos frères d'Ontario, et vous crierez à la colomnie ensuite quand on dira qu'en sous-main vous appuyez M. Meredith dans sa campagne anti-catholique et anti-française.

Il faut avouer que vos écrits prêtent à une telle supposition. Nous vous croyons pourtant assez honnête et assez patriotique pour ne pas y ajouter foi, mais d'un autre côté vous ne pouvez pas trouver d'excuse dans votre coupable aveuglement.

Un autre journal reproche à M. Mercier cette largesse parce qu'elle est destinée à la reconstruction d'un édifice où l'on enseigne l'erreur et l'hérésie.

Cette distinction subtile aurait du poids si nous oublions que la population anglaise de Québec est représentée dans le cabinet et que comme telle, elle a droit à ce que ses représentants manifestent pour elle ses sympathies et ses générosités.

Nous avons blâmé les fanatiques de Québec qui ont fait un crime au gouvernement d'avoir pris quatre cent mille piastres du Trésor pour régler la question des Jésuites et faire cesser une injustice presque séculaire ; ne leur donnons pas lieu de nous faire le même reproche en nous montrant intolérants et en refusant de faire servir leurs deniers à des institutions de leur choix et de leurs principes.

Puisse cette mesure de M. Mercier faire dissiper tous les préjugés que des esprits pervers ont inculqués à quelques protestants d'Ontario, et elle aura rendu à la cause catholique et française du Haut Canada un immense et inappréciable service.

(The Ottawa Free Press)

Recent occurrences in our Dominion and Provincial Legislatures have done much to illustrate the politics of the reform and conservative parties respectively. Premier Mowat has introduced a measure granting to Jesuits Congregations all the rights and privileges accorded to christian bodies. Mr. Mercier has granted \$10,000 towards rebuilding Toronto university. Per contra: Mr. Dalton McCarthy wants to abolish the french language, and Mr. French, the tory member for Leeds and Grenville, has introduced in the Ontario Assembly a bill to deprive Roman Catholics of representation on the High School Boards of this Province.

M. DUPLESSIS dit que la raison donnée par le Premier Ministre pour accorder \$10,000 à l'Université de Toronto est que le gouvernement d'Ontario a voté, en 1871, \$5,000 aux incendiés du Saguenay. Les deux

cas ne sont nullement identiques. Le feu du Saguenay a été un désastre incomparablement plus terrible que l'incendie de l'Université de Toronto. Toute une contrée fut dévastée et des centaines de familles furent complètement ruinées. Toronto contribua alors \$5,000 et c'est cette somme avec les intérêts accumulés que le gouvernement veut aujourd'hui lui remettre. Les résolutions les disent : c'est une forme de donation peu délicate.

La presse libérale et conservatrice, anglaise comme française, de cette Province a désapprouvé ces résolutions, notamment le *Sherbrooke Examiner*, la *Gazette* et l'*Etendard*, de Montréal. On n'y voit qu'un but politique, et on dit qu'elles n'auront pour effet que de créer des réjouissances ou du malaise dans certains quartiers.

Le Premier Ministre a dit que M. Blake a risqué son avenir politique en défendant la race canadienne-française au parlement du Canada. Je ne vois pas quel risque il y a dans cet acte, mais je comprends qu'on met en danger son avenir politique quand on soulève les préjugés de race et de religion (appl.)

C'est une faveur qu'on destine aux protestants d'Ontario, dit le gouvernement, mais le Premier Ministre prend une position curieuse quand il trouve moyen de faire de l'Université de Toronto un institution catholique et protestante.

Quelque soit le mérite de l'Université de Toronto, n'avons-nous pas ici des écoles, des maisons d'éducation que nous devrions encourager de préférence aux institutions étrangères, et cet argent ne serait-il pas mieux appliqué à nos écoles élémentaires, par exemple, que nos cultivateurs ont tant de peine à soutenir ? N'est-ce pas le cas d'appliquer le dicton : "Charité bien ordonnée commence par soi-même."

J'ai l'honneur de proposer secondé par l'honorable M. TAILLON.— Que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit résolu, Que cette Chambre, tout en regrettant les pertes considérables subies par l'Université de Toronto, dans la nuit du 14 février dernier, et tout en étant prête, lorsque l'occasion s'en présentera, à secourir les victimes de calamités publiques, comme celle qui ont affligé la région du Saguenay en 1870, est d'opinion que le gouvernement d'Ontario, la corporation de la cité de Toronto, les citoyens de cette ville, et le peuple de la province d'Ontario ont les moyens suffisants pour réparer ces pertes, et que, dans ces circonstances, cette somme de dix mille piastres devrait plutôt être

consacrée à promouvoir l'éducation élémentaire et agricole en cette Province, si l'état de nos finances permet de la dépenser."

L'honorable M. GAGNON appuie les résolutions.

Il accuse l'opposition de fomenter la discorde et le fanatisme en combattant la proposition du gouvernement.

L'honorable M. TAILLON propose, comme question de privilège :

1^o Que les procès-verbaux de cette Chambre, séance du 12 mars courant, continuée après minuit, soient maintenant lus ;

2^o Que les mots suivants, inscrits dans le procès-verbal de la dite séance, au bas de la page 478 et au haut de la page 479 : " mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers les membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, May, édition de 1883, page 350. Et la question de savoir si M. Nantel doit continuer son discours étant posée, la Chambre se divise comme suit, etc.," soient rayés comme n'étant pas complètement conformes aux faits, comme étant injustes et injurieuses envers M. Nantel, député de Terrebonne, subversifs des droits de cette Chambre et ayant une tendance à abaisser la dignité de cette Chambre.

Le chef de l'opposition rappelle les circonstances de l'incident de la séance de la nuit précédente. Il proteste contre la manière injuste et injurieuse dont le député de Terrebonne est traité par l'entrée inexacte faite au procès-verbal de la Chambre. Cette entrée est une censure tout à fait déplacée et irrégulière. Il revendique les droits des députés que la majorité a voulu baillonner.

Si l'on veut nous enlever le droit de la parole, dit-il, la Chambre devra se prononcer là-dessus et changer ses règlements en conséquence. Mais c'est un devoir impérieux pour l'opposition de protester contre la tyrannie de la majorité. La majorité a décidé, hier soir, qu'un député peut être baillonné, et elle a eu recours à un moyen inconnu dans nos usages

parlementaires. Il vaut mieux ne pas consigner un semblable précédent dans les journaux de la Chambre.

Mr. HALL said he would not go fully into the merits of the case, but would content himself with pointing out that the decision reported in the votes and proceedings was based upon an old rule of the Imperial Parliament running as far back as 1604, and he challenged anybody to cite a single case in which it had been applied. He had gone over the rules of the Imperial House up to 1885 and had found no such rule as that referred to.

He contended that the House had no jurisdiction in such a matter at all. It was a matter entirely under control of the Speaker. It was shameful to think that the majority of the House should have the right to declare in the minutes of the House that one of its members had been guilty of personal and insulting language to other members of the House.

In case the member should possibly so far forget himself as to use language unbecoming to him as such member, he could be called to order and allowed the opportunity of explaining, or withdrawing or excusing himself. That was the proper course to be adopted, and a course that was always followed in all deliberative assemblies, and it had remained for the Legislature of Quebec to create a precedent of this kind.

What was the effect of the entry complained of as it now stood upon the minutes of the House? It tended to show that the debate was proceeding regularly and smoothly, and without interruption, last night, until the member for Terrebonne, was called to order by the member for the Montreal Centre, and that, when the acting-Speaker overruled the point of order, he declared that the member for Terrebonne had made personal and offensive remarks against members of the Government and of the House.

He sincerely hoped that the members of the House would strike out the offensive and injurious entry, and proceeded to show that even if so extreme a course as that followed in this case was justifiable under any circumstances for the purpose of preventing a member from being longer heard, which he denied, there had certainly been no excuse for it under existing circumstances, when the debate had lasted for a few hours only.

He referred to previous cases in which the House had continued a debate for a good part of two days and to the recent debate at Ottawa,

which had lasted for thirty-six hours. He also pointed out that in England cloture was only applied by a minister of the Crown with all the responsibility attaching to the position.

L'honorable M. GAGNON.—Une question de privilège de cette nature est de faire disparaître du procès-verbal des choses qui ne sont pas conformes aux faits. Mais s'il s'agit simplement de changer ou d'enlever quelque chose qui est vrai, alors ce n'est plus une question de privilège.

Il est, croit-il, du devoir de l'Orateur d'interpeller le député de Shefford, et de lui demander si les faits tels que rapportés sont exacts.

S'il déclare que oui, alors toute l'affaire se résume à une question de courtoisie, mais ce n'est pas une question de privilège. Dans ce dernier cas, il faut absolument attaquer la véracité de quelqu'un, c'est-à-dire ternir la réputation de l'un ou de l'autre des députés de cette Chambre.

Il sait bien pour sa part que les faits sont vrais et que le procès verbal est exact.

Le chef de l'opposition prétend le contraire.

Qui va décider ? n'est-ce pas le député de Shefford ?

M. DE GROUSBOIS.—L'entrée au procès-verbal est absolument exacte en fait.

L'honorable M. GAGNON.—Au sujet de la question soulevée par M. Hall qu'il n'y a pas de précédents, il y en a de nombreux. (Ici l'honorable Secrétaire provincial cite plusieurs précédents) Nos législatures ont été fondées d'après le Parlement anglais, par conséquent la clôture existait en Angleterre lorsque nos règles ont été adoptées et les règles qu'on nous a léguées, on a le droit de les appliquer.

L'obstruction continuelle est un cas imprévu. La constitution anglaise est la plus parfaite de la terre, et la procédure parlementaire anglaise est excellente et de nature à rendre justice à tout le monde. Mais, il faut toujours en excepter l'obstruction, et pour parer à cet inconvénient dès 1604, on a passé un règlement pour empêcher les débats inutiles.

Et si dans cette Chambre auguste, d'où sont parties toutes nos libertés, on a décidé de mettre un frein aux intempérances de langage, ne

nous est-il pas permis de nous protéger de même ? Nous n'objections pas aux motions de non-confiance, nous les invitons, toutes absurdes qu'elles soient. Quand nous étions dans l'opposition nous étions très heureux que l'on nous donnât la permission d'enregistrer nos votes. Nous reconnaissons un droit identique à nos adversaires. On veut rendre ridicule le député de Shefford en soulevant une question de privilège. Que l'on nous laisse oublier les incartades de la nuit dernière. Quant à moi je serais disposé à faire disparaître des documents de la Chambre l'entrée officielle. Mais il faudrait aussi oublier, et à son profit, la façon acerbe qui caractérise la manière d'agir de l'honorable chef de l'opposition.

Il cite aussi le fait que, lorsque l'honorable M. Wurtele était orateur il a baillonné les honorables MM. Marchand et Langelier, et a aussi prononcé la clôture du débat.

Il est temps que la session finisse ; elle a duré assez longtemps, car étendre la durée d'une session augmente nécessairement des dépenses déjà très considérables. On vient parler de la question préalable. Mais que l'opposition se souvienne donc de la scène causée par M. Desjardins qui, une heure durant, a parlé afin d'empêcher un membre de l'opposition de prendre la parole. Ce sont les conservateurs qui nous ont donné l'exemple de ce procédé. Nous avons été assez longtemps dans l'opposition pour profiter des leçons des députés qui aujourd'hui siègent à gauche.

Il n'est pas prêt à dire qu'il n'y a pas moyen de s'entendre si on le prenait sur le terrain de la courtoisie ; mais qu'on soulève une question de privilège, qu'on mette en doute la véracité du député de Shefford, c'est une affaire toute différente.

M. DAVID.—M. l'Orateur, il n'y a pas de doute que la question est délicate et qu'en face de la déclaration du député de Shefford la Chambre ne peut déclarer qu'il a manqué à la vérité. Il est amplement prouvé au reste qu'il est dans le vrai.

Je voudrais cependant pouvoir arriver à une entente, non dans l'intérêt du député de Terrebonne, certes, mais dans l'intérêt de la paix. N'y aurait-il pas moyen d'écarter la question de privilège, et sans mettre en doute la véracité de qui que ce soit, en arriver à une décision à l'amiable.

L'honorable M. PELLETIER comprend les bons sentiments du député de Montréal-Est ; mais on a voulu mettre en doute la véracité du député

de Shefford, et le seul moyen d'en sortir, c'est que le chef de l'opposition retire sa motion injurieuse.

M. DE GROUSBOIS ne consent à aucun amendement si la motion du chef de l'opposition n'est pas retirée.

L'honorable M. FLYNN dit que l'entrée au procès verbal crée un précédent inouï dans nos annales parlementaires. Il félicite le député de Montréal-Est et les autres députés qui se montrent disposés à se mettre au-dessus de l'esprit de parti pour faire respecter les règlements de la Chambre. Il rappelle que le parti conservateur n'a jamais baillonné l'opposition en cette Chambre. Ce gouvernement nous a donné, hier, l'exemple du renversement de toutes les idées reçues en matière d'usages parlementaires. C'est un précédent qui ne sera jamais invoqué là où on comprend l'esprit de la constitution anglaise et où l'on respecte la liberté de parole.

Une entrée regrettable a été faite, qui censure, peut-être sans intention, le député de Terrebonne. Tâchons de nous entendre pour corriger l'erreur.

M. LAFONTAINE croit qu'il sied à la majorité d'être généreuse, mais il ne peut être question de jeter le moindre soupçon sur la conduite du député de Shefford, qui a rendu une décision juste, mais dure pour le député de Terrebonne. Est-il opportun de consigner de pareilles choses dans le procès-verbal ? Voilà la question.

L'honorable M. MERCIER exprime l'espoir qu'il y aura moyen d'arriver à une solution de la difficulté, et à cette fin il propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. GAGNON reprend le débat sur les résolutions relatives à l'université de Toronto. Il qualifie de barbare le procédé adopté par l'opposition qui propose un amendement à ces résolutions. Il propose comme sous-amendement : Que tous les mots après que dans l'amendements soient retranchés et remplacés par les suivants : " La Chambre consent à se former en comité général sur les dites résolutions, parce qu'elle veut offrir un témoignage de générosité, de libéralité et de sympathie de la part des citoyens de cette Province à l'égard de ceux de la province d'Ontario.

Mr. McINTOSH regretted that the members opposite could not discuss a question of this kind on its merits alone without reference to race or religion. Was there any urgent necessity for us to send this money? Would not the University be rebuilt anyhow? There was already more than enough money in the hands of the treasurer to rebuild what had been lost and they were talking of extending it.

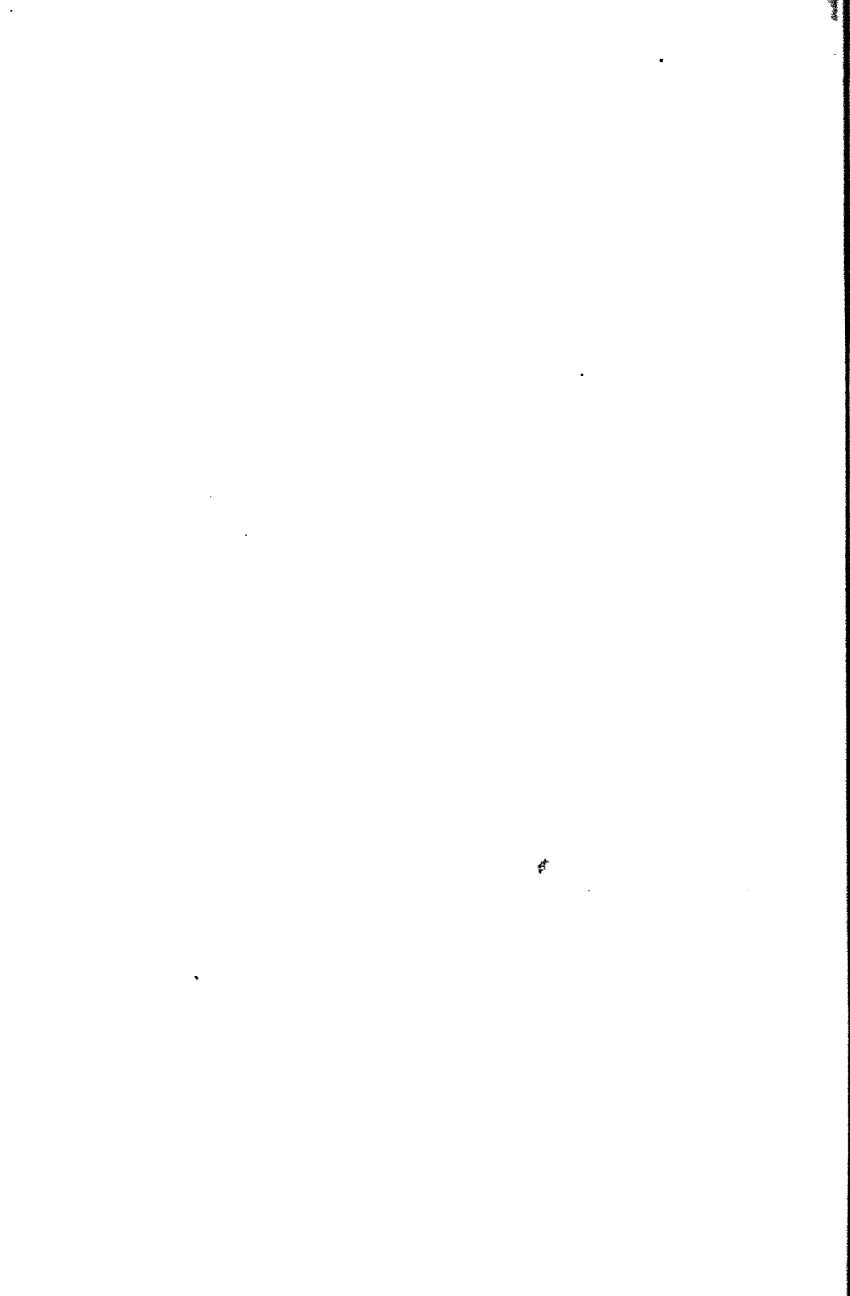
Were we in a position to give this money? Our children lacked educational facilities and that was why many of them were driven away to the States. Charity begins at home. His own county's share of the fund for poor schools only amounted to \$25. Why not assist our own schools first and leave those of another Province till later. We were given to understand that this money was to be given to allay uneasiness between the people of the two Provinces. Who caused this uneasiness? Why ask us to pay to cause it to subside. Let us try to show by acts rather than gifts that we are trying to live at peace with one another.

L'honorable M. TAILLON soutient que le procédé adopté par l'opposition est tout à fait conforme aux usages parlementaires.

L'honorable Secrétaire provincial dit que la conduite de l'opposition n'est pas loyale parce qu'elle sait que le gouvernement est lié et son honneur engagé dans cette affaire. Le Premier Ministre doit convenir qu'il n'a pas été prudent. En pareille matière il devait tâcher d'obtenir l'approbation unanime de la Chambre, et si l'on nous avait consultés, sur ces résolutions, nous n'aurions pas hésité à dire que nous ne pouvions pas y consentir.

Les \$10,000 que nous allons donner à Toronto trouveraient à notre porte bien des applications plus opportunes. Quand même j'approuverais l'idée d'offrir une telle souscription, j'aurais objection aux calculs qui y sont faits à propos du don de \$5,000 aux incendiés du Saguenay.

L'honorable M. MERCIER se dit prêt à modifier dans ce sens la forme des résolutions, mais il demande, comme faveur personnelle, au chef de l'opposition de permettre qu'elles soient déclarées adoptées sur division.



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du matin, vendredi, 14 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 11.30 hrs.

L'honorable M. MERCIER propose la deuxième lecture des résolutions accordant \$10,000 à l'Université de Toronto.

Mr. POUPORE said that he could not allow the measure to pass without expressing his opinion upon it. From information he had in his possession the people of Toronto University had all the money they required to replace the magnificent institution that was destroyed by fire—a calamity we all so much deplore—and if such were the fact he looked upon the vote of \$10,000 as wrong in principle.

If the vote were asked for any charitable purpose, for coming to the relief of a community that had been devastated, such as Saguenay a few years ago, when the Ontario Government came to the rescue of sufferers to the extent of \$5,000, no man in the House would be more ready and willing to hold up both hands for the vote now before the House.

When the Government proposed making a present of \$10,000 to an institution that does not want it, the case was quite different. In the first place, charity should begin at home, and if the Government were so flush he would advise them to increase the grants to the elementary schools in the rural districts of the Province.

Compare our elementary school system with that of Ontario and they should see at once the superiority of the latter. The reason for this was very obvious. The Government of Ontario assist those schools with far more liberal grants than does the Province of Quebec, and the consequence is that the services of better teachers are secured because they can afford to pay better salaries than we can in the Province of Quebec.

Since he had had a seat in Parliament he had repeatedly drawn the attention of several Governments to the necessity of helping in a more liberal way the elementary schools of our rural districts, and for this reason alone, without the least political feeling, he would oppose the grant of \$10,000 to the Toronto University.

There was no doubt that the loss of that institution was a national loss, but within a very short time it would be replaced by a more magnificent edifice because it was in good hands, and considering the liberal grants of the Ontario Government and the city of Toronto, with large grants from other sources, there was not the slightest doubt that the loss was only temporary. Even the great educational institutions of Great Britain were giving liberal grants towards the rebuilding of it. Such being the case the Toronto University people don't want our \$10,000, while we, on the other hand, do, and in order to pay, if it be voted, we will have to borrow the money.

Honorable Mr. McSHANE.—Mr. Speaker, I am astonished at the statement of the Honorable gentleman for Pontiac, and I wish to repudiate it. Not only is our school system good, but the Government has established free night schools for all that are too poor to pay. Those that deny this are fanatics, and I say curse on the fanatics, who are the ruin of every cause they espouse. We don't want any more of their claptrap. The people in this Province are just as well, if not better educated than in the others.

Mr. POUPORE.—I only referred to the rural districts.

Honorable Mr. McSHANE.—Oh! The people in the rural districts have just as good education as you have, often better. We care not for the money, but we want to show the good heart and sentiment of our people, and in our small way give proof that we are grateful for what they have done for us. Montreal will have to bear a considerably bigger share of the expense than the county of Pontiac, and all Montreal is in favor of it.

Mr. POUPORE.—Are you sure of that?

Honorable Mr. McSHANE.—Why, the Honorable member for Montreal-West did not vote against it ?

Mr. CASGRAIN.—Because the member for Montreal West was called away by important Court business. If he had been here, he would not only vote but speak against it.

Honorable Mr. McSHANE.—Oh ! I know the generous sentiment and good heart of my friend Jack Hall so well, that I dare say he would give away his last cent to people in need.

Honorable Mr. GAGNON.—Why did you pair with him ?

Honorable Mr. McSHANE.—Oh ! The Honorable John Hall and myself have been paired over since the beginning of the session..... It is all foolishness to say that we have no education here, and that we are priest-ridden. Why, when the Premier was in Baltimore amidst thousands of people, he was a credit to Canada, a living monument of the excellence of the Canadian educational system in general and of Quebec in particular

Mr. POUPORE.—Oh ! That's butter !

Honorable Mr. McSHANE.—Well, perhaps you want oil. You are an oiled duck.

The member for Montreal Centre wound up with a defence of Quebec institutions of learning.

L'honorable M. GAGNON.—M. l'Orateur, ceux qui ne veulent pas d'agitation dans le pays ont dû être surpris d'entendre le député de Saint-Maurice quand il a proposé son amendement. L'honorable député craint que la cause de l'apaisement ne fasse trop de progrès. Il a commencé par déclarer que l'intention du gouvernement était de faire du capital politique. C'est la tactique de ces Messieurs, depuis que l'agitation est commencée. Ils s'opposent à ces résolutions parcequ'ils craignent que le parti libéral en reçoive des bénéfices.

L'honorable député, dans son amendement, allègue la misère des habitants de cette Province. Il dit que nous devrions aider les nôtres que nous devrions rester chez nous. Cet amendement est une perfidie qui voudrait nous faire déclarer que nous sommes étroits et égoïstes, et que nous voulons rester chez nous. Et quand il arrivera un malheur dans une autre province, nous ne viendrons pas en aide aux malheureux, à moins que soit un malheur aussi considérable que celui du Saguenay. Eh bien ! qu'arrivera-t-il ? La Province restera isolée, et quand il arrivera des incendies comme dans le Saguenay et à Québec, les autres provinces qui ont été généreuses à notre égard auront le droit de nous refuser tout secours.

On veut faire dire à cette Chambre que nous n'aiderons plus les victimes des malheurs imprévus qui pourront arriver dans les autres provinces, mais que nous ne refuserons pas l'argent qui nous viendra du dehors, dans certaines circonstances.

L'honorable député s'oppose à ces résolutions en disant que l'Université de Toronto n'a pas besoin de cette somme. Il est d'opinion que le gouvernement d'Ontario et la corporation de Toronto, et le peuple d'Ontario ont des moyens suffisants pour réparer les pertes subies par l'Université de Toronto, sans que nous souscrivions \$10,000.

L'honorable député n'est pas même sûr que nous ayons le moyen de dépenser cette somme-là. Je puis lui dire que quoique nous ayons dépensé \$40,000 de plus cette année pour les écoles du soir, nous avons encore le moyen de souscrire cette somme.

M. l'Orateur, je dis que cet amendement est malheureux. Je dis que cet amendement pourrait être inspiré par de bons motifs, mais les vues auxquelles il arrive sont malheureuses. C'est donner de notre Législature une bien petite opinion. C'est nous montrer égoïstes. C'est dire que quand il arrivera des malheurs ailleurs, nous n'y porterons pas secours.

Quel est le but de cet amendement ? C'est la crainte que la cause de l'apaisement y gagne quelque chose ; il est la juste expression d'opinion de l'autre côté de la Chambre, expression qui doit rester dans l'histoire pour démontrer que l'agitation qui a eu lieu dans le pays n'est rien autre chose qu'une agitation politique faite par les tories d'Ontario, qui croyaient y gagner quelque chose. Je dis que cet amendement tend à démontrer que nous sommes des égoïstes. Je trouve la preuve que toute l'agitation faite dans cette Province est une agitation politique dans l'amendement

fait l'autre jour par l'honorable député de Québec. Je dis que cette agitation que les tories d'Ontario ont faite à propos de l'affaire des Jésuites a été faite parce que le parti conservateur voulait en retirer un bénéfice.

Quel est le fonds de cet amendement, proposé par l'honorable député de Québec l'autre jour. C'est que le gouvernement actuel voulait exploiter à son profit le règlement de cette question des Jésuites, et que, dans l'opinion de ces Messieurs, si le gouvernement n'avait pas exploité ce règlement au point de vue de la politique, les tories d'Ontario ne se seraient pas soulevés, et que c'est en se servant de cette question au point de vue des partis que nous avons soulevé une agitation considérable. Ces deux amendements sont faits dans le but de continuer l'agitation afin de recueillir les votes en faveur du parti conservateur, lorsque nous travaillons à apaiser l'agitation.

Aujourd'hui, voilà le deuxième fait qui sera consigné dans nos annales parlementaires et qui ira à la postérité, qui démontrera que toute cette agitation a été faite par les tories d'Ontario parce que leur parti pouvait y gagner quelque chose.

Le premier amendement dont j'ai parlé, à propos de la question des Jésuites a été fait par l'honorable député de Québec. Lui qui connaît bien le parti tory, lui qui vient de la province d'Ontario, il comprend quel est le but et pourquoi cette agitation a lieu.

Eh bien, M. l'Orateur, le pays comprendra quelle est la manière d'agir de l'opposition sur cette question, lorsqu'elle sait que le gouvernement est engagé en honneur de voter le montant. On veut faire un petit peu de capital politique et, quand nous rencontrerons ces Messieurs sur les hustings, il nous accuseront d'avoir gaspillé l'énorme somme de \$10,000 pour une Université protestante. Voilà ce qu'on nous reprochera sur les hustings. Mais je dis, M. l'Orateur, que nous avons intérêt à ce que cette grande institution s'établisse pour protéger l'intérêt de nos nationaux qui sont établis dans la province d'Ontario.

A présent M. l'Orateur je vais proposer à la Chambre une affirmation de principe, une déclaration d'opinion, qui, je crois, doit rallier la majorité des membres de cette Chambre. Au commencement de la séance, l'honorable chef du gouvernement a soumis à la considération de la Chambre la proposition d'aider l'Université de Toronto jusqu'à concurrence d'une somme de dix mille dollars. Chose étrange, M. l'Orateur, et je dois le déclarer de suite, que depuis que je suis dans cette chambre, je n'ai jamais vue, — avant même que les résolutions soient connues de la Chambre,

avant que la Chambre ait été en comité—on propose une affirmation de principe opposé à ces résolutions : c'est ce que je n'ai jamais vu.

L'honorable député de Saint-Maurice propose un amendement aux résolutions avant même que ces résolutions ne soient connues de la Chambre. Je dis que c'est une procédure exceptionnelle. Il y a un parti tellement prononcé d'opposer ces résolutions qu'avant même que le comité soit formé, avant même qu'elle soient lues devant la Chambre, on s'y objecte.

Le gouvernement demande à la Chambre de se former en comité général pour considérer l'à-propos des résolutions suivantes :

“ Attendu qu'à la suite des incendies destructeurs qui ont eu lieu, en 1870, dans la région du Saguenay, la Législature d'Ontario vota, le dix janvier 1871, à l'unanimité de ses membres, la somme de cinq mille piastres pour venir en aide aux victimes de ce désastre, laquelle somme fut versée immédiatement après ;

“ Attendu qu'avec l'intérêt simple accumulé, depuis cette date, cette somme s'élèverait, aujourd'hui, au chiffre de dix mille sept cents piastres ;

“ Attendu que par l'incendie des édifices de l'Université de Toronto, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, dans la nuit du 14 février courant, les syndics de cette institution et la population de la province d'Ontario subissent une perte de plus de cinq cent mille piastres ;

“ Attendu qu'il n'est que juste que notre Législature, en reconnaissance du don généreux fait en 1871, à la population de notre Province, éprouvée par les incendies du Saguenay, contribue pour sa part aux secours portés aux victimes de la destruction de cette Université.”

Avant qu'on aille en comité général sur cette résolution, voilà l'honorable député de St-Maurice qui se lève et propose l'amendement suivant :

“ Que cette Chambre, tout en regrettant les pertes considérables subies par l'Université de Toronto, dans la nuit du 14 février dernier, et tout en étant prête, lorsque l'occasion s'en présentera, à secourir les victimes de calamités publiques, comme celles qui ont affligé la région du Saguenay en 1871, est d'opinion que le gouvernement d'Ontario, la corporation de la ville de Toronto, les citoyens de cette ville, et le peuple de la province d'Ontario ont les moyens suffisants pour réparer ces pertes, et que dans ces circonstances, cette somme de dix milles piastres devrait plutôt être consacrée à promouvoir l'éducation élémentaire et agricole en cette Province, si l'état de nos finances permet de la dépenser.”

J'ai dit que c'est malheureux que cet amendement-là ait été proposé. Je le regrette pour notre Province et pour cette Chambre. Quelle que soit l'intention que l'on a eue en proposant cet amendement, il aura pour effet de continuer les divisions entre les races.

Ceux qui liront cet amendement diront que la province de Québec ne veut plus être une province sœur et, quand un désastre se présentera, elle n'y portera secours que dans le cas où il sera aussi considérable que celui du Saguenay.

On nous accuse d'avoir été la cause de la division qui règne dans la Puissance et on a dit que le règlement de la question des Jésuites avait été la cause de la division. Je dis que ce n'est pas le cas. Nos amis de l'autre côté nous ont rendu justice sous ce rapport et ils ont mis dans les journaux de cette Chambre que c'était le contraire de ce qu'ils prétendaient.

Donc l'on nous dit que les tories d'Ontario qui ont fait de l'agitation, l'ont fait non parce que c'était juste mais parce que c'était M. Mowat qui gouvernait la province d'Ontario, et si la chose avait été faite par les conservateurs, il n'y aurait pas eu d'agitation.

A présent on craint que cette résolution puisse avoir pour résultat d'apaiser l'agitation dans Ontatio et qu'elle puisse être utile à l'honorable M. Mowat. Je dois protester contre une semblable prétention; je dois protester contre ce principe injustifiable. Il sera difficilement étayé par les précédents.

En terminant mes remarques je crois devoir proposer le sous-amendement suivant :

“ Que tous les mots après “ que ”, dans l'amendement, soient retranchés, et remplacés par les suivants :

“ La Chambre consent à se former en comité général sur la dite résolution, parce qu'elle veut offrir un témoignage de générosité, de libéralité et de sympathie, de la part des citoyens de cette Province, à l'égard de ceux de la province d'Ontario.”

M. DESJARDINS ne peut approuver ce don. S'il s'agissait d'un acte de charité, s'il fallait secourir des malheureux, à la bonne heure. Mais nous donnons à plus riche que nous et l'Université de Toronto a tout ce qu'il faut pour se relever de ses ruines. En outre, nous donnons ce que nous

n'avons pas. Il faudra emprunter ces \$10,000, les puiser dans le fonds des dépôts des compagnies de chemins de fer. On n'a pas le droit d'endetter la Province pour faire des générosités.

Il est évident que cet acte du gouvernement est une simple tactique politique. Le Secrétaire-provincial l'a d'ailleurs déclaré franchement, quand il a dit que son but est d'apaiser les mécontentements des protestants dans Ontario. L'offre du gouvernement a plutôt un caractère insultant. Elle reconnaît jusqu'à un certain point que nos adversaires sont les auteurs du malaise auquel on veut porter remède. Ils semblent dire : Depuis quelque temps nous avons bien dit des choses de nature à vous irriter ; ne vous fâchez donc pas, voici \$10,000 ! Ce n'est pas par une offre d'argent qu'on peut espérer de maintenir l'harmonie religieuse et nationale. Luttons honnêtement contre les préjugés. C'est la seule conduite à tenir.

M. LEBLANC dit que ces résolutions ont pour but d'acheter les gens d'Ontario qui pourraient penser à mal du gouvernement de Québec. Il soutient que l'Université de Toronto n'a que faire de ce don de \$10,000, parce qu'elle est déjà en état de se relever de ses ruines.

L'honorable M. FLYNN.—Il s'agit de savoir dans quel cas on peut intervenir pour accorder de l'aide à une province étrangère. Il y a lieu quelque fois à un échange de bons procédés interprovinciaux, sous forme de félicitations, de condoléances, ou sous une forme plus pratique dans le cas de grandes calamités, quand on se place au point de vue de l'humanité souffrante ou de la charité publique.

Dans le cas actuel, la charité publique est-elle requise ? Ce n'est pas une œuvre de charité et je suis sûr qu'à ce point de vue, la province d'Ontario ne voudrait pas accepter notre don.

Dit-on que c'est au point de vue politique, et pour apaiser le sentiment hostile dans Ontario ? Ce n'est pas là un bon principe, ni un procédé usité. S'il y a quelque conflit, le moyen d'apaiser les esprits ne consiste pas en un don d'argent. On n'achète pas ainsi la paix et l'harmonie, et Ontario ne voudrait pas accepter votre don pour cette fin. La minorité protestante de Québec ne peut pas non plus l'accepter comme compensation de ce qu'elle croit avoir eu à souffrir de l'intempérance de langage de certains hommes politiques.

Les protestants d'Ontario comme ceux de Québec estiment trop leurs sentiments et leurs convictions politiques pour accepter ce don à ce point de vue. Si l'on a cru pouvoir ainsi se concilier Ontario et la minorité protestante de Québec, c'est un mauvais calcul, j'ai raison de le croire. Nos adversaires viendront nous dire, aux élections, devant la partie anglaise de la population : " Voyez donc notre générosité et la mesquinerie de nos adversaires à notre égard ! " Je leur donne toute la consolation qu'ils peuvent tirer de cette position. Mais je n'hésite pas à dire que le gouvernement ne se conciliera pas par ce moyen le vote de la population anglaise, s'il ne justifie pas d'une autre manière sa politique.

Ontario n'a pas demandé ce don. L'Université de Toronto à tous les moyens nécessaires pour sa construction. La province de Québec, riche en ce sens que la population est peu taxée, est pratiquement pauvre ; ses revenus ne rencontrent pas ses besoins ; elle n'est pas en état de faire des générosités de cette nature.

Il est possible qu'Ontario refuse notre offre, dans les circonstances, et je n'hésite pas à dire que, si j'occupais une position responsable dans la Législature de cette riche et fière Province, je croirais devoir refuser une offre, faite sans le concours unanime de la Chambre.

L'honorable M. GAGNON.—Concurrez !

L'honorable M. FLYNN.—Avant de mettre sur les ordres du jour ces résolutions, le gouvernement aurait dû s'assurer du consentement du chef de l'opposition, et, faute de ce consentement, il eût été plus convenable de s'abstenir.

On veut établir une analogie entre le cas actuel et l'incendie du Saguenay en 1871. Il n'y en a raisonnablement pas. L'aide accordé en cette occasion fut demandé par la Législature et par M. Blake et, d'ailleurs, il s'agissait d'une grande calamité publique. Rien d'inconvenant, du reste, comme le calcul des \$5,000 avec intérêts contenu dans les résolutions ministérielles. Pour être correct il faudrait offrir \$10,700.

La province de Québec a des besoins nombreux que ses revenus sont insuffisants à satisfaire. Plusieurs demandes d'aide ont été faites par des institutions d'éducation, de bienfaisance ou de charité, et le gouvernement a répondu : Nous voudrions bien vous aider, mais les moyens de la Province ne le permettent pas. Certes, il est bien permis de rappeler ces choses, aujourd'hui qu'on nous demande de voter une don pour une insti-

tution étrangère. Quel est l'homme sensé qui, dans les circonstances où se trouve la Province, préviendrait les désirs d'Ontario pour lui accorder une pure faveur ?

On a parlé de M. Blake et vanté ses déclarations favorables à la province de Québec. J'apprécie la position prise par cet homme politique ; mais je ne voudrais pas, pour lui témoigner ma reconnaissance, lui offrir de l'argent. Le Premier Ministre aurait pu profiter de la première occasion pour lui offrir des félicitations. Je n'aurais pas eu objection à approuver une résolution qu'il eût présentée à cette Chambre dans ce sens, pourvu qu'on eût rendu le même témoignage de reconnaissance à d'autres hommes qui, dans la même circonstance, ont revendiqué aussi noblement les droits de la race française.

Le député de Gaspé rappelle, incidemment, que le Premier Ministre n'a pas toujours été d'accord avec les vues politiques de M. Blake. On n'a pas oublié que M. Blake disait en quelque mémorable occasion : “ Je ne consentirai jamais à ouvrir les portes de l'avenir politique avec une clef du passé souillée de sang et je ne veux pas faire une plateforme politique de l'échafaud de Régina.” La lettre même écrite au sujet de ce don par M. Blake au Premier Ministre comporte une leçon à ce dernier, une recommandation aux hommes politiques d'être sobres dans leurs paroles et de se donner la main pour en apaiser les esprits. Cette lettre veut dire, après des discours comme on a entendus depuis quelques années en cette Chambre et dans la Province : Je vous aime bien, mais je vous conseille d'être plus prudents à l'avenir et de ne plus vous mettre dans l'embarras.

On dit que certains journaux approuvent les résolutions, mais je crois que, même dans le parti ministériel, plusieurs ne peuvent l'approuver pour les raisons que je viens de donner. La *Vérité* s'est fait l'interprète fidèle des sentiments d'un certain nombre de personnes qui ont appuyé le gouvernement actuel et d'un plus petit nombre qui l'approuvent encore.

J'attire particulièrement l'attention des députés nationaux sur la position nouvelle qui leur est faite. Le gouvernement actuel est né de l'idée nationale, du principe national. A la veille d'élections générales, le gouvernement change de tactique. Il y a eu des déclarations de mesures ministérielles évidemment destinées à concilier au gouvernement ceux qu'ils ont combattus depuis 1885. Voilà un nouvel acte ministériel dans ce sens, mais si le gouvernement croit au principe qui l'a fait naître il doit y rester fidèle. Au contraire, il baisse pavillon et il flatte aujourd'hui ceux qu'il combattait hier. La minorité protestante en cette Province a compris à tort ou à raison qu'il y avait une déclaration

de guerre contre elle. On lui fait aujourd'hui des déclarations d'amitié. Le Premier Ministre ne fait rien sans calcul. Il a à choisir entre la politique nationale et intransigeante et la politique plus large qui consiste à flatter la minorité protestante. On connaît assez le Premier Ministre pour savoir que, s'il se voit menacé de perdre le pouvoir il n'est pas homme à reculer devant une politique d'expédients.

L'honorable M. MERCIER.—Je suis presque porté à regretter d'avoir consenti à l'ajournement du débat afin de permettre à l'honorable député de Gaspé de prendre la parole sur cette question. Il me semble que je lui aurais donné une excellente occasion de se taire, car ce qu'il a dit là,—qu'il me permette de le lui dire sans le blesser—ne lui fera pas de bien. Il ne se contente pas d'opposer les résolutions qui sont devant la Chambre, ce qu'il a le droit indiscutable de faire, mais il le fait pour des motifs inavouables. Et pour bien faire comprendre sa pensée et la rendre aussi méchante que possible à mon égard il dit " qu'il savait parfaitement bien que j'étais un homme d'expédients et que si je m'apercevais que le gouvernement serait sur le point de tomber, en maintenant les principes que j'ai cru devoir affirmer, je changerais facilement, afin de sauver le gouvernement et de rester au pouvoir."

Je ne voudrais pas, M. l'Orateur, être désagréable au député de Gaspé et lui retorquer cet argument. Je crois que ce ne serait pas digne, que ce ne serait pas convenable et surtout—qu'on me permette de le dire—ce ne serait pas chrétien, parce que s'il y a un homme dans cette Chambre, auquel les paroles du député de Gaspé peuvent s'appliquer, c'est le député de Gaspé. Je me contenterai de ne dire que cela.

Quant aux motifs qu'il m'impute je les répudie de toute la force de mon âme. J'ai cru faire un bon acte. Mes collègues ont cru faire un bon acte en offrant ces dix mille piastres, et il ne m'est pas venu à l'esprit, il n'est venu à l'esprit d'aucun de mes collègues que cette idée serait appréciée de la manière qu'elle l'a été par l'honorable député de Gaspé. On n'a jamais songé que la reconnaissance d'un acte de générosité par un autre acte de générosité pouvait être considérée comme une aussi mauvaise politique, ou basée sur des motifs aussi peu respectables que ceux qui ont été mentionnés par le député de Gaspé.

Nous avons songé que la Province voisine venait de perdre sa plus belle institution. Nous nous sommes rappelé qu'il y avait dans cette institution les souvenirs de plusieurs générations et qu'à travers toute la

province d'Ontario, et même je dirai à travers l'Amérique du Nord, il y avait des élèves distingués sortis de cette institution, et que nous ferions un acte sage—un acte dont les élèves nous seront reconnaissants—en offrant dans les circonstances de remettre l'argent qui avait été voté si libéralement autrefois par la Législature d'Ontario et que cette offre serait acceptée par l'Université de Toronto, non-seulement comme un acte de gratitude, mais aussi comme un de ces actes de courtoisie qui contribuent à maintenir, s'ils existent, et à ramener, s'ils n'existent pas, les bons rapports entre deux provinces.

Maintenant nos motifs sont discutés. Nos motifs sont mal interprétés. Nos motifs, tels que nous les avons, disparaissent devant l'accusation portée par le député de Gaspé. Le député de Gaspé est un Canadien-français ; il est irlandais de nom mais je crois que généralement il se réclame plutôt de la race française que de la race irlandaise. Je le lui ai entendu dire à lui-même. Mais ce qu'il y a de certain c'est qu'il est catholique. Il appartient à la croyance religieuse de la grande majorité de cette Province. Qu'on me permette de dire qu'il n'a pas parlé au nom de cette croyance là ; et ses paroles seront répudiées, et ses paroles seront repoussées, condamnées par ceux qui partagent ses croyances religieuses. Car M. l'Orateur, quels que soient les motifs pour lesquels on vote pour ou contre ces résolutions on ne peut pas voter pour des motifs tels que ceux donnés par le député de Gaspé. Les catholiques sont trop généreux ; il ont des idées trop larges ; ils ont trop peu de fanatisme pour accepter des préjugés comme ceux exprimés par le député de Gaspé.

Mais ce que je regrette surtout, c'est que ces motifs soient exprimés par lui, que l'on a l'habitude de considérer comme un homme qui pèse ses paroles, qui réfléchit avant de parler ; et, avec la réputation qu'il a sous ce rapport, ses paroles peuvent avoir un effet considérable et laisser croire dans Ontario que c'est là le sentiment général des catholiques et que si la majorité soutient les résolutions c'est seulement dans un but politique. Or ce serait un malheur si cette opinion prévalait et j'espère que la déclaration que je fais en ce moment-ci sera suffisante pour détruire cette fausse impression si elle existe. Je regrette ces déclarations. D'avance, on les a répudiées dans Ontario. Prenez les journaux anglais protestants d'Ontario. Il répudient précisément ces motifs et ils déclarent que c'est une infamie de vouloir prétendre et dire que le Premier Ministre proposait ces résolutions pour les motifs indiqués par le député de Gaspé ; c'est-à-dire, M. l'Orateur, que les protestants, avec lesquels je ne suis pas toujours d'accord, avec lesquels j'ai eu quelquefois des difficultés, sont obligés aujourd'hui de prendre ma défense contre quelques-uns de mes compa-

triotés qui veulent perpétuer les luttes de race et de religion dont on était menacé.

C'est-à-dire que le député de Gaspé, qui est un homme jugé raisonnable, un homme politique habile, un avocat distingué, un ancien ministre de la Couronne, veut ici perpétuer, au grand détriment du bien public de la province de Québec, les préjugés nationaux et religieux que des fanatiques d'une autre race et d'une autre croyance religieuse ont cherché à semer dans le pays.

Je le laisse à son œuvre. Qu'il la fasse. Je lui dis : elle n'est pas digne de lui. Je le regrette pour lui, je le regrette pour la Chambre, je le regrette pour la Province et je le regrette surtout pour le Dominion.

Je ne dirai rien de plus, M. l'Orateur. J'ai été profondément blessé des remarques du député de Gaspé. J'y ai répondu avec la modération que je croyais devoir y mettre et je craindrais, si j'allais plus loin, d'employer des expressions trop violentes que je serais obligé de regretter. Je me contente de cette protestation et je demande à mes amis qui ont entendu l'accusation du député de Gaspé de m'aider à faire adopter ces résolutions. Ils comprennent maintenant les motifs pour lesquels on les oppose. Ces motifs sont suffisants pour décider mes amis à se rallier autour de moi et à me prêter leur concours unanime, si c'est possible, pour démontrer aux Anglais et aux protestants que nous savons aussi bien protester contre eux quand ils veulent être injustes à l'égard de notre race et de nos croyances religieuses, que nous sommes décidés à protester contre les déclarations de la nature de celles qui viennent d'être faites et qui sont propres à insulter les Anglais protestants. (Applaudissements.)

M. PICARD trouve inopportun le don que l'on veut faire à l'Université de Toronto. Le gouvernement est trop pauvre pour se donner le luxe d'une telle libéralité, lorsque, dans notre Province même, l'éducation, la colonisation a tant de besoins, que ses ressources ne lui permettent pas de satisfaire.

L'honorable M. ROBIDOUX.—M. l'Orateur, je regrette, pour l'honorable député de Richmond et Wolfe, l'idée malheureuse qu'il a jeté devant cette Chambre, en terminant son discours. Si vous donnez à l'Université de Toronto une somme de dix mille piastres, nous a-t-il dit, c'est dans l'unique but d'acheter les sympathies de la province d'Ontario, et de rétablir entre cette Province et la province de Québec, la bonne entente d'autre-

fois. Vous encouragerez par votre don, a-t-il continué, les habitants d'Ontario à prétexter de nouveaux griefs pour obtenir de vous d'autres sommes encore.

Au nom de mes amis de ce côté de la Chambre, je repousse cette idée, qui comporte une insulte imméritée à nos compatriotes d'Ontario et à nous-mêmes. Que l'honorable député de Richmond et Wolfe en porte toute la responsabilité. Qu'il apprenne aussi que nous ne sommes pas des trafiquants en sympathies. Nous recevons avec bonheur toutes celles qui nous arrivent librement d'Ontario, et nous accordons librement les nôtres à ceux-là seuls que nous en croyons dignes.

Ceci dit, permettez-moi, M. l'Orateur, d'étudier le mérite des résolutions dont est saisie cette Chambre, et de suivre—au fil de la pensée et sans y apporter beaucoup de méthode, je le crains,—nos adversaires sur le terrain où ils nous ont entraînés, à l'occasion de ces résolutions. Sans m'attacher à l'un plutôt qu'à l'autre discours des honorables Messieurs de l'autre côté, je désire embrasser le débat dans son ensemble. Puisqu'ils se sont demandé, d'abord, si nous avions raison de voter \$10,000 en faveur de l'Université de Toronto, puis, si le parti national est responsable du sentiment adverse à la race française qui s'est produit ici, dans Ontario et un peu partout dans le Dominion, je me le demanderai à mon tour.

Avons-nous raison de voter \$10,000 en faveur de l'Université de Toronto ?

Je suis d'accord sur un point avec les honorables Messieurs qui combattent les résolutions. Comme eux, je suis dans l'impossibilité de trouver un principe absolu pour établir la nécessité de ces résolutions. Je ne saurais, quelque effort de raisonnement que je voulusse faire, prouver, par un syllogisme, que la province de Québec est tenue de faire don de \$10,000 à l'Université de Toronto ; de même que personne ne peut par un syllogisme inattaquable établir que nous ne le devons pas.

En effet, de quoi s'agit-il ? D'un acte de gracieuseté, d'un acte de générosité. Il s'agit de venir au secours de l'Université de Toronto, qui a perdu, par un incendie, tout ce qu'elle possédait. Nous ne froisserions aucun principe, en ne votant pas ces \$10,000. Nous n'en contrarions aucun en les votant. Pour nous, c'est une question de sentiment, ou mieux encore, une question de reconnaissance.

Quand, en 1871, la province d'Ontario a voté \$5,000 pour secourir les malheureux habitants du Saguenay, aucun principe ne la contraignait à faire cette généreuse donation. C'était pour elle une question d'humana-

nité. La Province sœur s'était dit : Il y a là-bas, au Saguenay, de nos compatriotes qu'un incendie a jetés dans la plus navrante des misères, il y a de nos frères qui souffrent, qui manquent de pain, qui manquent de tout, tendons-leur la main Voilà ce qu'a fait Ontario, et les habitants du Saguenay ont béni la main qui venait de s'ouvrir largement vers eux.

Nous, nous disons : Il y a là-bas, à Toronto, une population qui n'a pas besoin de pain, il est vrai ; mais chez laquelle un grand foyer intellectuel vient de disparaître, aidons-là à reconstituer ce foyer. Prouvons que nous avons le souvenir du cœur. C'est notre jour d'être généreux.

Nos honorables adversaires nous ont dit, M. l'Orateur : Attendez qu'Ontario vous demande ces \$10,000. Attendre ! Pourquoi ? Ontario n'a pas attendu notre demande en 1871 ; nous n'avons pas mendié en 1871. Croyez-vous qu'Ontario viendra mendier en 1890 ? Laissons à Ontario la fierté de recevoir sans avoir demandé, et gardons pour nous le noble plaisir de donner sans qu'on nous demande.

On nous reproche—et l'honorable député de Gaspé est un de ceux qui nous font ce reproche,—on nous reproche que certains de nos amis politiques ne veulent pas que nous accordions \$10,000 à l'Université de Toronto. A ceci nous pouvons bien répondre qu'ils sont nombreux ceux de nos adversaires politiques qui désirent que nous les accordions.

L'honorable Premier Ministre a cité, il y a un instant, un article fort remarquable, publié par le *Toronto Week* qui applaudit à notre projet. Le *Toronto Week*, si je ne me trompe, est sous la direction de M. Goldwin Smith. On m'interrompt pour me dire que M. Goldwin Smith est un ami des libéraux. Pas que je sache. Qu'on lise les articles du *Bystander*, dont M. Goldwin Smith est le rédacteur, et l'on verra que sur les questions brûlantes qui ont agité notre Province dans ces derniers temps, M. Goldwin Smith pense beaucoup comme nos adversaires.

Ainsi donc, M. l'Orateur, nous avons pour nous l'autorité de M. Goldwin Smith. Chose remarquable : M. Goldwin Smith—grâce sans doute à une longue étude du cœur humain et à une profonde connaissance de tous les dévoiements ou peuvent entraîner, parfois, les passions politiques,—a prévu et exposé, à l'avance, toutes les objections que nos honorables adversaires nous font aujourd'hui. Ecoutez, plutôt :

“ It is not easy to conceive of anything more injudicious, unkind or discourteous than the spirit in which Premier Mercier's proposal that the Legislature of Quebec should make a small grant in aid of the restoration

of Toronto University is being met by certain Ontario newspapers and some of their correspondents.

By almost universal consent nothing is more ungenerous than to question the motives of those who thus tender, unsolicited, a token of sympathy and friendship. Even those who are ready to believe the worst in regard to Mr. Mercier should see that, under the circumstances, the proposed rejection of the gift, should it be offered, would be an outrage which there is nothing in the existing relations between the two Provinces to justify or excuse.

There has been no declaration of war between Ontario and Quebec; and, were it otherwise, there could scarcely be any conceivable guile lurking in a ten thousand dollars cheque in aid of an educational institution, such as could warrant the most suspicious of Ontario Lacoons in shouting out that they fear their French-Canadian fellow-citizens, even when making offerings at the shrine of Minerva.

To allege that the sister Province cannot afford to make such an appropriation, and that it must in the end be taken from the Dominion coffers, is to add insult to insult. When Quebec or any other Province makes unfair demands upon the Dominion purse, there will surely be constitutional modes of resistance, and will be the proper time to resort to such modes.

In thus writing we do not, of course, for a moment assume that the authorities of the University could or would be guilty of the discourtesy in question; but it is greatly to be regretted that such a cry should have been raised, in reference to what would have been in itself a graceful expression of provincial good will, just at a time when every good citizen must wish to alley mutual exasperations."

Dans notre Province, les journaux amis de nos adversaires nous fournissent aussi des arguments à l'appui de la mesure ministérielle. Personne n'accusera l'*Événement* d'être à la dévotion du parti national. C'est un article bien pensé et bien écrit de l'*Événement* que j'offre maintenant aux méditations des honorables députés de la gauche :

" Il est arrivé ce que nous avions prévu et ce qu'il aurait été fort désireux d'éviter dans l'intérêt de nos rapports avec nos concitoyens anglais.

" On a discuté ce crédit de dix mille piastres demandé pour l'Université de Toronto, et la Chambre a été contrainte de se diviser sur une

mesure qui aurait dû rallier toute la députation, puisque l'on voulait donner du prix au cadeau offert et manifester la générosité de nos sentiments à l'adresse du peuple d'Ontario...

“ Le premier-ministre a aussi prétendu que cette institution avait été représentée sous un faux jour. Il est prêt à accorder que l'Université de Toronto est une université protestante, mais nullement fanatique. C'est une institution, dit-il, où les jeunes gens vont apprendre qu'avant d'être Anglais, Français ou Irlandais, on est chrétien.

“ M. Mercier a aussi communiqué à la Chambre une lettre collective des députés français de l'opposition à Ottawa, souscrivant à sa mesure et laissant comprendre qu'elle contribuera beaucoup à mettre en relief la libéralité de notre Province.....”

Il est un autre journal dont l'assentiment me flatte tout particulièrement dans cette occasion, et vous le comprendrez, quand je vous aurai dit que ce journal est publié dans mon comté et est l'organe des électeurs anglais que j'ai l'honneur de représenter ici. Ce journal, l'*Ormslown Record*, dont toutes les vues ne sont pas les miennes, je dois le dire, félicite le gouvernement de l'initiative qu'il vient de prendre. Je m'en voudrais de ne pas vous lire cet article :

“ The Toronto University was burnt down a few weeks ago, and the loss estimated at \$500,000. It is a great loss to Toronto and the educational world, but in so far as it is a question of dollars and cents, it will be easily made up.

“ But how to replace that valuable Library ? This is where the disaster is greatest. The Ontario Legislature has voted \$160,000 towards its erection, and the Quebec Government, that has been so much found fault with by the Protestant minority here, has voted \$10,000. We suppose the Dominion Government is sufficiently interested in education to come to the rescue following in the steps of the Provinces by a good large vote.

“ The protestants, not only of our Province, but of the whole Dominion, after a little calm observation will see that the devil is not as black as he is painted. No man in this country has been more reviled than Mr. Mercier. No charges were too sweeping to be laid against him. One day he was called the tool of the Nationalists, the next, the tool of the Church. He was represented as a man of no principle and no mind of his own. On the question of education, he was called a renegade preaching one doctrine in opposition and another in power. Let the electors recall all Mr. Mer-

cier has done to create an intelligent public opinion and they will find him true to his principles."

D'autres journaux encore, qui jouissent d'un grand crédit et dont les préférences sont pour nos adversaires, comme le *Chronicle* et le *Witness*, partagent l'opinion du *Week*, de l'*Événement* et de l'*Ormslow Record*.

A ceux donc qui se font un argument de ce que nous n'avons pas l'opinion unanime de nos amis, nous répondons en disant : Nous avons l'approbation d'un grand nombre des vôtres, et le mérite de la question reste le même.

Quant à moi, j'appuierai de mon vote la donation de \$10,000 à l'Université de Toronto. J'y vois un acte de générosité qui nous honore ; j'y vois un acte de reconnaissance qu'il est beau d'accomplir ; j'y vois l'épanouissement plus complet d'un sentiment humanitaire dont le culte nous est cher, dès longtemps ; j'y vois si l'on veut,—et je ne rougis pas de ce motif—, un gage nouveau d'apaisement et de paix pour notre société.

Posons-nous, maintenant, la seconde question discutée incidemment par nos adversaires, au cours de ce débat : Le parti national est-il responsable du sentiment d'hostilité à la race française et au parti national lui-même, qui s'est manifesté chez la minorité dans cette Province, et dont nous avons été les témoins attristés, pendant ces derniers temps ?

J'affirme et je prouverai que c'est le parti conservateur qui doit en porter toute la responsabilité.

En 1888, notre Chambre a voté la loi relative au règlement de la question des "biens des Jésuites." Tous les députés anglais et français, catholiques et protestants, ont donné leur adhésion à cette loi. En dehors de la députation, chez nos compatriotes anglais dans notre Province, cette loi a été accueillie, ça et là, par quelques murmures isolés ; mais aucune organisation alors ne s'est dressée au milieu de nous, à cause de cette loi, comme une menace pour notre nationalité. La discussion de cet acte politique se faisait sans animosité. La passion et les préjugés n'y apportaient pas leurs arguments néfastes. Aucune voix autorisée n'avait encore proclamé que nos compatriotes anglais dans cette Province avaient à nous reprocher, je veux dire à nous, Canadiens-français, des griefs que l'on a imaginés depuis. Pas un Anglais, occupant dans notre politique une situation marquante, n'avait jeté le cri d'alarme.

Où donc, dans notre Province, et par qui avons-nous entendu dire pour la première fois, que nous avions empiété sur les droits de nos com-

patriotes anglais, que nous avons voulu insulter à leurs plus chères traditions ? Où ? A St. Hilaire, dans un pique-nique politique, organisé par les conservateurs. Par qui ? Par un conservateur, par le Secrétaire d'Etat, l'honorable M. Chapleau. C'est là que l'honorable M. Chapleau a dénoncé le Premier Ministre ; c'est là qu'il l'a accusé d'avoir fait la loi touchant les biens des Jésuites, " d'une manière calculée pour provoquer une irritation dangereuse." C'est encore là qu'il prêtait au Premier Ministre ce langage : " Je paierai cette somme aux Jésuites et je laisserai le Pape arbitre en cette affaire, que le peuple dise ce qu'il voudra."

Mais laissez-moi plutôt citer une partie du discours prononcé en cette occasion par l'honorable M. Chapleau :

"Une société qui prend le nom de " Droits Egaux " n'a pas de raison d'être, car elle est une anomalie chez nous. Qui l'a fait naitre ? Je ne suis pas disposé à entrer dans l'historique de la législation qui a causé l'agitation actuelle ; agitation qui heureusement n'a pas trouvé d'écho dans notre Province. Je dois rendre justice à mes compatriotes de la province de Québec en disant QU'ILS N'ONT PAS PRIS PART A CE MOUVEMENT. Pour quoi donc avons-nous entendu ailleurs s'élever ce cri d'extermination lancé contre les Canadiens-français que l'on a comparés à des parasites nuisibles à la constitution anglaise. C'est parce que M. Mercier a voulu faire une *fanfaronnade* avec sa législation sur la question des Jésuites, en déclarant avec un esprit de bravade qu'il faisait cette loi de force comme il l'a faite, c'est-à-dire, d'une manière calculée pour provoquer une irritation dangereuse. Il a dit : " Je paierai cette somme d'argent aux Jésuites, et je laisserai le Pape arbitre en cette affaire, que le peuple dise ce qu'il voudra." Pourquoi agir ainsi."

Au dire de l'honorable Secrétaire d'Etat, notre Premier-Ministre a voulu faire une *fanfaronnade* avec la législation sur la question des Jésuites, il a déclaré avec un esprit de *bravade* qu'il faisait cette loi de force, c'est-à-dire *d'une manière calculée* pour provoquer une *irritation dangereuse*. Puis il a laissé le Pape arbitre en cette affaire ! Et voilà pourquoi est née l'Association des droits égaux ?

Sans doute l'honorable Secrétaire d'Etat déclare ne pas approuver cette association ; mais il s'est évertué à trouver tant de motifs pour l'expliquer, j'allais dire la justifier, qu'on s'étonne qu'il ne se soit pas écrié :—Je vous blâme, mais vous avez raison.

Voilà la source des divisions regrettables qui ont surgi entre un certain nombre de nos compatriotes anglais et la population française de

notre Province. Et qui peut douter que cette manœuvre du Secrétaire d'Etat à Saint-Hilaire ne fût le résultat d'un savant calcul politique. Elle ne s'explique pas, si elle n'avait pas pour but de capter les sympathies de nos compatriotes anglais, en faveur du parti conservateur et au détriment du parti national.

C'est pour nous ruiner politiquement que ce cri d'alarme a été jeté, à Saint-Hilaire, et qu'il a été, depuis, répété d'un bout à l'autre de la Province par nos adversaires. Et aujourd'hui, M. l'Orateur, nous avons vu, ici, l'honorable député de Gaspé, je regrette de le dire, et je le dis sans manquer au respect que m'a toujours imposé sa grande valeur d'homme politique, nous l'avons vu perpétuer, dans cette Chambre, et réchauffer les préjugés que le parti conservateur a réussi à créer chez certains de nos compatriotes anglais.

Mais il n'y a pas lieu de s'étonner de l'attitude du député de Gaspé. Il n'a fait que répéter aujourd'hui, dans des termes différents, ce qu'il disait, en 1889, aux membres du Club conservateur, à Montréal. J'emprunte à la *Minerve* les paroles qu'il prononçait alors :

“ M. Mercier, disait-il, a l'air de dire à nos concitoyens de la minorité que vu qu'il leur a donné \$60,000,—il parle même d'ajouter \$4,000—sur les \$400,000 en rapport avec la question du règlement des biens des Jésuites, puisqu'il leur a accordé certains avantages—mais il ne parle pas des avantages que les conservateurs leur ont accordés sous ce rapport pour la construction d'un asile d'aliénés,—les protestants de la province de Québec doivent à M. Mercier pleine et entière allégeance. Il a, je crois, une bien faible opinion de cette partie de notre population, s'il croit gagner sa confiance de cette manière. Ce n'est pas ainsi qu'elle apprécie les questions politiques.

“ Il y a une question de principe, et la question de principe doit l'emporter sur la mesquine considération de quelques milliers de piastres, qui, après tout, ne leur sont données par M. Mercier qu'en par lui déclarant que ce montant leur est dû en justice. Si c'est là un acte de justice, comme le prétend M. Mercier, il me semble qu'il doit être traité de cette manière. Au reste, nos concitoyens savent trop apprécier les avantages du gouvernement constitutionnel, des libertés populaires pour trafiquer, pour quelques milliers de piastres, le droit de vivre libre sous l'égide de la constitution qui nous régit.”

On le voit, le député de Gaspé, dans ce discours faisait résonner la même note que l'honorable M. Chapleau avait touchée à Saint-Hilaire.

S'il y a une différence entre les expressions d'opinion de ces deux Messieurs, c'est que l'honorable député de Gaspé a encore été plus loin que son chef, en découvrant dans cette question du règlement des "biens des Jésuites," une question de principe que la minorité de cette Province ne devait pas sacrifier; et dans le don de quelques milliers de piastres, une tentative ayant pour but de lui faire sacrifier son *droit de vivre libre sous l'égide de la constitution qui nous régit dans ce pays!*

Il y a là une question de principe! Quel principe, je vous prie, a été mis en danger par la législation touchant les "biens des Jésuites"? C'est au droit qu'a la minorité de vivre libre sous l'égide de la constitution que nous avons attenté! C'est le principe de la constitution qui accorde à la minorité des droits inaliénables que nous avons voulu.....

L'honorable M. FLYNN.—Je déclare que telle n'a jamais été mon intention et que je n'ai jamais voulu dire telle chose.

M. ROBIDOUX.—Je serai certainement le dernier homme à ne pas accepter la déclaration de l'honorable député de Gaspé. Seulement il voudra bien me pardonner si je suis dans l'impossibilité de donner un autre sens à ses paroles. Qu'elle qu'ait été son intention, ses paroles ont un sens clair et déterminé.

Tous les députés de cette Chambre connaissent la valeur personnelle de l'honorable député de Gaspé, lui qu'on a appelé l'austère philosophe, le sage. Sa parole fait autorité. Celle que je lui reproche a été répétée d'un bout à l'autre du pays, et y a porté les fruits qu'on devait en attendre. Il est à regretter que l'interprétation que j'en fais ait été aussi celle qu'en ont faite les journaux, et cela sans attirer de protestations de la part de l'honorable député de Gaspé.

L'honorable M. FLYNN.—J'ai prié un journal ami de déclarer que ce n'était pas l'interprétation que je voulais donner à mes paroles.

M. ROBIDOUX.—Quoiqu'il en soit, je le répète, cette parole a produit des effets malheureux qu'elle était destinée à produire. On s'est dit, dans la province d'Ontario, s'appuyant sur sa parole, que nous, les hommes du parti national, nous étions les ennemis jurés de nos compatriotes anglais; et c'est ainsi, la parole de l'honorable député de Gaspé venant après celle de l'honorable Secrétaire d'État, c'est ainsi que s'est répandue l'idée que nous étions

les ennemis de la minorité, et que la minorité s'est éveillée à la crainte d'un danger inventé par nos adversaires.

L'honorable M. MERCIER.—Mon ami me permettra-t-il une interruption ? L'honorable député de Chateaugay trouve, je crois, dans les paroles de l'honorable député de Gaspé, l'interprétation qu'il leur a donnée. L'honorable député de Gaspé dit : “ Non, telle n'a jamais été ma pensée, et ce sont les principes qui divisent les libéraux des Anglais. C'est ce que j'ai voulu dire ; mais je n'ai jamais eu la pensée de dire ce que vous me faites dire-là.” L'honorable député de Gaspé serait-il assez bon de dire à la Chambre quels sont les principes qui divisent les libéraux des Anglais protestants ?

L'honorable M. FLYNN.—Je suis d'opinion, comme question de fait, que les protestants de la province de Québec sont généralement conservateurs, et je parlais de l'allégeance politique ; j'ai fait allusion au fait que l'honorable Premier Ministre cherchait à avoir leur allégeance politique, et j'ai dit que ce n'était pas de cette manière-là qu'il réussira à avoir leur allégeance politique.

M. ROBIDOUX.—M. l'Orateur, je serais tenté d'entrer ici dans une digression à laquelle m'invite l'interruption faite par l'honorable Premier Ministre, et la réponse de l'honorable député de Gaspé. Si je cédaï à cette tentation, je démontrerais qu'il n'y a rien dans nos principes politiques qui puisse répugner à l'électorat protestant ; mais cette digression m'entraînerait trop loin. Je saisisrai une autre occasion de développer cette pensée.

Je continue. Non seulement l'honorable M. Chapleau, non-seulement l'honorable député de Gaspé, mais encore l'honorable chef de l'opposition, le député de Montcalm, a fait peser sur le Premier Ministre et son parti toute la responsabilité d'une situation dont la gravité s'accroissait.

Un jour où ses jeunes amis s'en allaient faire la lutte dans Berthier, à la veille d'une élection, il leur donnait pour viatique une résolution qui devait assurer la victoire et par laquelle il déclarait :

“ Que les membres de l'association conservatrice voient également avec regret que le gouvernement Mercier a soulevé une guerre de races qui a son contre-coup à Ontario, à Manitoba, dans les territoires du Nord-Ouest,

et qu'il importe de revenir au plus tôt aux traditions du regretté sir Georges Etienne Cartier, qui, tout en obtenant justice pour ses compatriotes et ses co-religionnaires, a voulu que l'on pratiquât cette entente cordiale, ce respect des droits de tous, qui sont indispensables à la paix du pays et au contentement des habitants du Dominion."

C'est l'honorable chef de l'opposition qui vient couronner l'œuvre de deux autres en proclamant que le Premier Ministre a soulevé une guerre de races, qu'il est le fauteur de toutes les divisions qui se sont produites parmi nous. Cette œuvre commencée à St-Hilaire, ne s'est pas ralentie, on la retrouve encore aujourd'hui dans les paroles de l'honorable député de Gaspé et de l'honorable député de Richmond et Wolfe.

Si, me tournant maintenant, du côté de mes adversaires, je leur demande où et quand, nous, qui nous appelons le parti national, nous avons provoqué par nos paroles ou par nos actes ceux qui ne professent pas notre foi et ne parlent pas notre langue, que répondront-ils ? Eux qui, depuis longtemps, nous accusent d'être les auteurs du malaise et de l'agitation, qu'ils formulent leurs accusations, qu'ils nous disent où et quel jour.

M. PICARD.—C'est en 1885.

M. ROBIDOUX.—En 1885 ! Pardon, ce dont vous vous plaignez, ce dont l'honorable Secrétaire d'Etat se plaint, c'est que nous avons dans cette Chambre passé une loi par laquelle nous laissons le Pape arbitre dans le règlement de la question des "biens des Jésuites." Ce n'est pas nous qui avons dit cela. Et de quel droit nous reproche-t-on cette loi, que nous avons votée à l'unanimité, pour réparer une injustice, pour restituer une somme qui ne nous appartenait pas, pour refaire, laissez-moi dire le mot, pour refaire à la gloire de l'Angleterre une page de son histoire qu'elle n'écrirait plus aujourd'hui ?

Non, ce n'est pas nous qui avons causé l'agitation. Nous respectons les droits de nos compatriotes anglais. Nous reconnaissons, dans ce pays, à ceux dont le culte revêt d'autres formes que le notre, à ceux qui ne parlent pas notre langue, les mêmes libertés que nous voulons pour nous. Nous l'avons répété bien des fois et bien haut. Et cependant, nos adversaires ont semblé ne pas entendre. Ils ont continué à déclarer aux Anglais qu'il y a ici des hommes qui veulent les persécuter et les anéantir, si possible, et que ces hommes ce sont les nationaux.

Donc, Messieurs les conservateurs, les coupables, c'est vous. C'est vous qui, par vos déclamations, avez fait naître au milieu de nous une association des droits égaux; c'est vous qui avez suscité la guerre de race; c'est vous qui l'avez maintenue; c'est vous qui la rajeunissez aujourd'hui. à propos de la somme de \$10,000 que nous désirons offrir à l'Université de Toronto.

On a compris, M. l'Orateur, que cet acte dont le ministère a pris l'initiative, serait pour tous les hommes bien pensants une réponse aux accusations d'intolérance que l'on a portées contre nous. Pour en détruire l'effet, nos adversaires se sont ingénies à démontrer à nos compatriotes d'Ontario, que nos motifs en proposant de voter \$10,000 pour venir au secours de l'Université de Toronto, sont loin d'être désintéressés. Ils disent à nos amis de là-bas: N'allez pas croire que les nationaux votent cette somme de bon cœur, qu'il obéissent à un noble sentiment et soient capables de sentiments généreux; quand ils prétendent donner, c'est acheter qu'il faut comprendre.

C'est acheté qu'a prononcé l'honorable député de Richmond et Wolfe, quand il a trouvé au fond de son âme, pour nous l'offrir ensuite, cette fleur de délicatesse dont le parfum embaume encore cette Chambre: "Vous voulez acheter les gens d'Ontario, et vous les habituerez à se plaindre pour obtenir de vous de l'argent, si vous donnez \$10,000 à l'Université de Toronto."

Ces paroles, j'en suis certain, ne trouveront pas chez nos amis d'Ontario l'écho que voudraient y éveiller nos adversaires. Ontario sait donner, il l'a prouvé quand il est venu au secours des malheureux du Saguenay. Celui qui sait donner de bon cœur, sait recevoir sans méfiance. Celui qui est capable de sentiments généreux, est capable de comprendre ces sentiments chez les autres.

Quelque grands que soient vos efforts, Messieurs les conservateurs, j'ai assez foi dans le sens éclairé de nos amis d'Ontario pour croire qu'ils accepteront les \$10,000 que nous leur offrons, comme un don, pur de toute pensée mesquine et intéressée, comme l'expression de notre amitié vraie, et qu'ils flétriront avec nous, ceux qui nous prêtent la pensée que les sympathies d'Ontario sont à vendre, et que le parti national s'en fait l'enchérisseur.

M. CASGRAIN.—L'honorable Secrétaire provincial s'étonne de ce que je puisse voter contre ces résolutions, moi qui viens d'Ontario. Certes, j'aime Toronto; j'aime et je respecte l'Université de Toronto, qui est une

institution très distinguée. Mais il ne s'agit pas ici d'une question de sentiment, de gracieuseté, quoiqu'ait dit le député de Chateauguay. Nous avons à discuter une question d'affaire. Je regrette de ne pouvoir offrir à cette Chambre, au lieu d'un joli discours comme celui de l'honorable député, que des considérations prosaïques.

La générosité ne se discute pas, en face d'une grande calamité publique. Mais ce n'est pas le cas actuel. L'Université de Toronto n'a pas besoin de notre argent ; sommes nous assez riches pour lui faire une pure libéralité ? C'est une question grave, surtout pour ceux qui, avant d'arriver au pouvoir, ont déclaré par tout le pays que notre Province était désespérément pauvre et à la veille d'une banqueroute. Notre système d'éducation laisse beaucoup à désirer, nos instituteurs sont mal rémunérés, il y a beaucoup à faire en notre Province pour l'agriculture et la colonisation, et les électeurs des comtés ruraux en particulier auront raison de reprocher leur libéralité déplacée aux députés qui soutiennent ces résolutions.

Le député de Québec rappelle qu'une demande de subvention en faveur de l'Université Laval faite au gouvernement actuel fut mal accueillie, tandis qu'on entretenait favorablement l'idée d'une faveur de \$10,000 à une université étrangère.

Il nie que le *Week* de Toronto, dont on a cité l'opinion favorable aux résolutions, soit l'organe du parti conservateur. Il affirme que des organes accrédités du gouvernement national s'opposent aux résolutions, comme *l'Etendard*, la *Vérité*, *l'Examiner* de Sherbrooke. La *Gazette* de Montréal, qui est censée exprimer le sentiment d'une grande partie de la population anglaise et protestante en cette Province, entretient les mêmes vues sur la question. Il fait ressortir l'inconvenance des calculs contenus dans les résolutions ; calculs faits, vraisemblablement pour faire croire au peuple qu'il s'agit de restitution.

On dit, ajoute le député de Québec, que ces résolutions auront pour effet de calmer l'agitation et de faire naître dans Ontario un sentiment plus généreux à notre égard, et l'on veut en même temps rejeter sur le parti conservateur la responsabilité des troubles religieux, nationaux dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Ce n'est pas le discours de M. Chapleau, à St-Hilaire, qui a allumé le feu de la discorde. L'incendie a été allumé, en 1885 et 1886, par le Premier Ministre et son parti qui occupent aujourd'hui le pouvoir.

S'il veut sincèrement arrêter le mal, que le Premier Ministre cesse de prononcer des discours malheureux comme il en a prononcé sur le Champ

de Mars, au carré Chaboillez ou au banquet de la St. Jean-Baptiste, et nous aurons la paix, la concorde et l'harmonie. Quand on a voulu faire désavouer la loi des Jésuites, quel est celui qui, dans la Chambre des Communes, a le plus vaillamment défendu cette loi et l'autonomie des provinces ? C'est sir John Thompson qui a réuni en faveur de la loi, dans cette Chambre composée de tant d'éléments divers, l'énorme majorité de 188 voix.

Et quand on a voulu faire décréter, à Ottawa, l'ostracisme de la langue française au Nord-Ouest, qui a enrayé le mouvement ? Je ne suis pas assez injuste pour dire que M. Blake, en cette circonstance, ne s'est pas noblement conduit. Mais il y avait là un homme qui exerce encore une plus grande influence que lui sur la députation fédérale. Sir John Macdonald a pris lui-même en mains la cause de notre race et de l'autonomie provinciale et il a, cette fois, comme dans toute sa carrière politique, tenu tête à la marée montante du préjugé et du fanatisme. (Il cite les paroles prononcées en cette circonstance par sir John.) Et pendant que le chef du parti conservateur prononçait ces nobles paroles, ici, dans cette Législature, on le traitait de vieil orangiste.

M. LUSSIER proteste contre les résolutions. Il dit que c'est ridicule d'offrir \$10,000 à une institution aussi riche que l'Université de Toronto, et que la Province n'est pas assez riche pour faire une telle largesse.
